Global Africa nº 13, 2026

GLOBAL AFRICA

Indexée sur /Indexed on
AJOL
DOAJ
Scopus



À PROPOS

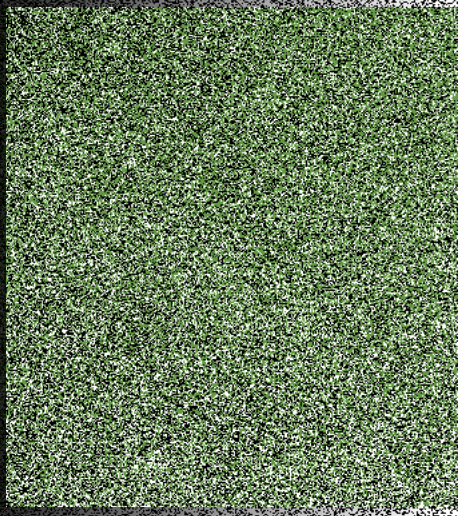
La revue *Global Africa* accueille des réflexions sur les enjeux globaux et leurs défis saisis à partir de l'Afrique et de ses diasporas. Ce contexte de défis anciens, nouveaux et futurs est celui dans lequel il faut penser de manière critique le Continent et ses trajectoires sociales, politiques, culturelles, économiques et scientifiques.

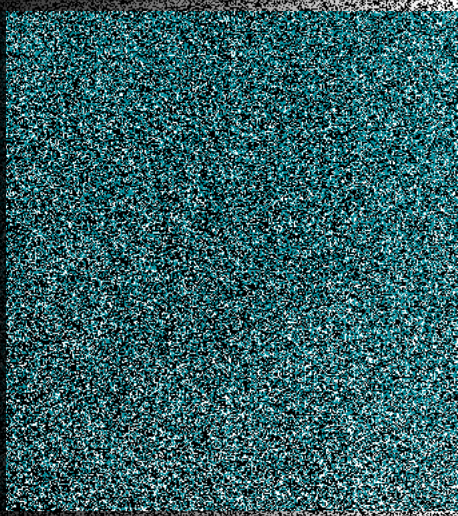
Global Africa est portée par le Laboratoire d'analyse des sociétés et pouvoirs / Afrique – Diasporas (LASPAD) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, au Sénégal avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France, le Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) au Niger et l'Université internationale de Rabat (UIR) au Maroc. *Global Africa* est une revue pluridisciplinaire, à partir et au-delà du champ des sciences sociales, et publie des textes originaux et/ou traduits en français, arabe, anglais et swahili. En prise avec les enjeux globaux, soucieuse de s'inscrire dans la « science de la durabilité » et dans la recherche prospective, *Global Africa* est un lieu d'analyses et de débats sur la place de l'Afrique dans le Monde.

Dans l'optique de renforcer l'écosystème de la publication de savoirs scientifiques en Afrique, les textes publiés par *Global Africa* répondent à une exigence majeure : investir des sujets qui font progresser les connaissances, la compréhension du réel, dans un champ qu'il soit disciplinaire ou thématique, ceci à partir de constructions théoriques et conceptuelles ainsi que de données empiriques solides, éprouvées. À titre d'exemple, sont attendues à la fois des contributions originales et critiques sur les problématiques inscrites dans les agendas internationaux (sécurité humaine, migrations, santé, éducation, environnement, ressources naturelles, démographie, genre, inégalités, urbanisation, démocratie, etc.), et des réflexions sur les rationalités, les valeurs et les pratiques à l'œuvre dans la problématisation même de questions ayant la prétention de dessiner les «trajectoires de développement» du Continent. Mieux encore, les enjeux éthiques, politiques et économiques liés à la quatrième révolution industrielle, qu'il s'agisse d'intelligence artificielle, de big data, de trans-post-humanisme, de nanotechnologies, de technologies numériques, de biopolitique, de gouvernance mondiale, de société de contrôle etc. seront explorés à partir du Continent. De ce point de vue, *Global Africa* considère que pour penser le monde d'aujourd'hui et celui à venir, il est fécond de mettre en dialogue les sciences humaines et sociales avec les sciences digitales.

Au-delà des incantations à l'interdisciplinarité, l'objectif est concrètement d'accueillir des analyses émanant de divers espaces disciplinaires dès lors que – dans une démarche réflexive ou appliquée – elles permettent d'enrichir les réflexions qui visent à comprendre les dynamiques à l'œuvre sur le Continent. Située dans le champ des études globales, la revue accorde pourtant une grande attention à ce qui se passe au niveau local. *Global Africa* juge indispensable de s'approprier des sujets qui font écho à des préoccupations « locales », émanant du corps social – qu'il s'agisse des personnes ou des groupes qui les vivent quotidiennement ou qui les organisent et les gouvernent – y compris celles des femmes, des jeunes et des personnes marginalisées. La revue s'ouvre dès lors aux arts, cultures, techniques et savoirs extra académiques, en discutant avec des experts reconnus dans leur domaine.

La gouvernance de *Global Africa* repose sur un dispositif de programmation et d'évaluation scientifique autonome – engageant un comité de rédaction, un conseil scientifique, et un collège d'évaluateurs externes anonymes – qui aboutit, après un travail éditorial scrupuleux géré par un dispositif de production éditoriale, de traduction et de diffusion assuré par le LASPAD (Université Gaston-Berger de Saint-Louis), à une livraison de haute qualité scientifique. Disponible en ligne en open access, *Global Africa* publie quatre fois par an un numéro thématique, incluant des textes hors dossier (varia), des points de vue d'experts en prise avec l'actualité et des recensions d'ouvrages.






Directrice éditoriale
Fatimatou Dia

Secrétaire d'édition
Mamadou Lamine Diandy

Responsable de la production éditoriale
Mouhamed K. Amoussa

Responsable traduction
Fatimatou Dia

Traductions en anglais/français
Bassirou Mboup a traduit les textes de Faye et al., de Patrick Belinga Ondua et de Ndèye Khady Diop.
Mame Codou Ndiaye a traduit le texte de Sílvio Marcus de Souza Correa.
Yankhoba Seydi a traduit le texte d'Awuvé Innocent Azilan.

Traductions en arabe
Mohamed Jouili

Traductions en swahili
Elvis Gakunzi

Copy editing et relecture en français
Mamadou Lamine Diandy
Mouhammad Dieng

Copy editing et relecture en anglais
Bassirou Mboup
Mame Codou Ndiaye
Khardiata Ba

Iconographie
Mame-Penda Ba
Mouhamed K. Amoussa

Maquette
Mouhamed K. Amoussa

La lecture des articles en arabe suit la numérotation de page de l'ensemble de la revue, de gauche à droite.

Crédits photographiques
Les images qui accompagnent ce numéro sont issues de la série Threads de Charlene Komuntale, artiste en techniques mixtes basée à Kampala, en Ouganda. À travers des œuvres mêlant portraits numériques, textile, perlage et broderie, elle interroge les systèmes culturels et historiques qui façonnent les standards de beauté. Ces œuvres sont protégées par le droit d'auteur et relèvent du copyright de Charlene Komuntale.

Le logo de Global Africa est emprunté au signe Nsibidi qui représente le savoir et le partage.

Le collège des évaluateurs étant anonyme, nous ne publions pas les noms de ses membres. Nous adressons nos chaleureux remerciements à l'ensemble des évaluateurs pour leur disponibilité et leurs fécondes contributions.

Revue *Global Africa*
numéro 13
Mars 2026
Périodicité : *quatre numéros annuels*
(deux pour les deux premières années 2022, 2023)
Propriété *: Université Gaston Berger, Sénégal*
Éditeur : *Université Gaston Berger, Sénégal*
Directeur de la publication : Magatte Ndiaye, *Recteur de l'Université Gaston Berger*
ISSN : 3020-0458

Programmation et évaluation

Coordinateurs du numéro
Mame-Penda Ba
Faisal Garba
Sara Mejdoubi

Secrétaire de rédaction
Fatimatou Dia

Comité de rédaction
Sara Mejdoubi (Co-rédactrice en chef), *Linguiste, UIR*
Faisal Garba (Co-rédacteur en chef), *Sociologie, UCT*
Mame-Penda Ba, *Science politique, Université Gaston Berger*
Toussaint Murhula Kafarhire, *Sc. po, ASAA, ULC, UPN*
Uchenna Okeja, *Philosophie, Nelson Mandela Univ.*
Olivier Dangles, *Biodiversité, Sc. de la durabilité, IRD*
Mohamed Jouili, *Anthropologie, ULM*
Nadine Machikou, *Sc. politique, Université de Yaoundé*
Frédérique Louveau, *Anthropologie, UGB*
Philippe Lavigne-Delville, *Anthropologie, IRD*
Cheikh Sadibou Sakho, *Sociologie, Anthropologie, UGB*
Ayrton Aubry, *Relations internationales, SciencesPo*
Minata Sarr, *Droit du numérique, UNCHK*

Conseil scientifique
Akosua Adomako Ampofo *(Présidente), Gender studies, ASAA*
Paul Tiyambe Zeleza, *Économie, USIU*
Souleymane Bachir Diagne, *Philosophie, CU*
Mamadou Diouf, *Histoire, CU*
Cecelia Lynch, *Science politique, UCI*
Estienne Rodary, *Géographie et science politique, IRD*
Célestin Monga, *Économie, World Bank/Harvard*
Bouchra Sidi Hida, *Sc. soc. et gouvernance, Codesria*
Philippe Peycam, *Histoire, IIAS*
Ibrahima Thioub, *Histoire, UCAD*
Fatima Sadiqi, *Ling. études de genre, Université de Fes*
Cheikh Thiam, *Etudes africaines, Amherst College*
François Roubaud, *Économie, IRD*
Felwine Sarr, *Économie, Duke University*
Stefan Ouma, *Géographie, University of Bayreuth*
Fatou Sow, *Gender studies, CNRS/UCAD*
Pap Ndiaye, *Histoire, SciencePo / MNHI*
Foued Laroussi, *Linguistique, Université de Rouen*
Zahia Jouirou, *Études islamiques et religions comparées, Université de La Manouba*
Ibrahima Kane, *Droits humains, OSF/UA*
Reda Benkirane, *Université M.VI Polytechniques*
Walter Mignolo, *Anthropologie, Duke University*
Dominique Darbon, *Science politique, LAM*
Mbissane Ngom, *Droit, UGB*
Fatima Harrak, *Histoire et science politique, Institut d'études africaines, Université Mohammed V*
Martin Yelkouni, *Économie, Université Senghor*

Global Africa est une revue en libre accès distribuée selon les termes de la licence d'attribution Creative Commons Attribution Non-Commercial (CC BY-NC 4.0) (https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0).
Cette licence autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sur tout support, sauf à des fins commerciales, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée.

GLOBAL AFRICA

متفرقات

Varia

Miscellaneous

Vinginevyo

Sommaire

Varia

Éditorial 6-8

Catalogue des résumés 20-30

Charlene Komuntale
Threads : Qu'est-ce qui gouverne notre compréhension de la beauté ? 30

Sílvio Marcus de Souza Correa
Décoloniser le cinéma africain: les résolutions du groupe cinéma au premier Festival mondial des arts nègres (Dakar 1966) 36-49

Patrick Belinga Ondoua
Silences, bruits et régimes d'énonciation du social autour des œuvres cinématographiques au Cameroun : le cas d'*Indomptables* (2025) de Thomas Ngijol 64-77

Rita Charlie Kamdom Nguemdjom
La frontière entre modernité, féminisme et tradition : le cas de la pratique rituelle du « Houe Todjom » (purge) chez les Bandjoun de l'Ouest Cameroun 94-105

Sylvain Landry Birane Faye, Georgette Hélène Coumba Sow, Mame Aminata Diagne, Waly Diouf, Nafissatou Ba Lô & El Hadj Momar Thiam
Retard de croissance des enfants au Sénégal : entre savoirs locaux, normes sociales et défis du changement climatique 118-134

Wondu Argaw Yimam & Mohammed Hassan
Collaboratrices, patriotes et résistantes : la lutte des femmes wolaita contre l'exclusion sous des politiques répressives (1941–1974) 152-166

Awuvé Innocent Azilan
Gouverner la science par les instruments : ce que les index font à la science africaine 184-194

Ndèye Khady Diop
Entre jihad, territoires et économie criminelle : repenser les conflits sahéliens 208-211

Miscellaneous
Vinginevyo
متفرقات

Editorial	9-11	12-14	15-17
Abstracts Catalog	20-30	20-30	20-30
Charlene Komuntale Threads: What Governs Our Understanding of Beauty?	31	32	33
Sílvio Marcus de Souza Correa Decolonizing African Cinema: resolutions of the Cinema Group at the First World Festival of Black Arts (Dakar 1966)			50-62
Patrick Belinga Ondoua Silences, Noise, and Regimes of Social Enunciation around Cinematic Works in Cameroon: The Case of *Indomptables* (2025) by Thomas Ngijol			78-91
Rita Charlie Kamdom Nguemdjom The Border Between Modernism, Feminism and Tradition: The Case of “Houe Todjom” Ritual (Purge) Practice Among the Bandjoun People in West Cameroon			106-116
Sylvain Landry Birane Faye, Georgette Hélène Coumba Sow, Mame Aminata Diagne, Waly Diouf, Nafissatou Ba Lô & El Hadj Momar Thiam Childhood Stunting in Senegal: Between Local Knowledge, Social Norms, and Climate Change Challenges			135 -150
Wondu Argaw Yimam & Mohammed Hassan Collaborators, Patriots, and Resistance: Wolaita Women’s Struggle Against Exclusion Under Repressive Policies (1941–1974)			167-181
Awuvé Innocent Azilan Governing science through instruments: What "indexes" do to African science			195-205
Ndèye Khady Diop Between Jihad, Territory, and Criminal Economy: Rethinking Conflicts in the Sahel			212-215

États africains, souveraineté et solidarité à l'ère d'un nouvel impérialisme culturel

Faisal Garba
Professeur de sociologie, migration et mobilité
Université du Cap, Afrique du Sud
Rédacteur en chef de la revue *Global Africa*
faisal.garbamuhammed@uct.ac.za

How to cite this paper:
Garba, F. (2026). États africains, souveraineté et solidarité à l'ère d'un nouvel impérialisme culturel. *Global Africa*, (13), pp. 6-8.
https://doi.org/10.57832/qekp-xx07

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique est devenue une cible majeure des forces d'extrême droite aux États-Unis, ainsi que de certaines élites africaines et de dirigeants religieux réactionnaires, qui cherchent à prolonger une guerre culturelle initiée par des groupes d'extrême droite dans le Nord global. À l'instar de l'ère de l'impérialisme classique, ces forces considèrent l'Afrique comme un espace par procuration à travers lequel elles peuvent étendre leur domination et leurs idées hégémoniques de supériorité, de discrimination et de déshumanisation. Cette fois, l'objectif est de revenir sur les acquis obtenus par les populations noires contre la discrimination raciale, par les femmes contre le sexisme systémique, et de criminaliser l'existence de personnes et de groupes sociaux qui ont toujours fait partie des sociétés africaines.

Pour les élites africaines, l'extension d'une guerre culturelle vers l'Afrique constitue une diversion commode face à la réalité d'un continent confronté à des crises multiples : la pénurie chronique de services essentiels, tels que l'eau potable, l'électricité, les transports publics, les soins de santé et la préservation de la biodiversité, constitue une menace pour la survie des individus, des communautés et des États, ainsi que pour celle du continent dans son ensemble, alors même que les classes les plus riches voient leur fortune s'accroître. L'Afrique est actuellement l'une des régions les plus inégalitaires au monde. Selon un rapport d'Oxfam (2025), les gouvernements du continent sont les moins engagés dans la lutte contre cette crise d'inégalités[1] qui ne cesse de s'aggraver. L'État et les couches les plus influentes de la société, qui profitent directement de l'appauvrissement du continent, n'apportent aucune réponse à la réalité préoccupante d'une population jeune en forte croissance, à la fois sans emploi et profondément désabusée.

Une partie de l'agenda de cette guerre culturelle consiste à réaffirmer le pouvoir des groupes dominants : les populations noires devraient être renvoyées à une position de servitude ; les femmes devraient être exclues de la sphère publique, et les personnes dont les orientations et les modes de vie diffèrent des normes dominantes devraient être criminalisées. Cet agenda repose sur une vision primordialiste d'un passé africain « pur » et « intact », qui est non seulement historiquement inexacte, mais également fondée sur des présupposés racistes selon lesquels les sociétés africaines étaient stagnantes avant leur contact avec des influences extérieures supposément corruptrices.

1 Oxfam (2025). *La crise des inégalités en Afrique et la montée des ultra-riches.* Consulté sur https://www.oxfam.org/en/research/africas-inequality-crisis-and-rise-super-rich

La tentative de remodeler les sociétés africaines à l'image des idéaux de l'extrême droite américaine et de ses alliés africains est étroitement liée à une vision cataclysmique du monde fondée sur des rapports de domination. Elle relève de la même logique qui sous-tend les politiques de domination de Donald Trump visant à prendre le contrôle de territoires et de ressources. Ce nouvel impérialisme s'accompagne d'une logique transactionnelle et extractiviste assumée, qui s'empare des ressources tout en réduisant le financement d'initiatives sanitaires essentielles permettant de sauver la vie de millions de personnes.

Comme l'impérialisme traditionnel, ce nouvel impérialisme cherche à remodeler les cultures et les sociétés africaines pour les conformer à des fantasmes conservateurs occidentaux qui présentent l'Afrique comme le passé supposé des sociétés occidentales. Ce qui apparaît comme une campagne de renouveau culturel est en réalité une tentative sinistre d'affirmer et de consolider le contrôle social sur les femmes, les personnes non conformes aux normes de genre et d'autres groupes marginalisés, à travers la manipulation de l'histoire et des coutumes. Ainsi, des pratiques et des relations sociales anciennes sont désormais requalifiées en formes de corruption ou de métissage. Une part du danger réside dans la création de divisions selon des lignes religieuses et ethniques. La logique sous-jacente est que les populations doivent retourner à un passé mythique qui n'a jamais existé. La poursuite de cet objectif conduit à l'intensification des hostilités entre groupes sur un continent qui continue de faire face à des explosions de violence issues de tentatives d'adhérer à des idées infondées de pureté.

Face aux tentatives visant à instrumentaliser les familles africaines au nom d'un prétendu retour à une époque marquée par la domination exercée sur les femmes et d'autres minorités sociales, l'Afrique doit, plus que jamais, mettre au premier plan la solidarité, le soin et la compassion. L'intolérance, la discrimination et la violence menacent l'existence même d'une société. Les forces d'extrême droite déterminées à étendre leurs guerres culturelles en Afrique ont contribué à l'émergence de sociétés violentes et intolérantes, dans lesquelles des personnes sont tuées pour avoir exprimé des opinions divergentes. Ces dynamiques sont indissociables de la destruction de l'environnement, qui accentue les inégalités en sapant les moyens de subsistance, les systèmes alimentaires et l'accès à la terre et à l'eau. L'avenir africain doit être différent. Il doit s'ancrer dans les conditions de vie, les aspirations et les attentes des groupes les plus opprimés et exploités de la société africaine. Les femmes de la classe ouvrière et des milieux défavorisés font partie de ces groupes. Nous avons donc besoin d'États capables de voir le monde à travers les yeux d'une femme sans emploi, responsable de ses enfants et contrainte de subvenir aux besoins de tout un foyer. Un tel État n'est possible que si les communautés, les individus et les activistes à travers l'Afrique construisent et promeuvent des sociétés tolérantes fondées sur la solidarité, afin de résister à la haine et à l'intolérance que les impérialistes culturels contemporains et leurs alliés locaux cherchent à imposer au continent.

Entre autres choses, cet État doit être fondé sur des conceptions de la souveraineté portées par les populations ordinaires à travers leurs luttes, leurs idées et leurs aspirations, en particulier celles des groupes marginalisés de la société.

Un tel État sera ancré dans des principes de souveraineté fondés sur le bien-être collectif de l'humanité, l'égalité, la justice et les droits. La base d'une telle formation sociale doit être celle où les identités sont comprises comme des processus historiques, plutôt que comme une perception réifiée de la culture comme donnée, intemporelle et immuable.

Étant donné qu'un tel État doit être orienté vers le panafricanisme et l'humanisme, il lui reviendrait d'amplifier les luttes des peuples dans chaque région du monde. Ce faisant, il contribuera à promouvoir une culture du soin, de la solidarité et des alternatives, en opposition à la normalisation progressive des divisions, de l'injustice et des inégalités.

Ce qui précède nécessite une mobilisation consciente de ressources humaines, financières et intellectuelles. Le financement public a toujours été le principal moteur des innovations d'envergure en Afrique. Une source importante de ce financement public réside dans les ressources communes, telles que les fonds de pension. Ces ressources sont déjà mobilisées au service de l'accumulation du capital privé, au bénéfice d'intérêts à la fois internes et externes. Un autre modèle consisterait à

utiliser des actifs communs dans lesquels les terres seraient mises en commun pour des entreprises au niveau des villages et des villes, au-delà des frontières, non pas de manière fragmentée et sectorielle, mais sur une base inclusive.

Cette approche prend au sérieux les dimensions matérielles de ce que le philosophe ghanéen Kwasi Wiredu appelle la « démocratie consensuelle ». J'y associe ici l'idée de développement délibératif. Il s'agit donc de s'éloigner d'un développement par le rattrapage pour aller vers un épanouissement humain, tel que défini par les communautés à travers la recherche d'un consensus. La question du leadership est centrale dans ce processus, en particulier en ce qui concerne l'allocation des ressources au niveau local. Le néolibéralisme corrompt la marge de manœuvre de « l'organisation sociale traditionnelle ». Un nombre non négligeable de chefs traditionnels sont ainsi impliqués dans des activités d'exploitation minière destructrices, dans des fonds d'investissement et les nouveaux vecteurs et fronts de pénétration capitaliste en Afrique. En raison des besoins de transfert des ressources naturelles, la chefferie détient des parts dans des capitaux privés et divers types d'obligations.

Il est impossible d'envisager une démocratie citoyenne significative lorsque certaines personnes restent des sujets dotés de droits différenciés, selon une échelle variable d'appartenance. Ce qu'il faut, c'est une profonde transformation sociale et une véritable égalité sociale. Cela ne signifie pas que l'on ne puisse pas posséder des terres parce que l'on vient d'un certain endroit. Cela signifie plutôt que l'accès à la terre ne repose que sur la résidence et l'attachement historique, et non sur une quelconque appartenance ethnique.

Dans cette perspective, la propriété nationale, discréditée par le néolibéralisme, doit être considérée comme légitime et nécessaire. Dans un contexte de forte inégalité, nous avons besoin d'institutions publiques de coordination qui ne puissent pas être réduites à la concurrence du marché. Sur cette base, toute action menée dans le contexte multipolaire actuel — caractérisé par des rivalités inter-impérialistes et des ambitions sous-impériales émergentes — doit être ancrée dans la redistribution. Le fonctionnement normal de l'économie politique mondiale, même involontaire, est inégalitaire. Cette inégalité est profondément ancrée à la fois dans l'écologie politique et dans l'économie politique.

African States, Sovereignty and Solidarity in the Era of a Cultural New Imperialism

Faisal Garba
Professor of Sociology, Migration, and Mobility
University of Cape Town, South Africa
Editor-in-Chief of *Global Africa* Journal
faisal.garbamuhammed@uct.ac.za

How to cite this paper:
Garba, F. (2026). African States, Sovereignty and Solidarity in the Era of a Cultural New Imperialism. *Global Africa*, (13), pp. 9-11.
https://doi.org/10.57832/x90q-ct04

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

In the last decade or so, Africa has become a major target of right-wing forces from the United States, as well as sections of the African elite and reactionary religious leaders who are intent on extending a culture war that right-wing groups initiated in the Global North. Much like the era of classical imperialism, these forces see Africa as a proxy through which they can extend their dominance and hegemonic ideas of superiority, discrimination, and dehumanization. This time, the agenda is to roll back the gains made by Black people against racist discrimination, by women against systemic misogyny, and to criminalize the existence of persons and social groups that have always been part of African societies.

For the African elite, the extension of a culture war into Africa is a convenient distraction from the reality of a continent facing multiple crises: the dire lack of necessities such as potable water, electricity, public transportation, public healthcare, and biodiversity preservation is a threat to the survival of individuals, communities and countries, and the continent as a whole, even as the richest classes see their wealth increasing. Africa is currently one of the most unequal places in the world. According to a 2025 Oxfam report, the continent's governments are the least committed to addressing this crisis of ever-widening inequality.[1] The state and the powerful sections of society, which directly benefit from the impoverishment of the continent, have no solution to the dangerous reality of a bulging youth population that is not only unemployed but also despondent.

Part of the culture war agenda is the reassertion of the power of dominant groups: Black people must go back to their place of servitude; women must disappear from the public sphere, and those with different orientations toward life and love must be criminalized. This agenda is based on a primordial image of a "pure" and "untouched" African past that is not only historically inaccurate but also draws on racist assumptions that African societies were stagnant before contact with supposedly corrupting outside influences.

The attempt to remake African societies in the image of the ideal of American right-wingers and their African allies is closely linked to a cataclysmic vision of the world that believes in domination. It is the same impulse that informs

1 Oxfam (2025). *Africa's Inequality Crisis and the Rise of the Super-Rich.* Retrieved from https://www.oxfam.org/en/research/africas-inequality-crisis-and-rise-super-rich

Donald Trump's wars of domination to take over territories and resources. This new imperialism goes hand in hand with the plain-faced transactional and extractivist logic that seizes resources while defunding important healthcare initiatives that save the lives of millions of people.

Like old-fashioned imperialism, this new imperialism seeks to remake African cultures and societies to conform to conservative Western fantasies that imagine Africa as the presumed past of Western societies. What appears to be a campaign for cultural revival is, in reality, a sinister attempt to assert and consolidate social control over women, gender non-conforming persons, and other marginalized groups through the manipulation of history and customs. Thus, age-old practices and social relations are reframed as corruption and miscegenation. Part of the danger lies in the creation of divisions along religious and ethnic lines. The underlying logic is that people must return to some mythical past that never existed. The pursuit of this leads to the intensification of group hostility on a continent that is still grappling with violent eruptions emanating from attempts to stick to unfounded ideas of purity.

In the face of attempts to weaponize African families by harkening back to the days of the domination of women and other social minorities, Africa, more than ever, needs to foreground solidarity, care, and compassion. Intolerance, discrimination, and violence threaten the existence of a society. The right-wing forces bent on extending their culture wars to Africa have created violent, intolerant societies where people are shot for holding different views. These dynamics are inseparable from environmental destruction, which deepens inequality by undermining livelihoods, food systems and access to land and water. The African future has to be different. It has to be a future rooted in the circumstances, aspirations, and wishes of the most oppressed and exploited sections of African society. Working-class and poor women are part of that group. We, therefore, need states that see through the eyes of an unemployed woman who is responsible for kids and has to fend for an entire household. Such a state is only possible if communities, individuals, and activists from across Africa curate and promote tolerant societies based on solidarity and push back against the hatred and intolerance that today's cultural imperialists and their local allies want to impose on the continent.

Among other things, that state must be rooted in ideas of sovereignty held by ordinary people through the struggles, ideas, and aspirations, particularly those of marginalized sections of society.

Such a state will be anchored in ideas of sovereignty in principles of collective human flourishing, equality, justice, and rights. The basis of such a social formation has to be one where identities are understood as historical processes instead of a reified perception of culture as given, timeless, and unchanging.

Given that such a state has to be Pan-Africanist and humanist in orientation, it must amplify the struggles of people in every corner of the world. In doing so, it will help to promote a culture of care, solidarity, and alternatives as an alternative to the creeping normalcy of division, injustice, and inequality.

The foregoing requires the conscious mobilization of human, financial, and intellectual resources. Public financing has been the key driver of any far-reaching innovations in Africa. An important source of such public financing is common resources such as pension funds. These resources are already mobilized for private capital accumulation in the service of both external and internal interests. Another template is the use of common assets in which land is pooled for village-level and town-level enterprises across borders, not in a fragmented sectional way, but on an inclusive basis.

This takes seriously the material dimensions of what the late Ghanaian Philosopher, Kwasi Wiredu, calls "consensual democracy". Here, I want to add the idea of deliberative development. This calls for moving away from catch-up development to human flourishing as defined by communities through consensus-building. The question of leadership is central to this, especially the allocation of resources at the local level. Neoliberalism is corrupting the leeway in "traditional social organisation". No small number of chiefs are involved in destructive mining, equity funds, and the new vehicles and frontiers of capitalist penetration in Africa. Because of the need for natural resource transfer, chieftaincy holds shares in private equities and all kinds of bonds. It is impossible to think of meaningful democracy of citizens when some people remain subjects with differential

rights, a sliding scale of claims to belonging. What is required is thoroughgoing social equalization and a real social equality. This does not mean that one does not own land because they are from a certain place. Rather, this means that one only has access to land on the basis of residency and historical association, and not based on some ethnic affiliation. In this project, national ownership, discredited by neoliberalism, has to be viewed as legitimate and necessary. In a context of great inequality, we need public coordinating institutions that cannot be reduced to market competition. On this basis, acting in the current multipolar moment—of inter-imperial rivalries and aspiring sub-imperial ambitions—has to be anchored in redistribution. The normal functioning of the global political economy, even when it does not intend to, is unequal. This equality is deeply embedded in both political ecology and political economy.

Mataifa ya Kiafrika, uhuru na mshikamano katika enzi ya ubeberu mpya wa kitamaduni

Faisal Garba
Profesa wa Sosholojia, Uhamiaji na Uhamaji
Chuo Kikuu cha Cape Town, Afrika Kusini
Mhariri Mkuu wa Jarida la *Global Africa*
faisal.garbamuhammed@uct.ac.za

How to cite this paper:
Garba, F. (2026). Mataifa ya Kiafrika, uhuru na mshikamano katika enzi ya ubeberu mpya wa kitamaduni. *Global Africa*, (13), pp. 12-14.
https://doi.org/10.57832/fe1v-h677

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Katika kipindi cha muongo mmoja uliopita, Afrika imekuwa shabaha kuu ya vikosi vya mrengo wa kulia nchini Marekani, pamoja na baadhi ya wasomi wa Kiafrika na viongozi wa kidini wanaopinga, ambao wanatafuta kurefusha vita vya kitamaduni vilivyoanzishwa na vikundi vya mrengo wa kulia Kaskazini mwa Dunia. Sawa na enzi ya ubeberu wa kitamaduni, vikosi hivi vinaiona Afrika kama nafasi ya uwakilishi ambapo wanaweza kupanua utawala wao na mawazo ya kishenzi ya ubora, ubaguzi, na udhalilishaji wa kibinadamu. Wakati huu, lengo ni kurudisha nyuma mafanikio yaliyofanywa na watu Weusi dhidi ya ubaguzi wa rangi, na wanawake dhidi ya ubaguzi wa kijinsia wa kimfumo, na kuharamisha uwepo wa watu binafsi na vikundi vya kijamii ambavyo vimekuwa sehemu ya jamii za Kiafrika.

Kwa wasomi wa Kiafrika, kupanua vita vya utamaduni hadi Afrika ni njia rahisi ya kuepuka hali halisi ya bara linalokabiliwa na migogoro mingi: uhaba mkubwa wa huduma muhimu, kama vile maji safi, umeme, usafiri wa umma, huduma ya afya ya umma, na uhifadhi wa bioanuwai, unatishia uhai wa watu binafsi, jamii, na nchi, pamoja na ule wa bara zima, hata kama matabaka tajiri zaidi yanaona utajiri wao ukikua. Afrika kwa sasa ni mojawapo ya maeneo yasiyo na usawa zaidi duniani. Kulingana na ripoti ya Oxfam ya 2025, serikali za bara hilo hazijajitolea kikamilifu kukabiliana na mgogoro huu wa ukosefu wa usawa[1] unaozidi kuwa mbaya. Serikali na makundi yenye ushawishi mkubwa katika jamii, ambayo hufaidika moja kwa moja na umaskini wa bara hilo, hayana suluhisho la ukweli hatari wa idadi ya vijana inayokua kwa kasi ambayo si tu kwamba haina ajira bali pia imekata tamaa.

Sehemu ya ajenda ya vita vya utamaduni ni kuthibitisha tena nguvu ya makundi makubwa: Watu weusi lazima warudi katika nafasi yao ya utumwa; wanawake lazima watoweke kutoka kwa umma; na watu wenye mwelekeo tofauti kuhusu maisha na mapenzi lazima wahalifiwe. Ajenda hii inategemea maono ya awali ya historia ya Afrika «safi» na «isiyoguswa», ambayo si tu kwamba si sahihi kihistoria lakini pia inategemea mawazo ya kibaguzi kwamba jamii za Kiafrika zilikuwa zimesimama kabla ya kuwasiliana na ushawishi unaodaiwa kuharibu nje.

1 Oxfam (2025). La crise des inégalités en Afrique et la montée des ultra-riches. https://www.oxfam.org/en/research/africas-inequality-crisis-and-rise-super-rich

Jaribio la kuunda upya jamii za Kiafrika kwa taswira ya maadili ya Wamarekani wa kulia na washirika wao wa Kiafrika linahusiana kwa karibu na mtazamo mbaya wa ulimwengu unaotegemea utawala. Inatokana na msukumo ule ule unaoarifu vita vya Donald Trump vya utawala vinavyolenga kunyakua udhibiti wa eneo na rasilimali. Ubeberu huu mpya unaenda sambamba na mantiki ya wazi ya miamala na uchimbaji, ukichukua rasilimali huku ukipunguza ufadhili wa mipango muhimu ya afya inayookoa maisha ya mamilioni.

Kama ubeberu wa jadi, ubeberu huu mpya unatafuta kuunda upya tamaduni na jamii za Kiafrika ili kuendana na ndoto za kihafidhina za Magharibi zinazoifikiria Afrika kama historia inayodhaniwa ya jamii za Magharibi. Kinachoonekana kuwa kampeni ya ufufuo wa kitamaduni kwa kweli ni jaribio baya la kudai na kuimarisha udhibiti wa kijamii juu ya wanawake, watu ambao hawafuati kanuni za kijinsia, na makundi mengine yaliyotengwa, kupitia ujanja wa historia na mila. Kwa hivyo, desturi na mahusiano ya zamani ya kijamii yanabadilishwa jina kama ufisadi na upotovu. Sehemu ya hatari iko katika kuundwa kwa mgawanyiko katika misingi ya kidini na kikabila. Mantiki ya msingi ni kwamba watu lazima warudi kwenye historia ya kizushi ambayo haijawahi kuwepo. Kufuatilia lengo hili kunasababisha kuongezeka kwa uhasama kati ya makundi katika bara ambalo linaendelea kukabiliwa na milipuko ya vurugu inayotokana na majaribio ya kufuata mawazo yasiyo na msingi ya usafi.

Ikikabiliwa na majaribio ya kunyonya familia za Kiafrika kwa kurudisha enzi iliyoangaziwa na utawala wa wanawake na jamii nyingine ndogo, Afrika, zaidi ya hapo awali, lazima ipe kipaumbele mshikamano, utunzaji, na huruma. Kutovumiliana, ubaguzi, na vurugu vinatishia uwepo wa jamii. Vikosi vya mrengo wa kulia vilivyoazimia kupanua vita vyao vya kitamaduni barani Afrika vimechangia kuundwa kwa jamii zenye vurugu na zisizovumiliana ambapo watu huuawa kwa kutoa maoni tofauti. Mienendo hii imeunganishwa bila kutenganishwa na uharibifu wa mazingira, ambao unazidisha ukosefu wa usawa kwa kudhoofisha njia za kujikimu, mifumo ya chakula, na upatikanaji wa ardhi na maji. Mustakabali wa Afrika lazima uwe tofauti. Lazima uwe mustakabali unaozingatia hali, matarajio, na matamanio ya sehemu zinazokandamizwa na kunyonywa zaidi katika jamii ya Kiafrika. Wanawake wa tabaka la wafanyakazi na maskini ni sehemu ya kundi hili. Kwa hivyo tunahitaji mataifa yanayoona kupitia macho ya mwanamke asiye na ajira, anayewajibika kwa watoto wake na kulazimishwa kutoa mahitaji ya kaya nzima. Jimbo kama hilo linawezekana tu ikiwa jamii, watu binafsi, na wanaharakati kote Afrika watajenga na kukuza jamii zenye uvumilivu kulingana na mshikamano, na kupinga chuki na kutovumiliana ambazo mabeberu wa kitamaduni wa leo na washirika wao wa ndani wanatafuta kulazimisha barani.

Miongoni mwa mambo mengine, jimbo hili lazima lianzishwe juu ya dhana za uhuru unaoshikiliwa na watu wa kawaida kupitia mapambano yao, mawazo, na matarajio yao, haswa yale ya sehemu zilizotengwa za jamii.

Jimbo kama hilo litaimarishwa katika kanuni za uhuru kulingana na ustawi wa pamoja wa ubinadamu, usawa, haki, na haki. Msingi wa malezi kama hayo ya kijamii lazima uwe ule ambapo utambulisho unaeleweka kama michakato ya kihistoria, badala ya mtazamo ulioimarishwa wa utamaduni kama uliotolewa, usio na wakati, na usiobadilika.

Kwa kuzingatia kwamba taifa kama hilo lazima lielekee kwenye Uafrika na ubinadamu, lazima liongeze mapambano ya watu katika kila kona ya dunia. Kwa kufanya hivyo, litachangia kukuza utamaduni wa utunzaji, mshikamano, na njia mbadala, kinyume na urekebishaji wa taratibu wa mgawanyiko, dhuluma, na ukosefu wa usawa.

Haya hapo juu yanahitaji uhamasishaji wa makusudi wa rasilimali za kibinadamu, kifedha, na kiakili. Ufadhili wa umma umekuwa kichocheo kikuu cha uvumbuzi mkubwa barani Afrika. Chanzo kikubwa cha ufadhili huu wa umma kina rasilimali za kawaida, kama vile mifuko ya pensheni. Rasilimali hizi tayari zinatumika kukusanya mtaji binafsi, kwa manufaa ya maslahi ya nje na ya ndani. Mfano mwingine unahusisha kutumia mali za kawaida, ambapo ardhi hukusanywa kwa ajili ya biashara katika ngazi za vijiji na miji, kuvuka mipaka, si kwa njia iliyogawanyika na ya kisekta, bali kwa msingi jumuishi.

Mbinu hii inachukua kwa uzito vipimo vya nyenzo vya kile mwanafalsafa wa Ghana Kwasi Wiredu anachokiita «demokrasia ya makubaliano.» Ningeongeza hapa wazo la maendeleo ya makusudi. Kwa hivyo ni suala la kuhama kutoka maendeleo ya haraka hadi ustawi wa binadamu, kama inavyofafanuliwa na jamii kupitia kutafuta makubaliano. Suala la uongozi ni muhimu katika mchakato huu, hasa mgawanyo wa rasilimali katika ngazi ya chini. Uliberali wa kisasa unaharibu nafasi ya ujanja wa «ushirika wa kijamii wa kitamaduni.» Idadi kubwa ya viongozi wa kitamaduni wanahusika katika shughuli za uchimbaji madini zenye uharibifu, fedha za uwekezaji, na vekta na mipaka mipya ya kupenya kwa ubepari barani Afrika. Kutokana na hitaji la kuhamisha maliasili, uchifu una hisa katika mtaji binafsi na aina mbalimbali za dhamana. Demokrasia shirikishi yenye maana haiwezekani wakati baadhi ya watu wanabaki kuwa raia wenye haki tofauti na viwango tofauti vya umiliki. Kinachohitajika ni mabadiliko makubwa ya kijamii na usawa wa kweli wa kijamii. Hii haimaanishi kwamba mtu hawezi kumiliki ardhi kwa sababu anatoka mahali fulani. Badala yake, inamaanisha kwamba upatikanaji wa ardhi unapaswa kutegemea tu uhusiano wa makazi na kihistoria, sio uhusiano wowote wa kikabila. Katika mradi huu, umiliki wa kitaifa, uliokataliwa na uliberali wa kisasa, lazima uzingatiwe kuwa halali na muhimu. Katika muktadha wa ukosefu wa usawa mkubwa, tunahitaji kuratibu taasisi za umma ambazo haziwezi kupunguzwa hadi ushindani wa soko. Kwa msingi huu, vitendo vyote katika muktadha wa sasa wa pande nyingi—vinavyoashiriwa na ushindani kati ya ubeberu na matarajio yanayoibuka ya ufalme mdogo—lazima vijikite katika ugawaji upya. Utendaji wa kawaida wa uchumi wa kisiasa wa dunia, hata kama si wa kukusudia, hauna usawa. Ukosefu huu wa usawa umejikita sana katika ikolojia ya kisiasa na uchumi wa kisiasa.

الدول الإفريقية والسيادة والتضامن في زمن إمبريالية ثقافية جديدة

فيصل غاربا (Faisal Garba)
أستاذ علم الاجتماع والهجرة والتنقل
جامعة كيب تاون، جنوب إفريقيا
رئيس تحرير مجلة غلوبال أفرك
faisal.garbamuhammed@uct.ac.za

خلال العقد الأخير تقريبًا، أصبحت إفريقيا هدفًا رئيسيًا لقوى اليمين المتطرف في الولايات المتحدة، وكذلك لبعض النخب الإفريقية والزعامات الدينية المحافظة، التي تسعى إلى إطالة أمد حرب ثقافية أطلقتها جماعات اليمين المتطرف في الشمال العالمي. وعلى غرار مرحلة الإمبريالية الكلاسيكية، تنظر هذه القوى إلى إفريقيا بوصفها فضاءً بالوكالة يمكن من خلاله توسيع نفوذها وترسيخ تصوراتها الهيمنية القائمة على التفوق والتمييز ونزع الإنسانية. غير أنّ الرهان هذه المرة يتمثل في التراجع عن المكاسب التي حققتها الشعوب السوداء في مواجهة العنصرية، والنساء في مواجهة البنى الذكورية الممنهجة، فضلًا عن تجريم وجود فئات وجماعات اجتماعية ظلّت تاريخيًا جزءًا من المجتمعات الإفريقية.

أما بالنسبة إلى بعض النخب الإفريقية، فإن تصدير هذه الحرب الثقافية إلى القارة يشكّل آلية إلهاء مريحة عن واقع تعيش فيه إفريقيا أزمات متراكبة ومتعددة الأبعاد. فالنقص الحاد في الخدمات الأساسية—من مياه صالحة للشرب، وكهرباء، ونقل عمومي، ورعاية صحية، وحماية للتنوع—بات يشكّل تهديدًا مباشرًا لبقاء الأفراد والجماعات والدول، بل وللقدرة الجماعية للقارة على الاستمرار، في الوقت الذي تتضخم فيه ثروات الفئات الأكثر غنى. وتُعد إفريقيا اليوم من أكثر مناطق العالم تفاوتًا من حيث اللامساواة الاجتماعية. ووفق تقرير صادر عن منظمة أوكسفام سنة 5202، تُعتبر حكومات القارة الأقل التزامًا بمواجهة أزمة اللامساواة المتفاقمة باستمرار.

وفي هذا السياق، تبدو الدولة والفئات الاجتماعية الأكثر نفوذًا—التي تستفيد بصورة مباشرة من إفقار القارة—عاجزة عن تقديم أي أفق حقيقي لمواجهة واقع خطير يتمثل في تزايد عدد السكان الشباب الذين لا يعانون فقط من البطالة، بل كذلك من الإحباط وفقدان الثقة في المستقبل.

ويشكّل جزء من أجندة هذه الحرب الثقافية محاولة لإعادة تثبيت سلطة الجماعات المهيمنة: فالسود، وفق هذا المنطق، ينبغي أن يعودوا إلى مواقع الخضوع؛ والنساء ينبغي أن يُقصين من المجال العام؛ أما الأشخاص الذين يتبنون أنماطًا مختلفة في الحب والحياة، فيجب تجريمهم. وتستند هذه الأجندة إلى تصور جوهراني لماضٍ إفريقي «نقي» و«سليم»، وهو تصور لا يفتقر فقط إلى الدقة التاريخية، بل يقوم أيضًا على افتراضات عنصرية تعتبر أنّ المجتمعات الإفريقية كانت مجتمعات جامدة قبل احتكاكها بتأثيرات خارجية يُنظر إليها بوصفها مفسدة.

إنّ محاولة إعادة تشكيل المجتمعات الإفريقية على صورة المُثل التي يروّج لها اليمين المتطرف الأمريكي وحلفاؤه الأفارقة ترتبط ارتباطًا وثيقًا برؤية كارثية للعالم تقوم على الهيمنة والسيطرة. وهي تنتمي إلى المنطق نفسه الذي يحكم حروب الهيمنة التي يقودها دونالد ترامب بهدف السيطرة على الأراضي والموارد. ويقترن هذا الشكل الجديد من الإمبريالية بمنطق صريح يقوم على التبادل النفعي والاستخراج المكشوف للثروات، حيث يتم الاستيلاء على الموارد بالتوازي مع تقليص تمويل المبادرات الصحية الأساسية التي تنقذ حياة ملايين البشر.

How to cite this paper:
Garba, F. (2026). الدول الإفريقية والسيادة والتضامن في زمن إمبريالية ثقافية جديدة. Global Africa, (13), pp. 15-17. https://doi.org/10.57832/d5p7-4p78

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

وكما كان الحال مع الإمبريالية التقليدية، يسعى هذا الشكل الجديد من الإمبريالية إلى إعادة تشكيل الثقافات والمجتمعات الإفريقية بما يتوافق مع تخيّلات غربية محافظة ترى في إفريقيا صورةً لماضٍ متخيَّل للمجتمعات الغربية نفسها. وما يبدو في الظاهر حملةً لإحياء ثقافي ليس في حقيقته سوى محاولة خطيرة لإعادة تثبيت أنماط السيطرة الاجتماعية على النساء، والأشخاص غير الممتثلين للمعايير الجندرية، وغيرهم من الفئات المهمّشة، وذلك عبر التلاعب بالتاريخ والعادات. وهكذا تُعاد صياغة ممارسات وعلاقات اجتماعية ضاربة في القدم بوصفها أشكالًا من "الفساد" أو "الاختلاط" غير المشروع.

ويكمن جانب من خطورة هذا المشروع في إنتاج انقسامات قائمة على أسس دينية وإثنية. فالمنطق الذي يحكمه يقوم على فكرة مفادها أنّ الشعوب ينبغي أن تعود إلى ماضٍ أسطوري لم يوجد أصلًا. غير أنّ السعي وراء هذا الوهم يؤدي إلى تأجيج العداءات بين الجماعات داخل قارة لا تزال تواجه انفجارات متكررة من العنف ناجمة عن محاولات التمسك بأفكار متخيّلة عن "النقاء"

وفي مواجهة محاولات توظيف الأسرة الإفريقية أداةً لإعادة إنتاج زمنٍ قائم على إخضاع النساء وغيرهن من الأقليات الاجتماعية، تبدو إفريقيا اليوم في حاجة أكثر من أي وقت مضى إلى جعل قيم التضامن والرعاية والتعاطف في صدارة مشروعها المجتمعي. فالتعصب والتمييز والعنف تهدد، في العمق، إمكانية وجود المجتمع ذاته. وقد أسهمت قوى اليمين المتطرف الساعية إلى توسيع حروبها الثقافية داخل إفريقيا في إنتاج مجتمعات عنيفة وغير متسامحة، تُستباح فيها حياة الأفراد لمجرد التعبير عن آراء مغايرة.

ولا تنفصل هذه الديناميات عن التدمير البيئي المتسارع، الذي يعمّق اللامساواة من خلال تقويض سبل العيش، وإضعاف الأنظمة الغذائية، والحدّ من الوصول إلى الأرض والماء. ومن ثمّ، ينبغي أن يكون المستقبل الإفريقي مختلفًا: مستقبلًا متجذرًا في شروط العيش الفعلية، وفي تطلعات ورغبات الفئات الأكثر قهرًا واستغلالًا داخل المجتمعات الإفريقية، وفي مقدمتها نساء الطبقات العاملة والفئات الفقيرة. ولذلك، نحن بحاجة إلى دول ترى العالم من منظور امرأة عاطلة عن العمل، تتحمل مسؤولية أطفالها وتكافح لإعالة أسرة كاملة.

غير أنّ قيام مثل هذه الدولة يظل رهينًا بقدرة المجتمعات والأفراد والنشطاء، عبر مختلف أنحاء إفريقيا، على بناء مجتمعات متسامحة قائمة على التضامن، وعلى مقاومة خطاب الكراهية واللاتسامح الذي يسعى الإمبرياليون الثقافيون الجدد وحلفاؤهم المحليون إلى فرضه على القارة.

ومن بين الشروط الأساسية لذلك، أن تقوم الدولة على تصورات للسيادة تنبع من نضالات الناس العاديين، ومن أفكارهم وتطلعاتهم، وخاصة الفئات المهمشة داخل المجتمع. فالدولة المنشودة ينبغي أن ترتكز على مبادئ سيادية قوامها الرفاه الجماعي للإنسانية، والمساواة، والعدالة، والحقوق. كما ينبغي أن تقوم بنيتها الاجتماعية على فهم الهويات بوصفها عمليات تاريخية متحركة، لا باعتبارها معطى ثابتًا أو جوهرًا خالدًا لا يتغير.

وبما أنّ هذه الدولة يجب أن تتجه نحو أفق بان-إفريقي وإنساني، فإنّ عليها أن تُعلي من شأن نضالات الشعوب في مختلف أنحاء العالم. ومن خلال ذلك، يمكنها الإسهام في ترسيخ ثقافة الرعاية والتضامن والبدائل، في مواجهة التطبيع التدريجي مع الانقسامات والظلم واللامساواة.

غير أنّ تحقيق هذا الأفق يقتضي تعبئة واعية للموارد البشرية والمالية والفكرية. فقد ظل التمويل العمومي، تاريخيًا، المحرك الأساسي للابتكارات الكبرى في إفريقيا. ومن أهم مصادر هذا التمويل الموارِدُ المشتركة، مثل صناديق التقاعد، وهي موارد تُعبّأ اليوم أساسًا لخدمة تراكم رأس المال الخاص، بما يخدم مصالح داخلية وخارجية في آن واحد.

وثمة نموذج بديل يتمثل في توظيف الأصول المشتركة ضمن صيغ جماعية تُوضع فيها الأراضي في خدمة مشاريع على مستوى القرى والمدن، وعبر الحدود، لا بمنطق التجزئة القطاعية، بل ضمن مقاربة شمولية جامعة.

وتأخذ هذه المقاربة على محمل الجد الأبعادَ المادية لما يسميه الفيلسوف الغاني كواسي ويريدو «الديمقراطية التوافقية». ويمكن إضافة مفهوم «التنمية التداولية» إلى هذا التصور، بما يعني الانتقال من نموذج تنموي قائم على منطق "اللحاق بالآخر" إلى نموذج يضع الازدهار الإنساني في صلب اهتمامه، كما تحدده المجتمعات نفسها عبر البحث عن التوافق.

وتحتل مسألة القيادة موقعًا محوريًا في هذا المسار، خاصة فيما يتعلق بتوزيع الموارد على المستوى المحلي. ذلك أنّ النيوليبرالية تُفسد هامش الفعل الذي كانت تتيحه «التنظيمات الاجتماعية التقليدية». كما أنّ عددًا غير قليل من الزعماء التقليديين باتوا منخرطين في أنشطة التعدين التدميري، وصناديق الاستثمار، والمسارات الجديدة للتغلغل الرأسمالي في إفريقيا. وبفعل آليات نقل الموارد الطبيعية، أصبحت الزعامات التقليدية تمتلك حصصًا في رؤوس الأموال الخاصة وفي أنواع مختلفة من السندات المالية.

ومن غير الممكن تصور ديمقراطية مواطنية فعلية في ظل استمرار أوضاع يبقى فيها بعض الأفراد مجرّد "رعايا" ذوي حقوق متفاوتة، وفق درجات مختلفة من الانتماء. إنّ المطلوب هو تحوّل اجتماعي عميق ومساواة اجتماعية حقيقية. وهذا لا يعني نفي إمكانية امتلاك الأرض بسبب الانتماء إلى منطقة معينة، بل يعني أن يكون الوصول إلى الأرض قائمًا على الإقامة والارتباط التاريخي بالمكان، لا على أي انتماء إثني.

وفي هذا المشروع، ينبغي إعادة الاعتبار إلى الملكية الوطنية التي شوّهتها النيوليبرالية، بوصفها خيارًا مشروعًا وضروريًا. ففي سياق يتسم بفوارق هائلة، نحن بحاجة إلى مؤسسات عمومية للتنسيق لا يمكن اختزالها في منطق المنافسة السوقية.

وانطلاقًا من ذلك، يجب أن يرتكز أي فعل سياسي في السياق العالمي متعدد الأقطاب الراهن—الموسوم بالتنافسات بين الإمبراطوريات وصعود طموحات شبه إمبريالية جديدة—على مبدأ إعادة التوزيع. فالسير العادي للاقتصاد السياسي العالمي، حتى حين يبدو "محايدًا"، يظل منتجًا للامساواة. وهذه اللامساواة متجذرة بعمق، في الآن ذاته، داخل الإيكولوجيا السياسية والاقتصاد السياسي العالميين.





© Charlene Komuntale, *Threads*, 2025. All rights reserved / Tous droits réservés.

Catalogue des résumés

Abstracts Catalog

Décoloniser le cinéma africain

Les résolutions du groupe cinéma au Premier Festival mondial des arts nègres (Dakar 1966)

Sílvio Marcus de Souza Correa

Résumé

Lors du Premier Festival mondial des arts nègres, célébré en avril 1966 à Dakar (Sénégal), un groupe de réalisateurs et de techniciens audiovisuels africains a discuté des défis du cinéma africain et postcolonial. Notre article vise à contribuer au débat historiographique en montrant l'importance de ce festival pour l'élaboration d'un agenda du cinéma africain, qui prévoyait la création d'entités panafricaines destinées à promouvoir l'industrie cinématographique sur le continent. Soixante ans après cette rencontre tenue dans la capitale sénégalaise, l'analyse des documents conservés dans les archives du Musée du quai Branly et dans les collections du Black Film Center & Archive de l'Université de l'Indiana à Bloomington permet de mettre en lumière certains des dilemmes des débuts du cinéma africain dans les premières années de l'ère postcoloniale.

Abstract

During the First World Festival of Black Arts, held in April 1966 in Dakar (Sénégal), a group of African filmmakers and audiovisual technicians discussed the challenges facing African and postcolonial cinema. Our article aims to contribute to the historiographical debate by highlighting the importance of the festival in shaping an agenda of African cinema that envisioned the creation of pan-African entities designed to promote the film industry across the continent. Sixty years after the events that took place in the Senegalese capital, an analysis of documents preserved in the archives of the Musée du quai Branly and in the collections of the Black Film Center & Archive at Indiana University in Bloomington sheds light on some of the dilemmas faced during the early development of African cinema in the first years of the postcolonial era.

ملخّص

خلال المهرجان العالمي الأول للفنون الزنجية، المنعقد في أبريل 1966 بداكار (السنغال)، اجتمع عدد من المخرجين والتقنيين في المجال السمعي البصري من إفريقيا لمناقشة التحديات التي تواجه السينما الإفريقية في سياقها ما بعد الاستعماري. ويسعى هذا المقال إلى الإسهام في النقاش التأريخي من خلال إبراز أهمية هذا الحدث بوصفه لحظة تأسيسية في بلورة أفق استراتيجي للسينما الإفريقية، كان يهدف إلى إنشاء هيئات ذات طابع بان-إفريقي تُعنى بتطوير الصناعة السينمائية في القارة.

وبعد مرور ستة عقود على تلك اللحظة المؤسسة في العاصمة السنغالية، تتيح دراسة الوثائق المحفوظة في أرشيف متحف quai Branly، وفي مجموعات مركز Black Film Center & Archive بجامعة إنديانا في بلومنغتون، إضاءة بعض الإشكالات البنيوية التي رافقت البدايات الأولى للسينما الإفريقية في السنوات الأولى من المرحلة ما بعد الاستعمارية.

وتكشف هذه القراءة أنّ تلك البدايات لم تكن مجرد انطلاقة فنية، بل كانت أيضًا حقلًا للصراع الرمزي حول التمثيل والهوية والسيادة البصرية، حيث تداخلت رهانات الإنتاج مع أسئلة الاستقلال الثقافي وإعادة تعريف الذات الإفريقية خارج الأطر الكولونيالية

Katalogi ya Muhtasari

كتالوج الملخصات

Muhtasari

Katika Tamasha la kwanza la Dunia la Sanaa Nyeusi, lililofanyika Dakar, Senegal, mnamo Aprili 1966, kundi la watengenezaji filamu wa Kiafrika na mafundi wa sauti na taswira walijadili changamoto zinazokabili sinema za Kiafrika na baada ya ukoloni. Mjadala huo haukuhusisha tu vipengele vya kiufundi na kiuchumi, bali pia vipengele vya kitamaduni. Lengo lilikuwa kuondoa ukoloni katika tasnia changa ya filamu za Kiafrika. Miaka sitini baada ya matukio katika mji mkuu wa Senegal, uchambuzi wa hati zilizohifadhiwa katika kumbukumbu za Musée du quai Branly na katika makusanyo ya Kituo cha Filamu Nyeusi na Kumbukumbu katika Chuo Kikuu cha Indiana Bloomington unatoa mwanga juu ya baadhi ya matatizo ya sinema za mapema za Kiafrika katika miaka ya kwanza ya enzi ya baada ya ukoloni.

Silences, bruits et régimes d'énonciation du social autour des œuvres cinématographiques au Cameroun

Le cas d'*Indomptables* (2025) de Thomas Ngijol

Patrick Belinga Ondoua

Résumé

Cet article part d'un constat paradoxal : au Cameroun, de nombreuses œuvres cinématographiques à forte charge critique suscitent des débats nourris à l'étranger, tout en demeurant largement absentes des espaces de discussion dans leurs contextes de production. Ce décalage se retrouve dans le cas d'*Indomptables* de Thomas Ngijol, objet de cette analyse, dont les réactions multiples et souvent vives en France, notamment sur le plan esthétique, contrastent avec l'absence quasi totale de réception publique au Cameroun. C'est à l'interstice de ces formes de « bruit » international et de « silence » local que s'inscrit cette réflexion. D'une part, l'article met en évidence les principaux thèmes du film, dont la charge politique éclaire peut-être leur faible inscription dans le débat public au Cameroun. D'autre part, il analyse les réactions internationales, davantage centrées sur la forme de l'écriture du film, souvent critiqué pour sa structure juxtaposée et non linéaire. Il montre en quoi cette écriture fragmentée peut néanmoins être envisagée comme une ressource esthétique et analytique. Au-delà de ces questions de fond et de forme, l'article soutient que les régimes différenciés de réception du film de Ngijol ne prennent pleinement sens que s'ils sont pensés conjointement. Il propose ainsi une contribution à l'analyse des articulations entre silence et bruit en sciences sociales, à partir d'un matériau cinématographique.

Abstract

This article begins with a paradoxical observation: in Cameroon, numerous films with strong critical content generate sustained debate abroad while remaining largely absent from spaces of discussion within their contexts of production. This discrepancy is evident in the case of *Indomptables* by Thomas Ngijol, the focus of this analysis, whose varied and often intense reactions in France—particularly at an aesthetic level—contrast with the near-total absence of public reception in Cameroon. It is at the intersection of these forms of international "noise" and local "silence" that this reflection is situated. On the one hand, the article highlights the film's principal themes, whose political charge may help explain their limited presence in public debate in Cameroon. On the other hand, it analyzes international reactions, which focus more on the film's formal construction, often criticized for its juxtaposed and non-linear structure. It shows how this fragmented writing can nonetheless be understood as both an aesthetic and an analytical resource. Beyond these issues of content and form, the article argues that the differentiated reception regimes of Ngijol's film can only be fully understood when considered jointly. It thus offers a contribution to the analysis of the articulation between silence and noise in the social sciences, based on cinematic material.

ملخّص

ينطلق هذا المقال من مفارقة لافتة: ففي الكاميرون، كثيرًا ما تُثير الأعمال السينمائية ذات الحمولة النقدية القوية نقاشات واسعة خارج البلد، بينما تغيب بشكل شبه كامل عن فضاءات التداول والنقاش داخل سياقات إنتاجها.

ويظهر هذا التباين بوضوح في حالة فيلم «Indomptables» للمخرج ثوماس نجيجول، موضوع هذه الدراسة، حيث تتعدد ردود الفعل حوله في فرنسا—وخاصة على المستوى الجمالي—وتتسم أحيانًا بحدة ملحوظة، في مقابل غياب شبه تام لأي استقبال أو نقاش عمومي له داخل الكاميرون. ومن هذا التوتر بين "الضجيج" الدولي و"الصمت" المحلي تتبلور إشكالية هذا المقال.

من جهة أولى، يكشف التحليل عن أبرز القضايا التي يطرحها الفيلم، والتي يُحتمل أن تكون حمولتها السياسية والاجتماعية أحد أسباب ضعف انخراطها في النقاش العمومي داخل الكاميرون. ومن جهة ثانية، يتناول المقال طبيعة التلقي الدولي، الذي يركّز بدرجة أكبر على الشكل السينمائي، حيث يُنتقد الفيلم غالبًا بسبب بنيته المفككة وغير الخطّية، القائمة على التجاور أكثر من السرد المتسلسل.

غير أن هذه الكتابة السينمائية المتقطعة تُفهم هنا أيضًا بوصفها إمكانية جمالية وتأويلية، تفتح أفقًا مختلفًا للقراءة بدل اختزالها في العيب البنيوي.

وخارج ثنائية الشكل والمضمون، يذهب المقال إلى أن أنظمة التلقي المتباينة لفيلم نجيجول لا يمكن فهمها إلا من خلال التفكير فيها بشكل متزامن ومترابط. ومن هذا المنظور، يقدّم المقال مساهمة في تحليل العلاقة بين الصمت والضجيج في العلوم الاجتماعية، اعتمادًا على مادة سينمائية.

Muhtasari

Makala hii inaanza na uchunguzi wa kinzani: filamu nyingi zenye maudhui makali ya ukosoaji huzua mjadala mkali nje ya nchi, huku zikibaki bila mijadala katika nchi zao za asili. Tofauti hii inaonekana wazi katika kisa cha Isiyoshindika cha Thomas Ngijol, mada ya uchambuzi huu, ambayo athari zake nyingi na mara nyingi kali nchini Ufaransa, haswa kwa misingi ya urembo, zinapingana sana na ukosefu wake wa mapokezi ya umma karibu kabisa nchini Kamerun. Tafakari hii iko katika makutano ya aina hizi za "kelele" za kimataifa na "ukimya" wa ndani ndipo tafakari hii hufanyika. Kwa upande mmoja, makala hii inaangazia mada kuu za filamu, ambazo uzito wake wa kisiasa unaturuhusu kuchunguza uwepo wao mdogo katika mjadala wa umma wa Kamerun. Kwa upande mwingine, inachambua athari za kimataifa, ambazo huzingatia zaidi mtindo wa hadithi wa filamu, ambao mara nyingi hukosolewa kwa muundo wake uliogawanyika, uliounganishwa, na usio wa mstari. Inaonyesha jinsi mtindo huu unavyoweza kuzingatiwa kama rasilimali ya urembo na uchanganuzi. Zaidi ya maswali na maumbo haya, makala hiyo inasema kwamba mifumo tofauti ya mapokezi ya filamu ya Ngijol ina maana kamili tu inapozingatiwa pamoja. Kwa hivyo inatoa mchango katika uchambuzi wa mwingiliano kati ya ukimya na kelele katika sayansi ya kijamii, kwa kutumia nyenzo za sinema.

Obalbàs[1]

Mfasan wu wo té ñyenan mame ô too kayale : Nalé ate na, e si ya Kamerun, abui minlang bive'ela mia kobô éjôé teke nyik, mia té beta biyoñ mimfasan éza mesi sa ki si ya Kamerun. Nalé ate a yéné aval ane éve'ela ésaé Tomas Ngijol a nga bo be loene na "Bi ngbwem" jam é ne nlô éfia ya mfasan wu. Jam te é nga té abui zôé e si ya fulasi, e dañedañ avale ane nlang ôte ô nga tiliban nwô wo liti nselane a avale bôt ya Kamerun be nga nyoñ wo. A ne ézezañ zôé jame te ja té e mesi mesi a évôvoé ja yéné e Kamerun mfa'a te e nje é ne nlô ya mfasan wongan. Mfa'a wua, mfasan wu wo liti beta bifas ya nlang bive'ela wu vôm ya abui nkobô ô lata'ane politik wo bo na bôt be ko woñ a bo te fete mie e Kamerun. Mfa'a baa, bia fas meval bôt be nga nyoñe de e si se nyu, e dañedañ avale ya nlang bive'ela ôte ô nga tiliban. Avale ntilane te wo liti na ô ne ngul ya nyoñeban ane mféfé ñyenane a mfasan mame e mfa'a ya ve nlang nyanga a ngul mfasan mam. Eyoñ bia va mame ma lembe bidok bi mfasan a ma ya yôp yôp, mfasan wongan wo yemete na meval me ñnyoñane bôt ba ke nyoñe nlang bive'ela Ngijol ô ne mfi venge venge ba fulan mie. Nale ate bi ne jô na a so mféfé ñyenan mame wo fulan évôvoé a zôé mfasan ya ényiñ ya émo minlang.

1 Le Boulou est une langue parlée au Sud du Cameroun. Elle fait partie de la famille des langues Boulou-Fang-Beti.

The Border Between Modernism, Feminism and Tradition

The Case of “Houe Todjom” Ritual (Purge) Practice Among the Bandjoun People in West Cameroon

Rita Charlie Kamdom Nguemdjom

Abstract

This study examines the contemporary transformation of the Houe Todjom ritual among the Bandjoun people of Western Cameroon, whose population was estimated at 120,000 in 2024. Drawing on a qualitative methodology based on 32 purposively selected participants (28 women and 4 men) interviewed in Bandjoun, Bafoussam, and Baleng, the research explores how the ritual is renegotiated within shifting religious, biomedical, and socio-urban contexts. The findings indicate that the evolution of Houe Todjom cannot be attributed to a single linear cause. Rather, multiple interacting dynamics shape its reinterpretation, ranging from moral doctrine related to educational rationality to religion to risk-awareness. In conclusion, the transformation of the Houe Todjom purge among the Bandjoun people of West Cameroon reflects the interaction of several identifiable dynamics. First, the findings indicate that the expansion of Christianity contributes to the moral reinterpretation of the ritual, with some women associating it with spiritual ambiguity and Christian respectability. Second, the growing influence of biomedical rationality introduces new forms of bodily awareness and precautionary reasoning, leading some mothers to evaluate the ritual through the lenses of hygiene, risk, and scientific legitimacy. Third, the intergenerational transmission of this ritual is weakened by the effects of schooling and globalisation, diminishing exposure to the historical symbols of this practice, making the ritual subjective leading to selective adherence.

Résumé

Cette étude examine la transformation contemporaine du rituel du Houe Todjom chez les Bandjoun de l’Ouest Cameroun, dont la population est estimée à 120 000 habitants en 2024. S’appuyant sur une méthodologie qualitative fondée sur 32 participants sélectionnés de manière raisonnée (28 femmes et 4 hommes), interrogés à Bandjoun, Bafoussam et Baleng, la recherche explore la manière dont ce rituel est renégocié dans des contextes religieux, biomédicaux et socio-urbains en mutation. Les résultats indiquent que l’évolution du Houe Todjom ne peut être attribuée à une seule cause linéaire. Au contraire, plusieurs dynamiques interdépendantes façonnent sa réinterprétation : doctrines morales, rationalité éducative, influence religieuse et émergence d'une conscience des risques. En conclusion, la transformation de la purge Houe Todjom chez les Bandjoun de l’Ouest Cameroun reflète l’interaction de plusieurs dynamiques identifiables. Premièrement, l’expansion du christianisme contribue à une réinterprétation morale du rituel, certaines femmes l’associant à une ambiguïté spirituelle et à des exigences de respectabilité chrétienne. Deuxièmement, l’influence croissante de la rationalité biomédicale introduit de nouvelles formes de conscience corporelle et de raisonnement préventif, amenant certaines mères à évaluer le rituel à travers le prisme de l’hygiène, du risque et de la légitimité scientifique. Troisièmement, la transmission intergénérationnelle de ce rituel s’affaiblit sous l’effet de la scolarisation et de la mondialisation, réduisant l’exposition aux symboles historiques de cette pratique, ce qui favorise une adhésion sélective et subjective.

ملخّص

تتناول هذه الدراسة التحوّلات المعاصرة لطقس «هويه تودجوم» لدى جماعة الباندجون بغرب الكاميرون، التي يُقدَّر عدد سكانها بنحو 120 ألف نسمة سنة 2024. وتعتمد الدراسة مقاربة كيفية قائمة على عيّنة قصدية تضمّ 32 مشاركًا (28 امرأة و4 رجال)، أُجريت معهم مقابلات في كلٍّ من باندجون وبافوسام وبالينغ، وذلك بهدف استكشاف الكيفية التي يُعاد من خلالها التفاوض حول هذا الطقس داخل سياقات دينية وبيوطبية وسوسيو-حضرية تشهد تحوّلات متسارعة.

وتُبيّن النتائج أنّ تطوّر هذا الطقس لا يمكن إرجاعه إلى سبب أحادي خطّي، بل يتشكّل ضمن ديناميات متداخلة ومترابطة تعيد صياغة معانيه ووظائفه، وتتراوح بين المرجعيات الأخلاقية والعقلانية التعليمية، مرورًا بتأثير الدين وتنامي الوعي بالمخاطر.

وتخلص الدراسة إلى أنّ تحوّل ممارسة «هويه تودجوم» يعكس تفاعلًا مركّبًا بين عدّة عوامل بنيوية. أولًا، تُظهر النتائج أنّ انتشار المسيحية يسهم في إعادة تأطير أخلاقي للطقس، حيث تربط بعض النساء هذه الممارسة بنوع من الغموض الروحي وبمتطلبات الانضباط وفق معايير الاحترامية المسيحية. ثانيًا، يفضي تصاعد حضور العقلانية البيوطبية إلى بروز أشكال جديدة من الوعي بالجسد ومنطق الوقاية، ما يدفع بعض الأمهات إلى تقييم الطقس من

خلال مفاهيم النظافة والمخاطر والمشروعية العلمية. ثالثًا، يشهد نقل هذا الطقس عبر الأجيال تراجعًا ملحوظًا بفعل التمدرس والعولمة، مما يقلّص من حضور رموزه التاريخية في الذاكرة الجماعية، ويُفضي إلى إعادة تملّكه بصورة انتقائية وفردانية.

Muhtasari

Utafiti huu unachunguza mabadiliko ya kisasa ya ibada ya Houe Todjom miongoni mwa watu wa Bandjoun magharibi mwa Kamerun, ambao idadi yao inakadiriwa kuwa 120,000 mwaka wa 2024. Kwa kutumia mbinu ya ubora kulingana na mahojiano na washiriki 32 waliochaguliwa kimakusudi (wanawake 28 na wanaume 4) yaliyofanywa huko Bandjoun, Bafoussam, na Baleng, utafiti unachunguza jinsi ibada hii inavyojadiliwa upya ndani ya muktadha unaobadilika wa kidini, kibiolojia, na kijamii na mijini. Matokeo yanaonyesha kwamba mageuko ya Houe Todjom hayawezi kuhusishwa na sababu moja ya mstari. Badala yake, mienendo kadhaa inayotegemeana huunda utafsiri wake upya: mafundisho ya maadili, mantiki ya kielimu, ushawishi wa kidini, na kuibuka kwa ufahamu wa hatari. Kwa kumalizia, mabadiliko ya usafishaji wa Houe Todjom miongoni mwa Bandjoun magharibi mwa Kamerun yanaonyesha mwingiliano wa mienendo kadhaa inayotambulika. Kwanza, matokeo yanaonyesha kwamba upanuzi wa Ukristo unachangia katika utafsiri upya wa maadili wa ibada hiyo, huku baadhi ya wanawake wakiihusisha na utata wa kiroho na mahitaji ya heshima ya Kikristo. Pili, ushawishi unaoongezeka wa mantiki ya kibiolojia huanzisha aina mpya za ufahamu wa mwili na hoja za kuzuia, na kusababisha baadhi ya akina mama kutathmini ibada hiyo kupitia lenzi ya usafi, hatari, na uhalali wa kisayansi. Tatu, uenezaji wa ibada hii kati ya vizazi unadhoofika kutokana na elimu na utandawazi, na kupunguza kufichuliwa kwa alama za kihistoria za desturi hii, ambazo huchochea uzingatiaji wa kuchagua na wa kibinafsi.

Retard de croissance des enfants au Sénégal

Entre savoirs locaux, normes sociales et défis du changement climatique

Sylvain Landry Birane Faye, **Georgette Hélène Coumba Sow**, **Mame Aminata Diagne, Waly Diouf, Nafissatou Ba Lô & El Hadj Momar Thiam**.

Résumé

Malgré des investissements importants consentis pour améliorer la nutrition, le retard de croissance chez les enfants au Sénégal demeure un enjeu majeur de santé publique. Cette malnutrition chronique persiste en partie à cause d'une compréhension encore limitée de ses causes sociales, culturelles et environnementales. Cet article vise à étudier les facteurs qui expliquent le retard de croissance chez l'enfant, en se concentrant notamment sur les normes sociales et les pratiques socioculturelles relatives à l'enfant, ainsi que sur les perceptions locales du changement climatique et ses impacts sur l'alimentation, la sécurité alimentaire et la santé des enfants.

Nous avons adopté une approche qualitative, de type ethnographique, pour recueillir et analyser les perceptions, attitudes et pratiques des donneurs de soins et des personnes-ressources concernant l'alimentation des enfants de moins de cinq ans, et le retard de croissance. L'étude est représentative des diverses zones ethnoculturelles du pays, des milieux de résidence (ruraux et urbains) et de la prévalence du retard de croissance.

Au niveau communautaire, le retard de croissance infantile est une condition associée à la grossesse de la mère, aux perceptions sociales concernant l'alimentation, l'allaitement et la croissance de l'enfant. De plus, les changements climatiques affectent l'environnement dans lequel vivent, grandissent et se nourrissent les enfants, augmentant leur vulnérabilité au retard de croissance. Ces causes sont liées à des facteurs sociaux profonds, tels que les hiérarchies familiales, les croyances et l'environnement. Pourtant, ces dimensions sociales sont souvent peu prises en compte dans les stratégies nutritionnelles des institutions.

Pour concevoir des interventions efficaces et durables, il est crucial d'intégrer les perspectives locales dans un cadre socio-écologique. Cela implique de reconnaître les normes sociales, le savoir territorial et les capacités d'adaptation communautaires afin de dépasser la simple correction des écarts nutritionnels et de renforcer la résilience locale.

Abstract

Despite significant investments aimed at improving nutrition, childhood stunting in Senegal remains a major public health concern. This form of chronic malnutrition persists in part due to a still limited understanding of its social, cultural, and environmental causes. This article aims to examine the factors that explain childhood stunting, with particular attention to social norms and sociocultural practices relating to children, as well as local perceptions of climate change and its impacts on children's nutrition, food security, and health.

We adopted a qualitative, ethnographic approach to collect and analyze the perceptions, attitudes, and practices of caregivers, as well as those of key informants, regarding the nutrition of children under five and stunting. The study is representative of the country's diverse ethnocultural zones, different residential settings (rural and urban), and the prevalence of stunting.

At the community level, childhood stunting is a condition associated with the mother's pregnancy and with social perceptions regarding the children's nutrition, breastfeeding, and growth of the child. In addition, climate change affects the environment in which children live, grow, and are fed, thereby increasing their vulnerability to stunting. These causes are linked to deep-rooted social factors such as social norms, family hierarchies, beliefs, and the environmental influences. However, these social dimensions are often insufficiently taken into account in the nutritional strategies of institutions.

To design effective and sustainable interventions, it is crucial to integrate local perspectives within a socio-ecological framework. This requires recognizing social norms, territorial knowledge, and community adaptive capacities in order to move beyond simply correcting nutritional gaps and to strengthen local resilience.

ملخص

على الرغم من الاستثمارات الكبيرة التي تم تخصيصها لتحسين التغذية، لا يزال تأخر النمو لدى الأطفال في السنغال يشكّل قضية رئيسية في مجال الصحة العامة. ويستمر هذا النوع من سوء التغذية المزمن جزئيًا بسبب محدودية الفهم لأسبابه الاجتماعية والثقافية والبيئية. تهدف هذه المقالة إلى دراسة العوامل التي تفسّر تأخر النمو لدى الأطفال، مع التركيز بشكل خاص على المعايير الاجتماعية والممارسات السوسيوثقافية المتعلقة بالطفل، وكذلك التصورات المحلية للتغير المناخي وتأثيراته على التغذية والأمن الغذائي وصحة الأطفال.

اعتمدنا مقاربة نوعية ذات طابع إثنوغرافي لجمع وتحليل تصورات ومواقف وممارسات مقدمي الرعاية والأشخاص المرجعيين بشأن تغذية الأطفال دون سن الخامسة وتأخر النمو. وتُعدّ هذه الدراسة ممثلة لمختلف المناطق الإثنوثقافية في البلاد، وكذلك لأنماط السكن (الريفية والحضرية) ولمستويات انتشار تأخر النمو.

على المستوى المجتمعي، يُرتبط تأخر النمو لدى الأطفال بحمل الأم، وبالتصورات الاجتماعية المتعلقة بالتغذية والرضاعة ونمو الطفل. إضافة إلى ذلك، تؤثر التغيرات المناخية على البيئة التي يعيش فيها الأطفال وينمون ويتغذون ضمنها، مما يزيد من هشاشتهم تجاه تأخر النمو. وترتبط هذه الأسباب بعوامل اجتماعية عميقة مثل الهياكل الهرمية داخل الأسرة، والمعتقدات، والبيئة. ومع ذلك، غالبًا ما لا تُؤخذ هذه الأبعاد الاجتماعية بعين الاعتبار بشكل كافٍ في الاستراتيجيات التغذوية للمؤسسات.

ولتصميم تدخلات فعّالة ومستدامة، من الضروري دمج المنظورات المحلية ضمن إطار اجتماعي-بيئي. ويستلزم ذلك الاعتراف بالمعايير الاجتماعية، والمعرفة المحلية المرتبطة بالمجال، وقدرات التكيف المجتمعي، بهدف تجاوز مجرد معالجة الفجوات التغذوية وتعزيز القدرة على الصمود محليًا.

Muhtasari

Licha ya uwekezaji mkubwa katika kuboresha lishe, udumavu kwa watoto nchini Senegali bado ni changamoto kubwa ya afya ya umma. Utapiamlo huu sugu unaendelea kwa kiasi fulani kutokana na uelewa mdogo wa sababu zake za kijamii, kitamaduni, na kimazingira. Makala haya yanalenga kusoma mambo ya kijamii, kitamaduni, na kimazingira yanayoelezea udumavu kwa watoto, yakizingatia hasa kanuni za kijamii na desturi za kijamii zinazohusiana na watoto na lishe yao, pamoja na mitazamo ya wenyeji kuhusu mabadiliko ya hali ya hewa na athari zake kwenye lishe ya watoto, usalama wa chakula, na afya.

Tulipitisha mbinu ya ubora na ya kikabila ili kukusanya na kuchambua mitazamo, mitazamo, na desturi za walezi wa kaya na wafanyakazi wa afya ya jamii kuhusu kulisha watoto walio chini ya miaka mitano, utapiamlo, na udumavu. Utafiti huu unawakilisha maeneo mbalimbali ya kitamaduni ya nchi, maeneo ya vijijini na mijini ya makazi, na kuenea kwa udumavu.

Katika ngazi ya jamii, udumavu wa utotoni ni hali inayohusishwa na mimba za uzazi na mitazamo ya kijamii kuhusu lishe, kunyonyesha, na ukuaji wa mtoto. Zaidi ya hayo, mabadiliko ya hali ya hewa yanaathiri mazingira ambayo watoto wanaishi, hukua, na kulishwa, na kuongeza uwezekano wao wa udumavu. Sababu hizi zinahusishwa na mambo ya kijamii yaliyokita mizizi, kama vile mfumo wa familia, imani, na mazingira. Hata hivyo, vipimo hivi vya kijamii mara nyingi hupuuzwa katika mikakati ya lishe ya kitaasisi.

Ili kubuni hatua madhubuti na endelevu, ni muhimu kuunganisha mitazamo ya wenyeji ndani ya mfumo wa kijamii na ikolojia. Hii inahusisha kutambua kanuni za kijamii, maarifa ya eneo, na uwezo wa kukabiliana na jamii ili kusonga mbele zaidi ya kurekebisha mapengo ya lishe na kuimarisha ustahimilivu wa wenyeji.

Collaborators, Patriots, and Resistance

Wolaita Women's Struggle Against Exclusion Under Repressive Policies (1941–1974)

Wondu Argaw Yimam & Mohammed Hassan

Abstract

This study examines the socio-economic and political experiences of Wolaita women in Ethiopia's post-liberation imperial era (1941–1974), focusing on their responses to land reforms, political exclusion, cultural suppression, and gender discrimination. Conducted in the Wolaita Zone between 2024 and 2025, the research uses archival materials, travel accounts, and oral interviews selected through purposive sampling. Analysis through narrative and interpretive methods reconstructs Wolaita women's lived experiences. Findings show that women faced systemic marginalization across economic, cultural, and political spheres. Although many ordinary women mounted strong resistance, segments of the elite occasionally supported these policies. Some women achieved limited progress in education, land rights, and local politics via connections with state actors and missionaries, but none attained parliamentary representation before 1974 due to the absence of pre-colonial indigenous African knowledge systems, such as parallel gender institutions. The study concludes that Wolaita women's struggles reveal a complex interplay of oppression and agency. Their collective resistance challenged state control and contributed to social change; however, structural and institutional barriers limited their political empowerment during this period.

Résumé

Cette étude examine les expériences socio-économiques et politiques des femmes wolaita en Éthiopie durant la période impériale post-libération (1941–1974), en mettant l'accent sur leurs réponses aux réformes agraires, à l'exclusion politique, à la suppression culturelle et aux discriminations de genre.

Menée dans la zone de Wolaita entre 2024 et 2025, la recherche s'appuie sur des sources archivistiques, des récits de voyage et des entretiens oraux sélectionnés selon un échantillonnage raisonné. L'analyse, fondée sur des méthodes narratives et interprétatives, reconstitue les expériences vécues des femmes wolaita. Les résultats montrent que les femmes ont été confrontées à une marginalisation systémique dans les sphères économique, culturelle et politique. Bien qu'un grand nombre de femmes ordinaires aient opposé une forte résistance, certains segments des élites ont parfois soutenu ces politiques. Certaines femmes ont connu des progrès limités en matière d'éducation, de droits fonciers et de participation politique locale grâce à des liens avec les acteurs étatiques et les missionnaires, mais aucune n'a accédé à une représentation parlementaire avant 1974 en raison de l'absence de savoirs africains autochtones précoloniaux, tels que des institutions de genre parallèles. L'étude conclut que les luttes des femmes wolaita révèlent une interaction complexe entre oppression et agentivité. Leur résistance collective a remis en question le contrôle de l'État et contribué à des transformations sociales, bien que des échecs stratégiques aient limité leur autonomisation politique durant cette période.

ملخص

تتناول هذه الدراسة التجارب الاجتماعية-الاقتصادية والسياسية لنساء الولايطا في إثيوبيا خلال الفترة الإمبراطورية التي تلت التحرير (1941–1974)، مع التركيز على استجاباتهن للإصلاحات الزراعية، والإقصاء السياسي، والقمع الثقافي، والتمييز القائم على النوع الاجتماعي.

أُجريت الدراسة في منطقة الولايطا بين عامي 2024 و2025، واعتمدت على مصادر أرشيفية، وروايات الرحلات، ومقابلات شفوية تم اختيارها وفق عيّنة قصدية. ويستند التحليل، المعتمد على مناهج سردية وتفسيرية، إلى إعادة بناء التجارب المعيشة لنساء الولايطا. وتُظهر النتائج أن النساء واجهن تهميشًا منهجيًا في المجالات الاقتصادية والثقافية والسياسية. وعلى الرغم من أن عددًا كبيرًا من النساء العاديات قد أبدين مقاومة قوية، فإن بعض فئات النخب قد دعمت أحيانًا هذه السياسات.

وقد حققت بعض النساء تقدمًا محدودًا في مجالات التعليم وحقوق الملكية العقارية والمشاركة السياسية المحلية، بفضل علاقاتهن مع الفاعلين الحكوميين والبعثات التبشيرية. غير أن أيًا منهن لم تصل إلى تمثيل برلماني قبل عام 1974، ويرجع ذلك إلى غياب المعارف الإفريقية المحلية ما قبل الاستعمار، مثل المؤسسات الموازية القائمة على النوع الاجتماعي.

وتخلص الدراسة إلى أن نضالات نساء الولايطا تكشف عن تفاعل معقّد بين القمع والفاعلية. فقد أسهمت مقاومتهن الجماعية في تحدي سيطرة الدولة وفي إحداث تحولات اجتماعية، رغم أن إخفاقات استراتيجية حدّت من تمكينهن السياسي خلال هذه الفترة.

Muhtasari

Utafiti huu unachunguza uzoefu wa kijamii, kiuchumi na kisiasa wa wanawake wa Wolaita nchini Ethiopia wakati wa kipindi cha baada ya ukombozi (1941–1974), ukizingatia majibu yao kwa mageuzi ya ardhi, kutengwa kisiasa, ukandamizaji wa kitamaduni, na ubaguzi wa kijinsia.

Utafiti uliofanywa katika eneo la Wolaita kati ya 2024 na 2025, unatumia vyanzo vya kumbukumbu, masimulizi ya usafiri, na mahojiano ya mdomo yaliyochaguliwa kwa makusudi. Uchambuzi, unaotegemea mbinu za masimulizi na tafsiri, unaunda upya uzoefu wa wanawake wa Wolaita. Matokeo yanaonyesha kwamba wanawake walikabiliwa na kutengwa kimfumo katika nyanja za kiuchumi, kitamaduni, na kisiasa. Ingawa wanawake wengi wa kawaida walipinga vikali sera hizi, baadhi ya makundi ya wasomi yaliwaunga mkono mara kwa mara. Baadhi ya wanawake walipata maendeleo machache katika elimu, haki za ardhi, na ushiriki wa kisiasa wa ndani kupitia miunganisho na watendaji wa serikali na wamishonari, lakini hakuna aliyepata uwakilishi wa bunge kabla ya 1974 kutokana na kutokuwepo kwa maarifa ya Wenyeji wa Afrika kabla ya ukoloni, kama vile taasisi za jinsia sambamba. Utafiti huo unahitimisha kwamba mapambano ya wanawake wa Wolaita yanaonyesha mwingiliano tata kati ya ukandamizaji na uwakala. Upinzani wao wa pamoja ulipinga udhibiti wa serikali na kuchangia mabadiliko ya kijamii, ingawa kushindwa kimkakati kulipunguza uwezeshaji wao wa kisiasa katika kipindi hiki.

አጭር ማጠቃለያ[2]

ይህ ጥናት በኢትዮጵያ ከነፃነት መመለስ በኋላ በነበረው ጊዜያዊ ዘመን (1941–1974) ውስጥ የወላይታ ሴቶች ያጋጠሟቸውን ማህበራዊ፣ ኢኮኖሚያዊና ፖለቲካዊ ተሞክሮዎች ይመርምራል፤ በተለይም ለመሬት ስርዓት ለውጦች፣ ለፖለቲካዊ ማግለል፣ ለባህላዊ መገፋት እና ለጾታ መድልዎ የሰጡትን ምላሽ በትኩረት ይመለከታል። ጥናቱ በ2024 እና 2025 መካከል በወላይታ ዞን ውስጥ ተካሂዶ፣ ከመዝገብ ሰነዶች፣ ከጉዞ ሪፖርቶች እና በተወሰነ መርጫ (purposeful sampling) የተመረጡ የአፍ ቃል ቃለመጠይቆችን ይጠቀማል። በትርክታዊ እና ትርጓሜ ዘዴዎች የተደረገው ትንተና የወላይታ ሴቶች የተኖሩ ሕይወት ተሞክሮዎችን እንደገና ያቀርባል።የጥናቱ ውጤቶች ሴቶች በኢኮኖሚ፣ ባህላዊ እና ፖለቲካዊ መስኮች ሁሉ የተዋረዱ እና የተገፋ መሆናቸውን ያሳያሉ። ብዙ መደበኛ ሴቶች ጠንካራ መቃወም ቢያሳዩም፣ ከከፍተኛ ክፍል የሆኑ አንዳንድ ሴቶች አንዳንድ ጊዜ የመንግሥትን ፖሊሲ ይደግፉ ነበር። አንዳንድ ሴቶች በትምህርት፣ በመሬት መብት እና በአካባቢ ፖለቲካ ውስጥ በመንግሥት ተወካዮችና በሚስዮናውያን ጋር በመገናኘት የተወሰነ እድገት አግኝተዋል፤ ነገር ግን እስከ 1974 ድረስ በፓርላማ ውስጥ ማንኛውም የሴቶች ውክልና አልተመዘገበም፣ ይህም ነፃና አካታች የሴቶች ድርጅት አለመኖሩ ምክንያት ነው።ጥናቱ በመደምደሚያ የወላይታ ሴቶች ትግል የግፍ እና የተግባር አቅም (agency) የተዋሃደ ውስብስብ ግንኙነት እንዳለው ያሳያል። የእነሱ የጋራ መቃወም የመንግሥትን ቁጥጥር በመቃወም ማህበራዊ ለውጥ አስከትሏል፤ ነገር ግን የተቋማዊ እንቅፋቶች በዚህ ዘመን ውስጥ የፖለቲካ እድገታቸውን ገድተዋል።

Gouverner la science par les instruments

Ce que les « index » font à la science africaine

Awuvé Innocent Azilan

Résumé

Cet article analyse la manière dont l'indexation scientifique se transforme progressivement en un label de qualité dans les économies de l'évaluation en Afrique subsaharienne francophone, alors qu'elle a été conçue initialement comme une infrastructure de structuration et de découverte de la littérature scientifique. Cette transformation n'est pas sans conséquence sur les revues locales. Prenant appui sur un symptôme observable, à savoir l'affichage sur les sites de revues d'une mosaïque de logos, badges et index hétérogènes, l'article met au jour une grammaire de la reconnaissance sous contrainte, où des signes techniques deviennent progressivement des signes de valeur. Ce travail est guidé par l'hypothèse selon laquelle une confusion entre indexation, référencement et signalement oriente les stratégies de visibilité et favorise un glissement vers des pratiques discutables, voire potentiellement

2 The Amharic language belongs to the Semitic branch of the Afro-Asiatic language family and is mainly spoken by the Amhara people of Ethiopia. It currently serves as one of the official languages of Ethiopia.

prédatrices. En articulant économie politique de l'évaluation et lecture décoloniale, l'article montre que la quête d'indexation fonctionne à la fois comme un mot d'ordre galvanisant et comme un piège qui redéfinit les conduites éditoriales ainsi que les trajectoires de publication.

Abstract

This article analyzes how scientific indexing is gradually evolving into a quality label within the evaluation economies of French-speaking sub-Saharan Africa, even though it was originally designed as an infrastructure for organizing and discovering scientific literature. This transformation has significant implications for local journals. Drawing on the phenomenon of journal websites displaying a patchwork of logos, badges, and diverse indexes, the article uncovers a grammar of recognition under constraint in which technical markers gradually become markers of value. This work is guided by the hypothesis that a structuring confusion between indexing, referencing, and citation guides visibility strategies and fuels a shift toward dubious and potentially predatory practices. By linking the political economy of evaluation with decolonial reading, the article demonstrates that the quest for indexing functions both as a galvanizing rallying cry and as a trap that redefines editorial practices and publication trajectories.

ملخّص

يحلّل هذا المقال الكيفية التي تتحوّل بها الفهرسة العلمية تدريجيًا إلى علامة معيارية للجودة داخل اقتصاديات التقييم في إفريقيا جنوب الصحراء الناطقة بالفرنسية، في حين أنها صُمّمت في الأصل بوصفها بنية تحتية معرفية لتنظيم الأدبيات العلمية وتيسير اكتشافها. غير أنّ هذا التحوّل لا يخلو من تبعات عميقة على المجلات المحلية.

وانطلاقًا من مظهر دالّ يمكن ملاحظته، يتمثّل في عرض فسيفساء من الشعارات والرموز (badges) ومؤشرات الفهرسة المتباينة على المواقع الإلكترونية للمجلات، يكشف المقال عن نحوٍ للاعتراف تحت الإكراه، حيث تتحوّل العلامات التقنية تدريجيًا إلى مؤشرات للقيمة والشرعية العلمية.

ويستند هذا العمل إلى فرضية مفادها أنّ الخلط بين الفهرسة والإحالة (référencement) والإشهار العلمي (signalement) يوجّه استراتيجيات الظهور، ويدفع نحو انزلاق تدريجي إلى ممارسات إشكالية، بل وقد تكون ذات طابع افتراسي.

ومن خلال الربط بين الاقتصاد السياسي للتقييم وقراءة تفكيكية ذات منظور ما بعد كولونيالي، يبيّن المقال أنّ السعي إلى الفهرسة يعمل في الآن ذاته كشعار تعبوي محفّز وكفخّ بنيوي يعيد تشكيل السلوكات التحريرية ومسارات النشر العلمي.

Muhtasari

Makala haya yanachambua jinsi uorodheshaji wa kisayansi unavyobadilika polepole kuwa lebo ya ubora katika uchumi wa tathmini wa Afrika Kusini mwa Jangwa la Sahara unaozungumza Kifaransa, licha ya awali kuchukuliwa kama miundombinu ya kupanga na kugundua fasihi ya kisayansi. Mabadiliko haya yana athari kubwa kwa majarida ya ndani. Kwa kuzingatia dalili ya mosaic ya nembo, beji, na faharasa zisizo za kawaida zinazoonyeshwa kwenye tovuti za majarida, makala haya yanafunua sarufi ya utambuzi chini ya kizuizi, ambapo ishara za kiufundi polepole huwa ishara za thamani. Kazi hii inaongozwa na dhana kwamba mkanganyiko wa kimuundo kati ya uorodheshaji, marejeleo, na kuripoti huunda mikakati ya mwonekano na huchochea mabadiliko kuelekea mazoea yenye shaka na yanayoweza kuwa ya ulaghai. Kwa kuchanganya uchumi wa kisiasa wa tathmini na mtazamo wa kutokoloni, makala inaonyesha kwamba harakati za uorodheshaji hufanya kazi kama kilio cha kusisimua na kama mtego unaofafanua upya mazoea ya uhariri na njia za uchapishaji.



© Charlene Komuntale, *Threads*, 2025. All rights reserved / Tous droits réservés.

Threads : Qu'est-ce qui gouverne notre compréhension de la beauté ?

Charlene Komuntale
Artiste en techniques mixtes
charlenenoble98@gmail.com

How to cite this paper:
Komuntale, C. (2026). Threads : Qu'est-ce qui gouverne notre compréhension de la beauté ? *Global Africa*, (13), p. 30.
https://doi.org/10.57832/adft-rj81

Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Charlene Komuntale est une artiste en techniques mixtes basée à Kampala, en Ouganda. Son travail actuel, *Threads*, explore les systèmes qui façonnent notre compréhension de la beauté. Guidée par la question : « Qu'est-ce qui gouverne notre compréhension de la beauté ? », cette série examine la manière dont la beauté fonctionne non seulement comme une idée esthétique, mais aussi comme une forme de monnaie symbolique qui conditionne la visibilité et détermine qui est reconnu et qui demeure dans l'ombre.

L'artiste réalise des portraits peints numériquement, qu'elle imprime ensuite sur du tissu afin de confectionner des corsets. Elle y ajoute des perles et des broderies, créant des œuvres stratifiées qui invitent le spectateur à questionner les normes héritées. Le corset apparaît de manière récurrente dans la série comme un lieu d'investigation et de réflexion. Historiquement utilisé pour modeler le corps des femmes selon certains idéaux, il porte en lui une histoire complexe faite de discipline et de mise en visibilité. Parallèlement, la corseterie connaît aujourd'hui un regain d'intérêt dans la mode contemporaine : on la retrouve dans les vêtements du quotidien, les tenues de mariée et certaines parures cérémonielles africaines. Cette présence persistante fait du corset une forme particulièrement pertinente pour examiner la manière dont les standards de beauté évoluent tout en se perpétuant.

Dans les œuvres, des femmes noires tirent sur des fils et sur des morceaux de tissu, révélant un travail de perlage dissimulé sous la surface. Ces gestes de dénouement deviennent ainsi des actes de questionnement.

Parallèlement aux œuvres textiles, Komuntale réalise également des installations qui mettent en lumière les systèmes et les récits coloniaux ayant façonné notre compréhension de la beauté.

Threads: What Governs Our Understanding of Beauty?

Charlene Komuntale
Mixed media Artist
charlenenoble98@gmail.com

How to cite this paper:
Komuntale, C. (2026). Threads: What Governs Our Understanding of Beauty? *Global Africa*, (13), p. 31.
https://doi.org/10.57832/zyzf-mz79

Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Charlene Komuntale is a mixed media artist based in Kampala, Uganda. Her current body of work, *Threads*, explores the systems that shape how we understand beauty. Guided by the question '*what governs our understanding of beauty?*', the series examines how beauty operates not only as an aesthetic idea but also as a form of currency that shapes visibility and determines who is recognised and who is overlooked.

She creates digitally painted portraits, which are later printed on fabric to make corsets. She adds beadwork and embroidery to create layered works that invite viewers to question inherited standards. The corset appears throughout the series as a site of inquiry. Historically used to shape women's bodies according to particular ideals, it carries a layered history of discipline and visibility. At the same time, corsetry has re-emerged in contemporary fashion, appearing in everyday dress, bridal wear, and in some African ceremonial attire. This ongoing presence makes the corset a compelling form through which to examine how beauty standards continue to evolve and persist.

Within the works, Black women pull at threads and fabric, revealing beadwork beneath the surface. These gestures of unravelling become acts of questioning.

Alongside the textile works, Komuntale creates installations that expose the colonial systems and narratives that have governed our understanding of beauty.

Nyuzinyuzi: Ni nini kinachotawala uelewa wetu wa uzuri?

Charlene Komuntale
Msanii wa Multimedia
charlenenoble98@gmail.com

How to cite this paper:
Komuntale, C. (2026). Nyuzinyuzi: Ni nini kinachotawala uelewa wetu wa uzuri? *Global Africa*, (13), p. 32.
https://doi.org/10.57832/tv4s-ja93

Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Charlene Komuntale ni msanii wa vyombo vya habari mchanganyiko anayeishi Kampala, Uganda. Kazi yake ya sasa, Nyuzinyuzi, inachunguza mifumo inayounda uelewa wetu wa uzuri. Ikiongozwa na swali, "Ni nini kinachotawala uelewa wetu wa uzuri?", mfululizo huu unachunguza jinsi uzuri unavyofanya kazi si tu kama wazo la urembo bali pia kama aina ya sarafu ya ishara inayoweka mwonekano na huamua ni nani anayetambuliwa na ni nani anayebaki kwenye vivuli.

Msanii huunda picha zilizochorwa kidijitali, ambazo kisha huchapisha kwenye kitambaa ili kutengeneza korseti. Anaongeza shanga na upambaji, na kuunda kazi zenye tabaka zinazomwalika mtazamaji kuhoji kanuni zilizorithiwa. Korseti inaonekana mara kwa mara katika mfululizo kama tovuti ya uchunguzi na tafakari. Kihistoria ilitumika kuunda miili ya wanawake kulingana na maadili fulani, ina historia tata ya nidhamu na mwonekano. Wakati huo huo, korseti inakabiliwa na ufufuo wa shauku katika mitindo ya kisasa: inaweza kupatikana katika mavazi ya kila siku, mavazi ya harusi, na mapambo fulani ya sherehe ya Kiafrika. Uwepo huu unaoendelea hufanya korseti kuwa aina muhimu sana ya kuchunguza jinsi viwango vya urembo vinavyoendelea kubadilika huku vikiendelea kujiendeleza.

Katika kazi za sanaa, wanawake Weusi huvuta nyuzi na vipande vya kitambaa, na kufichua shanga zilizofichwa chini ya uso. Kwa hivyo, ishara hizi za kufumbua huwa vitendo vya kuhoji.

Pamoja na kazi za nguo, Komuntale pia huunda mitambo inayoangazia mifumo na masimulizi ya kikoloni ambayo yameunda uelewa wetu wa uzuri.

الخيوط: ما الذي يحكم فهمنا للجمال؟

شارلين كومونتالي
فنانة متعددة الوسائط
charlenenoble98@gmail.com

شارلين كومونتالي هي فنانة تعمل بتقنيات مختلطة ومقيمة في كامبالا، أوغندا. يستكشف عملها الحالي، « الخيوط » ، الأنظمة التي تُشكّل فهمنا للجمال. ومن خلال سؤالها المحوري: «ما الذي يحكم فهمنا للجمال؟»، تتناول هذه السلسلة كيفية عمل الجمال ليس فقط كفكرة جمالية، بل أيضًا كشكل من أشكال العملة الرمزية التي تُحدّد الظهور وتُقرّر من يُعترف به ومن يبقى في الظل.

تُنجز الفنانة بورتريهات مرسومة رقميًا، تقوم لاحقًا بطباعتها على القماش لتحويلها إلى مشدّات (كورسيه). ثم تضيف إليها الخرز والتطريز، لتخلق أعمالًا متعددة الطبقات تدعو المشاهد إلى مساءلة المعايير الموروثة. يظهر الكورسيه بشكل متكرر في هذه السلسلة كمساحة للبحث والتأمل. وقد استُخدم تاريخيًا لتشكيل أجساد النساء وفق معايير معيّنة، حاملاً في طيّاته تاريخًا معقّدًا من الانضباط والإظهار. وفي الوقت نفسه، يشهد فن صناعة الكورسيه اليوم عودة قوية في عالم الموضة المعاصرة، حيث يظهر في الملابس اليومية وفساتين الزفاف وبعض الأزياء الاحتفالية الإفريقية. هذه الاستمرارية تجعل من الكورسيه وسيطًا مناسبًا لدراسة كيفية تطوّر معايير الجمال واستمرارها في آن واحد.

في الأعمال، تقوم نساء سوداوات بشدّ خيوط وقطع من القماش، كاشفاتٍ عن أعمال خرز مخفية تحت السطح. وتتحوّل هذه الأفعال إلى ممارسات تفكيك وطرح للأسئلة

وبالتوازي مع الأعمال النسيجية، تُنتج كومونتالي أيضًا تركيبات فنية تُسلّط الضوء على الأنظمة والسرديات الاستعمارية التي ساهمت في تشكيل فهمنا للجمال

How to cite this paper:
Komuntale, C. (2026)الخيوط: ما الذي يحكم فهمنا للجمال؟ . *Global Africa*, (13), p. 33 .
https://doi.org/10.57832/d113-rx51
Published: March 20, 2026
© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0





© Charlene Komuntale, *Threads*, 2025. All rights reserved / Tous droits réservés.

Décoloniser le cinéma africain

Les résolutions du groupe cinéma au Premier Festival mondial des arts nègres (Dakar 1966)

Sílvio Marcus de Souza Correa
Professeur titulaire au Département d'histoire à l'Université fédérale de Santa Catarina, Brésil
silvio.correa@ufsc.br

Résumé

Lors du Premier Festival mondial des arts nègres, célébré en avril 1966 à Dakar (Sénégal), un groupe de réalisateurs et de techniciens audiovisuels africains a discuté des défis du cinéma africain et postcolonial. Notre article vise à contribuer au débat historiographique en montrant l'importance de ce festival pour l'élaboration d'un agenda du cinéma africain, qui prévoyait la création d'entités panafricaines destinées à promouvoir l'industrie cinématographique sur le continent. Soixante ans après cette rencontre tenue dans la capitale sénégalaise, l'analyse des documents conservés dans les archives du Musée du quai Branly et dans les collections du Black Film Center & Archive de l'Université de l'Indiana à Bloomington permet de mettre en lumière certains des dilemmes des débuts du cinéma africain dans les premières années de l'ère postcoloniale.

Mots-clés

Cinéma africain, postcolonialisme, Dakar, 1966, panafricanisme, Paulin Soumanou Vieyra, Ousmane Sembène

How to cite this paper:
De Souza Correa, S. M. (2026). Décoloniser le cinéma africain. Les résolutions du groupe cinéma au Premier Festival mondial des arts nègres (Dakar 1966). *Global Africa*, (13), pp. 36-49.
https://doi.org/10.57832/4n42-dr62

Received: December 4, 2025
Accepted: March 15, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Introduction

À l'occasion du cinquantième anniversaire du Premier Festival mondial des arts nègres de Dakar (1966) ci-après le Fesman, Murphy (2016) a dirigé un ouvrage collectif dans lequel les auteurs proposent un bilan critique de cet événement ainsi que de ses prolongements dans d'autres festivals, notamment à Alger (1969) et à Lagos (1977). Toutefois, bien que l'ouvrage rassemble plusieurs contributions centrées sur le festival, sur la question de la négritude et du modernisme, ainsi que sur le théâtre, la danse et les arts visuels, il n'accorde pas d'attention spécifique au cinéma africain. Or, durant le Fesman, un groupe de cinéastes et de professionnels de l'audiovisuel s'est réuni pour débattre du présent et de l'avenir du cinéma africain[1].

1 Aclinou (2024) s'est également intéressé au premier Festival des arts nègres. L'ouvrage de cet intellectuel béninois présente une rétrospective de la Négritude cinquante-cinq ans plus tard sans pour autant aborder le cinéma africain dans le Fesman.

De manière générale, la littérature relative au Fesman a accordé peu d'attention aux débats sur le cinéma africain durant le festival, alors que celui-ci a réuni des milliers d'invités et de participants du monde entier. Dans l'historiographie, la manifestation de Dakar a été abordée sous divers angles, notamment le rôle central du Fesman en tant que vecteur de diffusion de la Négritude et de la musique dans le cadre de la nouvelle diplomatie africaine (Pasler, 2021). Toutefois, persiste une lacune historiographique, à savoir l'absence d'études consacrées aux résolutions adoptées durant le Fesman concernant le cinéma africain.

Le présent article vise à contribuer au débat historiographique en montrant l'importance du Fesman pour l'élaboration d'un agenda du cinéma africain, qui prévoyait la création d'entités panafricaines destinées à promouvoir l'industrie cinématographique sur le continent. De plus, cet agenda prévoyait des rencontres et de nouveaux festivals pour mettre en valeur le cinéma africain. En ce sens, les résolutions du groupe cinéma, présentées lors d'un colloque tenu dans le cadre de la manifestation de Dakar, furent d'une importance capitale pour la décolonisation du cinéma africain.

Le Premier Festival mondial des arts nègres

Le Fesman fut un grand événement culturel tenu à Dakar du 1er au 24 avril 1966, il a été organisé par le Sénégal et la Société africaine de culture, organe de la revue parisienne *Présence Africaine*, sous l'égide de l'Unesco. Il avait une orientation interdisciplinaire avec une vaste programmation de manifestations artistiques : danse, musique, poésie, théâtre, cinéma, littérature, artisanat et expositions d'art traditionnel et moderne.

Selon Murphy (2016), le Fesman fut un spectacle panafricain sans précédent. Faire de Dakar une capitale culturelle incontournable des nouvelles relations interafricaines, mais aussi des relations entre l'Afrique et les diasporas africaines en Europe et en Amérique, figurait parmi les objectifs des organisateurs. On cherchait également à développer le tourisme, comme l'atteste un film de propagande réalisé par Paulin Soumanou Vieyra (1966), alors responsable des Actualités sénégalaises[2].

Pour la manifestation, un nouveau théâtre et un nouveau musée furent construits à Dakar. La ville accueillit des milliers de visiteurs venus d'Afrique, d'Europe et d'Amérique. Tandis que le tout nouveau Musée dynamique présentait des expositions d'art traditionnel africain et d'art moderne et contemporain, le Théâtre national Daniel Sorano accueillait des spectacles de danses folkloriques, des pièces de théâtre ainsi que des concerts de jazz, de samba et d'autres styles musicaux. Le Palais du cinéma projeta des films africains et des films provenant de pays culturellement marqués par la diaspora africaine. En plus des manifestations artistiques et culturelles, une série de colloques et de conférences à caractère scientifique fut organisée sous les auspices de l'Unesco. La politique culturelle dans diverses disciplines — muséologie, arts plastiques, musique, danse, littérature, théâtre et cinéma — y fut également débattue.

Le cinéma au Fesman (1966)

La cinématographie de l'Afrique postcoloniale a été largement étudiée depuis les indépendances jusqu'à nos jours. Si l'Afrique du Nord possédait déjà un cinéma endogène depuis la première moitié du XXe siècle, avec des cinéastes tels que le Tunisien Albert Samama-Chikli ou l'Égyptien Youssef Chahine, l'Afrique subsaharienne ne disposait pas d'un cinéma authentiquement africain avant la décolonisation. Après les premières indépendances africaines, la revendication d'une décolonisation des arts en général et du cinéma en particulier ne tarda pas à émerger. Un agenda pour un cinéma africain postcolonial fut proposé lors du Fesman. Ce fut le premier évènement international au cours duquel le cinéma africain fut présenté comme un « art nègre ». Des films tels que *Lamb* (1963) de Paulin Soumanou Vieyra et *La Noire de…* (1966) d'Ousmane Sembène furent projetés durant la manifestation. En plus de sa distinction au festival, ce premier long métrage

2 Il s'agit d'un important service d'actualités cinématographiques au cours des deux décennies qui ont suivi l'indépendance du Sénégal (Lena, 2022, p. 474).

de Sembène reçut le prix Jean Vigo en France et le Tanit d'or aux Journées cinématographiques de Carthage, la même année. Pour Vansina (2010), le cinéaste et écrivain sénégalais fut le fondateur d'une « tradition intellectualisante » dans les arts africains (p. 751).

Bien que Sembène soit déjà reconnu comme écrivain africain au milieu des années 1960, ses premiers films s'inscrivaient dans la lignée du « cinéma d'auteur ». Pour le Fesman, Paulin Soumanou Vieyra réussit à faire accepter deux films de son ami, Sembène : *Borom Sarret* (1963) et *Niaye* (1964).

Sembène se trouvait en France au printemps 1966 et ne participa donc pas au groupe cinéma réuni à Dakar lors du colloque dénommé « Fonction et signification de l'art négro-africain dans la vie du peuple et pour le peuple », tenu entre fin mars et début avril 1966. Outre Sembène, d'autres noms composent cette première génération de cinéastes africains : Paulin Soumanou Vieyra, Blaise Senghor, Timité Bassori, Thomas Coulibaly, Jean-Paul NGassa, Ababacar Samb et Moustapha Alassane. Parmi eux, seul Paulin Soumanou Vieyra possédait un diplôme de cinéma.

Le festival de Dakar de 1966 constitua un point d'inflexion pour le cinéma africain. Cette notion doit être comprise dans le sens que Giddens (2002, p. 108) attribue à certaines phases de l'histoire des collectivités, marquées par des événements clés. En ce sens, l'évolution du cinéma africain après le Fesman nous permet de comprendre, grâce à une rationalité a posteriori, l'importance du colloque et de la réunion du groupe cinéma durant le festival pour la définition d'un futur agenda du cinéma africain.

La conférence de Paulin Soumanou Vieyra

Paulin Soumanou Vieyra (1925-1987) obtint son diplôme de l'Institut des hautes études cinématographiques (Idhec) de Paris en 1955. Il collabora comme critique d'art pour la revue *Présence Africaine* et filma le deuxième Congrès des écrivains et artistes noirs à Rome en 1959. Il fit partie de l'intelligentsia de la diaspora africaine à Paris au milieu du XX^{e} siècle. Lorsque le Sénégal devint indépendant en 1960, Vieyra décida de poursuivre sa carrière dans le domaine audiovisuel à Dakar. En tant que membre de la délégation officielle du président Léopold Sédar Senghor, il visita plusieurs pays africains[3]. Directeur des Actualités sénégalaises, Vieyra occupait une place de premier plan dans le milieu audiovisuel sénégalais et fut une figure clé dans l'ouverture de nouveaux horizons pour la cinématographie africaine naissante.

Dans le colloque intitulé « Fonction et signification de l'art nègre dans la vie du peuple et pour le peuple », organisé durant le festival de Dakar entre le 30 mars et le 8 avril 1966, Vieyra prononça une conférence intitulée *L'art cinématographique à la recherche de son expression africaine*. Les archives du Musée du quai Branly - Jacques Chirac conservent à la fois une version dactylographiée et une version imprimée de cette conférence, toutes deux datées de décembre 1965. Selon Vieyra, le cinéma, en tant qu'art, était encore en quête de son expression africaine. Si la sculpture, la musique ou la danse possédaient depuis longtemps des expressions africaines, le septième art cherchait encore l'émergence d'un cinéma véritablement africain.

Le Fesman était un moment de transformation et d'attentes considérables pour le continent africain au milieu des années 1960. La manifestation de Dakar se déroula dans un climat d'optimisme panafricaniste, malgré les coups d'État militaires qui secouèrent l'Afrique entre 1965 et 1966. Face au nouveau contexte politique africain, dans lequel les divisions idéologiques s'accentuaient, tout projet panafricain visant à promouvoir une industrie cinématographique continentale devait tenir compte des idiosyncrasies de l'Afrique postcoloniale, sans oublier les régions encore placées sous domination coloniale ou néocoloniale.

3 Si le président sénégalais accordait de l'importance au cinéma en tant qu'art moderne, il était également conscient qu'il pouvait constituer un vecteur efficace de propagande pour son gouvernement. Sur Senghor et le cinéma, voir Niang (2023).

Dans sa conférence, Vieyra souligna qu'on ne pouvait dissocier l'industrie cinématographique de l'art cinématographique. Dans cette relation indissociable entre industrie et art résidait le défi de faire naître un cinéma national sur le continent africain : « Et tant qu'il n'existera pas en Afrique un complexe industriel dans ce domaine, on ne pourra parler d'un véritable cinéma africain » (Vieyra, 1965, p. 2).

Un autre point essentiel de son exposé fut la vision fonctionnaliste attribuant au cinéma africain un rôle pédagogique, en tant que ressource audiovisuelle au service de l'éducation. Vieyra insista sur le fait que le cinéma, comme art, dépend de la créativité. En ce sens, si le cinéma cherchait son expression africaine, il ne pouvait se limiter à une seule fonction en Afrique, aussi louable fût-elle. Pour Vieyra, les cinéastes africains devaient jouir d'une liberté artistique et d'expression, ce que leurs gouvernements n'attendaient pas toujours d'eux. La défense du cinéma d'auteur fut explicite dans sa conférence.

Selon lui, le cinéma suscita d'abord la curiosité, puis le divertissement, et la recherche esthétique naquit avec l'évolution technique. En abordant l'aspect artistique du cinéma, les cinéastes impulsèrent différents mouvements ou courants. Simultanément, la critique contribua à la formation et à l'éducation du public. En se libérant des traditions littéraires et théâtrales, le cinéma développa progressivement son propre langage artistique.

Cependant, le cinéma produit en Occident s'était répandu dans d'autres régions du monde, emportant avec lui des conceptions artistiques et esthétiques occidentales. Ainsi, les premières images animées de l'Afrique furent le produit d'un regard occidental, qui représenta le continent comme un simple décor exotique au service de scénarios sans rapport avec ses réalités. De plus, l'Afrique devint consommatrice de films occidentaux, et les rares productions africaines ne changeaient rien à cette situation. Si l'Occident était devenu une « civilisation de l'image », l'Afrique n'avait pas encore eu l'occasion de faire du cinéma une réalité propre. Le cinéma demeurait une réalité étrangère sur le continent, exclusivement porteuse de l'humanisme occidental, affirmait Vieyra (1965, p. 5).

Un autre problème relevé fut la formation du public pour le cinéma étranger. Selon lui, les Africains, en général, disposaient de peu d'éléments leur permettant d'apprécier un film étranger. La critique devait jouer un rôle important dans l'éducation du public en matière d'art cinématographique ; dans ce sens, il souligna également l'action éducative des ciné-clubs.

En tant qu'art moderne, le cinéma supposait une modernisation de l'Afrique, condition favorable au développement d'un cinéma africain. Ainsi, la croissance économique d'un pays africain devait contribuer à l'essor d'un cinéma national, car l'industrie cinématographique dépend du nombre de salles, des films produits, des spectateurs, etc.

L'un des défis du cinéma africain émergent, selon Vieyra, résidait dans la production de longs métrages. Il était également conscient des coûts élevés de production et des difficultés financières du cinéma africain. Le court métrage, quant à lui, affrontait un autre problème : il n'était ni exporté ni consommé à l'intérieur, étant éclipsé par l'importation, meilleur marché, de longs métrages de qualité douteuse. La période coloniale avait favorisé la circulation de films médiocres provenant des États-Unis, d'Europe, mais aussi d'Égypte ou d'Inde. Le goût populaire fut modelé par ces westerns ou mélodrames.

À cela s'ajoutait l'état déplorable des salles de cinéma africaines en termes de confort, d'acoustique, etc. Selon Vieyra (1965, p. 12), outre la mauvaise condition des salles, il y avait également le bruit du public lui-même, caractéristique des cinémas populaires non seulement au Sénégal, mais aussi en France ou au Brésil.

Face à ce diagnostic réaliste, Vieyra proposa des idées pour organiser de manière rationnelle et rentable le cinéma africain. Indépendamment de l'idéologie des États africains, la solution idéale pour lui consistait en un circuit privé organisé, parallèlement à un circuit étatique dans chaque pays : « Le secteur privé alimenterait aussi en partie le secteur public, qui, à son tour, aiderait le secteur privé en organisant la profession et l'industrie cinématographique » (Vieyra, 1965, p. 12).

Selon lui, il était urgent que les États africains créent un organisme national du cinéma favorisant l'installation d'une infrastructure pour la production, la distribution et la diffusion des films. Cet organisme aurait un caractère à la fois industriel et commercial, et sa viabilité dépendrait d'un public cinéphile significatif, comme c'était le cas au Sénégal. On estimait que les deux distributeurs opérant au Sénégal, avec trois millions d'habitants en 1966, partageaient un chiffre d'affaires annuel de 520 000 000 francs CFA. Selon Vieyra, un organisme national pourrait obtenir 10 % de cette somme — soit 52 000 000 francs CFA —, pouvant être réinvestis dans l'industrie cinématographique nationale. Ce montant augmenterait en fonction de la production et des bénéfices tirés de la commercialisation et d'autres services tels que la publicité.

Dans le cas du Sénégal, un tel organisme devait être créé rapidement, et, selon Vieyra (1965, p. 14), il n'existait pas encore en raison des événements politiques de 1962[4]. Cette affirmation surprend, étant donné que trois années s'étaient déjà écoulées depuis cette crise. Sa défense de la créativité artistique face à la stabilité professionnelle des fonctionnaires est également notable. Selon Vieyra (1965, p. 14), les artistes devaient être rémunérés en fonction du travail accompli et de sa qualité. À ses yeux, le créateur qui devient fonctionnaire finit par tuer sa créativité. Cette affirmation tranchante était probablement aussi une autocritique. Comme il le déclara dans une interview en 1978 : « En réalité, lorsque je suis revenu de l'Idhec, je me suis retrouvé dans un travail purement administratif — cela peut aussi tuer une vocation » (Vieyra, 2004b, p. 51).

Dans sa conférence, Vieyra abordait également la rémunération des différentes catégories employées dans la jeune industrie cinématographique africaine. Il suggéra des salaires minimums et maximums pour réguler le marché. L'un des effets positifs de cette réglementation serait une plus grande attraction des productions étrangères vers l'Afrique.

De manière ambiguë, Vieyra souligna que le cinéma devait servir son public. Le cinéma national devait offrir aux spectateurs ce qu'ils appréciaient, dans les meilleures conditions possibles ; en même temps, il devait contribuer au développement d'un goût pour ce qui est beau, intéressant, et pour ce qui peut favoriser leur promotion sociale par l'enrichissement culturel.

L'une de ses conclusions fut la suivante : si un cinéma d'expression négro-africaine n'existait pas encore, la raison fondamentale était l'absence d'une organisation industrielle du cinéma en Afrique noire (Vieyra, 1965, p. 15). À la fin du texte, il souligne le caractère artisanal dans lequel certains films africains étaient produits. Malgré les difficultés financières, le manque d'équipements et de moyens techniques, certains cinéastes africains persévéraient, comme son ami Ousmane Sembène. Selon Vieyra (1965, p. 17), un film comme *Niaye* n'aurait pu être réalisé que par un Africain.

Le conférencier se demanda : que devons-nous entendre par cinéma africain ? Sa réponse fut la suivante : « Le cinéma, art moderne, a besoin de se revivifier aux sources des traditions particulières, pour se singulariser d'abord et atteindre ensuite l'universel » (Vieyra, 1965, p. 18).

Cependant, cette originalité renvoyait au problème des langues dans le cinéma africain. La solution, selon Vieyra, pourrait émerger dans un avenir proche grâce à une organisation linguistique du continent réduisant à quelques langues seulement leur fonction de véhicule de communication interafricaine. Sa proposition se rapprochait du modèle adopté par la toute nouvelle Organisation de l'unité africaine (OUA).

Un autre problème évoqué fut l'essor de la télévision en Afrique, qui pourrait représenter une forte concurrence pour le cinéma africain, non seulement comme moyen de connaissance et de diffusion, mais aussi comme moyen d'expression. Il reconnaissait les avantages de la télévision pour atteindre les foyers et transmettre en direct, mais voyait son développement comme une initiative exclusivement étatique.

4 En 1962, une crise politique majeure a opposé le président Léopold Sédar Senghor à son président du Conseil, Mamadou Dia. Une confrontation qui a abouti à l'arrestation de ce dernier et à un changement constitutionnel renforçant le régime présidentiel.

Enfin, il affirma que pour devenir « négro-africain », le cinéma devait s'organiser dans le champ de la bataille culturelle où l'Afrique lutte pour sa dignité. Le Fesman était, par conséquent, l'occasion propice à de fructueux échanges d'idées entre cinéastes africains et étrangers intéressés par les problèmes culturels, artistiques et éducatifs du continent, et qui travaillaient pour que l'art cinématographique trouvât enfin son expression africaine.

Il convient de souligner que la première association de cinéastes fut créée peu après le Fesman. Pierre Haffner (1992, p. 193) en souligne le rôle primordial, dans la mesure où elle constituait un lien direct entre les cinéastes et les autorités gouvernementales.

Les résolutions des professionnels du cinéma

Durant le colloque « Fonction et signification de l'art nègre dans la vie du peuple et pour le peuple », organisé à Dakar entre le 30 mars et le 8 avril 1966, fut constitué un groupe de travail réunissant des cinéastes africains et africanistes, ainsi que des experts internationaux et des techniciens de l'audiovisuel. Ce groupe débattit des conditions et modalités nécessaires au développement d'un cinéma africain authentique. Au cours de la réunion, deux résolutions furent adoptées à l'unanimité. La première résolution exigeait la constitution d'archives audiovisuelles de la culture africaine. Le groupe de travail demanda aux autorités internationales et nationales présentes au festival de Dakar de considérer comme indispensable la mise à disposition de moyens pour constituer des archives visuelles et sonores des manifestations culturelles traditionnelles en voie de disparition ou de transformation. La seconde résolution proposait des mesures destinées à favoriser le développement du cinéma africain. Le colloque recommanda la création d'un organisme administratif interafricain : le Bureau interafricain de la cinématographie. Les missions de ce nouvel organe étaient au nombre de dix :

1. Recueillir et diffuser toutes les informations relatives au cinéma africain (catalogue des films, statistiques de commercialisation, inventaires des moyens techniques, listes de techniciens, etc.).
2. Élaborer des projets de législation à soumettre aux différents États désireux de développer leurs cinématographies nationales.
3. Encourager la production cinématographique nationale dans les secteurs suivants : secteur étatique (information, éducation, recherche et télévision…) ; secteur non commercial (films culturels, ciné-clubs…) ; secteur commercial (production, distribution et commercialisation privées…). Cette mission incluait également la promotion d'une infrastructure technique (salles de montage, auditoriums, laboratoires, studios…), afin de réduire les coûts finaux des films dans chacun des secteurs mentionnés.
4. Exercer un contrôle effectif sur les recettes de commercialisation sur l'ensemble du marché cinématographique africain, tant au niveau national qu'international.
5. Favoriser l'ouverture de nouveaux circuits de commercialisation et de distribution (ouverture de nouvelles salles, contrôle des conditions techniques de projection…).
6. Élaborer une réglementation de la programmation, incluant un quota en faveur des productions africaines (courts et longs métrages).
7. Créer des cinémathèques nationales comprenant des films réalisés sur le territoire national par des Africains, ainsi que des films « classiques » du cinéma mondial. La cinémathèque pourrait également servir d'archive contenant des copies des films existants dans le pays.
8. Encourager la formation de cinéastes, techniciens et acteurs africains, qui constitueraient le cadre dynamique de la future industrie cinématographique africaine.
9. Stimuler la création d'un organisme de diffusion du cinéma africain, afin de favoriser son accès aux marchés extérieurs, condition indispensable à son développement.

10. Organiser des rencontres régulières permettant aux auteurs, techniciens, acteurs et experts de confronter leurs œuvres et leurs difficultés, et de défendre la liberté d'expression des cinémas africains.

On observe que c'est seulement à la fin du texte qu'apparaît le pluriel pour évoquer les conditions et modalités du développement d'un « cinéma africain authentique ». Ce document et les deux résolutions révèlent clairement les orientations panafricanistes en faveur d'un cinéma africain. En même temps, elles rendent compte du sous-développement du cinéma dans des dizaines de pays africains nouvellement indépendants, tandis que d'autres étaient encore sous domination coloniale en 1966.

Afrique postcoloniale ou néocoloniale ?

Lorsque les cinéastes et autres techniciens et experts africains et africanistes se réunirent lors du colloque organisé durant la première semaine d'avril 1966, dans le cadre du Fesman, la situation politique du continent africain était profondément disparate.

Depuis le coup d'État militaire du 25 novembre 1965, le Congo était une pièce de plus tombée dans l'effet domino des coups d'État qui marquèrent l'Afrique au cours des années 1960. Ce n'était pas le premier coup d'État dans un pays africain indépendant et ce ne serait pas le dernier. Le premier jour de l'année 1966, un coup d'État militaire fut consommé en République centrafricaine. Toujours en janvier, il y eut un coup d'État dans l'ancienne République de Haute-Volta (actuel Burkina Faso) et un autre coup d'État militaire au Nigeria. Le mois suivant, le président du Ghana, Kwame Nkrumah, fut renversé. Le président ghanéen avait accueilli la Conférence des peuples africains, organisée à Accra en 1958. Deux autres conférences eurent lieu respectivement en 1959 et en 1960. Elles insistaient toutes sur la nécessité de créer un marché commun à l'échelle continentale.

À cette époque, certains pays africains cherchaient une intégration politique ou une unité politique africaine. Le leader panafricaniste Kwame Nkrumah insistait sur la nécessité d'une union africaine. Il accusait en outre le néocolonialisme d'être « le plus grand danger » pour une Afrique indépendante, dont le principal instrument serait la balkanisation du continent (Nkrumah, 1963, p. 173).

Alors que des institutions et organisations africaines étaient créées pour promouvoir un marché commun, les coups d'État allaient dans le sens inverse d'une intégration politique, et même économique. Le sociologue Pierre van den Berghe proposa une typologie des forces armées pour l'étude de l'Afrique contemporaine. Dans sa classification , il distingue le groupe putschiste des forces armées. Selon lui, ce groupe se caractérise par « un corps d'officiers hautement professionnalisé et politisé » (Van den Berghe, 1966, p. 112). Ainsi, les forces armées deviennent synonymes de gouvernement, et l'état-major, du groupe dirigeant.

Le sociologue belge observa qu'en général, les coups militaires en Afrique étaient menés par de jeunes officiers supérieurs, et leur idéologie politique pouvait aller du conservatisme rigide à « l'autoritarisme de gauche ». Lorsqu'elles étaient conservatrices, les dictatures militaires tendaient à s'allier à la bourgeoisie urbaine plutôt qu'à l'aristocratie rurale. Il souligna également que les jeunes militaires putschistes se présentaient souvent comme les hérauts de la modernisation.

Les luttes de libération se poursuivaient dans certaines régions du continent, tandis que d'autres devenaient le théâtre de coups d'État militaires, pour la plupart inscrits dans des logiques néocoloniales. Le néocolonialisme, si fréquemment dénoncé par des leaders panafricanistes tels que Nkrumah (1963), n'était pas seulement associé au caractère réactionnaire de certains coups d'État militaires. Les rares pays africains qui n'avaient pas connu de coups d'État n'avaient pas non plus atteint un développement économique suffisant pour empêcher l'analogie entre les premières années de l'indépendance et une période tristement célèbre de néocolonialisme.

Cependant, un immense optimisme animait des intellectuels africains tels que Paulin Soumanou Vieyra. Dans un texte publié pour la première fois dans la revue *Présence Africaine* (1960-1961), puis repris dans *Le cinéma et l'Afrique* (1969b), il analyse avec finesse les rapports entre cinéma et révolution africaine. Selon lui, le cinéma africain devait constituer « un agent de progrès » au

service du bien-être des peuples (Vieyra, 2004a, p. 81). Cette conception d'un « cinéma fonctionnel », déjà formulée dès 1959, est reprise et approfondie dans ses travaux ultérieurs, où il souligne les responsabilités du cinéma dans la formation d'une conscience nationale africaine (Vieyra, 2004c).

Le cinéma africain en question

En 1966, certains réalisateurs et techniciens africains du secteur audiovisuel rêvaient d'un cinéma national. Par cinéma national, on entendait une production cinématographique exprimant une identité ou une culture nationale. On perçoit la connotation idéologique de cette époque où les jeunes nations africaines cherchaient à se représenter elles-mêmes. On recherchait également de nouvelles formes de cohésion sociale pour unifier des territoires et des populations ne partageant pas nécessairement une histoire commune.

Au nom d'une cohérence ou d'une cohésion sociale idéalisée, le cinéma national naissant fut souvent opposé au prétendu tribalisme. L'union et l'harmonie des différents groupes ethniques constituaient le ton dominant de la narration filmique d'un cinéma national émergent. Des films tels qu'*Une nation est née* (1961) et *Lamb* (1963), de Paulin Vieyra, sont deux exemples de ce cinéma national africain.

Selon Cunha (2021, p. 212), l'approche du cinéma national tend à privilégier la production de films au détriment des préférences du public. D'où certaines difficultés d'analyse, puisque la dynamique du marché cinématographique ne dépend pas nécessairement de la production de films nationaux. Dans le cas du marché cinématographique en Angola dans les années 1960, la majorité des films étaient étrangers et une infime proportion était portugaise. Ainsi, l'indicateur le plus représentatif pour caractériser la culture cinématographique d'un pays semble être le type de films projetés dans ses salles plutôt que la production nationale.

Pour le cinéma africain des années 1960, les rares films produits par des cinéastes africains rencontraient de nombreux problèmes de production et de distribution. Les salles projetaient majoritairement des films étrangers — westerns, comédies, mélodrames. Dans des pays nouvellement indépendants, comme le Sénégal, ou en Angola, encore province d'outre-mer portugaise, la culture cinématographique des années 1960 dérivait bien davantage des films étrangers projetés dans les salles que d'une production nationale ou locale.

Les premiers films produits en Angola et au Mozambique étaient des documentaires ou des films de propagande coloniale, et quelques fictions confrontées à la censure de l'État nouveau (Piçarra, 2015). En 1966, le cinéma Império fut inauguré à Luanda, avec une salle de près de 1 500 places et un écran permettant des projections en 70 mm. D'autres salles furent ouvertes dans la ville dans les années suivantes. Malgré l'essor des salles à Luanda, celles-ci appartenaient à trois groupes commerciaux cherchant à contrôler le marché, notamment la distribution et l'exploitation (Cunha, 2021, pp. 219-222).

En parallèle, il existait une culture cinématographique des ciné-clubs, différente de celle du circuit commercial de westerns, comédies, mélodrames et films d'aventure. Dans une lettre datée du 10 octobre 1960, Luandino Vieira informait Salim Miguel de son intérêt pour le cinéma et du fait qu'il faisait partie de la commission chargée d'étudier la programmation du ciné-club de Luanda, ainsi que l'organisation de la critique cinématographique dans les journaux quotidiens : « Nous pourrions aussi entamer un dialogue entre le CC de Luanda et celui de Florianópolis, comme premier pas vers un rapprochement culturel entre les ciné-clubs de cette terre et ceux du Brésil », proposa Luandino Vieira à son destinataire brésilien (Miguel, 2005, p. 33).

On remarque que la culture cinématographique des ciné-clubs différait de celle du circuit commercial ; leurs réseaux étaient également autres, souvent clandestins pour contourner la censure coloniale. Il existait aussi une préoccupation pour l'éducation du regard du public, pour une éducation au cinéma en tant qu'art.

Les résolutions approuvées à l'unanimité durant le Fesman révélaient un projet panafricain pour une industrie cinématographique « faite en Afrique ». Toutefois, la situation économique et politique des pays africains indépendants montrait déjà à quel point la proposition des cinéastes africains et autres professionnels du cinéma réunis lors du festival de Dakar en 1966 relevait d'une certaine utopie.

Certains représentants de cette première génération de cinéastes africains adoptèrent une attitude plus pragmatique. En 1966 sortit en salle *Le retour d'un aventurier* de Moustapha Alassane, un western africain. Dans cette comédie, la critique et l'ironie autour de la culture cinématographique en Afrique interpellaient le public sur la capacité des images à aliéner ou à libérer les individus. Par ailleurs, le film montrait que la contingence constitue un élément intrinsèque de l'histoire et que certains rêves peuvent se transformer en cauchemars. *La Noire de…* (1966), d'Ousmane Sembène, et *Le retour d'un aventurier* (1966), de Moustapha Alassane, illustrèrent, la même année, deux approches par lesquelles le cinéma africain émergent appréhendait la dramaturgie, qu'il s'agisse de tragédie ou de comédie.

Paulin Soumanou Vieyra s'investissait pleinement dans le cinéma africain, à la fois comme art et comme industrie. Pour lui, la comédie intelligente représentait une voie prometteuse pour le développement du cinéma africain. Il était convaincu qu'une politique culturelle adéquate pourrait favoriser une action transformatrice au sein de la culture cinématographique africaine. Cette politique culturelle viserait à substituer aux images d'aliénation celles de libération. À cet égard, le discours nationaliste et panafricaniste encadrait le processus d'émancipation dans une perspective socialiste. Parallèlement, Vieyra attribuait aux nouveaux États africains la responsabilité d'organiser l'industrie cinématographique. Dans certains pays, le cinéma fut même considéré comme un médiateur entre le gouvernement et les masses. À titre d'exemple, le Haut-Commissaire à la jeunesse et aux sports de la République du Mali invita Ousmane Sembène à participer à la cinquième « Semaine de la jeunesse » organisée durant la première semaine de juillet 1966. Le gouvernement malien prit en charge les frais de voyage du cinéaste, alors basé à Paris, ainsi que son séjour à Bamako. Il est possible que le gouvernement de Modibo Keïta ait vu en ce cinéaste sénégalais une figure proche de la jeunesse, le cinéma africain constituant alors une forme artistique nouvelle.

Au début des années 1960, certains pays africains s'allièrent au sein du groupe de Casablanca, tandis que d'autres formèrent le groupe de Monrovia. Bien que les deux blocs prônaient une plus grande unité africaine, aucun dénominateur commun ne parvenait à les rapprocher. Leurs positions divergentes sur l'Algérie et le Congo ne contribuèrent pas non plus à faire progresser le panafricanisme, chacun des deux groupes défendant une conception distincte de ce dernier. En 1963, néanmoins, ils finirent par rejoindre la toute nouvelle OUA. Parmi les objectifs de cette organisation internationale figurait la coordination des politiques des États membres dans les domaines économique, politique, diplomatique, éducatif, culturel, scientifique, sanitaire et militaire. L'OUA organisa même le premier Festival culturel panafricain à Alger en 1969.

Cependant, la majeure partie du budget de l'OUA provenait de partenaires extérieurs au continent. Encore aujourd'hui, l'Union africaine (UA) qui lui a succédé dépend largement de contributions étrangères. Sans financement extérieur, les pays africains sont dans l'incapacité de mobiliser des ressources suffisantes pour maintenir une organisation internationale africaine. L'échec du panafricanisme dans les années 1960 pourrait se raconter sous forme de comédie, de tragédie, ou encore de roman ou de satire, les principaux protagonistes étant les dirigeants africains de l'époque.

Néanmoins, certaines organisations, telles que l'Unesco, soutinrent des projets destinés au développement du cinéma africain. En décembre 1967 se tint le deuxième Congrès international des africanistes. Lors de ce conclave majeur, organisé sous les auspices de l'Unesco, furent adoptées plusieurs recommandations et résolutions. En matière cinématographique, il fut suggéré de favoriser les échanges de courts métrages portant sur la vie artistique traditionnelle et moderne. Afin de permettre une meilleure connaissance de l'Afrique par les Africains eux-mêmes à tous les niveaux, l'Unesco et les gouvernements furent alertés des difficultés du jeune cinéma africain.

Cette initiative illustrait le soutien de certains organismes internationaux à la promotion des arts ; toutefois, la participation des gouvernements africains demeurait indispensable pour mener à bien des projets artistiques ou culturels.

L'Unesco organisa de multiples manifestations scientifiques et artistiques, tant en Europe qu'en Afrique, dans les domaines des archives, de la muséologie, du patrimoine matériel et de l'histoire. On peut citer, entre autres, l'ambitieux projet de l'Histoire générale de l'Afrique en huit volumes. Malgré l'ampleur de l'équipe internationale mobilisée pour cette collection, le chapitre sur l'art africain du septième volume (l'avant-dernier) ne contenait rien sur le cinéma en Afrique. Soyinka (2010) s'y intéressa à l'architecture, à la sculpture, à la musique africaines, ainsi qu'au théâtre et, surtout, à la littérature africaine. Dans le dernier volume, Vansina (2010) aborda les arts dans les sociétés africaines après 1935. Concernant le cinéma africain, l'historien belge souligna sa naissance tardive, imputable à deux facteurs principaux : d'une part, la réticence des gouvernements coloniaux à autoriser la production de films par des Africains, par crainte de motivations politiques ; d'autre part, des restrictions financières majeures, la production cinématographique nécessitant en effet « un apport initial important de ressources pour la production elle-même, ainsi que la création d'un réseau de distribution et la construction, voire l'adaptation, de salles de projection » (Vansina, 2010, p. 748). Jusqu'aux années 1970, seule l'Égypte était parvenue à développer une industrie cinématographique efficace et autofinancée. Pour les autres pays africains, l'alternative reposait sur la garantie par l'État du financement initial de leur industrie cinématographique, puis sur la mise en place de bases financières solides pour assurer sa pérennité.

Selon Vansina, le Nigeria et le Maroc étaient alors en mesure d'encourager une industrie cinématographique modeste, tandis que le Sénégal semblait, dès 1969, élaborer un réseau de distribution, de nouvelles salles et peut-être une économie circulaire dans son écosystème cinématographique national.

En 1969 eut lieu à Ouagadougou le premier festival de cinéma africain. L'événement allait être connu, dans les années suivantes, comme le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco). Les objectifs du festival étaient de promouvoir la diffusion des films africains, les échanges entre professionnels et amateurs de cinéma et d'audiovisuel, ainsi que de valoriser le cinéma africain au moyen de prix et d'autres activités célébrant une industrie cinématographique émergente[5].

Le combat pour un cinéma africain

Un autre festival panafricain a eu lieu en Alger en 1969, où les cinéastes et les professionnels de l'audiovisuel étaient nombreux. L'événement d'Alger fut plus politisé, le gouvernement algérien soutenant divers groupes révolutionnaires et offrant même l'asile politique à des hommes et des femmes engagés du « Tiers-Monde ». En termes d'art cinématographique, il y eut néanmoins une passation de témoin dans la quête d'un cinéma d'expression africaine. En ce sens, le Festival panafricain d'Alger constitua bien une continuité du Fesman, comme en témoigne Paulin Soumanou Vieyra :

> Le travail remarquable entrepris et réalisé par la Cinémathèque algérienne […] fut, malgré tout, un succès tant par le nombre de films projetés que par la qualité de la participation et par les conclusions auxquelles aboutirent les travaux. Il marqua le chemin parcouru depuis le 1er Festival mondial des arts nègres en avril 1966. (Vieyra, 1969a, p. 191)

Durant le Festival panafricain d'Alger, un symposium sur le cinéma africain fut organisé, ainsi que des projections suivies de débats et plusieurs tables rondes. On y discuta également de la préparation de la future réunion d'Addis-Abeba en vue de la constitution de l'Union panafricaine du

5 Le FESPACO releva le défi de mener le combat pour un cinéma africain sans pour autant négliger la prise en compte de son public (Dovey, 2020).

cinéma (Upac) (Vieyra, 1969a, p. 193). La création d'une nouvelle entité panafricaine dépendait de l'établissement d'associations nationales dans les pays membres de l'OUA. Au cours du festival fut également abordée la question de l'organisation des festivals de cinéma africain.

Lors des Journées cinématographiques de Carthage, l'Upac prit le nom de Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci). Cette nouvelle entité joua un rôle majeur pour le cinéma africain (Niang, 2014)[6]. Parmi ses objectifs figuraient la défense des droits des cinéastes africains, la promotion d'un cinéma « décolonisé », la création de fonds d'approvisionnement en vue d'une industrie cinématographique autonome, ainsi que le soutien à la diffusion des films africains et à leur distribution dans les circuits internationaux.

Un système différent existait dans des pays comme l'Algérie, la Tunisie, le Mali et l'actuel Burkina Faso (alors Haute-Volta). Dans ces pays, « les gouvernements commandaient des films de propagande et d'enseignement, à l'exclusion des longs métrages ». L'un des avantages de ce système résidait dans l'établissement de « compétences in situ, permettant à certains studios de production et aux premiers réalisateurs de ces pays de bénéficier de ces conditions » (Vansina, 2010, p. 748).

Alors que Vieyra et ses homologues considéraient la promotion et l'organisation d'une industrie cinématographique comme essentielles pour le développement du cinéma africain, les gouvernements africains ne manifestèrent pas un intérêt équivalent à soutenir un cinéma panafricain. Selon Vansina (2010, p. 749), « la plupart des gouvernements hésitèrent à investir massivement dans ce secteur, car, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le cinéma n'est pas un moyen de communication de masse », à l'inverse de la radio et de la télévision.

Certains exemples de promotion du cinéma national furent même préjudiciables au développement du septième art, pour des raisons que Vieyra exposa dans sa conférence. Parmi celles-ci, la fin de la créativité — et donc de l'art lui-même — lorsque les films produits à l'initiative de l'État servaient uniquement des objectifs propagandistes d'un gouvernement ou d'un nationalisme africain. En outre, la « décolonisation » n'entraîna pas de rupture profonde dans la culture cinématographique : les productions nationales et le contrôle exercé par certains régimes ne modifièrent pas les habitudes cinématographiques populaires déjà établies durant les dernières décennies du colonialisme.

Lors du festival d'Alger en 1969, Vieyra déplora également la qualité de certains films projetés, car « le manque de formation idéologique de leurs réalisateurs » les transformait en « réalisations sans but, car sans conviction » (1969a, p. 197). Par ailleurs, l'intellectuel critiqua le radicalisme du public de la Cinémathèque d'Alger :

> Je ferai toutefois une critique au public de la Cinémathèque d'Alger, qui ne sait pas écouter, qui ne réfléchit pas suffisamment à ce que disent les réalisateurs, qui ne connaît pas toujours de manière adéquate l'histoire du cinéma et la technique cinématographique — ce que l'on attendrait de cinéphiles —, et qui politise inutilement des débats qui se voulaient des confrontations sur le plan culturel, dépassant ainsi les options idéologiques des États. (Vieyra, 1969a, p. 198)

Si l'événement d'Alger peut être considéré comme une passation de témoin dans la mise en œuvre d'un projet panafricain pour une industrie cinématographique, le cinéma demeurait en quête de son expression africaine. En fin de compte, les films projetés à la Cinémathèque d'Alger présentaient certaines insuffisances, selon Vieyra (1969a) :

> La grammaire et l'écriture furent rarement à la hauteur des thèmes abordés et des ambitions des auteurs. Nous partons du principe que tous les sujets peuvent être intéressants, pour autant qu'ils soient bien présentés, bien racontés, et qu'ils parviennent à faire émerger dans le film une philosophie existentielle — celle qui mène à une prise de conscience. (p. 199)

6 Sous le nom d'Union panafricaine des cinéastes lors du Festival panafricain d'Alger de 1969, la Fepaci est formellement créée en octobre 1970 à Tunis lors des 3e Journées cinématographiques de Carthage (Haffner, 1992, p. 194).

Pour les cinéastes africains, la création de festivals était bien plus qu'une occasion de diffuser leurs films. C'était une opportunité de partager leurs expériences et de s'engager dans une quête pour un cinéma d'expression africaine. Un autre consensus parmi les cinéastes participant aux tables rondes durant le festival d'Alger porta sur la distribution des films. Pour de nombreux membres de la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci), la distribution devait être une responsabilité étatique :

> Il s'agit d'une option objectivement juste, car la distribution conditionne la production, c'est-à-dire, en dernière instance, la possibilité pour les réalisateurs africains de faire des films. (Vieyra, 1969a, p. 200)

En Guinée sous Sékou Touré, au Ghana sous Kwame Nkrumah ou en Haute-Volta sous Lamizana, quelques initiatives furent lancées pour nationaliser les circuits et salles de cinéma ou pour soutenir la production cinématographique. Mais les nouveaux films échappaient largement au contrôle des régimes africains. Même dans les jeunes nations indépendantes, le pouvoir subversif des images animées inquiétait les États, comme cela avait déjà été le cas pour les États coloniaux (Goerg, 2015, p. 233).

Au-delà de la production et de la distribution, certains États africains soutinrent officiellement les festivals de cinéma. En 1972, le Fespaco fut officiellement reconnu comme institution par décret gouvernemental en Haute-Volta, alors dirigée par le lieutenant-colonel Sangoulé Lamizana (renversé par un coup d'État en 1980). Durant les cinq premières éditions du Fespaco, les cinéastes africains se réunirent dans la capitale voltaïque sous le régime Lamizana. Le pays ne prit le nom de Burkina Faso qu'en 1984, après un nouveau coup d'État portant l'ancien Premier ministre Thomas Sankara à la présidence du Conseil national de la révolution.

Après les indépendances, le jeune cinéma africain connut un nouvel élan, grâce notamment aux efforts considérables d'un petit nombre de cinéastes et de techniciens prêts à tourner dans des conditions difficiles. Contribua également à cet essor, la circulation des premiers films africains dans les festivals internationaux. À cette époque, la production cinématographique marquée par une vision stéréotypée de l'Afrique et de ses populations commença à être contestée par l'élite intellectuelle africaine, ainsi que par l'hégémonie des circuits de distribution étrangers (Goerg, 2015, p. 232). En réaction au cinéma colonial et à une production strictement commerciale, la première génération de cinéastes africains chercha à réaliser des films fondés sur leur propre interprétation du continent. Mais l'avenir du cinéma africain dépendait surtout des politiques mises en place par les États postcoloniaux. C'est du moins ce que pensait Vieyra, qui souhaitait que les résolutions soumises à l'OUA en 1969 soient prises en compte par les chefs d'État africains, afin que « le cinéma devienne une véritable arme de combat pour la promotion sociale et humaine de l'Africain et l'un des moyens permettant de lutter efficacement contre le sous-développement économique et culturel du continent » (1969a, p. 201).

Vieyra était conscient que l'avenir du cinéma africain dépendait, dans une certaine mesure, de sa démocratisation. Comme l'a montré Bouchard (2024, p. 210), Paulin Soumanou Vieyra et Ousmane Sembène se sont attachés à rendre le monde postcolonial intelligible et accessible aux spectateurs africains, mais aussi, plus largement, à l'ensemble de ceux qui se reconnaissaient dans le projet panafricaniste auquel ils ont tous deux consacré leurs efforts.

Considérations finales

Le Fesman de Dakar fut un événement déterminant pour diverses manifestations artistiques de l'Afrique et de la diaspora africaine. Parmi les arts modernes, le cinéma s'y distingua particulièrement. Paulin Soumanou Vieyra était alors l'une des figures les plus expérimentées de l'Afrique subsaharienne, diplômé de l'Idhec de Paris et doté d'une expérience professionnelle en tant que réalisateur des Actualités sénégalaises. À son avis, l'art cinématographique était encore en quête de son expression africaine. Selon lui, l'avenir du cinéma dans l'Afrique postcoloniale dépendait d'un projet panafricain qui poserait les bases d'une industrie cinématographique sur le continent africain.

Le colloque réunissant à Dakar, en avril 1966, dans le cadre du premier Festival mondial des arts nègres, des cinéastes africains et africanistes, ainsi que des experts internationaux en technique audiovisuelles, a défini les conditions et les modalités de développement d'un authentique cinéma africain. Pour le cinéma africain, le Fesman constitua donc un « point d'inflexion » pour employer une catégorie d'Anthony Giddens (2002).

Le deuxième Congrès de la Fepaci à Alger, en 1975, poursuivait l'agenda pour le cinéma africain établi lors du festival de Dakar en 1966. Vieyra (1975) renouvelait une fois encore son appel aux États africains pour qu'ils apportent leur soutien à la Fepaci, organisme panafricain au service de « l'information et de l'éducation des masses, en vue du développement global et solidaire des pays africains » (p. 166). Toutefois, le même intellectuel africain formula un diagnostic pessimiste en 1977, affirmant qu'au dixième anniversaire du festival de Carthage, il n'y avait pas autant de nouveaux films à présenter. « La production est stagnante faute d'une politique globale dans le domaine de la culture, alors que la distribution demeure entre les mains de monopoles étrangers » (Vieyra, 1977, p. 234).

Selon Vieyra, au-delà du genre d'un film, une politique culturelle peut promouvoir une action transformatrice dans la culture cinématographique des Africains. Une telle politique culturelle permettrait de passer des images de l'aliénation à celles de la libération. En ce sens, le discours nationaliste et panafricaniste encadrait le processus d'émancipation dans des perspectives progressistes. En même temps, il conférait aux nouveaux États africains la responsabilité d'organiser l'industrie cinématographique.

Remerciements

Je tiens à remercier l'Institut national d'histoire de l'art (INHA) de Paris pour m'avoir accueilli en tant que chercheur invité (Winter Fellowship) lors d'un séjour scientifique en France en 2025.

Bibliographie

Aclinou, P. G. (2024). *Le premier festival des arts nègres ou la négritude cinquante-cinq ans plus tard*. L'Harmattan.

Bouchard, V. (2024). Enjeux paradigmes dans les cinémas de Paulin S. Vieyra et Ousmane Sembène. *Présence Africaine,* (205), 207-223. https://doi.org/10.3917/presa.205.0207

Cunha, P. (2021). Cultura cinematográfica em Luanda, 1960-1970. Dans N. Domingos (dir.), *Cultura Popular e Império* (pp. 211-240). Imprensa de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa.

Dovey, L. (2020). African film festivals in Africa: Curating "African audiences" for "African films." *Black Camera: An International Film Journal, 12*(1), 13–47.

Giddens, A. (2002). *Modernidade e identidade*. Jorge Zahar.

Goerg, O. (2015). *Fantômas sous les tropiques : aller au cinéma en Afrique coloniale.* Vendémiaire.

Haffner, Pierre (1992). Comment Dakar fonda le cinéma d'Afrique noire. Développement urbain, développement cinématographique et démocratie. Dans R. Daus (dir.), *Grossstadtliteratur* (pp. 185-195). Vervuert Verlag.

Lena, M. (2022). Paulin Soumanou Vieyra in the Documents of the Rediscovered Audiovisual Archive of the Senegalese Ministry of Culture. *Black Camera. 13*(2): 474–488. https://muse.jhu.edu/article/851890

Miguel, S. (2005). *Cartas d'África e alguma poesia.* Topbooks.

Murphy, D. (ed.). (2016). *The First World Festival of Negro Arts, Dakar 1966. Contexts and Legacies*. Liverpool University Press.

Niang, S. (2014). The FEPACI and its artistic legacies. Dans *Nationalist African cinema: legacy and transformations*. Lexington Books.

Niang, S. (2023). Senghor et le cinéma africain. Dans M. Diouf, S. Ligner & S. Frioux-Salgas (dirs.), *Senghor et les arts. Réinventer l'universel* (pp. 162-167). Musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Nkrumah, K. (1963). *Africa must unite.* Frederick Praeger.

Pasler, J. (2021). Music and African diplomacy at the Festival Mondial des Arts Nègres, Dakar, 1966. *Diplomatica, 3*(2), 302–334.

Piçarra, M. C. (2015). Azuis Ultramarinos. Propaganda Colonial e Censura no Cinema do Estado Novo. *Edições 70*, *29*, 443–445. https://doi.org/10.17231/comsoc.29(2016).2433

Soyinka, W. (2010). As artes na África durante a dominação colonial. Dans A. A. Boahen (dir.), *História Geral da África. África sob dominação colonial, 1880-1935* (vol. VII, pp. 625-656). UNESCO.

Van den Berghe, P. L. (1966). O papel das forças armadas na África contemporânea. *Afro-Ásia*, (2-3), 111-119. https://www.jstor.org/stable/45502221?seq=3

Vansina, J. (2010). As artes e a sociedade após 1935. Dans A. A. Mazrui & Christophe Wondji (dirs.), *História Geral da África: África desde 1935* (vol. VIII, pp. 697-760). UNESCO.

Vieyra, P. S. (1965, décembre). *L'art cinématographique à la recherche de son expression africaine* [Manuscrit dactylographié]. Archives du Musée du quai Branly – Jacques Chirac, Paris, France

Vieyra, P. S. (1969a). Le cinéma au 1er Festival culturel panafricain d'Alger**.** *Présence Africaine*, *72*(4), 190-201.

Vieyra, P. S. (1969b). *Le cinéma et l'Afrique***.** Présence Africaine.

Vieyra, P. S. (1975). *Le cinéma africain, Des origines à 1973.* Présence africaine.

Vieyra, P. S. (1976). Le deuxième congrès de la FEPACI (Fédération Panafricaine des Cinéastes) à Alger (15-19 janvier 1975). *Présence Africaine*, (86), 165-174.

Vieyra, P. S. (1977). Xe anniversaire des journées cinématographiques de Carthage*. Présence Africaine*, (102), 231-235.

Vieyra, P. S. (2004a). Le cinéma et la révolution africaine*. Présence Africaine*, (170), 73-81.

Vieyra, P. S. (2004b). Propos sur le cinéma african*. Présence Africaine*, (170), 43-54.

Vieyra, P. S. (2004c). Responsabilités du cinéma dans la formation d'une conscience nationale africaine*. Présence Africaine*, (170), 63-72.

Decolonizing African Cinema

Resolutions of the Cinema Group at the First World Festival of Black Arts (Dakar 1966)

Sílvio Marcus de Souza Correa
Full Professor in the Department of History at the Federal University of Santa Catarina, Brazil
silvio.correa@ufsc.br

Abstract

During the First World Festival of Black Arts, held in April 1966 in Dakar (Sénégal), a group of African filmmakers and audiovisual technicians discussed the challenges facing African and postcolonial cinema. Our article aims to contribute to the historiographical debate by highlighting the importance of the festival in shaping an agenda of African cinema that envisioned the creation of pan-African entities designed to promote the film industry across the continent. Sixty years after the events that took place in the Senegalese capital, an analysis of documents preserved in the archives of the Musée du quai Branly and in the collections of the Black Film Center & Archive at Indiana University in Bloomington sheds light on some of the dilemmas faced during the early development of African cinema in the first years of the postcolonial era.

Keywords

African cinema, postcolonialism, Dakar, 1966, pan-Africanism, Paulin Soumanou Vieyra, Ousmane Sembène

How to cite this paper:
De Souza Correa, S. M. (2026). Decolonizing African Cinema: Resolutions of the Cinema Group at the First World Festival of Black Arts (Dakar 1966). *Global Africa*, (13), pp. 50-62.
https://doi.org/10.57832/xwzy-sq30

Received: December 4, 2025
Accepted: March 15, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Introduction

To mark the fiftieth anniversary of the first World Festival of Black Arts in Dakar (1966) hereafter referred to as Fesman, Murphy (2016) edited a collective volume in which the contributors offer a critical assessment of this event and its continuations in other festivals, notably in Algiers (1969) and Lagos (1977). However, while the book brings together several contributions focused on the festival, the question of Negritude and modernism, as well as theatre, dance, and the visual arts, it does not give specific attention to African cinema. Yet, during Fesman, a group of filmmakers and audiovisual professionals gathered to discuss the present and future of African cinema[1].

1 Aclinou (2024) also examined the first Festival of Black Arts. This Beninese intellectual's book offers a retrospective on the Negritude movement fifty-five years later, though it does not address African cinema within the context of Fesman.

More generally, the literature on Fesman has paid little attention to discussions on African cinema during the festival, even though it brought together thousands of guests and participants from around the world. In historiography, the Dakar event has been approached from various angles, such as the central role of Fesman as a vehicle for disseminating Negritude and music within the framework of new African diplomacy (Jann Pasler, 2021). However, a historiographical gap persists, namely, the absence of studies devoted to the resolutions adopted during Fesman concerning African cinema.

This article aims to contribute to historiographical debates by highlighting the importance of Fesman in shaping an agenda for African cinema that envisioned the creation of pan-African institutions intended to promote the film industry across the continent. Furthermore, this program included events and new festivals to showcase African cinema. In this way, the resolutions of the cinema group presented at a symposium held as part of the Dakar event were of crucial importance for the decolonization of African cinema.

The First World Festival of Black Arts

Fesman was a major cultural event held in Dakar from April 1 to 24, 1966. It was organized by Senegal and the Société africaine de culture, the body behind the Paris-based journal *Présence Africaine*, under the auspices of UNESCO. It had an interdisciplinary focus, with an extensive program of artistic events: dance, music, poetry, theatre, cinema, literature, crafts, and exhibitions of traditional and modern art.

According to Murphy (2016), Fesman was an unprecedented pan-African spectacle. Among the organizers' objectives was to make Dakar an essential cultural hub for new inter-African relations, as well as for relations between Africa and African diasporas in Europe and the Americas. There was also an effort to promote tourism, as evidenced by a propaganda film produced by Paulin Soumanou Vieyra (1966), who was then head of Actualités sénégalaises[2].

For the occasion, a new theatre and a new museum were built in Dakar. The city welcomed thousands of visitors from Africa, Europe, and the Americas. While the brand-new Dynamic Museum featured exhibitions of traditional African art as well as modern and contemporary art, the Daniel Sorano National Theater hosted folk dance performances, plays, jazz concerts, samba, and other musical styles. The Palais du Cinéma screened African films and films from countries culturally influenced by the African diaspora. In addition to artistic and cultural events, A series of scientific symposia and conferences was organized under the auspices of UNESCO. Cultural policy across various disciplines—museology, visual arts, music, dance, literature, theatre, and cinema—was also discussed.

Cinema at Fesman (1966)

The cinematography of postcolonial Africa has been widely studied from the period of independence to the present day. While North Africa already had an endogenous cinema from the first half of the twentieth century, with filmmakers such as the Tunisian Albert Samama-Chikli and the Egyptian Youssef Chahine, sub-Saharan Africa did not possess an authentically African cinema prior to decolonization. Following the first wave of African independence, demands for the decolonization of the arts in general, and of cinema in particular, quickly emerged. An agenda for a postcolonial African cinema was proposed during Fesman. It was the first international event at which African cinema was presented as a "Black art". Films such as *Lamb* (1963) by Paulin Soumanou Vieyra and *La Noire de…* (1966) by Ousmane Sembène were screened during the event. In addition to its award at the festival, Sembène's debut feature film received the Jean Vigo Prize in France and the Tanit d'Or at the Carthage Film Festival that same year. According to Vansina (2010), the Senegalese filmmaker and writer was the founder of an "intellectualizing tradition" in African arts (p. 751).

Although Sembène was already recognized as an African writer in the mid-1960s, his early films were in line with an "auteur cinema" approach. For Fesman, Paulin Soumanou Vieyra succeeded in having two of his friend Sembène's films accepted: *Borom Sarret* (1963) and *Niaye* (1964).

2 This was a major film news service during the two decades following Senegal's independence (Lena, 2022, p. 474).

Sembène was in France in the spring of 1966 and therefore did not take part in the cinema group that gathered in Dakar during the symposium "Function and Significance of Black-African Art in the Life of the People and for the People", held between late March and early April 1966. Alongside Sembène, other names make up this first generation of African filmmakers: Paulin Soumanou Vieyra, Blaise Senghor, Timité Bassori, Thomas Coulibaly, Jean-Paul Ngassa, Ababacar Samb, and Moustapha Alassane. Among them, only Paulin Soumanou Vieyra held a formal degree in cinema.

The 1966 Dakar festival marked a turning point for African cinema. This concept should be understood in the sense that Giddens (2002, p. 108) attributes to certain phases in the history of societies, marked by key events. In this regard, the evolution of African cinema after Fesman allows us to understand, through hindsight, the importance of the symposium and the meeting of the cinema group during the festival in defining a future agenda for African cinema.

The lecture of Paulin Soumanou Vieyra

Paulin Soumanou Vieyra (1925–1987) graduated from the Institut des hautes études cinématographiques (Idhec) in Paris in 1955. He contributed as an art critic to the journal Présence Africaine and filmed the second Congress of Black Writers and Artists in Rome in 1959. He was part of the African diaspora intelligentsia in Paris in the mid-twentieth century. When Senegal gained its independence in 1960, Vieyra chose to pursue his audiovisual career in Dakar. As a member of the official delegation of President Léopold Sédar Senghor, he visited several African countries[3]. As director of Actualités sénégalaises, he held a leading position in the country's audiovisual sector and became a key figure in opening new horizons for the emerging African film industry.

At the symposium entitled "Function and Significance of Black Art in the Life of the People and for the People", organized during the Dakar festival between March 30 and April 8, 1966, Vieyra delivered a lecture titled *The Cinematic Art in Search of Its African Expression*. The archives of the Musée du quai Branly – Jacques Chirac preserve both a typed and a printed version of this lecture, both dated December 1965. According to Vieyra, cinema, as an art form, was still in search of its African expression. While sculpture, music, and dance had long possessed African forms of expression, the seventh art was still seeking the emergence of a truly African cinema.

FESMAN was a moment of transformation and considerable expectation for the African continent in the mid-1960s. The Dakar event took place in a climate of pan-African optimism, despite the military coups that shook Africa between 1965 and 1966. Faced with the new political context, in which ideological divisions were deepening, any pan-African project aimed at promoting a continental film industry had to take into account the idiosyncrasies of postcolonial Africa, without forgetting the regions still under colonial or neocolonial domination.

In his lecture, Vieyra emphasized that the film industry could not be separated from cinematic art. In this inseparable relationship between industry and art lay the challenge of creating a national cinema in Africa: "And as long as there is no industrial complex in this field in Africa, one cannot speak of a truly African cinema" (Vieyra, 1965, p. 2).

Another key point of his presentation was the functionalist view that assigned African cinema a pedagogical role, as an audiovisual resource in the service of education. Vieyra insisted on the fact that cinema, as an art form, depends on creativity. In this sense, if cinema was searching for its African expression, it could not be limited to a single function in Africa, however laudable that function might be. For Vieyra, African filmmakers must enjoy artistic and expressive freedom, something their governments did not always expect of them. His defense of auteur cinema was explicit in his lecture.

3 While the Senegalese president valued cinema as a modern art form, he was also aware that it could serve as an effective vehicle for his government's propaganda. For more on Senghor and cinema, see Niang (2023).

According to him, cinema first sparked curiosity, then entertainment, and aesthetic exploration emerged with technical development. By exploring the artistic aspect of cinema, filmmakers initiated different movements or trends. At the same time, criticism contributed to the training and education of the audience. By freeing itself from literary and theatrical traditions, cinema gradually developed its own artistic language.

However, Western cinema had spread to other parts of the world, carrying with it Western artistic and aesthetic conceptions. As a result, the first moving images of Africa were the product of a Western perspective, which portrayed the continent as nothing more than an exotic backdrop serving storylines unrelated to its realities. Moreover, Africa became a consumer of Western films, and the few African productions did little to change this situation. While the West had become a "visual culture", Africa had not yet had the opportunity to make cinema its own reality. Cinema remained a foreign phenomenon on the continent, exclusively conveying Western humanism, Vieyra argued (1965, p. 5).

Another identified issue was the training of audiences for foreign cinema. According to him, Africans, in general, had few tools to fully appreciate foreign films. Film criticism had an important role to play in educating audiences about cinematic art; in this regard, he also highlighted the educational role of film clubs.

As a modern art form, cinema presupposed the modernization of Africa, a condition favorable to the development of an African cinema. Thus, the economic growth of an African country was expected to contribute to the rise of a national cinema, since the film industry depends on the number of theaters, films produced, and spectators etc.

One of the challenges facing emerging African cinema, according to Vieyra, was the production of feature films. He was also aware of the high production costs and financial difficulties of African cinema. Short films, meanwhile, faced another issue: they were neither exported nor widely consumed domestically, being overshadowed by the cheaper importation of feature films of questionable quality. The colonial period had encouraged the circulation of mediocre films from the United States, Europe, as well as Egypt and India. Popular taste had been shaped by these westerns and melodramas. Added to this was the poor condition of African movie theaters in terms of comfort, acoustics, and so on. According to Vieyra (1965, p. 12), beyond the poor conditions of the venues, there was also the noise of the audience itself, a feature of popular cinemas not only in Senegal but also in France and Brazil.

In light of this realistic assessment, Vieyra proposed ideas for organizing African cinema in a rational and profitable way. Regardless of the ideologies of African states, the ideal solution for him was to establish a private network operating alongside a state-run sector developing within each country: "The private sector would also partly support the public sector, which in turn would assist the private sector by organizing the film profession and industry" (Vieyra, 1965, p. 12).

In his views, it was urgent for African states to create a national film agency to foster the development of infrastructure for film production, distribution, and exhibition. Such an agency would have both an industrial and a commercial function, and its viability would depend on a significant cinephile audience, as was the case in Senegal. It was estimated that the two distributors operating in Senegal, which had a population of three million in 1966, shared an annual turnover of 520,000,000 CFA francs. According to Vieyra, a national body could obtain 10% of this amount-52,000,000 CFA francs-which could be reinvested in the national film industry. This figure would increase in line with production and revenues derived from commercialization and related services such as advertising.

In the case of Senegal, such an institution should be created quickly, although, according to Vieyra (1965, p. 14), it did not yet exist due to the political events of 1962[4]. This statement is surprising, given that three years had already passed since that crisis. His defense of artistic creativity in the face of the job security of civil servants is also worth noting. According to Vieyra (1965, p. 14), artists should be paid based on the work produced and its quality. In his

4 In 1962, a major political crisis opposed President Léopold Sédar Senghor and his Prime Minister, Mamadou Dia. This confrontation led to the latter's arrest and to a constitutional reform that strengthened the presidential system.

view, a creative artist who becomes a civil servant ultimately stifles his/her creativity. This blunt statement was likely also a form of self-criticism. As he declared in a 1978 interview: “In reality, when I returned from Idhec, I found myself in a purely administrative job —that can also kill a vocation” (Vieyra, 2004b, p. 51).

In his lecture, Vieyra also addressed the remuneration of different professional categories within the emerging African film industry. He suggested minimum and maximum salaries to regulate the market. One of the positive effects of such regulation, he argued, would be to attract more foreign productions to Africa.

In a somewhat ambiguous way, Vieyra emphasized that cinema must serve its audience. National cinema should offer viewers what they appreciate, under the best possible conditions; at the same time, it should contribute to the development of a taste for what is beautiful, interesting and what can promote their social advancement through cultural enrichment.

One of his conclusions was as follows: if a cinema of Black-African expression did not yet exist, the fundamental reason was the absence of an industrial organization of the film industry in Black Africa (Vieyra, 1965, p. 15). At the end of his text, he emphasized the artisanal nature in which some African films were produced. Despite financial constraints, lack of equipment, and technical resources, some African filmmakers persevered, such as his friend Ousmane Sembène. According to Vieyra (1965, p. 17), a film like *Niaye* could only have been made by an African.

The lecturer asked himself: what do we mean by African cinema? His answer was: “Cinema, as a modern art form, needs to revitalize itself from the sources of particular traditions, in order to establish its distinctiveness first and then to reach universality” (Vieyra, 1965, p. 18).

However, this originality raised the issue of language in African cinema. According to Vieyra, a solution might emerge in the near future through a linguistic organization of the continent, reducing the number of languages used for inter-African communication to just a few. His proposal was close to the model adopted by the newly established Organization of African Unity (OUA).

Another issue raised was the rise of television in Africa, which could become strong competition for African cinema, not only as a medium of knowledge and dissemination but also as a means of expression. He acknowledged television’s advantages in reaching households and enabling live broadcasting but saw its development as exclusively state driven.

Finally, he asserted that for cinema to become “Black-African”, it had to position itself within the cultural battlefield where Africa is fighting for its dignity. Fesman was, therefore, an ideal opportunity for fruitful exchanges between African and foreign filmmakers interested in the continent’s cultural, artistic, and educational challenges, and who were working toward enabling cinematic art to finally find its African expression. It should be noted that the first association of filmmakers was created shortly after Fesman. Pierre Haffner (1992, p. 193) highlights its crucial role, in that it served as a direct link between filmmakers and government authorities.

The Resolutions of Cinema Professionals

During the symposium “Function and Significance of Black Art in the Life of the People and for the People”, organized in Dakar between March 30 and April 8, 1966, a working group was established bringing together African and Africanist filmmakers, as well as international experts and audiovisual technicians. This group discussed the necessary conditions and mechanisms for the development of an authentic African cinema.

During the meeting, two resolutions were unanimously adopted. The first resolution called for the creation of audiovisual archives of African culture. The working group urged the international and national authorities present at the Dakar festival to recognize as essential the provision of resources to establish visual and sound archives of traditional cultural expressions that were disappearing or

undergoing transformation. The second resolution proposed measures to promote the development of African cinema. The symposium recommended the creation of an inter-African administrative body: the Inter-African Bureau of Cinematography. This new body had ten main responsibilities:

1. To collect and disseminate all information related to African cinema (film catalogues, marketing statistics, inventories of technical resources, lists of technicians, etc.).
2. To develop legislative proposals to be submitted to different states wishing to develop their national film industries.
3. To encourage national film production in the following sectors: the state sector (information, education, research, television, ...); the non-commercial sector (cultural films, film clubs, ...); the commercial sector (private production, distribution, and marketing...). This mission also included promoting technical infrastructure (editing rooms, auditoriums, laboratories, studios, ...) in order to reduce the final costs of films across each of the mentioned sectors.
4. To exercise effective control over commercial revenues across the entire African film market, both nationally and internationally.
5. To promote the development of new commercialization and distribution circuits (opening new theaters, monitoring technical screening conditions, ...).
6. To establish programming regulations, including quotas in favor of African productions (both short and feature-length films).
7. To create national film archives containing films produced within national territories by Africans, as well as "classic" works of world cinema. The film archive could also serve as a repository for copies of films available in the country.
8. To encourage the training of African filmmakers, technicians, and actors, who would form the dynamic core of the future African film industry.
9. To promote the creation of a distribution body for African cinema, facilitating its access to international markets, an essential condition for its development.
10. To organize regular meetings enabling filmmakers, technicians, actors, and experts to exchange on their works and challenges, and to defend the freedom of expression of African cinemas.

It is worth noting that it is only at the end of the text that the plural form appears to address the conditions and modalities for the development of an "authentic African cinema". This document and the two resolutions clearly reflect the pan-African orientations in favor of African cinema. At the same time, they reveal the fragile underdevelopment of cinema in dozens of newly independent African countries, while others were still under colonial domination in 1966.

Postcolonial or Neocolonial Africa?

When African and africanists filmmakers and other technicians and experts gathered during the symposium held in the first week of April 1966 as part of the Fesman, the political situation across the African continent was deeply uneven.

Following the military coup of November 25, 1965, the Congo became yet another piece in the domino effect of coups that marked Africa throughout the 1960s. This was neither the first coup in an independent African country, nor would it be the last. On the first day of 1966, a military coup took place in the Central African Republic. That same month, coups also occurred in the former Upper Volta Republic (now Burkina Faso) and in Nigeria. The following month, the president of Ghana, Kwame Nkrumah, was overthrown. The Ghanaian president had previously hosted the All-African Peoples' Conference in Accra in 1958. Two other conferences were held in 1959 and 1960. They all emphasized the need to establish a continent-wide common market.

At that time, certain African countries were pursuing political integration or African political unity. The pan-Africanist leader Kwame Nkrumah strongly advocated for African unity. He also accused neocolonialism of being "the biggest danger", arguing that its primary tool was the balkanization of the continent (Nkrumah, 1963, p. 173).

While African institutions and organizations were created to promote a common market, military coups moved in the opposite direction of a political and even economic integration. The sociologist Pierre van den Berghe proposed a typology of armed forces for the study of contemporary Africa. In his classification, he differentiates the putschist group from arm forces. According to him, this group characterized itself by "a highly professionalized and politicized officer corps" (Van den Berghe, 1966, p. 112). In such contexts, the armed forces effectively become synonymous with government, and the military high command with the ruling elite.

The Belgian sociologist observed that military coups in Africa were generally led by young senior officers, and their political ideologies could range from rigid conservatism to "left-wing authoritarianism". When they were conservative, military regimes tended to align themselves with the urban bourgeoisie rather than rural aristocracies. He also noted that the young coup putschist leaders often portrayed themselves as the agents of modernization.

The fight for independence continued in some parts of the continent, while others became arenas for military coups, most of which were embedded in neocolonial dynamics. Neocolonialism, so frequently criticized by pan-Africanist leaders such as Nkrumah (1963), was not only linked to the reactionary nature of certain coups. The few African countries that had not experienced coups had not achieved sufficient economic development either to prevent comparisons between the early years of independence and a new era sadly famous for neocolonialism.

Nevertheless, a strong sense of optimism animated African intellectuals such as Paulin Soumanou Vieyra. In a text first published in the journal Présence Africaine (1960–1961), and later republished in *Le cinéma et l'Afrique* (1969), he offered a nuanced analysis of the relationship between cinema and the African revolution. According to him, African cinema should serve as "an agent of progress" contributing to the well-being of peoples (Vieyra, 2004a, p. 81). This conception of a "functional cinema", already articulated in 1959, is revisited and expanded upon in his later works, where he emphasized cinema's responsibility in shaping an African national consciousness (Vieyra, 2004c).

African Cinema in Question

In 1966, some African filmmakers and audiovisual technicians dreamed of a national cinema. By "national cinema", people meant film production that expressed a national identity or culture. One can sense the ideological undertone of that era, when young African nations were seeking to represent themselves. There was also a search for new forms of social cohesion to unify territories and populations that did not necessarily share a common history.

In the name of an idealized coherence or social cohesion, this emerging national cinema was often opposed to so-called tribalism. The unity and harmony of different ethnic groups became the dominant tone in the narrative of this emerging national cinema. Films such as *Une nation est née* (1961) and *Lamb* (1963) by Paulin Vieyra are two examples of this form of African national cinema.

According to Cunha (2021, p. 212), the national cinema approach tends to prioritize film production at the expense of audience preferences. This creates certain analytical difficulties, since the dynamics of the film market do not necessarily depend on the production of national films. In the case of Angola's film market in the 1960s, the majority of films were foreign, and a small proportion was Portuguese. Thus, the most representative indicator for characterizing a country's film culture seems to be the types of films shown in its theaters rather than its national production.

In the case of African cinema in the 1960s, the few films produced by African filmmakers faced numerous production and distribution challenges. Movie theaters primarily screened foreign films—westerns, comedies, melodramas. In newly independent countries such as Senegal, or in Angola, still a Portuguese overseas province, the cinematic culture of the 1960s was shaped far more by foreign films shown in theaters than by national or local production.

The first films produced in Angola and Mozambique were documentaries or colonial propaganda films, and a few fiction films constrained by censorship under the Estado Novo regime (Piçarra, 2015). In 1966, the Império cinema was inaugurated in Luanda, featuring a theater with nearly 1,500 seats and a screen capable of 70 mm projection. Other theaters were opened in the city in the following years. Despite the boom of theaters in Luanda, they were owned by three commercial groups seeking to control the market, particularly in distribution and exhibition (Cunha, 2021, pp. 219–222).

At the same time, there existed a film culture associated with film clubs, distinct from the commercial circuit of westerns, comedies, melodramas, and adventure films. In a letter dated October 10, 1960, Luandino Vieira informed Salim Miguel of his interest in cinema and of the fact that he was part of the committee responsible for reviewing the programming of the Luanda film club as well as the organization of film criticism in daily newspapers: “We could also initiate a dialogue between the Luanda film club and that of Florianópolis, as a first step toward cultural rapprochement between the film clubs of this land and those of Brazil”, Luando Vieira suggested to his Brazilian correspondent (Miguel, 2005, p. 33).

It is evident that the film culture of film clubs differed from that of the commercial circuit; their networks were also distinct, often clandestine in order to bypass colonial censorship. There was also a concern with educating the public’s eye, on promoting an understanding of cinema as an art form.

The resolutions unanimously adopted during Fesman revealed a pan-African project for a film industry “made in Africa”. However, the economic and political situation of independent African countries already demonstrated the extent to which the proposals of African filmmakers and other cinema professionals gathered at the 1966 Dakar festival were somewhat utopian.

Some representatives of this first generation of African filmmakers adopted a more pragmatic stance. In 1966, *Le retour d’un aventurier* by Moustapha Alassane, an African western, was released in theaters. In this comedy, critique and irony surrounding cinematic culture in Africa challenged audiences to reflect on the power of images to either alienate or liberate individuals. The film also showed that contingency is an intrinsic element of history and that certain dreams can turn into nightmares. *La Noire de…* (1966) by Ousmane Sembène and *Le retour d’un aventurier* (1966) by Moustapha Alassane illustrated, in the same year, two approaches through which emerging African cinema engaged with dramaturgy, whether tragedy or comedy.

Paulin Soumanou Vieyra was deeply committed to African cinema, both as an art and as an industry. For him, intelligent comedy represented a promising path for the development of African cinema. He believed that an appropriate cultural policy could foster transformative change within African film culture. This cultural policy would aim to replace images of alienation with those of liberation. In this regard, nationalist and pan-Africanist discourse framed the process of emancipation within a socialist perspective. At the same time, Vieyra assigned to newly independent African states the responsibility of organizing the film industry. In some countries, cinema was even seen as a mediator between government and the masses. For example, the High Commissioner for Youth and Sports of the Republic of Mali invited Ousmane Sembène to participate in the fifth “Youth Week” held during the first week of July 1966. The Malian government covered the filmmaker’s travel expenses from Paris, where he was based, as well as his stay in Bamako. It is possible that Modibo Keïta’s government saw in this Senegalese filmmaker a figure close to the youth, at a time when African cinema represented a new artistic form.

In the early 1960s, some African countries aligned themselves within the Casablanca Group, while others formed the Monrovia Group. Although both blocs advocated for greater African unity, no common ground could bring them together. Their divergent positions on Algeria and the Congo did

not help advance pan-Africanism, as each group defended a different conception of it. Nevertheless, in 1963, they eventually joined the newly created OAU. Among the objectives of this international organization was the coordination of member states' policies in economic, political, diplomatic, educational, cultural, scientific, health, and military spheres. OAU even organized the first Pan-African Cultural Festival in Algiers in 1969.

However, most of OAU's budget came from partners outside the continent. Even today, its successor, the African Union (AU), remains largely dependent on external contributions. Without external funding, African countries struggle to mobilize sufficient resources to sustain an international African organization. The failure of pan-Africanism in the 1960s could be told as a comedy, a tragedy, a novel, or a satire, with the main protagonists being the African leaders of the time.

Nevertheless, certain organizations, such as UNESCO, supported projects aimed at developing African cinema. In December 1967, the second International Congress of Africanists took place. During this major gathering, organized under UNESCO's auspices, several recommendations and resolutions were adopted. In the field of cinema, it was suggested to encourage the exchange of short films depicting both traditional and modern artistic life. In order to promote a better understanding of Africa by Africans themselves at all levels, UNESCO and governments were alerted to the challenges faced by the young African cinema. This initiative illustrated the support of certain international organizations for the promotion of the arts; however, the participation of African governments remained essential for the successful implementation of artistic and cultural projects.

UNESCO organized numerous scientific and artistic events in both Europe and Africa in the fields of archives, museology, tangible heritage, and history. One notable example is the ambitious eight-volume General History of Africa project. Despite the scale of the international team involved in this collection, the chapter on African art in the seventh volume (the second to last one) contained nothing on African cinema. In it, Soyinka (2010) focused on African architecture, sculpture, music, theater, and especially literature. In the final volume, Vansina (2010) addressed the arts in African societies after 1935. Regarding African cinema, the Belgian historian emphasized its late emergence, caused by two main factors: on the one hand, the reluctance of colonial governments to allow film production by Africans, for fear of political motivations; and on the other hand, major financial constraints, as film production requires "a significant initial investment for production itself, as well as the creation of a distribution network and the construction, or at least adaptation, of screening facilities" (Vansina, 2010, p. 748). Until the 1970s, only Egypt had succeeded in developing an efficient and self-financed film industry. For other African countries, the alternative lay in state-guaranteed initial funding for its film industry, followed by the establishment of solid financial foundations to ensure its sustainability.

According to Vansina, Nigeria and Morocco were then in a position to support a modest film industry, while Senegal appeared, as early as 1969, to be developing a distribution network, new theaters, and perhaps a circular economy within its national film ecosystem.

In 1969, the first African film festival took place in Ouagadougou. In the following years, the event became known as the Pan-African Film and Television Festival of Ouagadougou (Fespaco). The objectives of the festival were to promote the distribution of African films, foster exchanges between professionals and enthusiasts of cinema and audiovisual media and enhance the value of African cinema through awards and other activities celebrating an emerging film industry[5].

The fight for an African Cinema

Another Pan-African festival took place in Algiers in 1969, bringing together a large number of filmmakers and audiovisual professionals. The event in Algiers was more politicized, as the Algerian government supported various revolutionary groups and even granted political asylum to

5 FESPACO rose to the challenge of championing African cinema without neglecting the needs of its audience (Dovey, 2020).

committed men and women from the "Third World". In terms of cinematic art, however, there was a passing of the torch in the quest for a cinema of African expression. In this sense, the Pan-African Festival of Algiers was indeed a continuation of Fesman, as evidenced by Paulin Soumanou Vieyra:

> The remarkable work undertaken and carried out by the Algerian Cinematheque [...] was nevertheless a success, both in terms of the number of films screened, the quality of participation, and the conclusions reached. It marked the progress made since the First World Festival of Black Arts in April 1966. (Vieyra, 1969a, p. 191)

During the Pan-African Festival of Algiers, a symposium on African cinema was organized, along with screenings followed by debates and several roundtables. Discussions also addressed the preparation of the future Addis Ababa meeting, with a view to establish the Pan-African Union of Cinema (Upac) (Vieyra, 1969a, p. 193). The creation of a new Pan-African body depended on the establishment of national associations within member countries of OAU. The organization of African film festivals was also discussed during the festival.

At the Carthage Film Days, Upac was renamed the Pan-African Federation of Filmmakers (Fepaci). This new entity played a major role in African cinema (Niang, 2014)[6]. Some of its objectives included defending the rights of African filmmakers, the promotion of a "decolonized" cinema, the creation of funding mechanisms to support an autonomous film industry, as well as support for the promotion and distribution of African films in international markets.

A different system existed in countries such as Algeria, Tunisia, Mali, and present-day Burkina Faso (then Upper Volta). In these contexts, "governments commissioned propaganda and educational films, except for feature films". One advantage of this system was the development of "local expertise, allowing certain production studios and early filmmakers in these countries to benefit from such conditions" (Vansina, 2010, p. 748).

While Vieyra and his peers viewed the promotion and organization of a film industry as essential to the development of African cinema, African governments did not show the same interest in supporting a Pan-African cinema. According to Vansina (2010, p. 749), "most governments hesitated to invest heavily in this sector because, contrary to what one might think, cinema is not a mass communication medium", unlike radio and television.

Some examples of promoting national cinema even proved detrimental to the development of the seventh art, for reasons outlined by Vieyra in his lecture. Among these was the end of creativity—and thus of art itself—when films produced at the initiative of the state served only propagandistic purposes, whether for a government or for African nationalism. Moreover, "decolonization" did not lead to a profound break with cinematic culture: national productions and the control exercised by certain regimes did not alter the popular cinematic habits that had already been established during the final decades of colonialism.

At the Algiers festival in 1969, Vieyra also lamented the quality of certain films screened, arguing that "the lack of ideological training of their directors" turned them into "aimless works, lacking conviction" (1969a, p. 197). Furthermore, the intellectual criticized the radicalism of the audience at the Algerian Cinematheque:

> I would nevertheless criticize the audience of the Algerian Cinematheque, which does not know how to listen, does not sufficiently reflect on what filmmakers say, does not always have an adequate understanding of the history of cinema and film technique—which one would expect from cinephiles—and who unnecessarily politicizes debates that were intended as cultural exchanges, thus going beyond the ideological positions of states. (Vieyra, 1969a, p. 198)

6 Under the name Pan-African Union of Filmmakers during the 1969 Pan-African Film Festival of Algiers, Fepaci was formally established in October 1970 in Tunis during the 3rd Carthage Film Days (Haffner, 1992, p. 194).

While the Algiers event can be seen as a passing of the torch in the implementation of a Pan-African project for a film industry, cinema was still searching for its African expression. Ultimately, the films shown at the Algerian Cinematheque revealed certain shortcomings, according to Vieyra (1969a):

> Grammar and writing rarely lived up to the themes explored and the authors' ambitions. We start from the premise that any subjects can be interesting, provided it is well presented, well narrated, and succeed in bringing forth within the film an existential philosophy—one that leads to awareness. (p. 199)

For African filmmakers, the creation of festivals was far more than an opportunity to screen their films. It was a space to share experiences and to engage in the search for a cinema of African expression. Another point of consensus among filmmakers participating in the roundtables at the Algiers festival concerned film distribution. For many members of the Pan-African Federation of Filmmakers (Fepaci), distribution should have been the responsibility of the state: "This is an objectively sound option, because distribution determines production—that is, ultimately, the possibility for African filmmakers to make films" (Vieyra, 1969a, p. 200).

In Guinea under Sékou Touré, in Ghana under Kwame Nkrumah, or in Upper Volta under Lamizana, some initiatives were launched to nationalize cinema circuits and theaters or to support film production. But the new films were largely beyond the control of African regimes. Even in newly independent nations, the subversive power of moving images worried states, just as it had concerned colonial authorities (Goerg, 2015, p. 233).

Beyond production and distribution, some African states officially supported film festivals. In 1972, Fespaco was formally recognized as an institution by government decree in Upper Volta, then led by Lieutenant-Colonel Sangoulé Lamizana (overthrown in a coup in 1980). During the first five editions of Fespaco, African filmmakers gathered in the Voltaic capital under the Lamizana regime. The country was renamed Burkina Faso in 1984, following another coup that brought former Prime Minister Thomas Sankara to the presidency of the National Council of the Revolution.

After independence, Young African cinema experienced renewed momentum, thanks in part to the considerable efforts of a small number of filmmakers and technicians willing to work under difficult conditions. This momentum was also supported by the circulation of early African films in international festivals. At that time, film production marked by stereotypical representations of Africa and its peoples began to be challenged by the African intellectual elite, as well as by the dominance of foreign distribution networks (Goerg, 2015, p. 232). In response to colonial cinema and purely commercial production, the first generation of African filmmakers sought to create films based on their own interpretations of the continent. However, the future of African cinema depended largely on the policies implemented by postcolonial states. This was at least the view of Vieyra, who hoped that the resolutions submitted to OAU in 1969 would be taken into account by African heads of state, so that "cinema may become a powerful tool for the social and human advancement of Africans and one of the means of effectively combating the continent's economic and cultural underdevelopment" (1969a, p. 201).

Vieyra was aware that the future of African cinema depended, to some extent, on its democratization. As Vincent Bouchard (2024, p. 210) has shown, Paulin S. Vieyra and Ousmane Sembène sought to make the postcolonial world intelligible and accessible to African audiences, as well as more broadly to all those who identified with the Pan-African project to which they both devoted their efforts.

Final Considerations

Fesman in Dakar was a decisive event for various artistic expressions from Africa and the African diaspora. Among modern arts, cinema stood out in particular. Paulin Soumanou Vieyra was then one of the most experienced figures in sub-Saharan Africa, a graduate of Idhec in Paris with professional experience as a director of the Actualités sénégalaises. In his view, cinematic art was still in search of its African expression. He believed that the future of cinema in postcolonial Africa depended on a Pan-African project that would lay the foundations for a film industry on the African continent.

The symposium held in Dakar in April 1966, as part of the first World Festival of Black Arts, brought together African filmmakers and Africanists, as well as international experts in audiovisual technology–it defined the conditions and modalities for the development of an authentic African cinema. For African cinema, Fesman thus constituted a "turning point", to use a concept from Anthony Giddens (2002).

The second Fepaci Congress in Algiers in 1975 continued the agenda for African cinema established during the Dakar festival in 1966. Vieyra (1975) once again renewed his call to African states to support Fepaci, a Pan-African body dedicated to "informing and educating the masses, with a view to the overall and collective development of African countries" (p. 166). However, the same African intellectual offered a pessimistic assessment in 1977, stating that at the tenth anniversary of the Carthage festival, there were not as many new films to present: "Production is stagnant due to the lack of a comprehensive cultural policy, while distribution remains in the hands of foreign monopolies" (Vieyra, 1977, p. 234).

According to Vieyra (2004b), beyond a film's genre, a cultural policy can promote transformative action within African film culture. Such a cultural policy would enable a shift from images of alienation to those of liberation. In this sense, nationalist and Pan-Africanist discourse framed the process of emancipation within progressive perspectives. At the same time, he entrusted the new African states with the responsibility of organizing the film industry.

Acknowledgements

I would like to thank the National Institute of Art History (INHA) in Paris for hosting me as a visiting scholar (Winter Fellowship) during a research stay in France in 2025.

Bibliography

Aclinou, P. G. (2024). *Le premier festival des arts nègres ou la négritude cinquante-cinq ans plus tard*. L'Harmattan.

Bouchard, V. (2024). Enjeux paradigmes dans les cinémas de Paulin S. Vieyra et Ousmane Sembène. *Présence Africaine,* (205), 207-223. https://doi.org/10.3917/presa.205.0207

Cunha, P. (2021). Cultura cinematográfica em Luanda, 1960-1970. In N. Domingos (dir.), *Cultura Popular e Império* (pp. 211-240). Imprensa de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa.

Dovey, L. (2020). African film festivals in Africa: Curating "African audiences" for "African films." *Black Camera: An International Film Journal, 12*(1), 13–47.

Giddens, A. (2002). *Modernidade e identidade*. Jorge Zahar.

Goerg, O. (2015). *Fantômas sous les tropiques : aller au cinéma en Afrique coloniale.* Vendémiaire.

Haffner, Pierre (1992). Comment Dakar fonda le cinéma d'Afrique noire. Développement urbain, développement cinématographique et démocratie. In R. Daus (dir.), *Grossstadtliteratur* (pp. 185-195). Vervuert Verlag.

Lena, M. (2022). Paulin Soumanou Vieyra in the Documents of the Rediscovered Audiovisual Archive of the Senegalese Ministry of Culture. *Black Camera. 13*(2): 474–488. https://muse.jhu.edu/article/851890

Miguel, S. (2005). *Cartas d'África e alguma poesia.* Topbooks.

Murphy, D. (ed.). (2016). *The First World Festival of Negro Arts, Dakar 1966. Contexts and Legacies*. Liverpool University Press.

Niang, S. (2014). The FEPACI and its artistic legacies. In *Nationalist African cinema: legacy and transformations*. Lexington Books.

Niang, S. (2023). Senghor et le cinéma africain. In M. Diouf, S. Ligner & S. FriouxSalgas (dirs.), *Senghor et les arts. Réinventer l'universel* (pp. 162-167). Musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Nkrumah, K. (1963). *Africa must unite.* Frederick Praeger.

Pasler, J. (2021). Music and African diplomacy at the Festival Mondial des Arts Nègres, Dakar, 1966. *Diplomatica, 3*(2), 302–334.

Piçarra, M. C. (2015). Azuis Ultramarinos. Propaganda Colonial e Censura no Cinema do Estado Novo. *Edições 70*, *29*, 443–445. https://doi.org/10.17231/comsoc.29(2016).2433

Soyinka, W. (2010). As artes na África durante a dominação colonial. In A. A. Boahen (dir.), *História Geral da África. África sob dominação colonial, 1880-1935* (vol. VII, pp. 625-656). UNESCO.

Van den Berghe, P. L. (1966). O papel das forças armadas na África contemporânea. *Afro-Ásia*, (2-3), 111-119. https://www.jstor.org/stable/45502221?seq=3

Vansina, J. (2010). As artes e a sociedade após 1935. In A. A. Mazrui & Christophe Wondji (dirs.), *História Geral da África: África desde 1935* (vol. VIII, pp. 697-760). UNESCO.



© Charlene Komuntale, *Threads*, 2025. All rights reserved / Tous droits réservés.

Silences, bruits et régimes d'énonciation du social autour des œuvres cinématographiques au Cameroun

Le cas d'*Indomptables* (2025) de Thomas Ngijol

Patrick Belinga Ondoua
Chercheur postdoctoral, Université d'Anvers & CERI, Sciences Po Paris
belingapatrick84@yahoo.fr

How to cite this paper:
Belinga Ondoua, P. (2026). Silences, bruits et régimes d'énonciation du social autour des œuvres cinématographiques au Cameroun : le cas d'Indomptables (2025) de Thomas Ngijol. *Global Africa*, (13), pp. 64-77.
https://doi.org/10.57832/zzh1-fa79

Received: July 22, 2025
Accepted: February 10, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

Cet article part d'un constat paradoxal : au Cameroun, de nombreuses œuvres cinématographiques à forte charge critique suscitent des débats nourris à l'étranger, tout en demeurant largement absentes des espaces de discussion dans leurs contextes de production. Ce décalage se retrouve dans le cas d'*Indomptables* de Thomas Ngijol, objet de cette analyse, dont les réactions multiples et souvent vives en France, notamment sur le plan esthétique, contrastent avec l'absence quasi totale de réception publique au Cameroun. C'est à l'interstice de ces formes de « bruit » international et de « silence » local que s'inscrit cette réflexion. D'une part, l'article met en évidence les principaux thèmes du film, dont la charge politique éclaire peut-être leur faible inscription dans le débat public au Cameroun. D'autre part, il analyse les réactions internationales, davantage centrées sur la forme de l'écriture du film, souvent critiqué pour sa structure juxtaposée et non linéaire. Il montre en quoi cette écriture fragmentée peut néanmoins être envisagée comme une ressource esthétique et analytique. Au-delà de ces questions de fond et de forme, l'article soutient que les régimes différenciés de réception du film de Ngijol ne prennent pleinement sens que s'ils sont pensés conjointement. Il propose ainsi une contribution à l'analyse des articulations entre silence et bruit en sciences sociales, à partir d'un matériau cinématographique.

Mots-clés

Silence, bruit, écriture cinématographique, énonciation, politique, Cameroun

Introduction

Indomptables est le titre du dernier long métrage de Thomas Ngijol, sorti en mai 2025[1]. Le choix du titre n'est pas anodin. En évoquant les « Lions indomptables », figure emblématique de l'équipe nationale de football du Cameroun, le film inscrit d'emblée

1 Une première version de ce texte a été publiée sur *Afrique XXI*. Je remercie les évaluateurs anonymes pour leurs remarques riches et constructives, qui ont permis d'en renforcer la qualité et d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion auxquelles je n'avais pas encore accordé toute l'attention nécessaire.

son propos dans un espace-temps bien connu. Il s'agit bien ici de parler d'un pays, de ses passions, de ses tensions internes, de ses représentations sociales et de ses incertitudes, surtout dans un contexte d'éternisation du président Paul Biya, au pouvoir depuis 1982. Cette référence au Cameroun est renforcée par l'ancrage spatial du film : *Indomptables* se déroule dans des quartiers bien identifiables de Yaoundé, comme Elig Edzoa, Mimboman, Santa Barbara et Etoudi. Ces espaces constituent les cadres actifs d'une réalité sociale camerounaise concrète, traversée par des rapports de pouvoir, des hiérarchies et des formes de vulnérabilité.

Cet article propose de saisir *Indomptables* à partir des régimes différenciés de silence et de bruits qu'il met en jeu. D'une part, le film s'inscrit dans un régime de silence relatif dans l'espace public camerounais. Malgré la force des questions qu'il soulève et leur charge politique — autorité, violence, dysfonctionnements des services publics, conditions féminines et masculines, impasses sociales et générationnelles —, il ne donne pas lieu à des débats publics à la hauteur de ses enjeux. Ce constat n'est pas inédit dans l'histoire du cinéma camerounais et diasporique, où plusieurs œuvres ont déjà formulé des critiques explicites du social sans pour autant être pleinement prises en charge dans l'espace public[2]. Il en résulte une configuration paradoxale, dans laquelle des productions à forte densité critique ne suscitent ni controverses structurées, ni prises de position institutionnelles, ni discussions publiques soutenues. Le silence relatif qui entoure ces œuvres constitue ainsi un fait social à part entière, qui engage les conditions même de la critique sociale au Cameroun. D'autre part, dès sa diffusion, le film produit à l'international un ensemble de « bruits » interprétatifs, notamment dans les sphères médiatiques et numériques européennes, où sa réception apparaît fortement clivée. Certains y voient une tentative de renouvellement du langage cinématographique de Thomas Ngijol, d'autres une forme de dispersion narrative ou d'inachèvement formel. Le film est ainsi décrit tantôt comme une rupture esthétique, tantôt comme un objet fragmenté, « fourre-tout », difficile à stabiliser interprétativement[3]. Il se caractérise en effet par une écriture de la friction : pluralité de registres, discontinuité narrative et juxtaposition de scènes hétérogènes.

Dans les usages sociaux et culturels, le silence et le bruit sont souvent appréhendés selon une opposition dichotomique, voire antinomique (Bilmes, 1996 ; Diet & Kessar, 2018 ; Le Breton, 1997). Dans certaines traditions ascétiques, le silence est valorisé comme retenue, vertu ou condition du recueillement, de la rêverie et de l'oraison — associé à la maîtrise de soi et à une forme de force intérieure, héritée aussi bien de l'Antiquité grecque (voir, par exemple, une étude sur Sénèque par Vincent, 2015) que de certaines traditions philosophiques en Afrique. Il a également occupé une place centrale dans le langage du culte instauré par la Contre-Réforme en France, où il se définit par contraste avec le chant ou la musique (Escoffier, 2020). À l'inverse, le bruit est fréquemment relégué du côté de l'agitation, de la puérilité ou d'une incapacité à atteindre l'ataraxie. À première vue, cette opposition semble éclairer les réactions — et les non-réactions — suscitées par le film de Ngijol : le silence local et le bruit international relèvent de logiques de réception disjointes, ne portant ni sur les mêmes objets ni sur les mêmes enjeux. Le bruit produit dans les espaces médiatiques européens ne vient pas combler le silence camerounais ; il obéit à d'autres critères d'évaluation, à d'autres attentes esthétiques et à d'autres régimes de sensibilité. Autrement dit, ce qui fait débat dans les espaces européens ne recoupe pas forcément ce qui demeure silencieux dans l'espace public camerounais. Il en résulte un décalage structurel entre les objets de la discussion (en dehors du Cameroun) et ceux de l'absence de discussion (au Cameroun).

Cependant, une analyse plus fine conduit à dépasser cette opposition. De nombreux travaux socio-anthropologiques ont montré que silence et bruit ne s'excluent pas mutuellement : le silence ne se réduit pas à une absence de bruit, mais entretient avec lui un rapport dynamique, parfois même dialogique. Certains auteurs en font ainsi le lieu d'émergence de la parole, notamment dans les arts (Corbin, 2016) ; d'autres le conçoivent comme une modalité du son et du sens (Le Breton, 1997, p. 150). Il peut également être appréhendé comme une forme de mobilisation sociale — une

2 On peut mentionner *Le Blanc d'Eyenga* de Thierry Ntamack, *L'éveil* de Marie Ngo Mboupda, *Muna Moto* de Dikongue Pipa, sans oublier *Le président* de Jean-Pierre Bekolo.

3 On peut en effet le constater sur la plateforme de référence cinématographique en France *AlloCiné*, où le film a reçu plus de 1 000 notes critiques de la part des spectateurs, aboutissant à une note moyenne de 3,5/5, qui donne une indication des formes contrastées de réception, entre adhésion, réserves et déceptions. https://www.allocine.fr/film/fichefilm-1000022327/critiques/spectateurs/

manière de « faire bruit » autrement, en particulier dans des contextes marqués par la contrainte ou la répression[4]. Dans cette perspective, le contraste entre le bruit suscité par le film de Ngijol dans certains espaces européens et le silence observé au Cameroun ne relève pas seulement d'une opposition, mais invite à interroger les conditions différenciées de possibilité de la prise de parole et de la critique. Le bruit international ne s'oppose donc pas ici simplement au silence local : il en révèle, en creux, les conditions de production et de mise en forme du social, en mettant au jour les régimes d'énonciation et les contextes qui déterminent ce qui peut — ou non — accéder au statut d'objet de débat, tant du point de vue des contenus que des sensibilités esthétiques. Leur articulation permet ainsi de rendre compte de régimes différenciés de mise en visibilité et de mise en forme du social.

Dès lors, une question centrale émerge : que recouvre — ou que contribue à éluder — le silence entourant le film ? Quelles thématiques, pourtant présentes, sont susceptibles de produire cette absence de réaction, notamment en comparaison avec d'autres productions, comme certains films documentaires consacrés à Paul Biya, qui ont, eux, suscité des discussions médiatiques au niveau local, y compris en période électorale[5] ? Au-delà de ce que ces silences révèlent du régime politique camerounais et de ses formes de censure, ils invitent à interroger la nature même des objets jugés « problématiques » à travers le miroir que tendent des œuvres comme *Indomptables*. Par ailleurs, les critiques adressées à l'écriture cinématographique du film renvoient également à des régimes de sensibilité spécifiques. Elles éclairent autant les attentes esthétiques de certains publics — notamment en matière de linéarité narrative — qu'elles font écho, plus largement, à des normes d'écriture qui traversent aussi les sciences sociales.

Pour répondre à ces questions, cet article s'organise en deux moments complémentaires. Dans un premier temps, il s'agira d'examiner les contenus que le film met en circulation et qui, en raison de leur charge politique, permettent d'éclairer les conditions de l'absence de débat public autour de l'œuvre. Trois ensembles thématiques seront notamment mobilisés : les conditions violentes de production de la vérité judiciaire, les dynamiques urbaines contemporaines, ainsi que la crise de l'autorité masculine et ses formes de souffrance et de violence. Ce choix des thématiques vise l'exposition des « failles[6] » de la société camerounaise (voir Mbembe, 1993). Dans un second temps, l'analyse portera sur les « bruits » suscités par la forme du film. Il s'agira de faire apparaître les écarts entre des attentes de mise en récit linéaire du social et une écriture cinématographique fragmentée, fondée sur la discontinuité et la juxtaposition. L'objectif est ainsi de montrer que ces décalages renvoient à des cadres différenciés de perception et d'évaluation des œuvres, mais aussi, plus largement, à des régimes distincts de mise en forme du réel social. En retour, cette analyse permettra d'interroger les potentialités heuristiques de cette écriture cinématographique pour la sociologie et les sciences sociales, notamment lorsqu'elles se confrontent à leurs propres exigences de linéarité et de mise en cohérence narrative.

Soupçonner et punir : bricolages et brutalités dans la production de la vérité judiciaire

La trajectoire narrative du film *Indomptables* s'organise autour d'un motif central : l'enquête menée par le commissaire Zachary Billong à la suite du meurtre d'un policier, retrouvé sans vie durant la nuit. Figure à la fois professionnelle et intime, Zachary est aussi un père de famille : marié, père de deux garçons, il est marqué par une première séparation dont est issue sa fille aînée, aujourd'hui adulte et vivant seule dans un studio à Yaoundé. Toutefois, le cœur du récit demeure l'enquête, qui structure la progression narrative du film. Si certains ont évoqué une parenté avec le fameux

4 On l'a vu avec la *Negro Silent Protest Parade* de New York en 1917 ; on le retrouve dans les mobilisations contre le pouvoir biélorusse en 2011 ; on l'observe encore, plus récemment, dans les pancartes blanches brandies à Hong Kong en 2020, à la suite de l'instauration de la loi sur la sécurité nationale, puis en Russie en 2022, dans le contexte des protestations contre la guerre en Ukraine : le silence, loin de relever d'une simple absence, se constitue en ressource politique à part entière.

5 C'est le cas du film documentaire *Paul Biya, un grand homme au destin prodigieux* (2024) réalisé par Cathy Meba et Solange Edimo, qui a été diffusé dans toutes les régions du pays à l'attention des élèves, étudiants et parents.

6 Non pas au sens de la « faillite » comme déficit ou échec d'un modèle telle qu'elle est mobilisée par certaines grilles de lecture développementalistes, mais la faille comme condition et fissure à partir de laquelle se donne à lire la « nuit du monde africain postcolonial ».

documentaire de Mosco Boucault[7], en raison de la présence d'une enquête sur la mort d'un policier, l'analogie s'arrête là. Le film s'en écarte rapidement, car il ne cherche ni à documenter un fait divers ni à produire une reconstitution rigoureuse d'un crime, comme le fait le documentaire de Mosco Boucault. Il s'intéresse plutôt à des dynamiques plus vastes qui structurent la vie quotidienne camerounaise. L'enquête n'est qu'un point d'entrée qui permet au réalisateur de présenter, en arrière-plan, le reflet d'une société en déséquilibre, mais qui parvient malgré tout à tenir.

L'un des premiers éléments de ces dynamiques quotidiennes est la manière dont est produite la vérité judiciaire. Dans le film, l'enquête ne suit pas une logique linéaire de découverte progressive fondée sur des indices matériels probants, comme dans les romans policiers classiques (voir Boltanski, 2012). Elle repose plutôt sur un régime de suspicion généralisée, où la vérité ne se construit pas à partir de preuves objectives, mais se déploie dans un climat de présomption de faute. Certes, cette suspicion est enclenchée par des éléments indiciaires que l'on pourrait qualifier d'« objectifs » — tels que la dénonciation d'une vendeuse de beignets ou les informations fournies par des informateurs à la demande de l'enquêteur. Toutefois, ces éléments ne fonctionnent pas comme des preuves stabilisées, mais plutôt comme des déclencheurs d'un processus où la culpabilité tend à être anticipée. La suspicion opère ici moins comme une étape vers la vérité judiciaire que comme un substitut partiel de celle-ci : elle constitue un cadre au sein duquel certains individus sont rapidement validés comme coupables, dans une dynamique où les indices, loin de limiter l'arbitraire, peuvent aussi contribuer à le renforcer. Autrement dit, elle précède et structure l'enquête elle-même, de sorte que le soupçon devient, en tant que tel, un élément suffisant pour punir.

Dans ce contexte, les jeunes délinquants du quartier où le corps a été retrouvé sont immédiatement ciblés. Déjà marqués socialement par leur appartenance à des catégories stigmatisées — jeunesse marginale, consommateurs de drogues, chômeurs —, ils apparaissent comme des suspects « naturels ». Ils sont interpellés, traqués parfois jusque dans leur sommeil, violentés, soumis à des interrogatoires musclés. Certaines scènes du film donnent à voir une violence explicite : l'un est traîné sur un sol rocailleux, un autre a les pieds suspendus à un arbre, un troisième voit son dos gravement blessé lors d'une course-poursuite. Ces pratiques ne relèvent pas d'un dérapage isolé, mais d'un usage routinisé de la brutalité physique comme méthode d'extraction de la vérité au Cameroun (Belinga Ondoua, 2023).

Le régime d'enquête mis en scène dans le film repose alors sur ce que l'on pourrait nommer une « suspicion légitime institutionnalisée », dirigée vers des figures socialement disqualifiées. Ces figures ne se limitent pas aux jeunes des quartiers urbains dits « sensibles » : on y retrouve également, dans la réalité camerounaise contemporaine, des petits entrepreneurs accusés de fraude dans les marchés publics, ou encore des acteurs associatifs soupçonnés de malversation financière (Belinga Ondoua, 2018, 2024b). La suspicion ne sanctionne pas des actes, mais des identités et des intentions. Elle anticipe la faute sur la base d'un profil ; elle transforme la potentielle culpabilité en présomption active. Dans ce cadre, le soupçon ne constitue plus un outil d'investigation, mais une justification à l'exercice de la violence et de la domination. Il est à la fois le moteur et la preuve de la vérité. Ainsi se reconstituent, sous des formes contemporaines, des pratiques que Michel Foucault avait identifiées à propos de l'Europe de l'Ancien Régime : la « suspicion légitime » et la torture comme socles de production de la vérité et de légitimation de la punition (Foucault, 1975, p. 25). À l'instar des analyses foucaldiennes, *Indomptables* montre comment l'autorité se replie sur des pratiques de coercition pour produire des « preuves ».

Ce régime de production de la vérité judiciaire a ceci de particulièrement pervers qu'il ne se contente pas de fausser la logique de l'enquête : il contribue activement à la diffusion de la brutalité comme manière de gouverner des populations marginalisées. Ce qu'*Indomptables* met ainsi en évidence, c'est la manière dont la vérité judiciaire est souvent arrachée à travers la douleur infligée à des corps stigmatisés. Plusieurs jeunes dans le film finissent par avouer des faits qu'ils ignorent, simplement pour échapper à la souffrance infligée à leur corps. Cette dynamique est loin d'être purement fictionnelle : elle renvoie à des pratiques bien documentées au sein de dispositifs sécuritaires dans de

7 Il s'agit du documentaire *Un crime à Abidjan* réalisé en 1999.

nombreux pays africains, y compris au Cameroun[8]. Le film illustre avec précision cette réalité : c'est parfois après avoir fait souffrir plusieurs corps innocents — traumatisés à vie, parfois brisés à mort — que l'on parvient, par hasard ou par épuisement des hypothèses, à identifier le véritable coupable. La vérité n'émerge donc pas à l'issue d'un raisonnement probatoire, mais à travers un processus de violence cumulative, où les corps servent d'intermédiaires sacrificiels dans la recherche d'un sens (De Certeau, 1987). Le film ne montre pas seulement l'échec des méthodes, mais l'établissement d'un système où la brutalisation constitue l'unité de base de la fabrique sécuritaire et de l'ordre tout court (Mbembe, 2020).

En outre, *Indomptables* met en lumière un phénomène rarement thématisé à l'écran : l'absence totale de réparation pour les victimes d'« erreurs » policières. Les jeunes accusés à tort, malgré les sévices subis, ne portent pas plainte. Non seulement parce que les voies de recours sont inexistantes, mais aussi parce que la police, loin d'être inquiétée, renforce sa position par l'intimidation, les menaces et parfois l'incarcération de ces mêmes jeunes, coupables d'autres délits avoués sous pression, bien que sans lien avec le meurtre initial. Cette capacité à échapper à toute mise en cause repose également sur des logiques internes de solidarité professionnelle : les agents apparaissent en effet capables de se couvrir mutuellement, y compris lorsque des fautes sont avérées, comme l'illustre la manière dont le commissaire Billong prend sur lui de protéger l'un de ses collègues. Le film expose ainsi un pouvoir policier qui se déploie sans contre-pouvoir, ni régulation judiciaire effective, ni contrôle citoyen.

Le film propose, enfin, une critique subtile, mais percutante d'un système judiciaire davantage fondé sur la performance individuelle des enquêteurs — souvent contraints par la précarité de leurs conditions de travail ou par des injonctions hiérarchiques à produire rapidement des résultats — que sur une recherche rigoureuse et objective de la vérité. Cette performance apparaît notamment indexée sur le nombre d'affaires « résolues », y compris par le recours à des pratiques expéditives ou coercitives. Dans ce cadre, l'« efficacité » institutionnelle se mesure à la capacité de clore rapidement une affaire, quitte à recourir à des pratiques moralement et juridiquement discutables. Cette logique s'est illustrée de manière tragique dans plusieurs affaires emblématiques, s'étendant sur une longue durée — des années 1970 à aujourd'hui — comme l'assassinat de figures critiques du pouvoir, qu'il s'agisse de journalistes (Samuel Wazizi, Bibi Ngota, Jean-Jacques Ola Bebe, Martinez Zogo) ou de prélats (Yves Plumey, Engelbert Mveng, Anthony Fontegh, Materne Bikoa, Apollinaire Claude Ndi, Barnabé Zambo, Jean-Marie Benoît Balla, sans oublier les sœurs Germaine Marie Husband et Marie Léone Bordy, entre autres). Malgré la création de commissions d'enquête, les conclusions restent floues, souvent limitées à l'identification de prétendus « complices », tandis que les véritables commanditaires demeurent hors de portée. Dans certains cas, les dossiers ont tout simplement été refermés, sombrant dans l'oubli institutionnel. *Indomptables* révèle donc l'existence d'un système de *policing* bricolé au quotidien (Göpfert, 2013), produit dans l'urgence, la précarité et la précipitation, parfois avec des objectifs politiques. Il ne s'agit pas d'un ordre sécuritaire rationnel ou planifié, mais d'une forme de sécurité oblique, instable, traversée par la violence arbitraire et l'absence de responsabilité. Ce système ne vise pas la justice au sens strict, mais plutôt la clôture rapide des affaires, la démonstration d'une efficacité institutionnelle au prix du droit. Le maintien de l'ordre, dans ce contexte, n'est pas une fin en soi, mais un sous-produit incertain d'une pratique routinière de la domination politique (voir Da Cunha Dupuy & Revilla, 2023).

8 Lire par exemple, https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2017/07/cameroon-torture-chambers/. On peut aussi mentionner la séquestration du philosophe et universitaire Nké Fridolin en 2021 par des agents du Secrétariat d'État à la Défense (SED).

La ville africaine et ses « trous » : ni misérabilisme ni afropéanisme

La ville constitue la seconde unité d'analyse dans *Indomptables*. Elle n'est pas un simple décor, mais un véritable opérateur narratif : c'est dans l'espace urbain que s'entrelacent les dimensions de l'enquête policière et de la vie familiale. Le film se déploie dans Yaoundé, capitale politique du Cameroun, dont il dresse un portrait sans complaisance. Routes fissurées, flaques stagnantes, amas de déchets visibles sur les trottoirs, circulation paralysée par des marchés encombrés — comme celui d'Etoudi, filmé frontalement — et contrôles policiers routiniers : tout dans l'environnement urbain participe à la construction d'un espace chaotique, saturé d'irrégularités devenues systémiques. Les policiers censés assurer la fluidité du trafic y apparaissent davantage comme des agents d'extorsion, reproduisant une scène ordinaire dans bien des métropoles africaines où le pouvoir policier est rythmé par les logiques de prédation (Sanchez De La Sierra et al., 2024). Ces dynamiques ne se limitent toutefois pas aux seules métropoles : elles s'étendent plus largement aux espaces de circulation et de connexion — corridors, routes, autres axes de mobilité — qui relient les villes entre elles et constituent également des lieux privilégiés de mise en œuvre de ces pratiques prédatrices (voir Belinga Ondoua, 2025a ; Minfegue, 2023).

Mais c'est l'intermittence des services essentiels qui marque véritablement le paysage urbain. L'un des éléments les plus frappants, mis en scène avec une précision quasi documentaire dans *Indomptables*, est la gestion erratique de l'électricité. Cela apparaît avec une acuité particulière dans une scène emblématique du film : une coupure de courant survient en plein interrogatoire. Que cet épisode se déroule dans la capitale, et au sein même d'un lieu censé incarner l'autorité et la puissance de l'État, en renforce encore la portée. Cette mise en scène trouve un écho saisissant dans des situations bien réelles. Ainsi, le 27 février 2026, une coupure d'électricité est survenue lors de la cérémonie de remise du Ballon d'or camerounais au Palais des Congrès à Yaoundé, en présence de Chantal Biya, épouse du président Paul Biya, ainsi que de nombreuses hautes personnalités politiques. Le fait qu'un tel incident se produise dans un événement officiel de cette envergure souligne combien ces discontinuités affectent indistinctement les espaces ordinaires et les lieux les plus emblématiques du pouvoir, venant ainsi renforcer la portée critique de la scène filmique. Seulement, à la différence des lieux emblématiques du pouvoir — où la coupure fait événement —, le film donne à voir que, dans les espaces du quotidien — rues, maisons et petits commerces — elle constitue la norme. Loin d'être ponctuelles, ces interruptions s'imposent comme une contrainte structurelle, désorganisant les activités, fragilisant les conditions de vie et accentuant les inégalités d'accès aux ressources essentielles. Dans les deux cas, l'oxymore souligné par le film demeure criant : une ville censée incarner la puissance de l'État central est plongée régulièrement dans l'obscurité. Les coupures de courant y sont si fréquentes qu'elles rythment le quotidien des habitants comme un métronome de l'abandon. Cette réalité est si profondément ancrée dans l'imaginaire collectif qu'elle fait l'objet, sur les réseaux sociaux, d'une chronique numérique intitulée *Minute du délestage*, tenue par le lanceur d'alerte Nzui Manto[9]. Paradoxalement, cette « minute » désigne une durée indéterminée d'obscurité — parfois des semaines entières — dans Yaoundé comme dans d'autres villes secondaires ou zones rurales, souvent également privées d'eau courante.

La nuit urbaine constitue donc, dans ce film, un révélateur : les lampadaires sont hors service, les panneaux électriques inopérants, et les rues ne doivent leur éclairage qu'aux phares des véhicules ou, lorsqu'il y a de l'électricité, à la lumière filtrée des maisons alentour. Dans les quartiers périphériques, ce sont les lampes-tempête qui assurent un éclairage minimal, notamment pour le petit commerce informel qui s'exerce dans l'obscurité. Ainsi, la lumière — fonction élémentaire de la ville moderne — est un bien rare, réservé à des circonstances exceptionnelles : compétitions sportives internationales, visites de chefs d'État étrangers, espaces sanctuarisés de l'élite administrative, politique et économique (palais, ministères, hôtels de luxe). Autrement dit, la lumière urbaine n'est pas une infrastructure publique généralisée, mais une ressource politique mobilisée de façon ponctuelle et stratégique. Ce phénomène n'est pas inédit : il prolonge une histoire ancienne de

9 Voir les comptes Facebook et Instagram du même nom.

l'inaction et de la dislocation infrastructurelle, déjà dénoncée à la fin des années 1990 par l'écrivain Mongo Beti (Bissek, 2005). Ce qui change, en revanche, c'est son intensification dans un contexte politique figé, marqué par le vieillissement extrême du chef de l'État. À 93 ans, Paul Biya incarne un régime que certains décrivent comme un « gouvernement par l'absence[10] », où le pouvoir, bien que toujours affirmé, semble déléguer sans coordination, se désincarner, se disperser.

Cependant, malgré l'ampleur des problèmes urbains et la désaffection des pouvoirs publics, l'indignation populaire reste marginale. Le mécontentement s'exprime, mais ne se convertit pas en action collective d'envergure (Belinga Ondoua, 2024b). La formule récurrente « On va faire comment ? » condense cette posture de retrait, entre désenchantement, fatigue civique et stratégies individuelles de survie. Les formes de fuite sont multiples : certains se replient sur leur quotidien (petit commerce, routines familiales), d'autres s'engagent dans des projets d'exil, quittant leurs fonctions au Cameroun pour exercer des emplois subalternes, mais mieux rémunérés à l'étranger et notamment au Canada, ou s'embarquent dans des parcours migratoires risqués vers l'Europe (France, Allemagne, Italie, Portugal, Espagne et, de plus en plus, aujourd'hui, Russie et Ukraine pour rejoindre les rangs de l'armée). D'autres, enfin, noient leur désillusion dans les formes d'évasion directes qu'offrent l'alcool, le football ou les distractions sexuelles. Ce qu'*Indomptables* donne à voir, c'est donc une ville en désétatisation partielle, où l'État se retire discrètement de certaines missions essentielles tout en maintenant les apparences de sa présence symbolique.

Le film offre ainsi une mise en scène de ce que l'on pourrait appeler un « urbain résiduel », dans lequel la gestion des ressources élémentaires — lumière, mobilité, assainissement, santé — repose de plus en plus sur les ajustements informels des citoyens eux-mêmes. Dans cet espace fragilisé, certains en viennent à revendiquer leur place en dépouillant les autres, à travers des actes répétés d'agression, de braquage de petits commerces, d'extorsion d'entrepreneurs précaires ou encore de détournement de fonds publics — à l'image de ce collègue du commissaire Billong qui s'approprie l'argent destiné à soigner le véritable coupable, grièvement blessé lors d'une intervention policière, puis abandonné aux urgences dans un contexte de pénurie.

À travers ces scènes, le film esquisse en creux une critique du système de santé urbain. Celle-ci se précise lorsqu'on met en regard le sort du détenu abandonné et la séquence où le commissaire Billong lui-même, pourtant figure d'autorité, se heurte à l'opacité et aux dysfonctionnements de l'institution hospitalière en tentant de le retrouver. Cette représentation entre en résonance avec des pratiques bien connues au Cameroun. Dans de nombreux cas, l'accès aux soins est conditionné au versement préalable d'une caution destinée à couvrir les premiers examens ; à défaut de règlement complet à l'issue de l'hospitalisation, certains patients peuvent être retenus dans des espaces informels de rétention, couramment appelés « prisons », en attente d'une « délivrance[11] ». À l'inverse, et comme le suggère le film, l'absence de ressources peut aussi conduire à une non-prise en charge pure et simple. Pour autant, cette réalité ne saurait être appréhendée de manière univoque. Elle coexiste avec des engagements individuels remarquables, portés par des professionnels de santé qui, malgré la rareté des ressources, continuent d'agir, d'innover et parfois de sauver des vies dans des conditions extrêmement contraignantes[12]. Mais ces efforts, aussi importants soient-ils, ne suffisent pas à masquer une autre réalité plus troublante : celle d'actes de négligence qui, bien souvent, demeurent sans suite, sans sanction, et finissent par s'inscrire dans une forme de normalité silencieuse. Sans être propre au contexte camerounais — des formes de négligence hospitalière existent ailleurs, y compris dans des systèmes mieux dotés[13] —, cette réalité prend ici une intensité particulière, où la précarité des moyens et la banalisation de certaines pratiques peuvent conduire à des formes d'indifférence face à des vies en suspens (Jaffré & Olivier de Sardan, 2003). Dans ces conditions,

10 *Le Messager*, 2 août 2020.

11 Cette « délivrance » intervient le plus souvent à la suite d'un paiement effectué par les proches, mais peut également, dans des cas plus rares et fortement médiatisés, résulter de mobilisations collectives – telles que des cagnottes organisées par la diaspora ou des acteurs locaux – voire d'interventions exceptionnelles des autorités publiques, notamment du ministre de la Santé lui-même.

12 On peut, à cet égard, évoquer une réalisation médicale remarquable survenue à l'hôpital régional de Garoua en février 2026, où l'équipe du neurochirurgien Ignatius Esene est parvenue à extraire avec succès une volumineuse tumeur cérébrale de plus de 2 kilogrammes chez une jeune patiente. Lire, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260329-cameroun-une-adolescente-op%C3%A9r%C3%A9e-avec-succ%C3%A8s-d-une-tumeur-g%C3%A9ante-au-cerveau

13 Sur un cas récent en France, lire : https://www.humanite.fr/societe/ap-hp/mort-dune-malade-laissee-des-heures-sur-un-brancard-a-lhopital-lariboisiere-le-tribunal-pointe-une-faute-pour-negligence-mais-relaxe-lap-hp

l'accès aux soins tend à devenir profondément inégal : les « en haut d'en haut » se tournent vers l'étranger pour se faire soigner, alors que les hôpitaux locaux demeurent des « mouroirs » pour ceux qui, n'ayant pas les moyens, ne peuvent pas bénéficier de cette externalisation de la sécurité sanitaire.

Ce qui me semble remarquable dans la description de ces conditions de vie urbaine, c'est qu'*Indomptables* ne tombe ni dans le piège du misérabilisme ni dans celui d'un afropéanisme enchanteur qui s'insurge contre tout discours critique sur l'Afrique, suivant un régime des « bons ressentiments » (Elgas, 2023). Le film se démarque aussi bien des représentations laudatrices produites par un certain panafricanisme afropolitain — qui tend à promouvoir une image brillante, parfois élitiste et déconnectée des réalités populaires (voir Samaké, 2025) — que des discours catastrophistes qui font de la ville africaine une entité exclusivement en crise et remise en question par de nombreux travaux (voir, entre autres, Robinson, 2006). Loin de chercher l'exceptionnel ou le pathétique dans la ville, le film trace les contours d'un espace social traversé par des lignes de faille sans chercher à les « suturer » (De Boeck & Balojy, 2016), mais à en restituer la « texture » (Benjamin, 2024 ; Bernault et al., 2025). Et si l'on y perçoit parfois une forme de poésie, ce n'est pas une poésie lyrique ou contemplative, mais une poésie sèche, rude, qui naît du quotidien lui-même — dans ce qu'il a d'usé, de brut, de tenace, d'injuste, de brutal, de bricolé et d'inventé (De Certeau, 1990 ; Eboussi Boulaga, 2016 ; Ela, 1999). De fait, le film opère un déplacement critique : pour reprendre la terminologie de Filip De Boeck, *Indomptables* donne plutôt à voir les « trous » qui balafrent le tissu urbain, tout en rendant visibles les multiples sutures et acupunctures — bricolages, ajustements, solidarités informelles, tactiques d'usage — que les citadins y apposent pour rendre leur espace vivable. Cette dynamique de réparation partielle n'efface toutefois pas les failles profondes. En effet, aussi ingénieuses soient-elles, ces stratégies peinent à transformer la ville en un espace unifié et linéaire. Ainsi, les trous de la ville camerounaise et de bien d'autres villes africaines et d'ailleurs, sont bien plus des espaces d'opportunités, d'innovations, de rencontres, mais aussi de blocages.

En revanche, ces trous dessinent bien l'image d'une ville qui se fabrique dans le contraste — comme nombre de villes africaines héritières de la colonisation. Historiquement, ces villes ont été organisées selon une dualité nette — entre quartiers coloniaux et quartiers « indigènes », entre populations privilégiées et populations marginalisées, entre architectures ostentatoires et habitats précaires[14]. Aujourd'hui, cette dichotomie ne disparaît pas, mais se complexifie : elle se lit moins comme une séparation stricte qu'à travers la fragmentation interne des mêmes espaces. Dans un même quartier, une même rue ou parfois un même îlot coexistent des immeubles luxueux, flamboyants et parfaitement équipés, et des habitations délabrées, entourées de rues inachevées, d'avenues inondables et d'infrastructures insuffisantes. L'inégalité socio-spatiale ne trace plus simplement des lignes de démarcation, elle sédimente la coexistence de mondes disparates dans la continuité de l'espace urbain, révélant une ville construite en fragments et en contrastes permanents (Belinga Ondoua, 2025b). De plus, la persistance des lignes de contrastes révèle la nature d'un État dont les institutions et dispositifs de gouvernement urbain ne sont activés que dans l'urgence, la nécessité et selon l'importance des enjeux en place (Belinga Ondoua, 2024a). Bref, *Indomptables* donne à voir une urbanité marquée par la ruse des citadins, mais aussi par les limites de cette ruse face à un désengagement structurel. Il expose surtout la ville dans toute la splendeur de son inachèvement (Guma, 2020).

La crise de l'autorité masculine : méditation sur les blessés oubliés de l'ordre patriarcal

Indomptables s'ouvre aussi sur un registre plus discret, mais profondément structurant : celui de la vie familiale du commissaire Zachary Billong. Plusieurs commentateurs ont noté que cette figure paternelle, incarnée par Thomas Ngijol, puise dans une part de vécu personnel, introduisant une résonance autobiographique dans l'architecture du récit. Mais bien au-delà d'un simple reflet

14 Cette lecture dichotomique a marqué toute la production historique et la critique romanesque africaine. Elle est même au cœur de certains films comme le documentaire *Contras'city* (1969) du réalisateur Djibril Diop Mambéty.

intime, le film se déploie comme une description sur la transformation — voire l'érosion — des formes traditionnelles d'autorité, et plus précisément sur la crise de la paternité dans les sociétés africaines postcoloniales.

Billong incarne une figure paternelle en décalage, exposée à une série de disjonctions affectives et symboliques. Il vit avec une épouse au tempérament affirmé, deux garçons — l'un adolescent, l'autre encore enfant — et une fille issue d'une précédente union, désormais éloignée. Cette dernière, en rupture ouverte, refuse tout contact : elle a bloqué le numéro de son père, et, lorsque ce dernier parvient à la joindre en utilisant le téléphone de son fils, elle lui crie de ne pas la déranger avant de lui raccrocher au nez. Elle se rend jusqu'à son lieu de travail pour le sommer de ne plus la chercher et d'agir en « homme » en s'occupant convenablement de ses enfants. Le commissaire est ainsi encerclé de manifestations de « désobéissance » qui mettent à l'épreuve sa légitimité dans les sphères les plus immédiates de son autorité. Il vit dans une famille recomposée où les centres d'autorité sont (devenus) pluriels.

Chaque interaction domestique devient une scène de contestation, voire d'humiliation : sa femme lui tient tête, le contredit ouvertement, et corrige même ses décisions, comme lorsqu'elle fait annuler son ordre de surveillance contre la fille aînée soupçonnée de prostitution. Les enfants, eux aussi, incarnent des lignes de rupture : l'aîné est insolent avec ses enseignants et accro aux réseaux sociaux ; le plus jeune rédige des lettres à caractère sexuel pour une camarade. Le gardien, pris entre les deux ordres, choisit d'obéir à l'épouse. Le père est donc débordé, à la fois symboliquement et émotionnellement, perdant pied dans une maison devenue espace de lutte et de désarticulation de l'ordre symbolique patriarcal. Cette exaspération se prolonge dans son travail, où il manifeste la même nervosité, les mêmes colères, comme si la déstabilisation de l'ordre domestique contaminait son autorité publique — j'y reviendrai plus bas.

Le film propose une lecture fine d'un phénomène sociologique profond : la dislocation du pouvoir patriarcal comme point d'entrée vers une forme inédite de vulnérabilité masculine. Le commissaire n'est pas seulement un oppresseur autoritaire ; il est aussi un sujet désorienté par la perte d'un monopole symbolique autrefois assuré par sa fonction, son genre et son statut économique. Aujourd'hui, sa parole est contestée, sa position affaiblie, son autorité fragmentée. Sa souffrance devient visible. Le film montre un homme blessé, en quête de repères, tenté de restaurer par la violence et la colère une place qu'il sent lui échapper. Ce qui se joue ici, c'est la mutation d'un ordre patriarcal ancien où le père était à la fois pourvoyeur, protecteur, détenteur de la raison et figure incontestée de l'autorité morale. Le commissaire semble aspirer à cette forme d'autorité verticale, mais se heurte à une modernité technique (téléphone, réseaux sociaux, autonomie informationnelle) et symbolique (affirmation féminine, fragmentation de la parole autoritaire) qui la rend obsolète. Bien que sa femme ne travaille pas, elle est connectée au monde, informée et capable de résister verbalement à son mari. La technologie devient un vecteur de redistribution silencieuse du pouvoir au sein du foyer, échappant au contrôle de celui qui en était historiquement le centre. Cette réflexion prolonge, sous une forme différente, un constat déjà esquissé par l'artiste Francis Bebey dans sa chanson consacrée à la « condition masculine » (1976), où il met en scène, sur un mode ironique et critique, les transformations des rapports de genre et leurs effets sur les formes traditionnelles d'autorité domestique. En voici un extrait :

> Ah, je te dis que Sizana, Sizana, elle était une très bonne épouse auparavant//Seulement, depuis quelques jours, les gens, là//Ils ont apporté ici la condition féminine. […]. Je lui dis « Sizana, donne-moi à manger, j'ai faim »//Elle ne m'écoute même pas, eh !//Elle me parle seulement de la condition féminine//Bref, il faut te dire que ma condition masculine est devenue très malheureuse ici[15].

Ce désajustement entre modèle ancien et réalités contemporaines ne se traduit pas seulement par un affaiblissement de l'autorité masculine : il engendre également une souffrance psychique sourde, souvent ignorée, voire disqualifiée, dont le commissaire apparaît comme le principal porteur. Loin d'être un simple oppresseur patriarcal, il devient un « blessé du patriarcat », au sens que Catherine Malabou donne aux « nouveaux blessés » (Malabou, 2017) : des sujets qui, affectés dans leur mémoire

15 Pour l'intégralité de la chanson, voir https://www.youtube.com/watch?v=7Qfk9r4_vl8

et traumatisés par la dislocation des cadres de vie, sont en perte de repères et souffrent dans le silence de la fierté et de « l'honneur[16] », ce qui les rend à la fois plus vulnérables et plus violents envers eux-mêmes et envers les autres.

Le film n'oppose donc pas autorité masculine et contestation féminine de façon manichéenne. Il met en scène un monde où les anciens détenteurs de l'autorité sont désorientés, en souffrance, et parfois dangereux non parce qu'ils détiennent encore le pouvoir, mais parce qu'ils le perdent sans avoir pris conscience des mutations sociales profondes qui se font jour. En ce sens, *Indomptables* participe d'une réflexion plus large sur les transformations contemporaines de la figure du père dans les sociétés postcoloniales : ni tout à fait maître, ni encore abdiquant, mais coincé dans un entre-deux épuisant, un espace où le désir de contrôle se heurte à des mutations qui le dépassent. Le film parvient ainsi à penser le patriarcat non seulement comme une structure de domination, mais aussi comme une fabrique de souffrance et de perte pour ceux-là mêmes qui en ont longtemps été les bénéficiaires.

Mais cette crise de l'autorité est parfois tempérée, ou rendue supportable, par des formes de « médiation », au sens que Weber (1996) donnait à ce terme : des relais symboliques, culturels ou affectifs qui permettent de reconduire une forme d'ordre sans brutalité. Ainsi en est-il de la mère du commissaire, qui apparaît comme une figure de sagesse et de tempérance : elle le console, l'incite à dépasser son orgueil, à lâcher prise, à écouter davantage que de commander. Elle incarne une autorité féminine de l'ombre, médiatrice, capable de ralentir la spirale de la crispation patriarcale.

Enfin, le film déploie une esthétique des affects silencieux, en rupture avec le romantisme mélodramatique mondialisé que diffusent nombre de séries contemporaines — télénovelas latino-américaines, fictions indiennes ou productions africaines. Dans cet univers de la culture sérielle transnationale, l'amour est lyrique, déclaratif, spectaculaire, verbalisé ; il se prouve par la parole et par l'excès. *Indomptables*, à l'inverse, met en scène un régime affectif discret, presque retenu. De même, l'épouse ne déclare pas sa grossesse avec emphase : elle lui tend simplement les résultats d'un examen échographique, en silence. Ce geste, à lui seul, condense tout un récit d'intimité partagée, de résilience conjugale, voire d'un désir reconduit malgré les tensions. L'amour filial suit le même régime elliptique. Le commissaire se rend à un match de football de sa fille aînée, sans l'avertir ni s'annoncer ; il ne lui parle pas, ne l'embrasse pas, mais laisse transparaître un demi-sourire furtif, discret et pudique, trace d'une affection qu'il n'arrive pas à verbaliser. À son fils aîné, il ne dit pas non plus son admiration ou son inquiétude. Il se contente de lui demander s'il peut lui servir un autre verre de jus de *foléré* (bissap en Afrique de l'Ouest) — un geste qui, dans le contexte du film, vaut déclaration et signe de tendresse. Ces silences affectifs et médiations féminines ne réparent pas entièrement la perte d'autorité, mais ils évitent qu'elle ne se transforme en effondrement total. Ils dessinent une grammaire nouvelle de la masculinité blessée et fragile, mais qui tient tout de même à s'affirmer, même au prix d'une longue souffrance. Le film ne propose ni une nostalgie de l'ordre ancien ni une célébration naïve de son renversement. Il dépeint, avec une justesse remarquable, les contradictions affectives et les tensions structurelles d'un ordre patriarcal en recomposition.

Dépasser la linéarité du récit : vers une écriture entrelacée du social et du politique

Une question centrale se pose à l'issue du visionnage du film : comment toutes ces thématiques — enquête policière, crise de l'autorité paternelle, portrait urbain — apparemment disparates, s'articulent-elles dans un même texte ? Pour les cinéastes et les initiés, cette question peut sembler incongrue : le film relève par principe d'un texte éclaté, où l'improvisation joue un rôle essentiel. Cette esthétique de l'improvisation est particulièrement marquante dans les œuvres de Djibril Diop Mambéty, et on la retrouve aussi chez Jean-Pierre Bekolo, qui improvise ses films (*Quartier Mozart*, *Le Président*) pour créer des récits où des espaces-temps totalement différents se recoupent souvent dans un même rythme. Pour les sciences sociales, en revanche, la question demeure pertinente. Habitués à chercher un fil conducteur clair et linéaire dans nos analyses du social et du politique,

16 Cette lecture a bénéficié des échanges avec le sociologue Jean-Marcellin Manga que je remercie ici.

nous avons tendance à interpréter l'absence de lien explicite entre les parties d'un livre, d'un article ou d'un film comme un manque. Or, ce que ces films suggèrent, ce n'est pas l'inutilité du fil rouge, mais la possibilité de sa reconfiguration : il émerge dans la discontinuité, dans les tensions et les résonances entre des éléments apparemment indépendants. Un regard attentif révèle un agencement subtil, où les épisodes ne se contentent pas d'être juxtaposés, mais s'entrelacent grâce aux fractures qui semblent les séparer, produisant une cohérence qui naît de la dissonance plutôt que de la linéarité. Autrement dit, ils s'imbriquent entre eux précisément parce qu'ils n'ont rien en commun.

L'enquête judiciaire, par exemple, ne peut être pensée indépendamment du contexte urbain qui la conditionne : c'est dans les interstices de Yaoundé — ses bidonvilles, ses quartiers précarisés — que s'élaborent les mécanismes violents de production de la vérité. Ce sont les corps jeunes, marginalisés et épuisés qui servent à la fois de supports et de terrains d'inscription de cette vérité extraite avec brutalité. À ce régime policier s'adosse un espace social spécifique, celui d'une ville décomposée, où se manifestent aussi la faillite des services publics, la corruption de la circulation, ou les coupures d'électricité évoquées plus haut. Plus encore, le film fait le pari audacieux de relier l'intime au politique, l'autorité domestique à l'autorité institutionnelle. Les éclats de colère du commissaire au commissariat résonnent avec les tensions de son foyer. Une scène frappante l'illustre : en pleine audition d'une plaignante, il reçoit un message hostile de son ex-compagne avec qui il a eu sa première fille. Elle lui demande de laisser celle-ci en paix. Immédiatement, le commissaire interrompt l'entretien, s'agace en silence, puis revient à la déposition sans vraiment écouter. Ce détail révèle l'importance des colères et des agacements privés dans la fabrique du service public, un thème que nombre d'analyses africanistes négligent. La désinvolture, l'indifférence ou la violence de certains agents publics, notamment dans les hôpitaux, écoles ou administrations africaines, ne relève pas uniquement de facteurs structurels (bas salaires, pénurie de moyens) comme l'ont montré de nombreux travaux (Jaffré & Olivier de Sardan, 2003, pp. 54-55 ; Olivier de Sardan, 2004, p. 147), mais aussi de charges émotionnelles, affectives et psychiques non résolues qui débordent l'espace du foyer pour rejaillir dans les arènes publiques.

Par cette mise en tension, le film propose une écriture profondément littéraire attentive à une interprétation du monde social qui refuse les compartimentages méthodologiques et fait droit à la continuité des espaces et des sphères de vie, même sans lien apparent. À l'image d'un Cameroun que ses propres citoyens décrivent comme un « continent », voire une « galaxie », l'œuvre se donne comme une composition polyphonique et éclatée. Comment prétendre à l'unité dans un pays où les récits eux-mêmes sont disjoints, où la modernité est segmentée, où la parole politique chancelle, et où l'ordre politique est rythmé par des crises (Pommerolle, 2024) ? *Indomptables* refuse la linéarité du roman policier et du récit historique classiques. Cette écriture s'apparente très clairement à ce que Deleuze (2014) observait dans la manière dont Proust écrivait ses textes et notamment dans *À la recherche du temps perdu* :

> On part d'une première nébuleuse qui constitue un ensemble apparemment circonscrit, unifiable et totalisable. Une ou des séries se dégagent de ce premier ensemble. Et ces séries débouchent à leur tour dans une nouvelle nébuleuse, cette fois décentrée ou excentrée, faite de boîtes closes tournoyantes, de morceaux disparates mobiles qui suivent les lignes de fuite transversale.

En cela, *Indomptables* rejoint l'exigence d'une pensée « entrelacée » des temporalités et des ordres de l'expérience, que revendique la sociologie historique et comparée du politique (Bayart, 2022). Il met en œuvre ce que Henri Bergson appelait une « compénétration des durées » : passé et présent, subjectif et collectif, et différentes expériences vécues s'imbriquent sans hiérarchie ni causalité simple (Bayart, 2021). Dans cette optique, la réflexion de l'historien Ibrahima Thioub prend ici tout son sens. Dans sa critique de l'historiographie classique, Thioub dénonçait une écriture de l'histoire figée dans la linéarité, prisonnière de la chronologie, incapable de saisir la simultanéité des expériences ou les discontinuités fécondes. Il appelait de ses vœux une écriture plus souple, capable de restituer la pluralité des durées sociales, les reconfigurations incessantes du présent par le passé et inversement. C'est exactement ce que le film *Xala* d'Ousmane Sembène, qu'il prend en exemple parvient à suggérer par la structure disparate de son récit (Thioub, s. d.). En ce sens, *Indomptables*

n'est pas seulement un miroir du social, c'est une véritable opération de pensée, une manière de faire tenir ensemble des réalités et des durées éparses et de proposer un langage pour les configurer et les rendre intelligibles.

Mais, au-delà de son contenu explicite, *Indomptables* propose une forme d'écriture oblique et inachevée que l'on pourrait qualifier d'écriture « suggestive ». Cette modalité est peut-être commandée par la prise en compte de la censure qui frappe toute production cinématographique, journalistique et littéraire au Cameroun (Tcheuyap, 2014). De sorte que tout réalisateur prudent doit éviter de tout dire, de tout révéler, en prenant acte des contraintes — parfois politiques — dans lesquelles s'élabore aujourd'hui toute pensée critique.

Mais, l'écriture suggestive est peut-être aussi un choix clairement assumé par le réalisateur du film. C'est une écriture si singulière, qu'elle se déploie à travers des signes qui ne sont jamais complètement élucidés ; ils restent en tension, comme s'ils gardaient en eux une part d'énigme, de refoulé ou d'indicible. Il s'agit de signes ambigus, polysémiques, porteurs d'un surplus de sens qui excède toute interprétation univoque et structure la densité profonde de la société camerounaise. Le film ne raconte pas une histoire au sens classique du terme, il tisse un réseau de signes qui ne peuvent se comprendre qu'en « situation » : gestes suspendus, regards fuyants, mots insolites, demi-silences qui sont pourtant évocateurs d'une « historicité » émotionnelle, socioculturelle et politique. C'est dans cette logique qu'il faut comprendre le recours récurrent à l'expression « salue-moi », que le commissaire adresse à divers interlocuteurs : à son fils après une désobéissance ou une bêtise (comme cette lettre érotique écrite à une camarade), à sa femme et au même fils après qu'ils lui ont faussé compagnie, ou encore à un collègue trop zélé, réprimandé par la hiérarchie. Chaque fois, le spectateur hésite : que signifie ce « salue-moi » ? Est-ce un signe de pardon voilé ? Une injonction autoritaire ? Une forme d'ironie blessée ? Ou simplement l'indice d'une autorité déclinante qui cherche à subsister par le langage ritualisé ? Le film ne tranche jamais. En laissant ce signe en suspens, il donne lieu à un « conflit des interprétations » dont parlait Ricœur à propos de toute activité herméneutique (Ricœur, 1965, 1969). En bref, *Indomptables* rejoint la création comme modalité d'élargissement de la critique sociologique de la ville, de la famille et de l'État. Il ne se substitue pas aux sciences sociales, mais en frôle les marges, là où s'articulent narration et analyse, méthode et esthétique, distance critique et empathie sensible.

Conclusion

En définitive, mon propos n'a pas été d'aborder *Indomptables* en expert en analyse filmique — ce que je ne suis pas — mais de l'examiner à partir des régimes de silence et de bruit qu'il suscite au Cameroun comme à l'étranger. Il ne s'agit pas d'en proposer une exégèse, mais d'entrer, à partir de ces réactions, dans l'analyse des contenus et de la forme du film, susceptibles de produire du bruit ou du silence, tant dans la société camerounaise qu'au-delà.

La première leçon d'*Indomptables* concerne l'analyse des réalités camerounaises — et, par extension, africaines — que le film interroge avec acuité à travers trois thématiques dérangeantes en apparence disjointes : la production de la sécurité publique, la fabrique de la ville et les transformations de l'autorité paternelle dans des espaces historiquement patriarcaux. Il met en évidence les tensions internes à ces trois sphères : les conditions précaires et souvent brutales dans lesquelles s'exerce la sécurité publique ; les formes désorganisées, inégalitaires, voire abandonnées, que prend la ville dans sa matérialité ; et la crise — silencieuse, mais douloureuse — de l'autorité paternelle, de plus en plus contestée, affaiblie ou délégitimée.

La seconde leçon touche au geste même de l'écriture. Le film suggère une esthétique de l'entrelacement des temporalités et des expériences. Il n'aborde pas séparément les trois thématiques susmentionnées, mais en montre l'imbrication concrète et le chevauchement dans la vie quotidienne des habitants. Il donne donc moins à voir une progression causale, qu'une cartographie sensible. Un « plan[17] » (Deleuze, 1983) au sens deleuzien où cohabitent — sans hiérarchie ni exclusion — le meurtre d'un policier, la contestation d'une autorité masculine, les ruines de la parentalité, les tensions dans la

17 Pour une utilisation de la notion de « plan » comme concept philosophique, lire Deleuze et Guattari (1991).

conjugalité, la saleté des rues et la vétusté des hôpitaux, les coupures d'électricité et la drogue des jeunes, les bidonvilles en expansion, les pratiques sexuelles banalisées, la corruption policière, la brutalité quotidienne, la désaffection amoureuse et la fatigue du travail précaire. Ces réalités n'ont peut-être, en apparence, rien à voir les unes avec les autres. Et pourtant, elles se côtoient dans le même souffle. À la manière des « boîtes closes » deleuziennes qui subsistent dans une forme d'« indépendance mutuelle », elles se tiennent ensemble précisément parce qu'aucun lien ne les unit. Elles convergent dans une même direction par ce que Deleuze (2003) appelait une « communication transversale aberrante ». Cette technique de l'agencement permet de faire exister ensemble des éléments hétérogènes et disparates (Deleuze & Guattari, 1972, 1980).

Le silence et le bruit qui entourent ces deux dimensions suggèrent que le film « dérange » à double titre : par la charge politique de ses contenus autant que par sa forme, qui déjoue les attentes ordinaires de linéarité narrative. En ce sens, silence et bruit ne relèvent pas de réactions neutres. Ils révèlent des attachements, des habitudes perceptives, des attentes esthétiques et des traditions narratives et politiques soucieuses de leur propre reconduction. Autrement dit, ils tracent les frontières du dicible, du pensable et du montrable. Interroger ce dérangement à partir de ses manifestations — silence ici, bruit là — revient alors à examiner ce qu'il met au jour des logiques conservatrices, y compris lorsqu'elles se donnent les apparences du renouvellement ou d'une « révolution » (Bayart, ,2023 2024), tant dans l'exercice du pouvoir que dans les formes d'écriture et les manières de raconter.

On pourrait, à partir de là, esquisser les contours d'une sociologie du dérangement. Celui-ci ne désigne ni une posture de recherche ni une injonction à produire du trouble, mais une modalité d'analyse attentive aux situations, aux objets et aux expériences qui suscitent inconfort, tension ou incompréhension. Le dérangement fonctionne alors comme un opérateur analytique : il donne accès à des dimensions du social et de l'écriture généralement peu visibles, parce que naturalisées, stabilisées ou incorporées dans les évidences ordinaires des rapports sociaux, des formes de pouvoir et des régimes de vérité. Il ne constitue donc pas un objet en soi, mais un point d'entrée. Travailler à partir du dérangement revient ainsi à interroger ce que ces situations d'inconfort révèlent des structures sociales, politiques et institutionnelles, ainsi que des manières de les représenter et de les rendre intelligibles. C'est en ce sens qu'*Indomptables* invite à déplacer le regard sociologique : non pas vers ce qui dérange en tant que tel, mais vers ce que le dérangement rend visible dans l'organisation et l'écriture du social. Ce déplacement constitue l'un des apports du film aux sciences sociales contemporaines, en suggérant une autre manière d'entrer dans l'analyse du réel.

Bibliographie

Bayart, J.-F. (2021). Société civile et imbrication des durées en Afrique : un retour sur le « politique par le bas ». *Politique africaine*, *1*(161–162).

Bayart, J.-F. (2022). *L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique*. La Découverte.

Bayart, J.-F. (2023). Religion et révolution conservatrice en Afrique. Note de recherche. *Sociétés politiques comparées*, (59), 1–11. https://fasopo.org/sites/default/files/varia2_n59.pdf

Bayart, J.-F. (2024, juin 19). Le visage français d'une révolution conservatrice globale. *AOC*. https://aoc.media/analyse/2024/06/18/le-visage-francais-dune-revolution-conservatrice-globale/

Belinga Ondoua, P. (2018). Politique de la suspicion et développement urbain au Cameroun : le Programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PPAB) dans la ville de Yaoundé. *Politique africaine*, (150), 53–73.

Belinga Ondoua, P. (2023). Violence politique et construction de l'hégémonie au Cameroun : le complotisme à l'aune des pratiques coercitives à Yaoundé. *Politique africaine*, *2*(170), 85–104.

Belinga Ondoua, P. (2024a). Faire « corps sans organes ». Essai de schizo-analyse de la ville contemporaine. *Sociétés politiques comparées*, (63), 1–25. https://oaj.fupress.net/index.php/spc/article/view/18239

Belinga Ondoua, P. (2024b). *Gouverner le mécontentement au Cameroun : politiques du logement et construction de l'hégémonie à Yaoundé, 2000–2020* (Thèse de doctorat, Université de Genève).

Belinga Ondoua, P. (2025a). Vive la libre circulation au sein de la Cemac ! Une ethnographie du dispositif de l'enregistrement. *Sociétés politiques comparées*, (64), 133–144. https://oaj.fupress.net/index.php/spc/article/view/17460/13368

Belinga Ondoua, P. (2025b). Concrete sape: Post-crisis urbanization and the political economy of the real estate boom in the Congos. *Africa*, *95*(4), 399–408.

Benjamin, J. (2024). *The texture of change: Dress, self-fashioning and history in Western Africa, 1700–1850*. Ohio University Press.

Bernault, F., Henriet, B., & Kalema, E. (2025). *Textures of power: Central Africa in the long twentieth century*. Leuven University Press.

Bilmes, J. (1996). Le silence constitué. La vie dans un monde de plénitude de sens. *Réseaux. Communication — Technologie — Société, 80*, 129–14

Bissek, P. (2005). *Mongo Beti à Yaoundé, 1991–2000*. Éditions des Peuples noirs.

Boltanski, L. (2012). *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*. Gallimard.

Corbin, A. (2016). *Histoire du silence : de la Renaissance à nos jours*. Albin Michel.

Da Cunha Dupuy, R., & Revilla, L. (2023). Introduction — Les rapports sociaux de coercition. *Politique africaine*, *2*(170), 5–16.

De Boeck, F., & Balojy, S. (2016). *Suturing the city: Living together in Congo's urban worlds*. Autograph ABP.

De Certeau, M. (1987). Corps torturés, paroles capturées. Dans L. Giard (dir.), *Michel de Certeau*. Éditions du Centre Pompidou.

De Certeau, M. (1990). *L'invention du quotidien, tome I : Arts de faire*. Gallimard.

Deleuze, G. (1983). *L'image-mouvement*. *Cinéma 1*. Éditions de Minuit.

Deleuze, G. (2003). *Deux régimes de fous et autres textes (1975–1995)*. Éditions de Minuit.

Deleuze, G. (2014). *Proust et les signes*. PUF.

Deleuze, G., & Guattari, F. (1972). *Capitalisme et schizophrénie 1. L'Anti-Œdipe*. Éditions de Minuit.

Deleuze, G., & Guattari, F. (1980). *Capitalisme et schizophrénie 2. Mille plateaux*. Éditions de Minuit.

Deleuze, G., & Guattari, F. (1991). *Qu'est-ce que la philosophie ?* Éditions de Minuit.

Diet, E., & Kessar, Z. (2018). Introduction. Les voies du silence : penser les sens et valeurs du silence. *Connexions, 109*(1), 7–8. https://doi.org/10.3917/cnx.109.0007

Eboussi Boulaga, F. (2016). La quotidienneté, étalon de nos luttes. *Revue Projet*, *2*(351), 73–77.

Ela, J.-M. (1999). Vers une économie politique des conflits au ras du sol. *Africa Development*, *24*(3–4).

Elgas. (2023). *Les bons ressentiments. Essai sur le malaise postcolonial*. Riveneuve.

Escoffier, G. (2020). Silence liturgique et silence séculier. L'extension du domaine du sacré dans la France des XVIIe et XVIIIe siècles. Dans B. Dompnier (dir.), *Les langages du culte aux XVIIe et XVIIIe siècles* (pp. 193–208). Presses universitaires Blaise-Pascal.

Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Gallimard.

Göpfert, M. (2013). Bureaucratic aesthetics: Report writing in the Nigérien gendarmerie. *American Ethnologist*, *40*(2), 324–344.

Guma, P. (2020). Incompleteness of urban infrastructures in transition: Scenarios from the mobile age in Nairobi. *Social Studies of Science*, *50*(5), 728–750.

Jaffré, Y., & Olivier de Sardan, J.-P. (dirs.). (2003). *Une médecine inhospitalière. Les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*. Karthala.

Le Breton, D. (1997). *Du silence*. Éditions Métailié.

Malabou, C. (2017). *Les nouveaux blessés. De Freud à la neurologie : penser les traumatismes contemporains*. PUF.

Mbembe, A. (1993). Écrire l'Afrique à partir d'une faille. *Politique africaine*, (51), 69–97.

Mbembe, A. (2020). *Brutalisme*. La Découverte.

Minfegue, C. (2023). Les corps des tracasseries : circulation, corps et violence sur le corridor Douala–N'Djamena/Bangui. *Revue canadienne d'études africaines*, *57*(2), 283–303.

Olivier de Sardan, J.-P. (2004). État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. Un diagnostic empirique, une perspective historique. *Politique africaine*, *4*(96), 147.

Pommerolle, M.-E. (2024). *De la loyauté au Cameroun. Essai sur un ordre politique et ses crises*. Karthala.

Ricœur, P. (1965). *De l'interprétation. Essai sur Freud*. Seuil.

Ricœur, P. (1969). *Le conflit des interprétations. Essais d'herméneutique*. Seuil.

Robinson, J. (2006). *Ordinary cities: Between modernity and development*. Routledge.

Samaké, A. N. (2025). Beyoncé, l'afropolitaine : pop culture, identités diasporiques et afropolitanismes dans le film musical *Black Is King*. *African Diaspora*, *16*(4), 1–38.

Sanchez de la Sierra, R., Titeca, K., Xie, H., LaMeKe, A., & Malukisa Nkuku, A. (2024). The real state: Inside the Congo's traffic police agency. *American Economic Review*, *114*(12), 3976–4014.

Tcheuyap, A. (2014). *Autoritarisme, presse et violence au Cameroun*. Karthala.

Thioub, I. (s. d.). *Xala, une mise en récit a-chronologique du passé* (article non publié).

Vincent, A. (2015). Les silences de Sénèque. *Pallas, 98*. http://journals.openedition.org/pallas/2709

Weber, M. (1996). *Sociologie des religions*. Gallimard.

Silences, Noise, and Regimes of Social Enunciation around Cinematic Works in Cameroon

The Case of *Indomptables* (2025) by Thomas Ngijol

Patrick Belinga Ondoua
Postdoctoral Researcher, University of Antwerp & CERI, Sciences Po Paris
belingapatrick84@yahoo.fr

How to cite this paper:
Belinga Ondoua, P. (2026). Silences, Noise, and Regimes of Social Enunciation around Cinematic Works in Cameroon: The Case of *Indomptables* (2025) by Thomas Ngijol. *Global Africa*, (13), pp. 78-91.
https://doi.org/10.57832/h4xt-j507

Received: July 22, 2025
Accepted: February 10, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

This article begins with a paradoxical observation: in Cameroon, numerous films with strong critical content generate sustained debate abroad while remaining largely absent from spaces of discussion within their contexts of production. This discrepancy is evident in the case of *Indomptables* by Thomas Ngijol, the focus of this analysis, whose varied and often intense reactions in France—particularly at an aesthetic level—contrast with the near-total absence of public reception in Cameroon. It is at the intersection of these forms of international "noise" and local "silence" that this reflection is situated. On the one hand, the article highlights the film's principal themes, whose political charge may help explain their limited presence in public debate in Cameroon. On the other hand, it analyzes international reactions, which focus more on the film's formal construction, often criticized for its juxtaposed and non-linear structure. It shows how this fragmented writing can nonetheless be understood as both an aesthetic and an analytical resource. Beyond these issues of content and form, the article argues that the differentiated reception regimes of Ngijol's film can only be fully understood when considered jointly. It thus offers a contribution to the analysis of the articulation between silence and noise in the social sciences, based on cinematic material.

Keywords

Silence, noise, cinematic writing, enunciation, politics, Cameroon

Introduction

Indomptables is the latest feature film by Thomas Ngijol, released in May 2025[1]. The choice of title is not incidental. By referring to the "Indomitable Lions," the emblematic symbol of Cameroon's national football team, the film immediately situates its subject within a well-known spatiotemporal framework. What is at stake

1 A first version of this text was published in *Afrique XXI*. I thank the anonymous reviewers for their insightful and constructive comments, which helped strengthen its quality and opened up new avenues for reflection that I had not yet fully considered.

here is discussing a country—its passions, its internal tensions, its social representations, and its uncertainties—particularly in a context marked by the prolonged rule of President Paul Biya, who has been in power since 1982. This reference to Cameroon is reinforced by the film's spatial grounding: *Indomptables* unfolds in clearly identifiable neighborhoods of Yaoundé, such as Elig Edzoa, Mimboman, Santa Barbara, and Etoudi. These spaces constitute active settings of a concrete Cameroonian social reality, shaped by power relations, hierarchies, and forms of vulnerability.

This article proposes to examine *Indomptables* through the differentiated regimes of silence and noise that it brings into play. On the one hand, the film is situated within a regime of relative silence in the Cameroonian public sphere. Despite the force of the issues it raises and their political charge—authority, violence, dysfunctions of public services, gendered conditions, and social and generational impasses—it does not give rise to public debate commensurate with its stakes. This observation is not unprecedented in the history of Cameroonian and diasporic cinema, where several works have articulated explicit critiques of the social order without being fully taken up within the public sphere[2]. The result is a paradoxical configuration in which productions of high critical density generate neither structured controversies, nor institutional positions, nor sustained public discussion. The relative silence surrounding these works thus constitutes a social fact in its own right, implicating the very conditions under which the political is brought into discourse. On the other hand, from the moment of its release, the film has generated a range of interpretive "noise" at the international level, particularly within European media and digital spheres, where its reception appears highly polarized. Some perceive it as an attempt to renew Thomas Ngijol's cinematic language, while others see it as a form of narrative dispersion or formal incompleteness. The film is thus described alternately as an aesthetic rupture and as a fragmented, "catch-all" object that is difficult to stabilize interpretively[3]. It is indeed characterized by a form of friction: a plurality of registers, narrative discontinuity, and the juxtaposition of heterogeneous scenes.

In social and cultural practices, silence and noise are often understood in terms of a dichotomous, even antinomical opposition (Bilmes, 1996; Diet & Kessar, 2018; Le Breton, 1997). In certain ascetic traditions, silence is valued as restraint, virtue, or a condition for contemplation, reverie, and prayer—associated with self-mastery and a form of inner strength, inherited both from Greek antiquity (see, for example, a study on Seneca by Vincent, 2015) and from certain philosophical traditions in Africa. It has also occupied a central place in the liturgical language established by the Counter-Reformation in France, where it is defined in contrast to song or music (Escoffier, 2020). Conversely, noise is frequently relegated to the realm of agitation, immaturity, or an inability to attain ataraxia. At first glance, this opposition seems to illuminate the reactions—and non-reactions—elicited by Ngijol's film: local silence and international noise reflect disjointed reception regimes, addressing neither the same objects nor the same stakes. The noise produced within European media spaces does not compensate for silence in Cameroon; it follows other evaluative criteria, other aesthetic expectations, and other regimes of sensibility. In other words, what becomes a matter of debate in European contexts does not necessarily overlap with what remains silent in the Cameroonian public sphere. The result is a structural gap between the objects of discussion (outside Cameroon) and those of the absence of discussion (within Cameroon).

However, a more nuanced analysis invites us to move beyond this opposition. A substantial body of socio-anthropological research has shown that silence and noise do not mutually exclude one another: silence cannot be reduced to the mere absence of noise but instead maintains a dynamic, sometimes even dialogical, relationship with it. Some authors view silence as the site from which speech emerges, particularly in the arts (Corbin, 2016); others conceive of it as a modality of sound and meaning (Le Breton, 1997, p. 150). It may also be understood as a form of social mobilization—

2 One may cite *Le Blanc d'Eyenga* by Thierry Ntamack, *L'éveil* by Marie Ngo Mboupda, *Muna Moto* by Dikongue Pipa, and, not least, *Le Président* by Jean-Pierre Bekolo.

3 This can indeed be observed on the French reference film platform *AlloCiné*, where the film has received more than 1,000 audience ratings, resulting in an average score of 3.5 out of 5—an indication of the contrasted forms of reception, ranging from approval to reservations and disappointment.

a way of "making noise" differently, especially in contexts marked by constraint or repression[4]. From this perspective, the contrast between the noise generated by Ngijol's film in certain European spaces and the silence observed in Cameroon is not simply oppositional; rather, it calls for an examination of the differentiated conditions under which speech and critique become possible. International noise does not simply stand in opposition to local silence: it reveals, in negative, the conditions under which the social is produced and articulated, bringing to light the regimes of enunciation and the contexts that determine what can—or cannot—attain the status of a subject of debate, both in terms of content and aesthetic sensibilities. Their articulation thus makes it possible to account for differentiated regimes through which the social is rendered visible and given form.

A central question therefore emerges: what does the silence surrounding the film conceal—or help to elide? Which themes, though present, may account for this absence of reaction, particularly when compared with other productions, such as certain documentary films devoted to Paul Biya, which have generated media discussion at the local level, including during electoral periods[5]? Beyond what these silences reveal about the Cameroonian political regime and its forms of censorship, they invite reflection on the very nature of the objects deemed "problematic," as refracted through works such as *Indomptables*. Moreover, the critiques directed at the film's cinematic writing also point to specific regimes of sensibility. They illuminate not only the aesthetic expectations of certain audiences—particularly regarding narrative linearity—but also resonate more broadly with norms of writing that traverse the social sciences.

To address these questions, this article is organized into four sections complementary sections. The first three sections examines the content circulated by the film and, given its political charge, sheds light on the conditions underlying the absence of public debate surrounding the work. Three thematic clusters are explored: the violent conditions under which judicial truth is produced, contemporary urban dynamics, and the crisis of masculine authority, along with its associated forms of suffering and violence. This thematic selection aims to foreground the "fault line[6]" of Cameroonian society (see Mbembe, 1993). The fourth section turns to the "noise" generated by the film's form. It highlights the gap between expectations of a linear narrative representation of the social and a fragmented cinematic writing grounded in discontinuity and juxtaposition. The aim is to show that these discrepancies point to differentiated frameworks for perceiving and evaluating works, as well as, more broadly, to distinct regimes through which social reality is shaped and represented. In turn, this analysis opens up a reflection on the heuristic potential of such cinematic writing for sociology and the social sciences, particularly when these disciplines confront their own demands for linearity and narrative coherence.

Suspecting and Punishing: Improvisation and Brutality in the Production of Judicial Truth

The narrative trajectory of *Indomptables* is structured around a central motif: the investigation led by Commissioner Zachary Billong following the murder of a police officer found dead during the night. Both a professional and an intimate figure, Zachary is also a family man—married, the father of two boys, and marked by a previous separation from which his eldest daughter was born, now an adult living alone in a small apartment in Yaoundé. Nonetheless, the core of the narrative remains the investigation, which structures the film's progression. While some have suggested a resemblance to the well-known documentary by Mosco Boucault[7], due to the presence of an inquiry into the death of a police officer, the analogy quickly reaches its limits. The film diverges insofar as it neither

4 This has been observed in *Negro Silent Protest Parade* in New York in 1917; it reappeared in the mobilizations against the Belarusian regime in 2011; and it has been seen more recently in the blank placards held up in Hong Kong in 2020, following the enactment of the Hong Kong national security law, and later in Russia in 2022, in the context of protests against the war in Ukraine: silence, far from being a simple absence, constitutes a political resource in its own right.

5 This is the case with the documentary *Paul Biya, un grand homme au destin prodigieux* (2024), directed by Cathy Meba and Solange Edimo, which was screened across all regions of the country for students, pupils, and parents.

6 Not in the sense of "failure" as a deficit or breakdown of a model, as mobilized in certain developmentalist frameworks, but rather the fault line as both condition and fissure through which the "night of the postcolonial African world" becomes legible.

7 This refers to the documentary *Un crime à Abidjan*, directed in 1999.

seeks to document a news event nor to produce a rigorous reconstruction of a crime, as Boucault's documentary does. Rather, it is concerned with broader dynamics that structure everyday life in Cameroon. The investigation serves merely as an entry point, allowing the director to present, in the background, the reflection of a society in disequilibrium that nonetheless manages to hold together.

One of the first elements of these everyday dynamics concerns the way in which judicial truth is produced. In the film, the investigation does not follow a linear logic of progressive discovery based on compelling material evidence, as in classic detective fiction (see Boltanski, 2012). Instead, it relies on a regime of generalized suspicion, in which truth is not constructed from objective proof but unfolds within a climate of presumed guilt. Admittedly, this suspicion is triggered by evidentiary elements that might be described as "objective"—such as the denunciation by a beignet vendor or information provided by informants at the investigator's request. However, these elements do not function as stabilized evidence; rather, they act as catalysts for a process in which guilt tends to be anticipated. Here, suspicion operates less as a step toward judicial truth than as a partial substitute for it: it constitutes a framework within which certain individuals are swiftly validated as guilty, in a dynamic in which clues, far from limiting arbitrariness, may also contribute to reinforcing it. In other words, suspicion precedes and structures the investigation itself, to the extent that it becomes, in and of itself, a sufficient basis for punishment.

Within this context, the young offenders from the neighborhood where the body was found are immediately targeted. Already socially marked by their belonging to stigmatized categories—marginalized youth, drug users, the unemployed—they appear as "natural" suspects. They are arrested, sometimes tracked down in their sleep, subjected to violence, and exposed to forceful interrogations. Certain scenes in the film depict explicit violence: one individual is dragged across rocky ground, another is suspended by his feet from a tree, and a third suffers severe injuries to his back during a chase. These practices do not constitute isolated excesses but rather reflect a routinized use of physical brutality as a method for extracting truth in Cameroon (Belinga Ondoua, 2023).

The investigative regime staged in *Indomptables* thus rests on what might be termed "institutionalized legitimate suspicion," directed toward socially disqualified figures. These figures are not limited to youth from so-called "sensitive" urban neighborhoods: in contemporary Cameroonian reality, they also include small-scale entrepreneurs accused of fraud in public procurement, as well as civil society actors suspected of financial misappropriation (Belinga Ondoua, 2018, 2024b). Suspicion does not sanction acts but rather identities and intentions. It anticipates wrongdoing on the basis of a profile; it transforms potential culpability into an active presumption. Within this framework, suspicion no longer functions as an investigative tool but as a justification for the exercise of violence and domination. It is both the driving force and the proof of truth. In this way, practices identified by Michel Foucault in relation to early modern Europe are reconstituted in contemporary forms: "legitimate suspicion" and torture as the foundations for producing truth and legitimizing punishment (Foucault, 1975, p. 25). In line with Foucauldian analyses, *Indomptables* shows how authority retreats into coercive practices in order to produce "evidence".

This regime of producing judicial truth is particularly perverse in that it does not only distorts the logic of the investigation, but also actively contributes to the diffusion of brutality as a mode of governing marginalized populations. What *Indomptables* brings to light is the way in which judicial truth is often extracted through pain inflicted upon stigmatized bodies. Several young men in the film end up confessing to acts they did not commit, simply to escape the suffering imposed on their bodies. This dynamic is far from purely fictional: it reflects well-documented practices within security apparatuses across many African countries, including Cameroon[8]. The film captures this reality with precision: it is sometimes only after multiple innocent bodies have been made to suffer—traumatized for life, sometimes fatally broken—that the actual perpetrator is identified, whether by chance or through the exhaustion of alternative hypotheses. Truth thus does not emerge from a process of evidentiary reasoning but through a cumulative process of violence, in which bodies

8 See, for example, https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2017/07/cameroon-torture-chambers/. One may also mention the detention of Nké Fridolin in 2021 by agents of the State Defense Secretariat (SED).

serve as sacrificial intermediaries in the search for meaning (De Certeau, 1987). The film reveals not only the failure of investigative methods but the establishment of a system in which brutalization constitutes the basic unit of the security apparatus and of order itself (Mbembe, 2020).

Moreover, *Indomptables* sheds light on a phenomenon rarely addressed on screen: the total absence of reparation for victims of police "errors". Young men wrongly accused, despite the abuses they endure, do not file complaints—not only because avenues for redress are virtually nonexistent, but also because the police, far from being held accountable, reinforce their position through intimidation, threats, and sometimes the incarceration of these same individuals, now guilty of other offenses confessed under pressure, albeit unrelated to the initial murder. This capacity to evade accountability also rests on internal logics of professional solidarity: officers appear able to shield one another, even when wrongdoing is evident, as illustrated by the way Commissioner Billong assumes responsibility to protect one of his colleagues. The film thus exposes a form of police power that operates without countervailing forces, effective judicial regulation, or citizen oversight.

Finally, the film offers a subtle yet incisive critique of a judicial system grounded less in a rigorous and objective search for truth than in the individual performance of investigators—often constrained by precarious working conditions or hierarchical pressures to produce rapid results. This performance is notably indexed to the number of cases "solved", even when this entails recourse to expedited or coercive practices. Within this framework, institutional "efficiency" is measured by the capacity to close cases quickly, even at the cost of morally and legally questionable practices. This logic has manifested tragically in several emblematic cases spanning a long period—from the 1970s to the present—including the assassination of figures critical of the regime, whether journalists (Samuel Wazizi, Bibi Ngota, Jean-Jacques Ola Bebe, Martinez Zogo) or clergy (Yves Plumey, Engelbert Mveng, Anthony Fontegh, Materne Bikoa, Apollinaire Claude Ndi, Barnabé Zambo, Jean-Marie Benoît Balla, not to mention Germaine Marie Husband and Marie Léone Bordy, among others). Despite the establishment of investigative commissions, conclusions remain vague, often limited to identifying alleged "accomplices", while the actual instigators remain beyond reach. In some cases, files have simply been closed, sinking into institutional oblivion. *Indomptables* thus reveals the existence of a form of policing improvised on a day-to-day basis (Göpfert, 2013), produced under conditions of urgency, precariousness, and haste, sometimes with political objectives. This is not a rational or planned security order, but rather a form of oblique and unstable security, marked by arbitrary violence and the absence of accountability. Such a system does not aim at justice in the strict sense but at the rapid closure of cases and the demonstration of institutional efficiency at the expense of the law. In this context, the maintenance of order is not an end in itself but an uncertain byproduct of a routinized practice of political domination (see Da Cunha Dupuy & Revilla, 2023).

The African City and Its "Holes": Neither Miserabilism nor Afropeanism

The city constitutes the second unit of analysis in *Indomptables*. It is not merely a backdrop but a genuine narrative operator: it is within urban space that the dimensions of the police investigation and family life intersect. The film unfolds in Yaoundé, the political capital of Cameroon, offering an unvarnished portrayal of it. Cracked roads, stagnant puddles, visible piles of waste on sidewalks, traffic paralyzed by congested markets—such as the one in Etoudi, filmed head-on—and routine police checkpoints: everything in the urban environment contributes to constructing a chaotic space, saturated with irregularities that have become systemic. Police officers, ostensibly tasked with ensuring the flow of traffic, appear instead as agents of extortion, reproducing a familiar scene in many African metropolises where policing is structured by logics of predation (Sanchez De La Sierra et al., 2024). These dynamics are not confined to metropolitan areas; they extend more broadly to spaces of circulation and connection—corridors, roads, and other axes of mobility—that link cities together and likewise serve as privileged sites for the deployment of such predatory practices (see Belinga Ondoua, 2025a; Minfegue, 2023).

Yet it is the intermittence of essential services that truly marks the urban landscape. One of the most striking elements, staged with near-documentary precision in *Indomptables*, is the erratic management of electricity. This appears with particular acuity in an emblematic scene: a power outage occurs in the middle of an interrogation. That this episode takes place in the capital—and within a site meant to embody state authority and power—further amplifies its significance. This depiction finds a striking echo in real-life situations. Thus, on February 27, 2026, a power outage occurred during the Cameroonian Ballon d'Or ceremony at the Palais des Congrès in Yaoundé, in the presence of Chantal Biya, the wife of President Paul Biya, along with numerous high-ranking political figures. The fact that such an incident could occur at an official event of this magnitude underscores how these discontinuities affect both ordinary spaces and the most emblematic sites of power, thereby reinforcing the critical force of the filmed scene. However, unlike in emblematic sites of power—where outages become events—the film shows that in everyday spaces—streets, homes, and small businesses—they constitute the norm. Far from being occasional, these interruptions impose themselves as a structural constraint, disrupting activities, weakening living conditions, and exacerbating inequalities in access to essential resources. In both cases, the oxymoron highlighted by the film remains striking: a city meant to embody the power of the central state is regularly plunged into darkness. Power outages are so frequent that they structure daily life like a metronome of abandonment. This reality is so deeply embedded in the collective imagination that it has given rise, on social media, to a digital chronicle entitled *Minute du délestage*, run by whistleblower Nzui Manto[9]. Paradoxically, this "minute" refers to an indeterminate duration of darkness—sometimes lasting entire weeks—in Yaoundé as well as in other secondary cities or rural areas, often likewise deprived of running water.

Urban night thus functions in the film as a revealing device: streetlights are out of service, electrical panels inoperative, and streets are illuminated only by vehicle headlights or, when electricity is available, by the filtered glow from nearby homes. In peripheral neighborhoods, hurricane lamps provide minimal lighting, particularly for the small-scale informal trade conducted in the dark. Light—an elementary function of the modern city—thus appears as a scarce resource, reserved for exceptional circumstances: international sporting competitions, visits by foreign heads of state, and the sanctuarized spaces of the administrative, political, and economic elite (palaces, ministries, luxury hotels). In other words, urban light is not a generalized public infrastructure but a political resource, mobilized selectively and strategically. This phenomenon is not new: it extends a longer history of inaction and infrastructural dislocation already denounced in the late 1990s by the writer Mongo Beti (Bissek, 2005). What has changed, however, is its intensification within a frozen political context marked by the extreme aging of the head of state. At 93, Paul Biya embodies a regime that some describe as a "government by absence[10]," in which power, though still asserted, appears to be delegated without coordination, to become disembodied, and to disperse.

Yet despite the scale of urban problems and the withdrawal of public authorities, popular indignation remains limited. Discontent is expressed but does not translate into large-scale collective action (Belinga Ondoua, 2024b). The recurring phrase "What can we do?" encapsulates this posture of withdrawal, suspended between disenchantment, civic fatigue, and individual survival strategies. Forms of escape are multiple: some retreat into their daily routines (small trade, family life), others pursue projects of exile, leaving their positions in Cameroon to take up subordinate but better-paid jobs abroad—particularly in Canada—or embarking on risky migratory routes toward Europe (France, Germany, Italy, Portugal, Spain, and increasingly Russia and Ukraine to join military ranks). Others, finally, drown their disillusionment in more immediate forms of escape offered by alcohol, football, or sexual distractions. What *Indomptables* thus reveals is a city undergoing partial de-statization, where the state quietly withdraws from certain essential functions while maintaining the appearance of symbolic presence.

The film thereby stages what might be called a "residual urbanity," in which the management of basic resources—light, mobility, sanitation, health—rests increasingly on the informal adjustments of citizens themselves. In this fragile space, some individuals come to assert their place by

9 See also the Facebook and Instagram accounts of the same name.
10 *Le Messager.* (2020, August 2)

dispossessing others, through repeated acts of assault, the robbery of small businesses, the extortion of precarious entrepreneurs, or the embezzlement of public funds—as illustrated by the colleague of Commissioner Billong who appropriates money intended to treat the actual perpetrator, seriously injured during a police operation, and then abandons him in the emergency ward in a context of scarcity.

Through these scenes, the film sketches, in negative, a critique of the urban health system. This critique becomes clearer when one juxtaposes the fate of the abandoned detainee with the sequence in which Commissioner Billong himself—despite his position of authority—encounters the opacity and dysfunctions of the hospital institution while attempting to locate him. This representation resonates with well-known practices in Cameroon. In many cases, access to care is contingent upon the prior payment of a deposit intended to cover initial examinations; failing full payment at the end of hospitalization, some patients may be held in informal retention spaces, commonly referred to as "prisons," pending their "release[11]." Conversely, and as the film suggests, the absence of financial resources may also lead to outright denial of care. This reality, however, cannot be understood in a univocal manner. It coexists with remarkable individual commitments, embodied by health professionals who, despite scarce resources, continue to act, innovate, and at times save lives under extremely constrained conditions[12]. Yet these efforts, significant as they are, do not suffice to obscure another, more troubling reality: that of acts of negligence which, more often than not, go unaddressed, unsanctioned, and ultimately become inscribed within a form of silent normality. While not unique to the Cameroonian context—forms of hospital negligence exist elsewhere, including in better-resourced systems[13]—this reality takes on particular intensity here, where resource scarcity and the normalization of certain practices may lead to forms of indifference toward lives held in suspension (Jaffré & Olivier de Sardan, 2003). Under such conditions, access to care becomes deeply unequal: those "at the very top" seek treatment abroad, while local hospitals remain "places of dying" for those who, lacking the means, cannot benefit from such externalization of health security.

What is particularly striking in this portrayal of urban living conditions is that *Indomptables* avoids both the trap of miserabilism and that of an idealized Afropeanism that rejects any critical discourse on Africa within a regime of "virtuous resentments" (Elgas, 2023). The film distances itself as much from laudatory representations produced by a certain Afropolitan pan-Africanism—which tends to promote a polished, sometimes elitist image disconnected from popular realities (see Samaké, 2025)—as from catastrophist narratives that reduce the African city to a space defined solely by crisis, a view challenged by numerous studies (see, among others, Robinson, 2006). Rather than seeking the exceptional or the pathetic, the film traces the contours of a social space traversed by fault lines, without attempting to "suture" them (De Boeck & Baloji, 2016), but instead to render their "texture" (Benjamin, 2024; Bernault et al., 2025). If a form of poetry occasionally emerges, it is neither lyrical nor contemplative, but a dry, austere poetry arising from everyday life itself—in what it contains of the worn, the raw, the resilient, the unjust, the brutal, the improvised, and the invented (De Certeau, 1990; Eboussi Boulaga, 2016; Ela, 1999). In this sense, the film operates a critical displacement: to borrow the terminology of Filip De Boeck, *Indomptables* reveals the "holes" that scar the urban fabric, while making visible the multiple sutures and forms of "acupuncture"—improvisations, adjustments, informal solidarities, and tactical uses—through which city dwellers strive to render their environment livable. Yet this dynamic of partial repair does not erase deeper fractures. However ingenious they may be, these strategies struggle to transform the city into a unified and linear space. The "holes" of the Cameroonian city—and of many other African cities and beyond—are thus as much spaces of opportunity, innovation, and encounter as they are of blockage.

11 This "release" most often occurs following a payment made by relatives, but may also, in more rare and highly publicized cases, result from collective mobilizations—such as crowdfunding initiatives organized by the diaspora or local actors—or even from exceptional interventions by public authorities, notably the Minister of Health himself.

12 In this regard, one may refer to a remarkable medical achievement that took place at the Garoua Regional Hospital in February 2026, where the team led by neurosurgeon Ignatius Esene successfully removed a massive brain tumour weighing more than 2 kilograms from a young female patient. See: https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260329-cameroun-une-adolescente-op%C3%A9r%C3%A9e-avec-succ%C3%A8s-d-une-tumeur-g%C3%A9ante-au-cerveau

13 Regarding a recent case in France, see: https://www.humanite.fr/societe/ap-hp/mort-dune-malade-laissee-des-heures-sur-un-brancard-a-lhopital-lariboisiere-le-tribunal-pointe-une-faute-pour-negligence-mais-relaxe-lap-hp

These holes, however, also delineate the image of a city produced through contrast—like many African cities shaped by colonial legacies. Historically, such cities were organized along a clear duality—between colonial and "native" quarters, privileged and marginalized populations, ostentatious architecture and precarious housing[14]. Today, this dichotomy has not disappeared but has become more complex: it is less a matter of strict separation than of internal fragmentation within the same spaces. Within a single neighborhood, a single street, or even a single block, luxurious, gleaming, fully equipped buildings coexist with dilapidated dwellings surrounded by unfinished roads, flood-prone avenues, and insufficient infrastructure. Socio-spatial inequality no longer simply draws lines of demarcation; it sediments the coexistence of disparate worlds within the continuity of urban space, revealing a city built in fragments and permanent contrasts (Belinga Ondoua, 2025b). Moreover, the persistence of these lines of contrast reveals the nature of a state whose institutions and mechanisms of urban governance are activated only in moments of urgency, necessity, and according to the stakes at hand (Belinga Ondoua, 2024a). In short, *Indomptables* portrays an urbanity shaped by the resourcefulness of its inhabitants, but also by the limits of that resourcefulness in the face of structural disengagement. Above all, it exposes the city in the full splendor of its incompletion (Guma, 2020).

The Crisis of Masculine Authority: A Meditation on the Forgotten Wounded of the Patriarchal Order

Indomptables also opens onto a more subdued yet deeply structuring register: that of the family life of Commissioner Zachary Billong. Several commentators have noted that this paternal figure, portrayed by Thomas Ngijol, draws in part on personal experience, introducing an autobiographical resonance into the architecture of the narrative. Yet beyond a simple intimate reflection, the film unfolds as an account of the transformation—and indeed the erosion—of traditional forms of authority, and more specifically of the crisis of fatherhood in postcolonial African societies.

Billong embodies a dislocated paternal figure, exposed to a series of affective and symbolic disjunctions. He lives with a strong-willed wife, two sons—one a teenager, the other still a child—and a daughter from a previous relationship, now distant. The latter, in open rupture, refuses all contact: she has blocked her father's number, and when he manages to reach her using his son's phone, she tells him not to bother her before hanging up. She even goes so far as to confront him at his workplace, demanding that he stop looking for her and "act like a man" by properly taking care of his children. The commissioner thus finds himself surrounded by manifestations of "disobedience" that put his legitimacy to the test in the most immediate spheres of his authority. He lives in a recomposed family in which centers of authority have (become) plural.

Every domestic interaction becomes a scene of contestation, even humiliation: his wife stands up to him, openly contradicts him, and even overturns his decisions, as when she cancels his order to place their eldest daughter under surveillance on suspicion of prostitution. The children, too, embody lines of rupture: the eldest is insolent toward his teachers and addicted to social media; the youngest writes sexually suggestive letters to a classmate. The household guard, caught between two orders, chooses to obey the wife. The father is thus overwhelmed, both symbolically and emotionally, losing his footing in a home that has become a space of struggle and disarticulation of the patriarchal symbolic order. This exasperation extends into his professional life, where he displays the same nervousness and outbursts, as though the destabilization of domestic order were contaminating his public authority—a point to which I will return below.

The film offers a subtle reading of a profound sociological phenomenon: the dislocation of patriarchal power as an entry point into a new form of masculine vulnerability. The commissioner is not merely an authoritarian oppressor; he is also a subject disoriented by the loss of a symbolic monopoly once secured by his function, his gender, and his economic status. Today, his word is contested, his position weakened, his authority fragmented. His suffering becomes visible. The film portrays a wounded

14 This dichotomous reading has shaped the entire body of African historical production as well as literary criticism of the novel. It is even central to certain films, such as the documentary *Contras'city* (1969) by filmmaker Djibril Diop Mambéty.

man, searching for bearings, tempted to restore through violence and anger a place he feels slipping away. What is at stake here is the transformation of an older patriarchal order in which the father was at once provider, protector, bearer of reason, and unquestioned figure of moral authority. The commissioner appears to long for this vertical form of authority, but confronts a technical modernity (mobile phones, social media, informational autonomy) and a symbolic one (female assertion, fragmentation of authoritative speech) that render it obsolete. Although his wife does not work, she is connected to the world, informed, and capable of verbally resisting her husband. Technology thus becomes a vector for the silent redistribution of power within the household, escaping the control of the one who historically occupied its center. This reflection extends, in a different register, an observation already sketched by Francis Bebey in his song on the "male condition" (1976), where he stages, in an ironic and critical mode, transformations in gender relations and their effects on traditional forms of domestic authority. An excerpt reads:

> Ah, I tell you that Sizana, Sizana, she used to be a very good wife//Only, these past few days, people//They have brought this "women's condition" here […]. I say to her, "Sizana, give me something to eat, I'm hungry."//She doesn't even listen to me, eh!//She only talks to me about women's condition//In short, you should know that my male condition has become very unhappy here.[15]

This mismatch between older models and contemporary realities does not merely result in a weakening of masculine authority; it also produces a muted psychic suffering, often ignored or even disqualified, of which the commissioner appears as the primary bearer. Far from being a simple patriarchal oppressor, he becomes a "wounded subject of patriarchy," in the sense that Catherine Malabou gives to the "new wounded" (Malabou, 2017): individuals affected in their memory and traumatized by the dislocation of their frameworks of life, deprived of reference points and suffering in the silence of pride and "honor[16]," which renders them at once more vulnerable and more prone to violence toward themselves and others.

The film does not, therefore, oppose masculine authority and female contestation in a Manichean manner. It stages a world in which former holders of authority are disoriented, suffering, and at times dangerous—not because they still hold power, but because they are losing it without fully grasping the depth of the social transformations underway. In this sense, *Indomptables* contributes to a broader reflection on contemporary transformations of the figure of the father in postcolonial societies: neither fully sovereign nor entirely relinquishing authority, but caught in an exhausting in-between, a space where the desire for control collides with changes that exceed it. The film thus succeeds in thinking patriarchy not only as a structure of domination but also as a producer of suffering and loss for those who have long benefited from it.

Yet this crisis of authority is at times tempered, or made bearable, through forms of "mediation," in the sense given to the term by Max Weber (1996): symbolic, cultural, or affective relays that allow a form of order to be maintained without brutality. This is the case with the commissioner's mother, who appears as a figure of wisdom and moderation: she consoles him, encourages him to move beyond his pride, to let go, and to listen more than to command. She embodies a shadowed, mediating form of female authority, capable of slowing the spiral of patriarchal rigidity.

Finally, the film develops an aesthetic of silent affects, breaking with the melodramatic romanticism widely disseminated by many contemporary series—Latin American telenovelas, Indian fiction, or certain African productions. Within this transnational serial culture, love is lyrical, declarative, spectacular, and verbalized; it is demonstrated through speech and excess. *Indomptables*, by contrast, stages a discreet, almost restrained affective regime. The wife, for instance, does not announce her pregnancy with emphasis: she simply hands him the results of an ultrasound examination, in silence. This gesture alone condenses an entire narrative of shared intimacy, conjugal resilience, and perhaps a renewed desire despite tensions. Filial love follows the same elliptical regime. The commissioner attends his eldest daughter's football match without informing her or announcing his presence; he does not speak to her, does not embrace her, but allows a fleeting, discreet half-smile to

15 For the full song, see: https://www.youtube.com/watch?v=7Qfk9r4_vl8
16 This reading benefited from discussions with the sociologist Jean-Marcellin Manga, whom I would like to thank here.

appear—a trace of affection he cannot bring himself to verbalize. Nor does he express admiration or concern for his eldest son. He simply asks whether the boy can pour him another glass of *foléré* juice (known as bissap in West Africa)—a gesture that, within the film's context, functions as a declaration and a sign of tenderness. These affective silences and forms of feminine mediation do not fully repair the loss of authority, but they prevent it from collapsing entirely. They outline a new grammar of wounded and fragile masculinity, which nonetheless persists in asserting itself, even at the cost of prolonged suffering. The film offers neither nostalgia for the old order nor a naïve celebration of its overturning. Rather, it depicts, with remarkable precision, the affective contradictions and structural tensions of a patriarchal order in recomposition.

Moving Beyond Narrative Linearity: Toward an Interlaced Writing of the Social and the Political

A central question arises after viewing the film: how do all these themes—police investigation, crisis of paternal authority, urban portrait—seemingly disparate, come together within a single text? For filmmakers and insiders, this question may appear misplaced: film is, by principle, a fragmented form in which improvisation plays an essential role. This aesthetic of improvisation is particularly prominent in the works of Djibril Diop Mambéty, and it is also found in Jean-Pierre Bekolo, who improvises his films (*Quartier Mozart*, *Le Président*) to create narratives in which radically different space-times intersect within a shared rhythm. For the social sciences, however, the question remains pertinent. Accustomed to seeking a clear, linear thread in our analyses of the social and the political, we tend to interpret the absence of explicit connections between the parts of a book, article, or film as a deficiency. Yet what these films suggest is not the irrelevance of narrative coherence, but its reconfiguration: it emerges through discontinuity, through tensions and resonances between seemingly independent elements. A close reading reveals a subtle arrangement in which episodes are not merely juxtaposed but interwoven through the very fractures that appear to separate them, producing coherence through dissonance rather than through linearity. In other words, they fit together precisely because they have nothing in common.

For instance, the judicial investigation cannot be understood independently of the urban context that shapes it: it is within the interstices of Yaoundé—its slums and precarious neighborhoods—that the violent mechanisms of truth production are elaborated. It is young, marginalized, and exhausted bodies that serve both as supports and as sites upon which this truth is brutally inscribed. This policing regime is embedded in a specific social space: a decomposed city where the failure of public services, the dysfunction of mobility systems, and the electricity outages mentioned above are equally manifested. More broadly, the film makes the bold move of linking the intimate to the political, domestic authority to institutional authority. The commissioner's outbursts at the police station resonate with tensions within his household. A striking scene illustrates this: during an interrogation, he receives a hostile message from his former partner, with whom he had his first daughter. She asks him to leave their daughter alone. Immediately, he interrupts the interview, becomes silently agitated, and then resumes the deposition without truly listening. This detail reveals the importance of private anger and irritation in the production of public service, a theme often neglected in Africanist scholarship. The indifference, negligence, or violence of certain public officials—particularly in hospitals, schools, or administrations—cannot be explained solely by structural factors (low wages, resource scarcity), as many studies have shown (Jaffré & Olivier de Sardan, 2003, pp. 54–55; Olivier de Sardan, 2004, p. 147), but also by unresolved emotional, affective, and psychological burdens that spill over from the domestic sphere into public arenas.

Through this tension, the film proposes a deeply literary form of writing, attentive to an interpretation of the social world that refuses compartmentalized methodologies and instead acknowledges the continuity of spaces and spheres of life, even in the absence of explicit links. Like a Cameroon that its own citizens describe as a "continent" or even a "galaxy," the work unfolds as a fragmented and polyphonic composition. How can unity be claimed in a country where narratives themselves are disjointed, where modernity is segmented, where political speech is unstable, and where political

order is punctuated by crises (Pommerolle, 2024)? *Indomptables* rejects the linearity of both the detective novel and classical historical narrative. Its writing closely resembles what Gilles Deleuze (2014) observed in Proust's work, particularly in *In Search of Lost Time*:

> One begins from a first nebula that appears circumscribed, unified, and totalizable. One or more series emerge from this initial ensemble. These series in turn lead into a new nebula, now decentered or excentric, made of rotating closed boxes, of mobile disparate fragments that follow transversal lines of flight.

In this sense, *Indomptables* aligns with the demand for an "interlaced" thinking of temporalities and orders of experience, as advocated by historical and comparative political sociology (Bayart, 2022). It enacts what Henri Bergson called a *"compénétration des durée" (interpenetration of durations")*: past and present, subjective and collective, and different lived experiences interweave without hierarchy or simple causality (Bayart, 2021). From this perspective, the reflection of the historian Ibrahima Thioub is particularly relevant. In his critique of classical historiography, Thioub denounced a historical writing frozen in linearity, trapped in chronology, and incapable of grasping simultaneity or productive discontinuities. He called instead for a more flexible form of writing capable of capturing the plurality of social durations and the constant reconfiguration of the present by the past and vice versa. This is precisely what *Xala* by Ousmane Sembène, which he cites as an example, manages to suggest through the fragmented structure of its narrative. In this sense, *Indomptables* is not merely a mirror of the social; it is an operation of thought in its own right, a way of holding together scattered realities and temporalities and of proposing a language through which they can be rendered intelligible.

Beyond its explicit content, however, *Indomptables* proposes an oblique and unfinished mode of writing that might be described as "suggestive writing." This modality may partly result from the constraints of censorship affecting cinematic, journalistic, and literary production in Cameroon (Tcheuyap, 2014), such that any cautious filmmaker must avoid saying or revealing everything, taking into account the political conditions within which critical thought is produced today.

But suggestive writing may also be a deliberate aesthetic choice by the filmmaker. It is a singular form of writing that unfolds through signs never fully elucidated; they remain in tension, as though retaining a residue of enigma, repression, or the unsayable. These are ambiguous, polysemic signs, carrying an excess of meaning that exceeds any univocal interpretation and structures the deep density of Cameroonian society. The film does not tell a story in the classical sense; it weaves a network of signs that can only be understood "in situation": suspended gestures, averted gazes, unusual words, half-silences that nevertheless evoke an emotional, sociocultural, and political historicity. This logic is evident in the recurring phrase "greet me," which the commissioner addresses to various interlocutors: to his son after disobedience or misconduct (such as an erotic letter written to a classmate), to his wife and the same son after they have left him abruptly, or to an overly zealous colleague reprimanded by hierarchy. Each time, the viewer hesitates: what does "greet me" mean? Is it a veiled request for forgiveness? An authoritarian injunction? A form of wounded irony? Or simply the trace of a declining authority seeking to endure through ritualized language? The film never decides. By leaving this sign suspended, it gives rise to what Paul Ricœur called a "conflict of interpretations" inherent in all hermeneutic activity (Ricœur, 1965, 1969).

In short, *Indomptables* engages creation as a mode of expanding sociological critique of the city, the family, and the state. It does not replace the social sciences but instead brushes against their margins, where narration and analysis, method and aesthetics, critical distance and sensory empathy intersect.

Conclusion

Ultimately, my aim has not been to approach *Indomptables* as an expert in film analysis—which I am not—but rather to examine it through the regimes of silence and noise it generates both in Cameroon and abroad. The goal is not to offer an exegesis of the film, but rather to enter, through these reactions, into an analysis of its content and form, which are capable of producing noise or silence within Cameroonian society and beyond.

The first lesson of *Indomptables* concerns the analysis of Cameroonian—and, by extension, African—realities that the film interrogates with acuity through three seemingly disjointed yet unsettling themes: the production of public security, the making of the city, and the transformations of paternal authority within historically patriarchal spaces. The film highlights the internal tensions within these three spheres: the precarious and often violent conditions under which public security is exercised; the disorganized, unequal, and at times abandoned forms taken by the city in its material reality; and the silent but painful crisis of paternal authority, increasingly contested, weakened, or delegitimized.

The second lesson concerns the very act of writing. The film suggests an aesthetic of interwoven temporalities and experiences. It does not treat the three aforementioned themes separately but instead reveals their concrete entanglement and overlap in the everyday lives of inhabitants. It offers not a causal progression but a sensory cartography—a "plane[17]" (*plan*) in the Deleuzian sense (Deleuze, 1983), where coexist—without hierarchy or exclusion—the murder of a police officer, the contestation of masculine authority, the ruins of parenthood, tensions within conjugality, the dirt of the streets and the decay of hospitals, electricity outages and youth drug use, expanding slums, normalized sexual practices, police corruption, everyday brutality, emotional disengagement, and the exhaustion of precarious labor. These realities may appear unrelated. And yet, they coexist within the same breath. Like the Deleuzian "closed boxes" that persist in a form of mutual independence, they hold together precisely because no single link unites them. They converge in the same direction through what Gilles Deleuze (2003) called "aberrant transversal communication." This logic of assemblage makes it possible to bring into relation heterogeneous and disparate elements (Deleuze & Guattari, 1972, 1980).

The silence and noise surrounding these two dimensions suggest that the film is "disruptive" in a double sense: through the political charge of its content and through its form, which unsettles conventional expectations of narrative linearity. In this regard, silence and noise are not neutral reactions. They reveal attachments, perceptual habits, aesthetic expectations, and narrative and political traditions concerned with their own reproduction. In other words, they trace the boundaries of what can be said, thought, and shown. To interrogate this disruption through its manifestations—silence here, noise there—is therefore to examine what it reveals about conservative logics, including when they present themselves under the guise of renewal or "revolution" (Bayart, 2023, 2024), both in the exercise of power and in forms of writing and storytelling.

From this point of departure, one could sketch the outlines of a sociology of disruption. Disruption here does not refer to a research posture or an injunction to produce disturbance, but to an analytical modality attentive to situations, objects, and experiences that generate discomfort, tension, or incomprehension. Disruption thus functions as an analytical operator: it grants access to dimensions of the social and of writing that are usually less visible because they are naturalized, stabilized, or incorporated into the ordinary evidence of social relations, power structures, and regimes of truth. It is therefore not an object in itself but an entry point. Working from disruption means interrogating what these situations of discomfort reveal about social, political, and institutional structures, as well as about the ways in which they are represented and made intelligible. In this sense, *Indomptables* invites a shift in sociological gaze: not toward what disrupts as such, but toward

17 For an understanding of the notion of "plane" as a philosophical concept, see Deleuze and Guattari (1991).

what disruption makes visible in the organization and writing of the social. This shift constitutes one of the film's contributions to contemporary social sciences by suggesting another way of entering into the analysis of reality.

Bibliography

Bayart, J.-F. (2021). Société civile et imbrication des durées en Afrique : un retour sur le « politique par le bas ». *Politique africaine*, *1*(161–162).

Bayart, J.-F. (2022). *L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique*. La Découverte.

Bayart, J.-F. (2023). Religion et révolution conservatrice en Afrique. Note de recherche. *Sociétés politiques comparées*, (59), 1–11. https://fasopo.org/sites/default/files/varia2_n59.pdf

Bayart, J.-F. (2024, juin 19). Le visage français d'une révolution conservatrice globale. *AOC*. https://aoc.media/analyse/2024/06/18/le-visage-francais-dune-revolution-conservatrice-globale/

Belinga Ondoua, P. (2018). Politique de la suspicion et développement urbain au Cameroun : le Programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PPAB) dans la ville de Yaoundé. *Politique africaine*, (150), 53–73.

Belinga Ondoua, P. (2023). Violence politique et construction de l'hégémonie au Cameroun : le complotisme à l'aune des pratiques coercitives à Yaoundé. *Politique africaine*, *2*(170), 85–104.

Belinga Ondoua, P. (2024a). Faire « corps sans organes ». Essai de schizo-analyse de la ville contemporaine. *Sociétés politiques comparées*, (63), 1–25. https://oaj.fupress.net/index.php/spc/article/view/18239

Belinga Ondoua, P. (2024b). *Gouverner le mécontentement au Cameroun : politiques du logement et construction de l'hégémonie à Yaoundé, 2000–2020* (Doctoral dissertation, University of Geneva).

Belinga Ondoua, P. (2025a). Vive la libre circulation au sein de la Cemac! Une ethnographie du dispositif de l'enregistrement. *Sociétés politiques comparées*, (64), 133–144. https://oaj.fupress.net/index.php/spc/article/view/17460/13368

Belinga Ondoua, P. (2025b). Concrete sape: Post-crisis urbanization and the political economy of the real estate boom in the Congos. *Africa*, *95*(4), 399–408.

Benjamin, J. (2024). *The texture of change: Dress, self-fashioning and history in Western Africa, 1700–1850*. Ohio University Press.

Bernault, F., Henriet, B., & Kalema, E. (2025). *Textures of power: Central Africa in the long twentieth century*. Leuven University Press.

Bilmes, J. (1996). Le silence constitué. La vie dans un monde de plénitude de sens. *Réseaux. Communication — Technologie — Société, 80*, 129–14

Bissek, P. (2005). *Mongo Beti à Yaoundé, 1991–2000*. Éditions des Peuples noirs.

Boltanski, L. (2012). *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*. Gallimard.

Corbin, A. (2016). *Histoire du silence : de la Renaissance à nos jours*. Albin Michel.

Da Cunha Dupuy, R., & Revilla, L. (2023). Introduction — Les rapports sociaux de coercition. *Politique africaine*, *2*(170), 5–16.

De Boeck, F., & Balojy, S. (2016). *Suturing the city: Living together in Congo's urban worlds*. Autograph ABP.

De Certeau, M. (1987). Corps torturés, paroles capturées. In L. Giard (Ed.), *Michel de Certeau*. Éditions du Centre Pompidou.

De Certeau, M. (1990). *L'invention du quotidien, tome I : Arts de faire*. Gallimard.

Deleuze, G. (1983). *L'image-mouvement*. *Cinéma 1*. Éditions de Minuit.

Deleuze, G. (2003). *Deux régimes de fous et autres textes (1975–1995)*. Éditions de Minuit.

Deleuze, G. (2014). *Proust et les signes*. PUF.

Deleuze, G., & Guattari, F. (1972). *Capitalisme et schizophrénie 1. L'Anti-Œdipe*. Éditions de Minuit.

Deleuze, G., & Guattari, F. (1980). *Capitalisme et schizophrénie 2. Mille plateaux*. Éditions de Minuit.

Deleuze, G., & Guattari, F. (1991). *Qu'est-ce que la philosophie ?* Éditions de Minuit.

Diet, E., & Kessar, Z. (2018). Introduction. Les voies du silence : penser les sens et valeurs du silence. *Connexions, 109*(1), 7–8. https://doi.org/10.3917/cnx.109.0007

Eboussi Boulaga, F. (2016). La quotidienneté, étalon de nos luttes. *Revue Projet*, *2*(351), 73–77.

Ela, J.-M. (1999). Vers une économie politique des conflits au ras du sol. *Africa Development*, *24*(3–4).

Elgas. (2023). *Les bons ressentiments. Essai sur le malaise postcolonial*. Riveneuve.

Escoffier, G. (2020). Silence liturgique et silence séculier. L'extension du domaine du sacré dans la France des XVIIe et XVIIIe siècles. In B. Dompnier (Ed.), *Les langages du culte aux XVIIe et XVIIIe siècles* (pp. 193–208). Presses universitaires Blaise-Pascal.

Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Gallimard.

Göpfert, M. (2013). Bureaucratic aesthetics: Report writing in the Nigérien gendarmerie. *American Ethnologist*, *40*(2), 324–344.

Guma, P. (2020). Incompleteness of urban infrastructures in transition: Scenarios from the mobile age in Nairobi. *Social Studies of Science*, *50*(5), 728–750.

Jaffré, Y., & Olivier de Sardan, J.-P. (Eds.). (2003). *Une médecine inhospitalière. Les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*. Karthala.

Le Breton, D. (1997). *Du silence*. Éditions Métailié.

Malabou, C. (2017). *Les nouveaux blessés. De Freud à la neurologie : penser les traumatismes contemporains*. PUF.

Mbembe, A. (1993). Écrire l'Afrique à partir d'une faille. *Politique africaine*, (51), 69–97.

Mbembe, A. (2020). *Brutalisme*. La Découverte.

Minfegue, C. (2023). Les corps des tracasseries : circulation, corps et violence sur le corridor Douala–N'Djamena/Bangui. *Revue canadienne d'études africaines*, *57*(2), 283–303.

Olivier de Sardan, J.-P. (2004). État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. Un diagnostic empirique, une perspective historique. *Politique africaine*, *4*(96), 147.

Pommerolle, M.-E. (2024). *De la loyauté au Cameroun. Essai sur un ordre politique et ses crises*. Karthala.

Ricœur, P. (1965). *De l'interprétation. Essai sur Freud*. Seuil.

Ricœur, P. (1969). *Le conflit des interprétations. Essais d'herméneutique*. Seuil.

Robinson, J. (2006). *Ordinary cities: Between modernity and development*. Routledge.

Samaké, A. N. (2025). Beyoncé, l'afropolitaine : pop culture, identités diasporiques et afropolitanismes dans le film musical *Black Is King*. *African Diaspora*, *16*(4), 1–38.

Sanchez de la Sierra, R., Titeca, K., Xie, H., LaMeKe, A., & Malukisa Nkuku, A. (2024). The real state: Inside the Congo's traffic police agency. *American Economic Review*, *114*(12), 3976–4014.

Tcheuyap, A. (2014). *Autoritarisme, presse et violence au Cameroun*. Karthala.

Thioub, I. (s. d.). *Xala, une mise en récit a-chronologique du passé* (unpublished article).

Vincent, A. (2015). Les silences de Sénèque. *Pallas, 98*. http://journals.openedition.org/pallas/2709

Weber, M. (1996). *Sociologie des religions*. Gallimard.





© Charlene Komuntale, *Threads*, 2025. All rights reserved / Tous droits réservés.

La frontière entre modernité, féminisme et tradition

Le cas de la pratique rituelle du « Houe Todjom » (purge) chez les Bandjoun de l'Ouest Cameroun

Rita Charlie Kamdom Nguemdjom
Doctorante à l'Université de Dschang, Cameroun
ritanguemdjom@gmail.com

How to cite this paper:
Kamdom Nguemdjom, R. C. (2026). La frontière entre modernité, féminisme et tradition : le cas de la pratique rituelle du « Houe Todjom » (purge) chez les Bandjoun de l'Ouest Cameroun. *Global Africa*, (13), pp. 94-105.
https://doi.org/10.57832/7g57-4a29

Received: August 12, 2024
Accepted: February 2, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

Cette étude examine la transformation contemporaine du rituel du Houe Todjom chez les Bandjoun de l'Ouest Cameroun, dont la population est estimée à 120 000 habitants en 2024. S'appuyant sur une méthodologie qualitative fondée sur 32 participants sélectionnés de manière raisonnée (28 femmes et 4 hommes), interrogés à Bandjoun, Bafoussam et Baleng, la recherche explore la manière dont ce rituel est renégocié dans des contextes religieux, biomédicaux et socio-urbains en mutation. Les résultats indiquent que l'évolution du Houe Todjom ne peut être attribuée à une seule cause linéaire. Au contraire, plusieurs dynamiques interdépendantes façonnent sa réinterprétation : doctrines morales, rationalité éducative, influence religieuse et émergence d'une conscience des risques. En conclusion, la transformation de la purge Houe Todjom chez les Bandjoun de l'Ouest Cameroun reflète l'interaction de plusieurs dynamiques identifiables. Premièrement, l'expansion du christianisme contribue à une réinterprétation morale du rituel, certaines femmes l'associant à une ambiguïté spirituelle et à des exigences de respectabilité chrétienne. Deuxièmement, l'influence croissante de la rationalité biomédicale introduit de nouvelles formes de conscience corporelle et de raisonnement préventif, amenant certaines mères à évaluer le rituel à travers le prisme de l'hygiène, du risque et de la légitimité scientifique. Troisièmement, la transmission intergénérationnelle de ce rituel s'affaiblit sous l'effet de la scolarisation et de la mondialisation, réduisant l'exposition aux symboles historiques de cette pratique, ce qui favorise une adhésion sélective et subjective.

Mots-clés

Modernité, tradition, féminisme, culture, Cameroun, Houe Todjom, Bandjoun

Introduction

Selon Swidler (1986), la culture ne reflète pas directement les pratiques d'un groupe d'individus ; elle désigne plutôt un ensemble de ressources symboliques et pratiques inscrites dans des manières de faire, de penser et d'agir, que les individus mobilisent pour orienter leurs actions. Tel est le cas du Cameroun, où les coutumes et les traditions jouent un rôle central dans l'organisation sociale et la vie quotidienne des communautés.

Parmi ces pratiques, chez les Bandjoun, le Houe Todjom[1] occupe une place symbolique en tant que rite par lequel le nouveau-né se voit socialement conférer la citoyenneté bandjoun. Il s'agit d'une purge ancestrale composée de deux plantes, administrées par voie rectale à chaque nouveau-né bandjoun, afin de marquer son inscription et son appartenance à la société. Traditionnellement pratiqué lors d'un moment cérémoniel, le Houe Todjom[2] est considéré comme une étape essentielle d'intégration à la société bandjoun, marquant l'acceptation et l'appartenance. Cette pratique est majoritairement assurée par les femmes, en raison de leur rôle central dans la socialisation et la transmission du patrimoine culturel. Toutefois, les transformations contemporaines liées à la modernité, à la scolarisation, à la religion et au féminisme génèrent de plus en plus de stéréotypes autour de cette pratique. Ces évolutions traduisent des processus plus profonds de négociation entre héritage culturel et normes sociales en mutation.

La rationalité scientifique et les institutions biomédicales associées à la modernité s'opposent souvent aux pratiques culturelles africaines. Néanmoins, une telle lecture dichotomique risque de simplifier à l'excès les réalités vécues par des communautés comme celle de Bandjoun, où les individus combinent fréquemment plusieurs formes de savoir et de légitimité. Cette pratique constitue à la fois une tradition médicale et sacrée, transmise de mère en fille, les femmes en assumant la responsabilité principale. Dans la société bandjoun contemporaine, la socialisation des femmes et leur ouverture constituent des facteurs déterminants dans la réinterprétation de ce rituel. En effet, la pertinence actuelle du Houe Todjom devient particulièrement saillante à une époque où des interventions médicales modernes, telles que la vaccination et les campagnes de prévention sanitaire, offrent une protection contre des maladies autrefois redoutées dans les communautés locales. Ce contexte invite à une interrogation sociologique approfondie : comment la modernité, l'influence chrétienne et l'émancipation des femmes reconfigurent-elles la transmission, l'interprétation et la légitimité sociale de la pratique du Todjom dans la société bandjoun contemporaine ? Comment les femmes exercent-elles leur agentivité dans la négociation entre continuité culturelle et autonomie individuelle ?

Cette étude vise principalement à analyser les facteurs socioculturels expliquant le déclin ou la mutation de la pratique du Todjom ainsi que les modalités par lesquelles les femmes négocient entre tradition, religion et autonomie corporelle. Elle examine également la signification et les transformations contemporaines du Houe Todjom au sein de la communauté bandjoun, en s'appuyant sur les récits et les perceptions de jeunes hommes et femmes, ainsi que de quelques aînés occupant une position stratégique à l'interface entre héritage culturel et changement social. En mobilisant des méthodes qualitatives, notamment des entretiens et l'observation, cette recherche met en lumière les tensions, les réinterprétations et les stratégies par lesquelles les femmes s'engagent dans cette pratique. Elle entend ainsi contribuer aux débats plus larges sur la continuité et le changement culturels, les rôles genrés dans l'administration des rituels, et les recompositions des rapports entre tradition et modernité dans les sociétés africaines.

Revue de la littérature

Cette étude s'appuie sur une revue de la littérature thématique axée sur les perspectives féministes, la colonialité et les rencontres missionnaires ainsi que la reconfiguration chrétienne des pratiques rituelles, afin de proposer un cadre conceptuel pour l'analyse du Houe Todjom chez les Bandjoun.

Perspective féministe

L'étude met en avant l'agentivité des femmes, non pas comme de simples réceptrices passives d'influences extérieures, mais comme des actrices naviguant stratégiquement entre des ordres normatifs concurrents. Cette approche s'est développée comme un cadre contextuel et historiquement

1 Dans cette étude, le concept de « Houe Todjom » et celui de la « pratique du Todjom » sont équivalents, car, sur le plan social, ils ont la même signification, mais ils peuvent avoir des implications différentes selon le contexte dans lequel ils sont utilisés.

2 Houe Todjom ne doit pas être confondu avec Msem Todjom, qui est un festival culturel biennal de la région de l'Ouest du Cameroun, célébrant le patrimoine, l'unité et les valeurs traditionnelles sous l'autorité du roi de Bandjoun.

situé critiquant à la fois le patriarcat et l'universalisation des postulats féministes eurocentriques. Des chercheures telles que Oyěwùmí (1997) ont remis en question l'imposition des catégories de genre occidentales aux sociétés africaines, soutenant que l'organisation sociale dans de nombreux contextes locaux ne peut être pleinement comprise à travers des hiérarchies binaires. De même, Amadiume (2001, 2015) souligne que les systèmes africains de genre, de pouvoir, d'autorité et de complémentarité diffèrent sensiblement des modèles occidentaux. Ainsi, le féminisme africain met l'accent sur l'unicité des réalités socioculturelles du continent dans les études de genre. Cet article s'intéresse à la manière dont les femmes évoluent dans une société moderne tout en portant la responsabilité de transmettre une tradition ancestrale, dans un contexte où la négociation et la rationalité scientifique occupent une place centrale dans les interactions sociales.

Par ailleurs, Oyěwùmí (1997) souligne que les pratiques évoluent dans le temps et dans l'espace sous l'effet des interactions entre individus issus de cultures et de socialisations différentes. L'identité culturelle dans l'Afrique contemporaine doit dès lors être comprise comme dynamique et continuellement reconfigurée par les transformations religieuses, l'éducation, l'urbanisation et les circulations globales des idées. La mondialisation crée de nouvelles opportunités d'émancipation pour les femmes (Amadiume, 2001). En conséquence, la contextualisation des débats sur le genre contribue à la préservation de la culture et de son ancrage historique. Dans cette perspective, l'approche féministe contextualisée s'avère particulièrement pertinente, dans la mesure où elle examine la manière dont les jeunes femmes de Bandjoun négocient entre le poids de la pratique, les doctrines chrétiennes et l'éducation. Elles apparaissent comme des actrices à part entière, et non comme de simples dépositaires de la tradition, en questionnant la pertinence actuelle du Houe Todjom ; ce qui peut être perçu comme une redéfinition de leur rôle dans la transmission de cette pratique ancestrale.

Colonialité, rencontres missionnaires et reconfiguration chrétienne des pratiques rituelles

La transformation historique du Houe Todjom ne peut être analysée sans être replacée dans les processus plus larges de pénétration coloniale et d'expansion missionnaire chrétienne dans l'Ouest Cameroun. Les rencontres coloniales ne furent pas uniquement politiques et économiques ; elles ont également impliqué de profondes reconfigurations épistémiques et morales des sociétés africaines. Elles ont introduit de nouvelles rationalités qui ont redéfini la moralité des coutumes et traditions indigènes. Dans de nombreux contextes africains, le christianisme, introduit par les missionnaires, a instauré de nouvelles conceptions de la pureté et de la spiritualité, conduisant à une remise en question de certains rituels jusque-là légitimes dans les sociétés coloniales et postcoloniales.

Ainsi, appréhender le Houe Todjom à travers cette généalogie coloniale et missionnaire permet de dépasser les explications simplistes qui attribuent son déclin uniquement au féminisme contemporain ou au refus générationnel. Cela inscrit plutôt la transformation de cette pratique dans des processus historiques de moralisation religieuse, de restructuration épistémique et de circulation culturelle globale. Par ailleurs, au-delà de ces réinterprétations religieuses et genrées, l'évolution du Houe Todjom doit également être comprise à l'aune de l'influence croissante de la rationalité biomédicale et des discours contemporains sur la santé.

Méthodologie

Cette étude adopte un dispositif de recherche qualitative, particulièrement adapté à l'exploration des pratiques culturelles et des significations que les acteurs sociaux leur attribuent. Les entretiens semi-directifs et l'observation, outils caractéristiques de cette approche, permettent une compréhension approfondie des expériences vécues, des perceptions et des interprétations symboliques entourant le rituel du Houe Todjom au sein de la société bandjoun.

Techniques de collecte et analyse des données

Les données ont été recueillies à travers une triangulation méthodologique associant observation participante, entretiens semi-directifs et recherche documentaire. L'observation participante a permis d'appréhender *in situ* le processus d'administration du Houe Todjom. Les entretiens semi-directifs ont été menés entre le 20 décembre 2023 et le 15 février 2024. Le corpus discursif résultant a été soumis à une analyse de contenu qualitative. Cette dernière visait à saisir les représentations des participants, en accordant une attention particulière aux perceptions des femmes quant à la valeur culturelle, aux implications sociales et à la pertinence contemporaine de la pratique dans un contexte socioculturel en mutation.

Population d'étude et stratégie d'échantillonnage

L'étude repose sur un échantillon raisonné de 32 participants, comprenant 28 femmes âgées de 18 à 62 ans et 4 hommes âgés respectivement de 45, 68, 73 et 82 ans, tous issus de la communauté bandjoun. Les informatrices étaient soit mariées, soit mères, tandis que le statut matrimonial des participants masculins n'a pas été érigé en critère de sélection. Les femmes ont été considérées comme une variable analytique centrale, dans la mesure où elles constituent les principaux acteurs sociaux et les porteuses symboliques du rituel. Les hommes ont été interrogés afin de comprendre leurs perceptions vis-à-vis de l'évolution actuelle du Houe Todjom et d'appréhender l'importance de cette pratique selon leur point de vue.

Les participants ont été interrogés à Bandjoun, ainsi qu'à Bafoussam et à Baleng, deux centres urbains proches où réside un nombre important de natifs bandjoun. La proximité géographique de ces localités avec Bandjoun et la présence significative de ressortissants bandjoun ont motivé leur sélection. Un échantillonnage raisonné a été utilisé, fondé sur des critères précis : l'appartenance ethnique (origine bandjoun), l'âge, le statut matrimonial et la familiarité avec le Houe Todjom. Par ailleurs, la technique de l'échantillonnage par « boule de neige » a également été mobilisée, certains participants facilitant la mise en relation avec d'autres répondants potentiels.

Sources documentaires

Afin de renforcer la contextualisation historique et culturelle de la pratique, une recherche documentaire a été menée à partir de sources multiformes. Des archives ont été consultées au Musée de Bandjoun afin de retracer les origines et l'évolution historique du Houe Todjom ; à ce jour, aucun texte scientifique n'a été spécifiquement consacré à cette pratique. D'autres sources incluent des plateformes numériques, telles que des pages Facebook (« Société Bamiléké » et « Bandjoun d'hier et aujourd'hui »), ainsi que l'ouvrage du père Albert (1943) consacré à la société bandjoun. Des travaux scientifiques d'auteurs africains ont en outre été mobilisés pour étayer l'analyse, notamment la thèse de doctorat de Simo (2007) sur les pratiques culturelles bandjoun, ainsi que des références théoriques plus larges en histoire orale africaine et en études de genre (Achebe, 1958 ; Amadiume, 2001, 2005 ; Oyěwùmí, 1997), comme indiqué dans la revue de la littérature.

Cadre théorique

L'exposition à l'éducation, au christianisme et à la rationalité biomédicale n'entraîne pas automatiquement l'abandon des pratiques traditionnelles. Elle peut plutôt engendrer une situation de pluralisme symbolique dans laquelle les individus naviguent entre des systèmes de sens concurrents.

Culturalisme et relativisme culturel

Le culturalisme émerge en anthropologie entre les années 1930 et 1950, sous l'influence majeure des travaux fondateurs de Boas (1940), ainsi que de ses successeures intellectuelles, telles que Benedict (1948) et Mead (1978). Le courant culturaliste rejette les approches ethnocentriques qui hiérarchisent

les cultures. Dans cette perspective, Boas (1940) introduit le relativisme culturel comme un principe méthodologique invitant le chercheur à analyser chaque culture selon sa cohérence interne, ses valeurs et ses significations propres. Dès lors, le relativisme s'avère pertinent pour comprendre le dynamisme des transformations culturelles à l'ère contemporaine (Rozin, 2006).

Dans une perspective culturaliste, les individus sont façonnés par leur environnement socioculturel ; leurs comportements, croyances et pratiques sont par conséquent profondément influencés par des normes collectives et des représentations symboliques. Cette approche est essentielle pour la présente étude, dans la mesure où la persistance du Houe Todjom soulève une interrogation fondamentale quant à sa pérennité dans une société moderne marquée par l'hégémonie de la médecine préventive et de la vaccination. Ainsi, le relativisme culturel permet d'appréhender le Houe Todjom non pas comme une pratique opposée à la modernité, mais comme un rituel dont les significations peuvent être transformées et redéfinies au sein des réalités sociales contemporaines.

Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel de cette étude s'articule autour des notions de culture et de tradition. Ces concepts constituent des outils analytiques permettant d'interpréter les récits des participants et de comprendre la manière dont les femmes négocient le maintien ou la reconfiguration du Houe Todjom dans la société bandjoun contemporaine.

Culture et tradition

La culture s'entend comme une notion englobante, tandis que la tradition en constitue une dimension opératoire plus spécifique, en tant que sous-ensemble des croyances et des pratiques d'un groupe social. Autrement dit, la culture renvoie à un ensemble structuré de manières de penser et d'agir, acquis et transmis symboliquement au sein des groupes humains, tandis que la tradition en représente le noyau structurant. Les deux concepts se distinguent en ce que la culture possède une portée plus large que la tradition. Loin d'être figée ou statique, la tradition est continuellement reproduite, adaptée, voire réinventée en réponse aux mutations sociales. En ce sens, elle fonctionne comme une ressource culturelle qui façonne l'identité collective, renforce la cohésion sociale et assure une continuité entre le passé et le présent. La tradition remplit également plusieurs fonctions sociorégulatrices : elle contribue notamment à normer les comportements en définissant ce qui est moralement acceptable ou socialement légitime. Dans cette optique, la présente étude analyse la manière dont la pratique du Houe Todjom a été remise en question au cours des dernières décennies.

Analyse des résultats

Cette section analyse les origines historiques et les significations contemporaines du rituel du Houe Todjom. L'étude s'appuie sur une mise en dialogue des récits oraux et des sources documentaires afin de reconstituer la genèse de la pratique, ses modalités d'administration et la construction de l'identité culturelle bandjoun qui s'y articule. Elle examine également les spécificités du Houe Todjom en tant que marqueur identitaire résilient, nonobstant les avancées technologiques dans le domaine biomédical et la montée de doctrines religieuses variées dans le contexte actuel.

Origine de la pratique du Houe Todjom

Les résultats issus de la revue documentaire et des récits oraux suggèrent que la pratique du Houe Todjom est apparue au cours d'une période de crise épidémique majeure à Bandjoun[3]. Bien que les sources écrites offrent peu d'informations précises sur l'origine exacte du rituel, la convergence des témoignages recueillis indique qu'il s'est développé en réponse à une épidémie meurtrière

3 Période non précisée par les participants.

ayant provoqué une forte mortalité au sein de la communauté. Selon plusieurs informateurs, cette épidémie serait associée au choléra, bien que certains la décrivent comme une dysenterie ou une diarrhée sévère.

Le contexte épidémique : « tchoupoû » et « nguema »

Les informateurs proposent des interprétations variées quant à la nature de l'épidémie à l'origine de la découverte du Houe Todjom. Si certains la décrivent comme une dysenterie amibienne ou une maladie diarrhéique, Teta et Tabeko (2017) l'identifient comme le choléra ; interprétation cohérente avec les descriptions locales d'une mortalité rapide et d'une forte contagion. En langue ghom'alah[4], cette épidémie est désignée par le terme « tchoupoû », que l'on peut traduire par « ce qui saisit la main ». Cette métaphore illustre la dangerosité de la maladie, souvent associée à une issue fatale. Outre le « tchoupoû », les informateurs évoquent également une autre épidémie appelée « nguema », considérée comme moins létale, mais qui provoquait des déformations du visage, notamment au niveau du nez. Les récits oraux présentent ainsi l'émergence du Houe Todjom comme une réponse endogène à une période de profonde insécurité sanitaire, qui a durablement marqué la mémoire historique de la communauté.

Récits oraux de la découverte et légitimation collective

Plusieurs extraits d'entretiens mettent en lumière le lien entre le Houe Todjom et la figure de Tamo Todjom, décrit comme un chasseur et guérisseur ayant découvert un principe actif composé de deux plantes médicinales. Sur la base de la chronologie successorale — son successeur étant décédé en 2023 à l'âge d'environ 76 ans — on peut estimer que Tamo Todjom aurait vécu autour de 1921 et serait né vers 1880. Cela correspond avec la période marquée par une pandémie de choléra dévastatrice ayant causé de nombreuses pertes humaines à l'échelle mondiale. Le remède aurait été administré avec l'aide de Nkouamou, dont le nom est interprété comme « porteur d'enfants ». Les récits suivants illustrent la manière dont les informateurs reconstruisent l'origine de la pratique :

> **Entretien 1 :** Il y avait une épidémie de dysenterie amibienne à Bandjoun, et chaque tradipraticien ou magicien proposait son propre remède, mais aucun n'était efficace. Lorsqu'elle entrait dans une maison, elle pouvait commencer par un enfant, la mère ou le père, et finissait par tuer tous les membres de la famille, les uns après les autres. Todjom […] a apporté son propre remède, composé de deux plantes, qui a guéri son premier patient. Il a confié ce remède à un garçon, « son assistant », qui allait de maison en maison pour traiter les malades : le garçon portait les patients pendant que Todjom administrait le médicament. Ce garçon s'appelait Nkouamou, ce qui signifie « porteur d'enfants ». La nouvelle du remède de Todjom est parvenue au roi, qui l'a consacré et rendu populaire, en ordonnant que tous les habitants de Bandjoun — malades ou non — en reçoivent une dose. Dès lors, il fut décidé que chaque nouveau-né devait recevoir le Houe Todjom afin de prévenir une nouvelle épidémie. Aujourd'hui encore, même lorsqu'un enfant naît « dans le monde des Blancs », on envoie parfois le remède avant sa naissance pour qu'il le reçoive avant tout autre vaccin. Lorsqu'un enfant paraît pâle au village, les anciens demandent s'il a reçu le Houe Todjom ; s'ils constatent que ce n'est pas le cas, on le lui administre, et il retrouve ses couleurs. Tous les enfants bandjoun l'ont donc reçu à la naissance ; c'est pourquoi on appelle les filles « Gôh Todjom » et les garçons « Todjom ». Le nom de Todjom est resté célèbre en mémoire du remède qu'il a découvert contre le « tchoupoû ». À cette époque, il y avait deux maladies : le « nguema », qui atteignait le nez, et le « tchoupoû », qui était la plus dangereuse. (Entretien avec un informateur , Bandjoun, 19 janvier 2024)

4 Le ghom'alah est un dialecte parlé dans l'ensemble de la communauté bandjoun.

> **Entretien 2 :** Ce que je peux ajouter au récit de ce père, c'est que Todjom est allé au palais avec le remède afin que le chef le consacre par ses pouvoirs. Tout ce qu'il a raconté correspond à ce que j'ai entendu en grandissant. Il s'agissait d'une épidémie mortelle de dysenterie ou de diarrhée — j'utilise les deux termes, car en ghom'alah il n'y a presque pas de différence entre les deux. La maladie appelée aujourd'hui « tchoupoû » correspond au choléra. (Entretien avec un informateur à Baleng, 2024, 15 février)

> **Entretien 3 :** Il y a eu une épidémie de diarrhée qui a décimé les nourrissons à Bandjoun […] Un chasseur a alors utilisé deux plantes et découvert le remède que l'on appelle aujourd'hui Houe Todjom […] L'information a été portée au chef […] qui a consacré le remède […] et il a été décidé que chaque nouveau-né devait en recevoir une dose afin de fortifier l'enfant et de prévenir une nouvelle épidémie.

Le premier récit met en évidence le fait que la pratique est conçue comme une solution protectrice à l'échelle de la communauté, dont la valeur dépasse la simple dimension thérapeutique pour inclure des fonctions de protection et de continuité. Le deuxième souligne l'intégration du langage biomédical dans l'interprétation culturelle locale, en assimilant la pratique à un vaccin. Le troisième insiste sur le rôle symbolique du chef dans la légitimation du remède. Le palais apparaît ainsi comme une institution centrale transformant un traitement individuel en norme collective officiellement reconnue.

Ces extraits confirment la dimension collective du Houe Todjom : la pratique devient obligatoire non par choix individuel, mais sous l'effet de l'autorité culturelle et d'une décision communautaire souveraine.

L'héritage du Houe Todjom

Après la naissance d'un enfant et l'attribution d'un nom, une étape cruciale dans la matérialisation de l'appartenance à Bandjoun réside dans l'administration rituelle, par voie rectale, du Houe Todjom. Dans les discours locaux, seuls ceux qui ont reçu le Houe Todjom peuvent pleinement revendiquer la « citoyenneté bandjoun ». Ainsi, l'identité culturelle ne se réduit pas à un simple attachement symbolique, mais constitue un statut socialement régulé. Cela rejoint l'argument de Vinsonneau (2002), selon lequel la construction identitaire est à la fois un mécanisme d'intégration et d'exclusion sociales. Autrement dit, les individus sont socialement tenus de passer par ce processus rituel afin d'éviter la marginalisation. Le refus du Houe Todjom peut dès lors être interprété comme un désaveu de l'appartenance culturelle, exposant l'individu à une forme d'exclusion symbolique. Les résultats suggèrent que l'identité bandjoun se construit à travers des pratiques culturelles et une reconnaissance collective. L'administration du Houe Todjom représente une forme d'acceptation sociale symbolique, par laquelle le nouveau-né est officiellement introduit dans l'univers moral et culturel bandjoun.

Cet héritage s'inscrit dès les modalités mêmes de son administration. Selon Teta et Tabeko (2017), le Houe Todjom est administré en sept doses, tôt le matin, correspondant aux sept provinces du royaume bandjoun : « Juo Mguo, « Jye Se », « Jye Lang », « Jye Them », « Jye Ngwo », « Jye Tse » et « Jye Mbem ». Les quatre premières doses sont administrées à l'intérieur, au seuil de la porte, tandis que les trois dernières le sont à l'extérieur. Cette répartition symbolise l'attachement et l'appartenance de l'enfant à la communauté bandjoun. Ce récit montre que le Houe Todjom constitue à la fois un rituel de protection sanitaire, un rite d'appartenance et une inscription symbolique de l'identité dans le corps du nouveau-né.

Ainsi, ce rituel marque la première étape dans la formation de la citoyenneté, l'appartenance dépassant ici le simple lien biologique pour s'inscrire dans des dimensions culturelles et sociales. Le passage par le Houe Todjom atteste de l'adhésion au groupe et matérialise la transmission intergénérationnelle du patrimoine culturel bandjoun. Dès lors, la persistance de ce rituel, malgré les avancées de la médecine moderne au Cameroun contemporain, indique que sa pertinence réside avant tout dans sa dimension symbolique. Le rituel continue ainsi de fonctionner comme une

institution sociale, renforçant l'identité culturelle, la légitimité et le sentiment d'appartenance. En ce sens, le Houe Todjom illustre une forme de pluralisme médical, où pratiques biomédicales et rituels traditionnels coexistent, chacune remplissant des fonctions distinctes au sein de la communauté.

Une identité culturelle bandjoun

S'appuyant sur la conception de l'identité proposée par Dubar (2000), citée par Ngouyamsa et Meutchieye (2021), l'identité peut être comprise comme le produit de processus successifs de socialisation. Elle émerge à travers un ensemble de « transactions » continues entre l'individu, les institutions sociales et les autorités qui l'entourent. L'identité ne constitue donc pas une essence figée, mais une construction sociale en perpétuelle (re)définition au gré des interactions, des normes et de la reconnaissance collective. Dans cette perspective, l'identité culturelle renvoie à un ensemble partagé de croyances et de pratiques qui fondent la reconnaissance collective au sein de la communauté bandjoun. Culturellement, le nom « Todjom », dérivé du Houe Todjom, a contribué à façonner une identité spécifique qui s'inscrit aujourd'hui dans des perspectives plus larges. Cette identité repose sur le partage de valeurs, de la langue, de l'espace géographique, des traditions, des croyances et de la mémoire historique, constituant ainsi un patrimoine symbolique qui unit les membres du groupe (Théberger, 1998).

Au sein de la communauté bandjoun, la transmission intergénérationnelle et la valorisation du Houe Todjom ont longtemps constitué des éléments centraux du sentiment d'appartenance. Plusieurs répondants expriment avec force cette allégeance culturelle : « Je suis très fière de savoir que je suis une Todjom. C'est ma culture, je ne peux donc pas jouer avec. » « On peut se retrouver dans une situation où c'est ce nom Todjom qui vous sauve la vie. Je ne plaisante pas avec ma culture ; je suis heureuse de porter ce nom. »

Pour de nombreux informateurs, le rituel du Houe Todjom n'est pas perçu comme un simple acte traditionnel, mais comme une forme de protection identitaire, de légitimité et d'héritage symbolique. En effet, le terme « Houe » signifie littéralement « médicament » et est ainsi présenté comme le « premier vaccin » que doit recevoir un enfant bandjoun. « C'est notre héritage transmis par nos ancêtres ; je ne peux pas le négliger. C'est ce que je transmets à mes enfants. » Toutefois, cette même participante met en contraste cette continuité culturelle avec l'évolution des attitudes des jeunes générations, influencées par des institutions modernes : « À notre époque, nous faisions cette purge Todjom sans problème, avec beaucoup de joie. Mais aujourd'hui, les jeunes mères, à cause de ce qu'elles voient à la télévision, commencent à dire que c'est de la sorcellerie, parfois aussi à cause de l'église, et bien d'autres choses. » (Entretien réalisé à Kongouo le 3 février 2024). Dans cette perspective, le rituel du Houe Todjom apparaît comme un marqueur central de l'identité collective, tout en devenant un espace de tensions idéologiques entre tradition et modernité.

Stéréotypes entourant la pratique du Todjom

Les stéréotypes renvoient ici à des représentations erronées construites autour du rituel, souvent liées à sa proximité avec d'autres systèmes de valeurs culturelles et religieuses. Cette dynamique contribue à l'érosion ou à la réinterprétation des valeurs culturelles sacrées historiquement ancrées dans l'héritage bandjoun. La prolifération de ces stéréotypes s'inscrit dans des transformations sociales plus larges. Cela rejoint l'analyse de Ortner (1974), selon laquelle changement social et changement culturel sont étroitement liés dans un processus circulaire : « Les implications des changements sociaux sont également circulaires : une vision culturelle différente ne peut émerger que d'une réalité sociale différente, et une réalité sociale différente ne peut émerger que d'une vision culturelle différente. » Ainsi, les nouvelles interprétations du Todjom ne surgissent pas de manière aléatoire ; elles reflètent des mutations de la réalité sociale, telles que l'urbanisation, la modernisation, les conversions religieuses et l'évolution des rôles sociaux des femmes, qui reconfigurent à leur tour les perceptions culturelles. Les extraits suivants illustrent certains stéréotypes récurrents associés au rituel du Houe Todjom :

> **Entretien 1 :** C'est l'aspect spirituel du Todjom que je ne comprends pas qui m'empêche de le pratiquer. Je suis mariée, mais pas à un Bandjoun, donc je ne l'ai pas administré à mes enfants. Et même si j'avais épousé un Bandjoun, je ne l'aurais pas fait, parce que,

comme je l'ai dit, il y a une dimension spirituelle que je ne maîtrise pas. Je suis une fille bandjoun, mais je ne l'ai pas reçu parce que ma mère est chrétienne et a refusé ; elle nous a toujours dit que le Todjom est démoniaque. Ma religion m'autorise certaines pratiques traditionnelles, mais le problème est que la plupart d'entre elles…

Entretien 2 : Ce sont des liens territoriaux et une forme d'entêtement que les Bandjoun inculquent à leurs enfants dès la naissance. Je connais bien cette histoire ; on ne vous dit pas la vérité, mais je sais pourquoi cela se fait uniquement à la naissance : c'est pour attacher l'enfant. En dehors du fait d'être chrétienne, je réfléchis… donc non, je ne peux pas permettre à mes enfants de faire partie de cette pratique ; cela n'honore pas ma foi.

Entretien 3 : Cette histoire de Todjom, je n'en sais pas grand-chose. Je ne suis pas vraiment attachée à la tradition ni à la religion, mais j'ai entendu dire que c'est un rituel que tous les Bandjoun pratiquent. Tout cela me paraît mystique, donc je préfère ne pas m'y associer. Je ne rejette pas la religion ni la tradition, mais je préfère ne pas croire en ces choses, peut-être parce que j'ai grandi en ville.

À travers ces extraits, il apparaît que la socialisation et les convictions religieuses constituent des sources majeures de production des stéréotypes entourant le Houe Todjom. La religion, en particulier, tend à renforcer des connotations négatives et à justifier une rupture culturelle au nom de l'idéologie de la « nouvelle naissance » chrétienne. La prévalence du pluralisme religieux et la liberté de pensée dans la société camerounaise contemporaine favorisent également l'essor de ces représentations, d'autant plus que la transmission de cette pratique demeure essentiellement orale. Les individus se trouvent ainsi confrontés à des systèmes normatifs concurrents : d'un côté, les normes ancestrales, et de l'autre, les normes religieuses et modernes. En conséquence, le Houe Todjom n'est plus interprété de manière homogène comme un héritage culturel et un moyen de protection. Il est désormais socialement reconstruit comme un acte associé au mysticisme, à la sorcellerie, à des influences démoniaques ou encore à une forme de domination symbolique liée à l'appartenance ethnique bandjoun.

Capital culturel et Houe Todjom

Selon Bourdieu (1990), le capital culturel d'un individu a un impact direct sur son système de croyances et sur son habitus. En effet, l'ensemble des connaissances qu'un individu possède conditionne ses manières de faire, de penser et d'agir en société ; l'individu apparaît ainsi comme le produit de son capital culturel. Dans de nombreux contextes africains, les opportunités éducatives offertes aux jeunes filles ont longtemps été inégalitaires ; cette tendance a toutefois été profondément transformée par la modernité, les filles étant désormais davantage encouragées à poursuivre une scolarité, une formation professionnelle et des études supérieures (Djabou, 2021). Ce parcours éducatif est souvent présenté comme un vecteur d'émancipation, permettant aux femmes d'améliorer leur statut social et de réduire leur dépendance à l'égard des structures familiales et des autorités traditionnelles (Djabou, 2021).

Ce phénomène apparaît clairement dans les propos d'une informatrice : « Je suis instruite, donc je ne peux pas permettre que mon enfant subisse une purge, même si c'est un médicament, à un âge aussi précoce. J'ai peur des éventuels effets néfastes sur mon bébé. » Cette rationalité, façonnée par une logique biomédicale moderne, ne repose pas nécessairement sur une preuve scientifique formelle, mais s'inscrit dans le capital culturel acquis à travers l'éducation de la répondante. Sa perception de cette pratique culturelle est ainsi déterminée par son niveau d'instruction, qui l'amène à évaluer les risques hypothétiques du remède avant même son utilisation.

Religion, éducation et délégitimation du Todjom

Au-delà de la scolarisation, la conversion religieuse contribue également de manière significative à la transformation des représentations culturelles du Houe Todjom. Certains répondants n'interprètent plus le rituel comme un médicament ou un héritage culturel, mais comme une pratique mystique incompatible avec l'identité chrétienne. Cela ressort du témoignage suivant : « Quand je me suis mariée, j'ai fait administrer le Houe Todjom à mon premier fils. C'est ma belle-mère qui l'a fait, mais c'est le seul enfant qui l'a reçu. J'ai refusé que mes autres enfants passent par cette pratique parce qu'elle est diabolique. Étant née de nouveau, je suis une créature nouvelle, détachée de mon village et de ces racines ancestrales que je considère désormais comme démoniaques. Vous verrez que ceux qui ont reçu cela sont souvent têtus et fortement attachés à leur origine bandjoun. »

Ce discours illustre la manière dont la religion fonctionne comme une autorité symbolique concurrente, contribuant à délégitimer les pratiques culturelles traditionnelles. Le rituel est alors associé à des « racines démoniaques », et son rejet devient un marqueur de supériorité morale et de purification spirituelle. Dans cette perspective, le capital religieux peut agir comme une forme substitutive de capital culturel, redéfinissant ce qui est perçu comme légitime, moderne et socialement acceptable. Dans le monde contemporain, les individus deviennent de plus en plus autonomes dans la construction de leurs systèmes de croyances. Socialisés dans un contexte marqué par la sécularisation, ils sont libres de questionner, d'adopter ou de rejeter toute idéologie ou pratique qui ne correspond pas à leurs convictions ou à leur rationalité. Par conséquent, la transmission intergénérationnelle des pratiques culturelles devient plus complexe, sous l'effet de l'acculturation et de la diversification des cadres de socialisation.

Le savoir n'est plus entièrement intégré à l'habitus des jeunes femmes ; il tend à devenir fragmenté et différé, dépendant de la présence des aînés et de leurs propres systèmes de valeurs. Ce décalage dans la transmission culturelle illustre la fragilisation des mécanismes de socialisation culturelle et la transformation progressive du Houe Todjom, qui passe du statut d'obligation culturelle évidente à celui de rituel négociable. Ainsi, l'éducation moderne, la socialisation urbaine et la conversion religieuse contribuent à redéfinir les valeurs culturelles symboliques : ce qui allait autrefois de soi devient aujourd'hui objet de questionnement.

Discussion

Le rôle central joué par les femmes dans la pratique du Houe Todjom, combiné aux transformations sociales plus larges, semble avoir complexifié sa transmission intergénérationnelle. Plutôt que d'attribuer cette évolution à une cause unique, les résultats mettent en évidence la coexistence de plusieurs facteurs explicatifs qui interagissent au sein de la société bandjoun contemporaine. Plusieurs éléments ressortent des entretiens et des observations de terrain : les convictions religieuses, la rationalité biomédicale — qui tend à associer cette pratique à des risques et à une dimension mystique —, ainsi que la scolarisation et l'éducation formelle, qui exposent les individus à des épistémologies alternatives et à des cadres de pensée critiques. À cela s'ajoute le changement générationnel, qui reflète des expériences de socialisation différenciées entre femmes âgées et jeunes femmes. L'ensemble de ces facteurs contribue à faire du Houe Todjom une pratique désormais contestée.

Dans le contexte multiculturel contemporain de Bandjoun, la socialisation n'est plus culturellement homogène. Autrefois, l'intégration aux coutumes et aux traditions se faisait de manière précoce et relativement uniforme. Aujourd'hui, l'exposition à des institutions éducatives variées, à des doctrines religieuses diversifiées et à des discours médiatiques introduit des systèmes de sens alternatifs. Les entretiens suggèrent que les jeunes femmes, notamment celles ayant bénéficié d'une éducation formelle, adoptent des positions plus ambivalentes à l'égard de cette pratique. Cette divergence reflète des trajectoires de socialisation différenciées et illustre le caractère évolutif de la culture et de la tradition. L'éducation et l'appartenance religieuse n'impliquent pas systématiquement un rejet de la tradition ; elles conduisent plutôt à une relecture et à une reconfiguration du patrimoine culturel dans une société contemporaine où les alternatives biomédicales occupent une place prépondérante. La tradition cesse alors d'aller de soi et devient de plus en plus soumise à des processus de

justification et d'interprétation individuelle. Par ailleurs, la transmission intergénérationnelle des valeurs traditionnelles est ralentie par la scolarisation, qui éloigne précocement les jeunes filles du cadre familial, rendant leur socialisation aux pratiques culturelles plus aléatoire. Les idéologies véhiculées par l'éducation moderne entrent ainsi en concurrence avec les systèmes traditionnels de croyances et de pratiques.

Un autre thème récurrent concerne la santé et la sécurité corporelle. La remise en question du Houe Todjom peut s'interpréter davantage comme une logique de précaution que comme une hostilité culturelle. Nombreuses sont celles qui hésitent à exposer un nouveau-né à une purge, surtout dans un contexte où les alternatives médicales sont multiples. L'adhésion rapide à ce rituel dans le passé peut ainsi s'expliquer, en partie, par l'absence d'options médicales efficaces. Le refus actuel de certaines femmes ne doit donc pas être réduit à une influence extérieure passive. Les résultats mettent en évidence des formes d'agentivité stratégique, façonnées par l'autonomie corporelle, les aspirations à la légitimité sociale et les négociations au sein des contextes conjugaux et urbains. Enfin, il convient de noter que les principaux informateurs ayant permis de retracer l'origine du Houe Todjom étaient des hommes, dont les discours témoignent d'une connaissance approfondie de cette pratique. Toutefois, la féminisation de son administration semble avoir contribué à un affaiblissement de leur autorité en la matière : ces derniers n'étaient pas toujours en mesure d'affirmer avec certitude si l'ensemble des membres de leur foyer avait effectivement été soumis à ce rituel.

Conclusion

En conclusion, la contestation de la purge Houe Todjom chez les Bandjoun de l'Ouest Cameroun s'explique par l'interaction de plusieurs dynamiques identifiables, plutôt que par une cause unique et linéaire. Premièrement, les résultats montrent que l'expansion des appartenances religieuses contribue à la multiplication des perceptions quant à la pertinence et au bien-fondé de cette pratique. Deuxièmement, l'influence croissante de la rationalité biomédicale introduit de nouvelles formes de conscience corporelle et de raisonnement préventif, amenant certaines mères à évaluer le rituel à travers les prismes de l'hygiène, du risque et de la légitimité scientifique. Troisièmement, les processus d'urbanisation et de scolarisation tendent à affaiblir les modes traditionnels de transmission intergénérationnelle, limitant l'exposition précoce aux significations symboliques historiquement associées au Houe Todjom. L'ensemble de ces facteurs contribue à créer un contexte dans lequel le rituel devient objet de négociation, de réinterprétation et d'adhésion sélective. Plutôt que de traduire une opposition simple entre tradition et modernité, cette étude met en évidence un repositionnement du Houe Todjom au sein de cadres normatifs pluriels. Les différentes postures adoptées par les femmes à l'égard de cette pratique s'expliquent ainsi par la diversité de leurs trajectoires éducatives, de leurs appartenances générationnelles, de leurs affiliations religieuses et de leurs expériences urbaines.

Bibliographie

Achebe, C. (1958). *Things fall apart*. Heinemann.

Albert, R. P. A. S. C. J. (1943). *Au Cameroun français : Bandjoun* (Collection France Forever). L'Arbre.

Amadiume, I. (2001). African women: Voicing feminism and democratic futures. *Macalester International,* 10, 47-68. https://digitalcommons.macalester.edu/macintl/vol10/iss1/9

Amadiume, I. (2015). *Male daughters, female husbands: Gender and sex in an African society*. Zed Books.

Benedict, R. (1948). *Patterns of culture*. Houghton Mifflin.

Boas, F. (1940). *Race, language and culture*. University of Chicago Press.

Boloweti, D. B. (2021). *Analyse écologique des points chauds de choléra en Afrique* [Thèse de doctorat, Université Bourgogne Franche-Comté & Université de Kinshasa].

Bourdieu, P. (1990). Structures, habitus, practice. Dans *The logic of practice* (pp. 52–65). Stanford University Press.

Djabou, A. (2021). L'éducation scolaire de la jeune fille pendant la période coloniale au nord-Cameroun. *Les Cahiers de l'Acaref*, *3*(6), 258–277.

Dubar, C. (2000). *La socialisation : Construction des identités sociales et professionnelles* (3e éd.). Armand Colin.

Mead, M. (1978). *Culture and commitment*. Columbia University Press.

Ngouyamsa, V., & Meutchieye, F. (2021). La formation entrepreneuriale des jeunes, un impératif au-delà des mots. *Revue Territoires Sud*, (2).

Ortner, S. B. (1974). Is female to male as nature is to culture? Dans M. Z. Rosaldo & L. Lamphere (Eds.), *Woman, culture, and society* (pp. 67–88). Stanford University Press.

Oyěwùmí, O. (1997). *The invention of women: Making an African sense of Western gender discourses*. University of Minnesota Press.

Rozin, P. (2006). Le concept de culturalisme dans les sciences anthropologiques : de Tylor à Lowie. *Le Philosophoire, 27*(2), 151–176. https://doi.org/10.3917/phoir.027.0151

Simo, R. C. T. (2007). *Le corps dans les rituels des Bandjoun au Cameroun (1901–1972) : pratiques et représentations* [Thèse de doctorat, Université Marc Bloch].

Swidler, A. (1986). Culture in action: Symbols and strategies. *American Sociological Review, 51*(2), 273–286. https://doi.org/10.2307/2095521.

Teta, I., & Tabeko, L. (2017). *Autour du feu : les étapes de la socialisation dans la société bamiléké*. Éditions Afrolivresque.

Théberger, M. (1998). L'identité culturelle d'étudiants de la formation à l'enseignement : sentiments et référents identitaires. *Revue des sciences de l'éducation de McGill*, *33*(003), 265–283.

Vinsonneau, G. (2002). Le développement des notions de culture et d'identité : un itinéraire ambigu. *Carrefours de l'éducation*, *14*(2), 2–20. https://doi.org/10.3917/cdle.014.0002

The Border Between Modernism, Feminism and Tradition

The Case of "Houe Todjom" Ritual (Purge) Practice Among the Bandjoun People in West Cameroon

Rita Charlie Kamdom Nguemdjom
PhD Student at the University of Dschang, Cameroun
ritanguemdjom@gmail.com

How to cite this paper:
Kamdom Nguemdjom, R. C. (2026). The Border Between Modernism, Feminism and Tradition: The Case of "Houe Todjom" Ritual (Purge) Practice Among the Bandjoun People in West Cameroon. *Global Africa*, (13), pp. 106-116.
https://doi.org/10.57832/qxwr-h265

Received: August 12, 2024
Accepted: February 2, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

This study examines the contemporary transformation of the Houe Todjom ritual among the Bandjoun people of Western Cameroon, whose population was estimated at 120,000 in 2024. Drawing on a qualitative methodology based on 32 purposively selected participants (28 women and 4 men) interviewed in Bandjoun, Bafoussam, and Baleng, the research explores how the ritual is renegotiated within shifting religious, biomedical, and socio-urban contexts. The findings indicate that the evolution of Houe Todjom cannot be attributed to a single linear cause. Rather, multiple interacting dynamics shape its reinterpretation, ranging from moral doctrine related to educational rationality to religion to risk-awareness. In conclusion, the transformation of the Houe Todjom purge among the Bandjoun people of West Cameroon reflects the interaction of several identifiable dynamics. First, the findings indicate that the expansion of Christianity contributes to the moral reinterpretation of the ritual, with some women associating it with spiritual ambiguity and Christian respectability. Second, the growing influence of biomedical rationality introduces new forms of bodily awareness and precautionary reasoning, leading some mothers to evaluate the ritual through the lenses of hygiene, risk, and scientific legitimacy. Third, the intergenerational transmission of this ritual is weakened by the effects of schooling and globalisation, diminishing exposure to the historical symbols of this practice, making the ritual subjective leading to selective adherence.

Keywords

Modernity, Tradition, Feminist, Culture, Cameroon, Houe Todjom, Bandjoun

Introduction

According to Swidler (1986), culture does not directly reflect the doing of a set of individuals. Instead, it indicates a set of symbolic and practical resources found in the ways of doing, thinking, and acting that individuals use to shape their actions. This is the case of Cameroon, where customs and tradition play a central role in the social organization and daily life of

communities. Among these practices, in Bandjoun, the Houe Todjom[1] occupies a symbolic position, functioning as a rite through which the newborn is socially granted Bandjoun citizenship. It is an ancestral purge composed of two herbs administered rectally to every Bandjoun newborn in order to mark ownership and belonging to the Bandjoun society. Traditionally administered during a ceremonial moment, Houe Todjom[2] is said to be an essential step into Bandjoun society, marking acceptance and belonging. This practice is predominantly carried out by women because of their central role in socialization and the transmission of cultural heritage. However, contemporary transformations linked to modernity, schooling, religion, and feminism increasingly give rise to stereotypes around this practice. These changes reflect deeper processes of negotiation between cultural heritage and evolving social norms.

Scientific rationality and biomedical institutions associated with modernity often oppose African cultural practices. Yet, such a dichotomous reading risks oversimplifying the lived realities of communities like Bandjoun, where individuals often combine multiple forms of knowledge and legitimacy. This practice is both a medical and sacred tradition transmitted from mother to daughter, with women holding primary responsibility for its administration. In modern Bandjoun, society the socialization of women and their openness is the main element leading to the reinterpretation of this ritual. Indeed, the contemporary relevance of Houe Todjom becomes particularly intriguing in an era where modern medical interventions, such as vaccination and preventive health campaigns, offer protection against diseases historically feared within local communities. This context invites deeper sociological questioning: how do modernity, Christian influence and women's emancipation reshape the transmission, interpretation and social legitimacy of the Todjom practice in contemporary Bandjoun society? How do women exercise agency in negotiating between cultural continuity and personal autonomy?

This study primarily aims to analyze the socio-cultural factors explaining the decline of Todjom practice and the ways women negotiate tradition, religion, and bodily autonomy. It equally explores the significance and contemporary transformations of Houe Todjom within the Bandjoun community by examining the narratives and perceptions of young men and women and a set of a few elders, who occupy a strategic position between cultural inheritance and social change. Using qualitative methods, including interviews and observation, the research highlights the tensions, reinterpretations, and strategies through which women engage with the practice. It aims to contribute to broader debates on cultural continuity and change, gendered roles in ritual administration, and the evolving articulation of tradition and modernity in African societies.

Literature review

This study draws on a thematic literature review focusing on feminist perspectives and coloniality, missionary encounters, and the Christian reframing of ritual practices in order to provide a conceptual framework for analyzing the Houe Todjom practice among the Bandjoun people.

Feminist perspective

The study foregrounds women's agency, not as passive recipients of external influence, but as actors strategically navigating competing normative orders. Rather, it has developed as a contextual and historically grounded framework that critiques both patriarchy and the universalization of Eurocentric feminist assumptions. Scholars such as Oyěwùmí (1997) have challenged the imposition of Western gender categories onto African societies, arguing that social organization in many African contexts cannot be fully understood through binary gender hierarchies alone. Similarly, Amadiume (2001, 2015) emphasizes that African gender systems of power, authority, and complementarity are quite different from those of Western feminist models. Therefore, African feminists are emphasizing

1 In this study, the concept of "Houe Todjom" and that of "Todjom practice" are equal, because, socially they have the same meaning, but they can have different significance depending on the context in which they are used.
2 Houe Todjom is not to be taken for the Msem Todjom, which is a biennial cultural festival of Cameroon's West Region, celebrating heritage, unity, and traditional values under the authority of the Bandjoun king.

the specificities and uniqueness of African realities in gender studies. The article focuses on how women navigate a modern society with the burden of transmitting an ancestral tradition in an era where negotiation and scientific rationality are at the heart of every interaction.

Moreover, Oyěwùmí (1997) stresses that practices evolve within time and space caused by the interaction between people of different cultures and socializations. Cultural identity in contemporary Africa should therefore be understood as dynamic and continuously reshaped by religious transformation, education, urbanization, and global circulation of ideas. Globalization creates new opportunities for women's empowerment (Amadiume, 2001). Consequently, the contextualization of gender debates helps to maintain culture and its historical background. Hence, the contextual feminist lens is particularly relevant to the present study because it examines how young women in Bandjoun navigate between the weight of the practice, Christian doctrines, and education. They are as actors and not simple recipients of tradition by questioning and analyzing the pertinence of the use of the Houe Todjom nowadays, which can be seen as a diversion to their role as guidance of this ancestral practice.

Coloniality, Missionary Encounters, and the Christian Reframing of Ritual Practice

The historical transformation of Houe Todjom cannot be examined without situating it within the broader processes of colonial penetration and Christian missionary expansion in Western Cameroon. Colonial encounters were not merely political and economic; they also entailed profound epistemic and moral reconfigurations of African societies. They introduced new rationalities that redefined the morality of the existing indigenous traditional customs and traditions. In many African contexts, Christianity brought by missionaries marked a new perception of purity and spirituality, leading some legitimate rituals to be questioned and rethought in modern colonial African societies. Hence, understanding Houe Todjom within this colonial and missionary genealogy allows us to move beyond simplistic explanations that attribute its decline solely to contemporary feminism or generational refusal. Instead, it situates the transformation of the practice within longer historical processes of religious moralization, epistemic restructuring, and global cultural circulation, religious and gendered reinterpretations. The transformation of Houe Todjom must also be situated within the growing influence of biomedical rationality and modern health discourses.

Methodology

This study adopts a qualitative research design, which is particularly suitable for exploring cultural practices and the meanings that social actors attribute to them. Semi-structured interviews and observations found in the qualitative approach allow for an in-depth understanding of lived experiences, perceptions, and symbolic interpretations surrounding the Houe Todjom ritual within Bandjoun society.

Data Collection Techniques and Data Analysis

Data were collected through a combination of participant observation, semi-structured interviews, and documentary research. Participant observation enabled us to observe the process of administration of the Houe Todjom ritual. Semi-structured interviews were conducted between December 20, 2023, and February 15, 2024. Interview data were interpreted using qualitative content analysis. The analysis aimed at capturing participants' representations of Houe Todjom, with particular attention to women's perceptions of its cultural value, its social implications, and its contemporary relevance within a changing socio-cultural context.

Study Population and Sampling Strategy

The study involved a purposive sample of 32 participants, including 28 women aged from 18 to 62 years and 4 men aged respectively 45, 68, 73 and 82, all belonging to the Bandjoun community. Female informants were either married or had given birth, as for male participants, their marital status was not taken into consideration. Women were considered as a significant analytical variable because they constitute the primary social actors and symbolic carriers of the ritual. Men were interviewed in order to comprehend their perceptions on the evolution of the Houe Todjom nowadays and understand the importance of this practice from the men's view. Participants were interviewed in Bandjoun, as well as in Bafoussam and Baleng, two nearby urban settings where a significant number of Bandjoun natives reside. The geographical proximity of these towns to the Bandjoun and the presence of Bandjoun natives are the reasons which motivated their selection. A purposive sampling was used, based on predefined criteria such as ethnic belonging (Bandjoun origin), age, marital status, and familiarity with the Houe Todjom ritual. Equally, the snowball sampling was used where some participants facilitated contact with other potential respondents who matched the selection criteria.

Documentary Sources

To strengthen the historical and cultural contextualization of the practice, documentary research was conducted through multiple sources. Archives were consulted at the Bandjoun Museum in order to trace the origins and historical evolution of Houe Todjom. To date, no scientific study on the Houe Todjom practice has been conducted. Additional sources included online platforms such as Facebook pages ("Société Bamiléké" and "Bandjoun d'hier et aujourd'hui"), as well as Father Albert's book (1943). Scientific texts by African scholars were also mobilized to support the analysis, including Simo's PhD thesis (2007) on Bandjoun cultural practices, as well as broader theoretical works on African oral history and gender studies (Achebe, 1958; Amadiume, 2001, 2005; Oyěwùmí, 1997), as reflected in the literature review.

Theoretical Framework

Exposure to education, Christianity, and biomedical rationality does not automatically result in the abandonment of traditional practices. Rather, it may create a situation of symbolic pluralism in which individuals navigate between competing systems of meaning.

Culturalism and Cultural Relativism

Culturalism emerged in anthropology between the 1930s and the 1950s, largely influenced by the foundational work of Boas (1940), as well as his intellectual successors such as Benedict (1948) and Mead (1978). Culturalists reject cultural ethnocentric thought, which considers some cultures unequal to others. From this perspective, Boas (1940) introduced cultural relativism as a methodological principle that requires the researcher to analyze each culture according to its own internal coherence, values, and meanings. Hence, cultural relativism is relevant in order to understand the dynamism through which culture undergoes in the modern era. From a culturalist standpoint, individuals are shaped by their socio-cultural environment, and their behaviors, beliefs, and practices are deeply influenced by collective norms and symbolic representations (Rozin, 2006).

This perspective is crucial for the present study, since the persistence of the Houe Todjom ritual raises a fundamental question on its wellbeing in modern society with preventive medical cures and vaccinations. Thus, cultural relativism enables a deeper understanding of Houe Todjom not as a practice opposed to modernity, but as a ritual whose meanings may be transformed and redefined within contemporary social realities.

The Conceptual Framework

The conceptual framework of this study is structured around the concepts of culture and tradition. These concepts provide analytical tools for interpreting the narratives of participants and for understanding how women negotiate the Houe Todjom ritual within contemporary Bandjoun society.

Culture and Tradition

Culture is broader and more encompassing, while tradition is more specific, representing a subset of the customs and beliefs of a group of individuals. That is, culture is a modelised way of thinking and acting, acquired and transmitted symbolically from generation to generation between human groups. Tradition is the core of culture. The two concepts differ in that culture is broader than tradition. Rather than being fixed or static, tradition is continuously reproduced, adapted, and sometimes reinvented in response to social change. In this sense, tradition functions as a cultural resource that shapes collective identity, strengthens social cohesion, and provides continuity between the past and the present. Tradition often serves multiple functions in society. It contributes to the regulation of social behavior by defining what is considered morally acceptable or socially legitimate. Thus, this study analyzes how the practice of the Houe Todjom purge has been contested in the last decades.

Analysis of Results

This section analyzes the historical origins and contemporary meanings of the Houe Todjom ritual. The study draws on narratives and documentary sources to understand the origin of the practice, its administration, and the construction of the Bandjoun cultural identity around it. It also examines the particularities of Houe Todjom, which functions as an identity maker, although the technological advancements in the biomedical sector and the rise of varied religious doctrines nowadays.

Origin of the Houe Todjom Ritual Practice

Findings from documentary review and oral accounts suggest that the Houe Todjom practice emerged during a period of severe epidemic crisis in Bandjoun[3]. Although written sources provide limited documentation on the exact origin of the ritual, the convergence of interview narratives indicates that Houe Todjom developed as a response to a deadly disease outbreak that caused widespread mortality within the community. According to several informants, this epidemic is associated with cholera, although some respondents refer to it as dysentery or severe diarrhea.

The Epidemic Context: "tchoupoû" and "nguema"

Informants expressed varying interpretations regarding the nature of the epidemic that led to the discovery of Houe Todjom. While some described the outbreak as amoebic dysentery or diarrheal disease, Teta and Tabeko (2017) identify it as cholera, an interpretation that appears consistent with local descriptions of rapid death and widespread contamination. In the Ghom'alah language[4], the epidemic is remembered under the term "tchoupoû", which may be translated as "that which holds one's hand." This metaphor reflects the dangerousness of the illness, which usually leads to death. In addition to "tchoupoû", informants also described another epidemic known as "nguema", which was considered less deadly but was said to cause facial disfigurement, notably damage to the nose. Oral accounts thus present the emergence of Houe Todjom as a collective response to a period of major health insecurity that deeply marked the community's historical memory.

3 Period not specified by participants.
4 Ghom'alah dialect spoken throughout the Bandjoun community.

Oral Narratives of Discovery and Collective Legitimization

Several interview extracts highlight how Houe Todjom is linked to the figure of Tamo Todjom, described as a hunter and herbalist who discovered a remedy composed of two medicinal herbs. Tamo Todjom's successor passed away in 2023 at approximately 76 years old. Based on this information, we can estimate that Tamo Todjom was born around 1880 and lived until approximately 1921, a period marked by a devastating cholera pandemic that resulted in numerous fatalities across America, Africa, and Asia (Boloweti, 2021). Also, the remedy is said to have been administered with the assistance of Nkouamou, whose name is interpreted as "child carrier." The following narratives illustrate the way informants reconstruct the origin of the practice:

> **Interview 1**: There was an epidemic of amoebic dysentery in Bandjoun, and every herbalist and magician gave his own medicine to heal that illness, but none was effective. When it entered a home, it could start on a child, mother, or father, but it killed everybody in that house, one after the other. Todjom, […], brought his own medicine composed of two herbs, which healed his first patient. He gave the medicine of the dysentery to a boy, "his helper," who went home by home to treat all the people patients. The boy carried the patients. Todjom administered the medicine. The boy called Nkouamou translated "baby carrier". The news of the Todjom's medicine got to the king, he took the herbs concreted it, rendered it popular, and ordered that everyone in Bandjoun should receive a dose of this medicine, patients and non-patients and from henceforth every newborn in Bandjoun should receive a dose of the Houe Todjom in order to prevent the outbreak of another epidemic. Today, even if a child is born in "the white man world," sometimes they send that medicine before the birth of the child so he can receive it before any other vaccine. Because you will sometimes see a child in the village who is just a type, pale, elders will ask if the child has received the Houe Todjom. After reflection, they will realize that it was not the case. The child then received it. After administration, he will regain colors. So, all the Bandjoun girls and boys have received it at birth, that is why they called Bandjoun girls "Gôh Todjom" and Bandjoun Todjom, so Mr. Todjom's name remains memorable, the successor of that Todjom died recently. So, when they said Todjom is in memory of the medicine he created. The name became famous because of the medicine he saw for the "tchoupôh". During that period of the epidemic in Bandjoun, there was nguemah and tchoupôh, nguemah was an illness attacking someone's nose; still today you can see its trace but tchoupôh was the most dangerous. (Interview with an informant in Bandjoun, 2024, 19 January)
>
> **Interview 2**: What I can add to the version of that father is that Todjom went to the palace with the medicine so that the chief could consecrate it with his powers, all that he narrated about the start of the Todjom practice is also what I heard when growing up, it was a mortal epidemic of dysentery/diarrhea, I use both names because in ghoma'lah there is nearly no difference between both, they have the same name, that is why some people will say dysentery and other diarrhea. The illness, which is called tchoupôh nowadays is cholera. (Interview with an informant in Baleng, 2024, 15 February)
>
> **Interview 3**: There was an epidemic of diarrhea that devastated infants in Bandjoun […] there was this hunter who took two herbs and discovered the medicine called Houe Todjom today […] It was reported to the chief […] The chief took the medicine and consecrated it […] and it was decided that every newborn in Bandjoun would take the medicine in order to fortify the child and prevent the upcoming of another epidemic.

The first narrative shows that the practice is framed as a community-wide protective solution, and that its value is not limited to healing, […] and continuity. In the second narrative, the respondent explicitly compares the practice to a vaccine, demonstrating how biomedical language is incorporated into local cultural interpretation. The third respondent emphasizes the symbolic role of the chief in legitimizing the remedy. The palace appears as a central institution that transforms the remedy

into an officially recognized community practice. These extracts confirm the collective dimension of Houe Todjom. The practice becomes compulsory not through individual preference, but through cultural authority and communal decision-making.

The Houe Todjom Legacy

After the birth of a child and the attribution of a name, a crucial step in the materialization of Bandjoun belonging is the ceremonial rectal administration of Houe Todjom. In local discourse, only those who have received Houe Todjom can fully claim "Bandjoun citizenship." Thus, cultural identity is not only a symbolic attachment, but also a socially regulated status. This confirms Vinsonneau's (2002) argument that identity construction is simultaneously a mechanism of social integration and social exclusion. In other words, individuals are socially obliged to pass through this ritual process in order to avoid marginalization and rejection by the community. Refusing Houe Todjom may, therefore, be interpreted as a refusal of cultural belonging, exposing individuals to symbolic exclusion. The results suggest that Bandjoun identity is socially constructed through cultural practices and collective recognition. The administration of Houe Todjom represents a form of symbolic social acceptance, through which the newborn is officially introduced into the Bandjoun moral and cultural universe.

This legacy starts from its administration, according to Teta and Tabeko (2017), Houe Todjom is administered in seven doses, early in the morning, which represent the seven provinces of the Bandjoun kingdom, namely: "Juo Mguo", Jye Se", "Jye Lang", "Jye Them", "Jye Ngwo", Jye Tse", and "Jyse Mbem". The first four doses occur inside the doorway threshold, while the last three occur outside. This repartition symbolizes the attachment and belonging of the child to the Bandjoun community. This narrative demonstrates that Houe Todjom is simultaneously a ritual of health protection, a rite of belonging, and a symbolic inscription of identity into the body of the newborn.

Thus, the ritual signifies the first step in the formation of citizenship, which means that, in this perspective, belonging transcends biological attachment to cultural and social aspects. Undergoing the Houe Todjom ritual marks membership and represents the intergenerational transmission of Bandjoun cultural heritage. Hence, the persistence of this ritual, despite modern medical advances in contemporary Cameroon, suggests that its relevance is ingrained in symbolic cultural aspects. Rather, the ritual continues to operate as a symbolic and social institution that reinforces cultural identity, legitimacy, and belonging. In this sense, Houe Todjom illustrates a form of medical pluralism, where biomedical practices and traditional rituals coexist, each fulfilling different functions within the community.

A Cultural Bandjoun Identity

Drawing on Dubar's (2000) conception of identity, cited by Ngouyamsa and Meutchieye (2021), identity can be understood as the product of successive socialization processes. It emerges through a set of continuous "transactions" between the individual and the social institutions and authorities that surround them. Identity is therefore not a fixed essence, but a social construction constantly shaped and reshaped through interactions, norms, and collective recognition. In this sense, cultural identity is a shared set of beliefs and practices that constitutes the collective recognition of the Bandjoun community. Culturally, the name Todjom, derived from the Houe Todjom, has created a unique identity, which today encompasses broader perspectives. It is rooted in the sharing of values, language, geographic space, traditions, beliefs, and historical memory, which together form a symbolic heritage binding members of the group (Théberger, 1998).

Within the Bandjoun community, the intergenerational transmission and the proud recognition of Houe Todjom have long remained central elements of cultural identity and belonging. Several respondents strongly emphasized this pride and cultural attachment: "I am very proud to know I am a Todjom. It is my culture, so I cannot play games with it." "You can go somewhere, and it is that name Todjom that saves your life. I do not play with my culture; I am happy to bear that name."

For many Bandjoun informants, the Houe Todjom ritual is not perceived merely as a traditional act, but as a form of cultural protection, legitimacy, and symbolic inheritance. In fact, the term "Houe" literally refers to medicine, and is therefore described as the "first vaccine" a Bandjoun child must receive. It is our heritage given to us by my ancestors, so I cannot neglect it. That is what I transmit to my children." However, the same participant contrasts this cultural continuity with the changing attitudes of younger generations, shaped by modern institutions, such as news, media, and social media, schooling, and Christianity: "During our time, we did that Todjom purge without any problem. We were very happy to do it. But the younger mothers today, because you see things on television, you have started saying it is witchcraft, sometimes because you go to church, and many other things." (Interview conducted in Kongouo, 2024, February 3). From this perspective, the Houe Todjom ritual appears as a central marker of collective identity, while also becoming an arena of ideological tension between tradition and modernity.

Stereotypes Surrounding the Todjom Practice

These are some false images built around the ritual sdue to the closeness with other cultural values. This dynamic contributes to the erosion or reinterpretation of sacred cultural values historically embedded in Bandjoun heritage. The growth of stereotypes surrounding Todjom reflects broader social transformations. This aligns with Ortner (1974), who argues that social change and cultural change are circularly connected: "The implications of social changes are similarly circular: a different cultural view can only grow out of a different social actuality, and a different social actuality can only grow out of a different cultural view." Thus, other reinterpretation of Todjom does not emerge randomly, it reflects changes in social reality, like urbanization, modernization, religious conversion, and women's new social roles, which in turn reshape cultural perceptions. The following extracts are some common stereotypes about the Houe Todjom ritual:

> **Interview 1**: It is the spiritual aspect of the Todjom practice that I do not know which obstructs me to practice it. I am married, but not to a Bandjoun, so I did not administer it to my children, but even if I got married to a Bandjoun, I could not do it to my kids, because like I said, there is a spiritual connotation of that practice. I do not know. I am a Bandjoun girl, but I did not receive it because my mother is a Christian and refused; she has always told us that Todjom is demonic. My religion does not allow me to do tradition, but the problem is that, since most of those traditional practices.
>
> **Interview 2**: Those are territorial links and stubbornness that the Bandjoun inject into their children at childbirth. I know that entire thing; they cannot tell you the truth, but I know why it is done only at childbirth. Is to attach the baby, apart from being a Christian, I reason… so no, I cannot allow my children to be part of that practice, I do not honor my faith.
>
> **Interview 3**: That thing of Todjom I do not know anything about it, I am not really attached to tradition or religion, but I hear that Todjom is a ritual that every Bandjoun, all those things are mystical, so I do not really want to have anything doing with that. I don't hate religion or tradition, but I do not prepare to believe in those things. Maybe it is because I grew up in town.

From the following extracts, we can observe that socialization and religious conviction are sources of the stereotype surrounding the Houe Todjom, with religion reinforcing negative connotations and cultural rupture justified by Christian rebirth ideology. The prevalence of religious pluralism and the freedom of thought in modern Cameroon society are encouraging factors, which help the growth of stereotypes towards this traditional practice, especially due to the fact that its transmission is actually oral. Individuals are confronted with competing normative systems: ancestral norms on one side, and religious-modern norms on the other. As a result, Houe Todjom is no longer interpreted uniformly as a cultural heritage and protective medicine. Instead, it becomes socially reconstructed as an act associated with mysticism, witchcraft, demonic influence, or symbolic domination by the Bandjoun ethnic group.

Cultural Capital and the Houe Todjom

According to Bourdieu (1990), the cultural capital of an individual has a direct impact on its system of beliefs and its habitus. This is because the set of knowledge that an individual possesses conditions its way of doing, thinking, and acting in society. Thus, an individual is a product of its cultural capital. Hence, educational opportunities for young girls have historically been unequal in many African contexts, a tendency that drastically shifted with modernity, as girls are increasingly encouraged to pursue schooling, professional training, and higher education (Djabou, 2021). This educational trajectory is often presented as a form of emancipation, allowing women to improve their social status and reduce their dependence on family structures and traditional authority (Djabou, 2021).

This phenomenon is clearly expressed by one informant: "I am educated, so I cannot allow my child to receive a purge even if it is medicine at his young age. I am afraid of its eventual damages on my baby." This rationality, shaped by modern biomedical logic, is not a scientific proof, but it rather emanates from the cultural capital represented by the former education of the respondent. Her perceptions of this cultural practice is determined by her level of education, which, thus, constraints her to think about the harmful outcomes of the medicine before its use.

Religion, Education, and the Delegitimization of Todjom

In addition to modern schooling, religious conversion contributes significantly to the transformation of cultural representations of Houe Todjom. Some respondents interpret the ritual not as medicine or heritage, but as a mystical practice incompatible with Christian identity. This is clearly expressed by another informant: "When I got married, I administered the Houe Todjom to my first son. My mother-in-law administered it, but he is the only child who did that thing. I refuse to let my children go through that practice because it is diabolical. Being born again, I am a new creature not attached to my village nor ancestral demonic roots anymore. You will see all those who have that thing in them are stubborn and attached to their Bandjoun background at all costs."

This discourse reflects how religion functions as a competing symbolic authority that delegitimizes traditional cultural practices. The ritual becomes associated with "demonic roots," and rejecting it becomes a marker of moral superiority and spiritual purification. Thus, religious capital can operate as a substitute form of cultural capital, redefining what is considered legitimate, modern, and socially acceptable. Individuals in the modern world are more and more autonomous in their system of belief. Socialized with secularism in the modern era, individuals are free to question, adopt, or reject any ideology or practice that does not align with their beliefs and rationality. Indeed, the intergenerational transmission of cultural practices is becoming increasingly complex due to acculturation and the diversification of socialization contexts.

Knowledge is no longer fully integrated into the habitus of younger women but becomes fragmented and delayed, depending on the presence of elders and their own system of values. This delay in cultural transmission illustrates the fragilisation of cultural socialization patterns and the gradual transformation of Houe Todjom from an obvious cultural obligation into a negotiable ritual. Yet modern education, urban socialization, and religious conversion are increasingly reshaping symbolic cultural values. Thus, yesterday's unquestionable has become questionable today.

Discussion

The central role played by women in the Houe Todjom practice, combined with broader social transformations, appears to have complicated its intergenerational transmission. Rather than attributing this evolution to a single cause, the findings suggest the coexistence of multiple explanatory factors that interact within contemporary Bandjoun society. Several elements emerge from the interviews and field observations: religious convictions, biomedical rationality, which associate this practice as risky and mystical. Schooling and formal education, which expose

individuals to alternative epistemologies and critical reasoning frameworks; Generational change, reflecting differentiated socialization experiences between older and younger women, these factors, therefore, create a context in which Houe Todjom becomes subject to sometimes contestation.

In the contemporary multicultural context of Bandjoun, socialization is no longer culturally homogeneous. That is, before there was a quick socialization to customs and traditions. But today, exposure to diverse educational institutions, religious doctrines, and media narratives introduces alternative systems of meaning. Interviews suggest that younger women with a former school education are more ambivalent toward this practice. This divergence reflects differentiated trajectories of socialization and portrays the changing nature of culture and tradition. Education and religious affiliation do not automatically imply rejection of tradition; they instead give rise to the rethinking of cultural heritage in contemporary society, where the biomedical alternative is predominant. Tradition, therefore, becomes less self-evident and increasingly subject to justification and personal interpretation. Also, the generational transmission of traditional values is retarded by schooling, where young girls leave home early to study, making their socialization with practices difficult. The ideologies brought by formal education in modern society now compete with the traditional systems of beliefs and practices.

Another recurring theme concerns health and bodily safety. The questioning of Houe Todjom may reflect precautionary reasoning rather than cultural hostility, as many are reluctant to undergo the risk of purging a newborn baby, especially in an era where medical alternatives are plethora. Hence, the quick acceptance of this ritual in the early days might still be explained by the lack of an efficient medical alternative. Women's refusal to engage in Houe Todjom nowadays should not be reduced to passive external influence. The findings suggest forms of strategic agency shaped by bodily autonomy, aspirations to social legitimacy, and negotiation within marital and urban contexts. Our primary informants to retrace the origin of the Houe Todjom were men. Their views suggest a good knowledge of the origin of this practice. However, the feminization of this practice has erased the authority as far as this practice is concerned because these men were not able to affirm with conviction if all their household went through this ritual or not.

Conclusion

In conclusion, the contestation of the Houe Todjom purge among the Bandjoun people of West Cameroon reflects the interaction of several identifiable dynamics rather than a single linear cause. First, the findings indicate that the expansion of any religious dominations helps to the growth of different perceptions of the well-being of the practice. Second, the growing influence of biomedical rationality introduces new forms of bodily awareness and precautionary reasoning, leading certain mothers to evaluate the ritual through the lens of hygiene, risk, and scientific legitimacy. Third, processes of urbanization and schooling appear to weaken traditional modes of intergenerational transmission, thereby limiting early exposure to the symbolic meanings historically attached to Houe Todjom. Together, these factors create a context in which the ritual becomes subject to negotiation, reinterpretation, and selective adherence. Rather than demonstrating a simple opposition between tradition and modernity, the study suggests that Houe Todjom is increasingly repositioned within plural normative frameworks. These different women's positioning toward this practice is due to different educational exposure, generational location, religious affiliation, and urban experience.

Bibliography

Achebe, C. (1958). *Things fall apart*. Heinemann.

Albert, R. P. A. S. C. J. (1943). *Au Cameroun français : Bandjoun* (Collection France Forever). Les Éditions de l'Arbre.

Amadiume, I. (2001). African women: Voicing feminism and democratic futures. *Macalester International, 10*.

Amadiume, I. (2015). *Male daughters, female husbands: Gender and sex in an African society*. Zed Books.

Benedict, R. (1948). *Patterns of culture*. Houghton Mifflin.

Boas, F. (1940). *Race, language and culture*. University of Chicago Press.

Boloweti, D. B. (2021). *Analyse écologique des points chauds de choléra en Afrique* (Thèse de doctorat, Université Bourgogne Franche-Comté & Université de Kinshasa).

Bourdieu, P. (1990). Structures, habitus, practice. In *The logic of practice* (pp. 52–65). Stanford University Press.

Djabou, A. (2021). L'éducation scolaire de la jeune fille pendant la période coloniale au nord-Cameroun. *Les Cahiers de l'ACAREF*, *3*(6), 258–277.

Dubar, C. (2000). *La socialisation : Construction des identités sociales et professionnelles* (3e éd.). Armand Colin.

Mead, M. (1978). *Culture and commitment*. Columbia University Press.

Ngouyamsa, V., & Meutchieye, F. (2021). La formation entrepreneuriale des jeunes, un impératif au-delà des mots. *Revue Territoires Sud*, (2).

Oyěwùmí, O. (1997). *The invention of women: Making an African sense of Western gender discourses*. University of Minnesota Press.

Ortner, S. B. (1974). Is female to male as nature is to culture? In M. Z. Rosaldo & L. Lamphere (Eds.), *Woman, culture, and society* (pp. 67–88). Stanford University Press.

Rozin, P. (2006). Le concept de culturalisme dans les sciences anthropologiques : De Tylor à Lowie. *Le Philosophoire, (27)*, 151–176.

Simo, R. C. T. (2007). *Le corps dans les rituels des Bandjoun au Cameroun (1901–1972) : Pratiques et représentations* (Doctoral dissertation, Université Marc Bloch, Strasbourg).

Swidler, A. (1986). Culture in action: Symbols and strategies. *American Sociological Review*.

Teta, I., & Tabeko, L. (2017). *Autour du feu : Les étapes de la socialisation dans la société bamiléké*. Éditions Afrolivresque.

Théberger, M. (1998). Revue des sciences de l'éducation de McGill, 33, 267–268.

Vinsonneau, G. (2002). Le développement des notions de culture et d'identité : Un itinéraire ambigu. *Carrefours de l'éducation*, *14*(2), 2–20. https://doi.org/10.3917/cdle.014.0002



© Charlene Komuntale, *Threads*, 2025. All rights reserved / Tous droits réservés.

Retard de croissance des enfants au Sénégal

Entre savoirs locaux, normes sociales et défis du changement climatique

Sylvain Landry Birane Faye
Professeur titulaire, Laboratoire de sociologie, d'anthropologie et de psychologie (Lasap), Ucad, Dakar, Sénégal
sylvain.faye@ucad.edu.sn

Georgette Hélène Coumba Sow
Directrice de la communication, S&F Pro Consulting LLC, Manteca, Californie, États-Unis
ghcsow@gmail.com

Mame Aminata Diagne
Doctorante, Laboratoire de sociologie, d'anthropologie et de psychologie (Lasap), Ucad, Dakar, Sénégal
mamspop@gmail.com

Waly Diouf
Chercheur associé, Laboratoire de sociologie, d'anthropologie et de psychologie (Lasap), Ucad, Dakar, Sénégal
walydiouf2004w@gmail.com

Nafissatou Ba Lô
Conseillère en Nutrition, Conseil national de développement de la nutrition (CNDN), Bureau exécutif national, Dakar, Sénégal
nlo@cndn.sn

El Hadj Momar Thiam
Responsable suivi-évaluation (RSE), Conseil national de développement de la nutrition (CNDN), Bureau exécutif national, Dakar, Sénégal
ethiam@cndn.sn

How to cite this paper:
Faye, S. L. B., Sow, G. H. C., Diagne, M. A., Diouf, W., Lô, N. B., & Thiam, E. H. M. (2026). Retard de croissance des enfants au Sénégal : entre savoirs locaux, normes sociales et défis du changement climatique. *Global Africa*, (13), pp. 118-134.
https://doi.org/10.57832/wmt7-rt25

Received: January 16, 2025
Accepted: February 20, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

Malgré des investissements importants consentis pour améliorer la nutrition, le retard de croissance chez les enfants au Sénégal demeure un enjeu majeur de santé publique. Cette malnutrition chronique persiste en partie à cause d'une compréhension encore limitée de ses causes sociales, culturelles et environnementales. Cet article vise à étudier les facteurs qui expliquent le retard de croissance chez l'enfant, en se concentrant notamment sur les normes sociales et les pratiques socioculturelles relatives à l'enfant, ainsi que sur les perceptions locales du changement climatique et ses impacts sur l'alimentation, la sécurité alimentaire et la santé des enfants.

Nous avons adopté une approche qualitative, de type ethnographique, pour recueillir et analyser les perceptions, attitudes et pratiques des donneurs de soins et des personnes-ressources concernant l'alimentation des enfants de moins de cinq ans, et le retard de croissance. L'étude est représentative des diverses zones ethnoculturelles du pays, des milieux de résidence (ruraux et urbains) et de la prévalence du retard de croissance.

Au niveau communautaire, le retard de croissance infantile est une condition associée à la grossesse de la mère, aux perceptions sociales concernant l'alimentation, l'allaitement et la croissance de l'enfant. De plus, les changements climatiques affectent l'environnement dans lequel vivent, grandissent et se nourrissent les enfants, augmentant leur vulnérabilité au retard de croissance. Ces causes sont liées à des facteurs sociaux profonds, tels que les hiérarchies familiales, les croyances et l'environnement. Pourtant, ces dimensions sociales sont souvent peu prises en compte dans les stratégies nutritionnelles des institutions.

Pour concevoir des interventions efficaces et durables, il est crucial d'intégrer les perspectives locales dans un cadre socio-écologique. Cela implique de reconnaître les normes sociales, le savoir territorial et les capacités d'adaptation communautaires afin de dépasser la simple correction des écarts nutritionnels et de renforcer la résilience locale.

Mots-clés

Retard de croissance infantile, anthropologie de la santé, modèles socio-écologiques, changement climatique, savoirs locaux, Sénégal

Contexte et questions de recherche

Le retard de croissance est caractérisé par une taille, un poids ou un indice de masse corporelle inférieurs aux valeurs attendues, ou par une variation du rapport taille/poids dépassant deux percentiles sur les courbes de croissance spécifiques à l'âge et au sexe, chez un enfant ayant présenté une croissance jusque-là normale (Tang et al., 2021). Il résulte d'une exposition prolongée à une alimentation inadéquate, aux maladies et aux infections, et d'un manque de stimulation psychosociale (Organisation mondiale de la Santé [OMS], 2017). Ce retard, qui apparaît principalement avant l'âge de deux ans, a des effets durables sur le développement cognitif et physique, la réussite scolaire et la santé à l'âge adulte (Walker et al., 2007), d'où l'intérêt croissant que portent les stratégies internationales de santé et de développement à cette problématique (Unicef et al., 2023).

Depuis 2011, le Sénégal contribue à l'initiative Scaling Up Nutrition (SUN) en renforçant ses structures institutionnelles et ses programmes (Offosse N'Gbesso, 2018). La Politique nationale de développement de la nutrition (PNDN), pilotée par le Conseil national de développement de la nutrition (CNDN), a élargi l'accès aux services de nutrition (Gouvernement du Sénégal, 2015). Elle repose sur des actions menées au sein des communautés pour améliorer la santé des mères et des enfants, l'hygiène ainsi que l'accès à une alimentation saine. Elle est opérationnalisée dans le cadre du Plan stratégique multisectoriel de la nutrition (PSMN), qui encourage une approche intégrée et la participation d'autres acteurs de la nutrition (Gouvernement du Sénégal, 2018). De plus, dans le cadre du Plan Sénégal Émergent (PSE), investir dans la lutte contre la malnutrition est considéré comme une stratégie efficace pour renforcer la protection sociale, la résilience communautaire et stimuler la croissance économique (Gouvernement du Sénégal, 2019).

Le Programme de renforcement de la nutrition (PRN), sous l'impulsion du CNDN, vise à combattre la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans, en mobilisant aussi bien les acteurs communautaires, ministériels que techniques. Le PRN a renforcé la gouvernance en matière de nutrition ainsi que l'accès des populations vulnérables aux services nutritionnels. Depuis 2019, le Projet d'investissement dans les premières années pour le développement humain au Sénégal (PIPADHS), en partenariat avec la Banque mondiale, a poursuivi cet élan en investissant dans des interventions intégrées en nutrition, petite enfance, éducation, principalement en milieu rural et périurbain, tout en promouvant l'autonomisation des femmes.

Ces efforts ont réduit le retard de croissance, lequel est passé de 26,7 % en 2011 à 17,9 % en 2019, ce qui est inférieur à la moyenne africaine (30,7 %). Cependant, en 2023, la prévalence atteint 18 %, dont 4 % de formes sévères (figure 1), marquant une stagnation préoccupante.

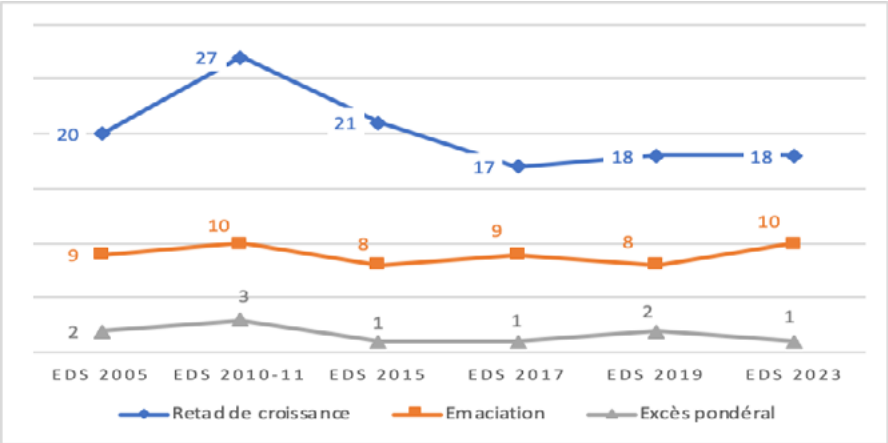


Figure 1. Évolution des principaux indicateurs de malnutrition infantile au Sénégal selon les données EDS-Continue (2005–2023) : diminution progressive du retard de croissance à partir de 2010–2011, maintien à des niveaux relativement constants de l'émaciation, et prévalence durablement faible du surpoids chez les enfants.

On observe des inégalités régionales au Sénégal. Certaines zones, telles que Saint-Louis, Matam, Kaffrine ou Kédougou, enregistrent des taux de retard de croissance compris entre 20 et 29 %, reflétant leur vulnérabilité historique à l'insécurité alimentaire (Pouye & Fall, 2023). En 2017, les régions du sud et du centre du Sénégal étaient les plus touchées par cette affection, notamment dans les localités rurales (20 %) contre 12 % dans les zones urbaines ANSD et al., (2018).

Selon Unicef (1990), la malnutrition chronique résulte de facteurs immédiats, tels que des apports alimentaires insuffisants ou la maladie, et de facteurs sous-jacents liés à la sécurité alimentaire, aux soins et à l'environnement sanitaire. Elle est également influencée par des facteurs fondamentaux relevant du contexte social, économique et politique, ainsi que des ressources institutionnelles et financières disponibles. Même si ce modèle met en évidence l'interaction entre les déterminants de la malnutrition, il ne tient pas systématiquement compte de l'influence des normes sociales, des structures informelles et des rapports de pouvoir locaux. Dans le contexte des zones arides d'Afrique, Young (2020) propose un cadre spécifique à l'analyse de la malnutrition aiguë, qui conserve l'analyse des causes immédiates et sous-jacentes tout en reconfigurant les causes fondamentales selon trois dimensions : l'environnement et la variabilité saisonnière, les systèmes institutionnels, et les moyens de subsistance des populations. Cette approche met l'accent sur une analyse intégrée et contextuelle, et préconise l'implication active des communautés pour concevoir des interventions plus durables et adaptées au terrain.

Le retard de croissance chez l'enfant est le résultat d'une interrelation complexe de facteurs, comprenant les causes immédiates (apports alimentaires insuffisants, maladies), les causes sous-jacentes (accès aux soins, à l'eau, à l'assainissement) et les causes structurelles liées à la pauvreté et aux inégalités (OMS, 2013). La prévention du retard de croissance repose sur les apports alimentaires, la stimulation psychosociale, les interventions en matière de nutrition et de santé, ainsi que des conditions environnementales favorables. Dans le contexte sénégalais, Brar et al. (2020) ont mis au point une version modifiée du modèle du retard de croissance en identifiant les déterminants distaux (chocs climatiques et économiques), intermédiaires (accès aux soins, à l'eau, à l'alimentation) et proximaux (santé maternelle, anémie, maladies infectieuses, âge, sexe), ce qui permet une analyse plus contextuelle de ce trouble.

Ces approches tendent à réduire l'impact des normes sociales et culturelles, des systèmes informels et des relations de genre sur la situation nutritionnelle (Saidu & Danielson, 2024). Au Sénégal, les savoirs locaux et communautaires offrent des interprétations sociales de la croissance, ainsi que des normes relatives à la grossesse, à l'allaitement et à l'alimentation (Moreno et al., 2023). Ils proposent

également des stratégies pour faire face à l'insécurité alimentaire (Dickin et al., 2021). Prendre en compte l'influence des normes sociales et culturelles sur les comportements nutritionnels et la prévention du retard de croissance encourage l'adoption d'approches intégrées (Wood et al., 2024).

Les normes sociales, représentations et pratiques liées à la croissance

La croissance infantile ne peut être pleinement comprise uniquement en termes de paramètres biologiques ; elle est également façonnée par un cadre social et culturel qui imprègne en profondeur les trajectoires individuelles. Les normes implicites déterminent ce qui est perçu comme un « développement approprié » ou « attendu » au sein d'un groupe donné. Elles orientent aussi les pratiques d'allaitement, les choix alimentaires, les évaluations des risques sanitaires, les recours aux soins, qui finissent par façonner les trajectoires de croissance infantile (Dickin et al., 2021 ; Réseau collaboratif, 2019 ; Thuita et al., 2019). Les perceptions de la société sur la taille, le poids et l'alimentation des enfants façonnent les attentes à chaque étape de leur développement. Elles influencent le type et la quantité d'aliments donnés, le moment de la diversification alimentaire, les risques perçus de sous-nutrition, ainsi que la répartition des responsabilités parentales entre hommes et femmes ou entre générations (Scott et al., 2026).

La compréhension de ces normes, de leurs mécanismes d'influence et des sanctions sociales qui en découlent est essentielle si l'on souhaite concevoir des interventions susceptibles d'influer sur les comportements (Bicchieri et Penn Social Norms Training and Consulting Group, 2015). Les normes de genre sont également importantes, car elles conditionnent l'accès aux ressources, aux services de santé et aux informations nutritionnelles, influencent le partage des tâches domestiques et orientent les décisions prises au sein du ménage. L'analyse de ces aspects sociaux et de genre aide souvent à identifier les obstacles invisibles qui freinent la mise en œuvre de certaines pratiques alimentaires recommandées.

Des études montrent que les inégalités de genre peuvent limiter l'accès aux aliments et la qualité des pratiques nutritionnelles (Mphangwe et al., 2024), tandis qu'une plus grande autonomie des mères est associée à de meilleurs résultats nutritionnels (Eom et al., 2024). Ces constats soulignent l'importance d'approches qualitatives pour comprendre les logiques sociales et culturelles (Odii et al., 2024), ainsi que la manière dont les familles définissent et protègent la bonne croissance de l'enfant (Querre, 2007) dans des contextes matériels et environnementaux contraignants.

Le changement climatique accroît la vulnérabilité nutritionnelle de l'enfant, avec un lien étroit entre la crise climatique et la crise nutritionnelle mondiale (Unicef, 2023 ; Klapka et al., 2024). Températures extrêmes, inondations, vagues de chaleur et précipitations variables intensifient l'insécurité alimentaire (OMS, 2022) et la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans (Agabiirwe et al., 2022 ; Sparling et al., 2024 ; ST4N, 2025). Au Sénégal, ces aléas perturbent l'agroécologie, l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau, ce qui accroît le risque de malnutrition infantile (Ndao & Breuer, 2013 ; Sy et al., 2022). Les températures supérieures à 35 °C sont associées à un risque accru de retard de croissance (Niles et al., 2021). Les effets des précipitations sont plus nuancés : une diminution des précipitations peut, selon le contexte, soit détériorer, soit améliorer l'état nutritionnel (Seposo et al., 2025). Si une baisse des précipitations compromet souvent la production agricole et la sécurité alimentaire, elle peut aussi, dans certains environnements, réduire l'exposition aux maladies hydriques et vectorielles, telles que les diarrhées, le choléra ou le paludisme, qui affectent l'absorption des nutriments et la croissance des enfants. En raison de leur immaturité et de leur dépendance alimentaire, les enfants sont particulièrement vulnérables à ces effets sanitaires et nutritionnels (Thiede & Strube, 2020), ainsi qu'à la transmission des maladies infectieuses. Pour analyser le retard de croissance, il est essentiel de prendre en compte la perception des risques climatiques par les familles, ainsi que les stratégies qu'elles mettent en œuvre pour les prévenir ou s'y adapter (Cooper et al., 2019 ; Macheka et al., 2022). Elles évaluent la nature des risques perçus, leur priorité, ainsi que les pratiques à adopter pour y faire face. Ces représentations sociales façonnent leurs comportements en matière d'agriculture, d'alimentation et de santé. Par exemple, elles influencent le choix des cultures, la gestion des stocks et la réponse aux chocs environnementaux (Moreno et al., 2023). Ces dynamiques ont un rôle structurant sur la sécurité alimentaire des ménages, et par extension, sur la croissance et le développement des enfants.

Objectifs de recherche

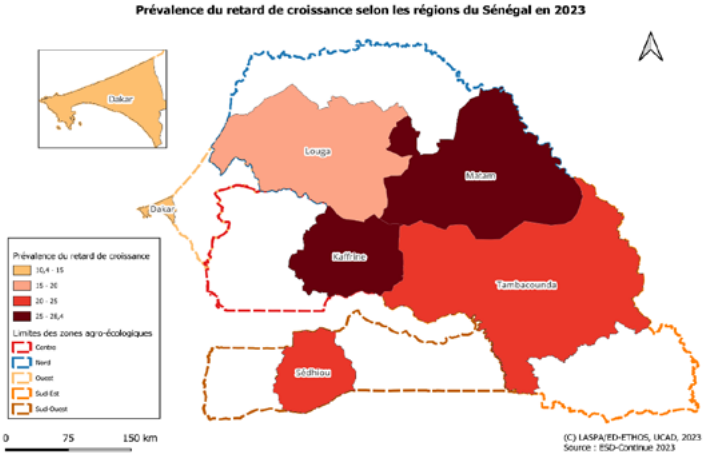
Cette étude explore l'interaction entre les normes sociales, les processus socio-économiques et les facteurs environnementaux pour expliquer le retard de croissance chez les enfants au Sénégal, en mettant l'accent sur l'impact perçu du changement climatique. Elle analyse également le processus de vulnérabilité, qui expose les enfants à une malnutrition chronique, ainsi que les mécanismes d'adaptation et de résilience mobilisés par les ménages et les communautés face à ces défis. L'objectif est de mieux comprendre la complexité de ces dynamiques et la manière dont elles influencent le développement infantile. Plus précisément, l'étude cherche à :

- Analyser les modèles explicatifs de la nutrition infantile en articulant les dimensions émiques, socio-territoriales et environnementales, afin d'identifier les interactions entre facteurs culturels, dynamiques sociales et contraintes écologiques ;
- Documenter les représentations sociales et les cadres interprétatifs locaux relatifs aux causes du retard de croissance, en mettant en évidence les logiques culturelles et communautaires qui structurent ces perceptions ;
- Étudier la perception des risques climatiques par les parents et analyser leur influence sur les pratiques de soins, d'alimentation et de protection des enfants ;
- Décrire et analyser les formes de résilience des familles face au changement climatique, ainsi que les effets perçus sur la croissance infantile.

Matériel et méthodes

Cet article présente une étude qualitative sur le retard de croissance chez les enfants au Sénégal, visant à analyser les facteurs socioculturels, environnementaux et communautaires qui influencent les pratiques alimentaires, les soins et la croissance des jeunes enfants.

Pour refléter la diversité ethnoculturelle et géographique, une approche ethnographique a été adoptée. Le territoire a été réparti en cinq zones socio-économiques (Diouf, 1994). Une région par zone a été sélectionnée en fonction du niveau de retard de croissance et de la présence du programme Pipadhs (carte 1).



Carte 1. Prévalence du retard de croissance chez les enfants dans les zones de Pipadhs au Sénégal, 2023 (EDS-Continue). La carte montre les disparités régionales de la malnutrition chronique dans ces territoires.

Dans chaque région, le département présentant le taux le plus élevé a été retenu, puis une commune urbaine et une commune rurale ont été choisies afin d'assurer une représentativité des milieux de vie. Deux catégories de participants ont été incluses. Nous avons d'abord ciblé les donneurs de soins résidant dans la zone d'étude depuis au moins 12 mois, dans un ménage ayant un enfant de moins de cinq ans. Ce terme désigne les mères, grands-mères, pères et agents de santé communautaires, responsables de la gestion nutritionnelle et sanitaire des enfants. Leur rôle englobe l'alimentation, l'hygiène, la puériculture, la prévention des maladies et l'accès aux soins. Ces pratiques s'inscrivent dans un cadre familial élargi, où les femmes occupent une place centrale. Ensuite, des informateurs clés (professionnels de santé, acteurs communautaires, membres d'organisations non gouvernementales et leaders locaux) ont été inclus. Les mineurs (de moins de 18 ans) n'ont pas été inclus dans cette recherche. Le protocole a été approuvé par le Comité national d'éthique pour la recherche en santé du Sénégal (SEN 23/107). Tous les participants ont donné leur consentement après avoir été informés des objectifs de l'enquête et de leurs droits.

Plusieurs méthodes qualitatives ont été mobilisées pour recueillir les données. Des entretiens semi-directifs (n = 134 participants) ont été menés, ce qui a permis de mieux comprendre la vision des participants concernant la croissance, leurs habitudes alimentaires et de soins, ainsi que les facteurs socioculturels et environnementaux qui y jouent un rôle. La saturation des données a été atteinte après environ 25 à 30 entretiens par site. Afin de repérer les maladies infantiles jugées prioritaires par les parents, considérés comme appropriés, et les principaux défis pour une alimentation saine. Par ailleurs, des entretiens de groupe (focus groups ; n = 24) ont été réalisés avec les parents, répartis selon le genre et l'expérience du retard de croissance. Enfin, des observations directes dans les foyers ont enrichi l'analyse en décrivant les comportements quotidiens en matière de nutrition, d'hygiène, de soins, et d'interactions familiales.

L'analyse des données a été réalisée à l'aide du logiciel ATLAS.ti. Après anonymisation et stockage sécurisé, les transcriptions ont d'abord fait l'objet d'un codage ouvert visant à faire émerger les catégories principales à partir du matériel empirique. Cette première étape a été suivie d'un codage axial, permettant de relier les thèmes identifiés et de structurer les données autour des dimensions clés : les pratiques alimentaires, les trajectoires de soins et les déterminants sociaux et environnementaux. Deux chercheurs ont procédé indépendamment au codage ; les divergences ont été discutées et résolues par consensus. Une analyse comparative transversale a ensuite permis d'identifier les variations selon les contextes ethnoculturels, le type de milieu (urbain ou rural) et la catégorie d'acteurs impliqués.

Résultats

Comprendre le retard de croissance infantile à travers les perceptions locales

- **Une lecture sociale de la croissance infantile**

Au Sénégal, la croissance infantile se conçoit comme celle de « l'enfant bien portant », qui se manifeste par la taille, le poids et des jalons de maturation, tels que l'émergence des dents de lait, la marche, le langage ou la puberté. Une croissance satisfaisante dépend de la réponse des donneurs de soins aux besoins fondamentaux intégrant la nutrition, la protection et les soins corporels : portage, massages au beurre de karité ou à l'huile de *touloucouna*, hydratation. Ces derniers, réalisés par les mères, grand-mères ou masseuses, façonnent le corps selon des normes sociales, transmettent des savoirs hygiéniques, thérapeutiques et symboliques (Mbaye et al., 2021), et protègent contre des menaces invisibles (Weber et al., 2010). Ces pratiques de soins et ces rituels montrent que la croissance de l'enfant est un processus façonné par les dynamiques sociales et culturelles (Amoussou Lokossou et al., 2021).

- **Hygiène domestique, environnement et dynamiques de soins**

Dans tous les sites d'étude, les femmes associent étroitement la santé et la croissance des enfants à la propreté de leur environnement domestique. Elles soulignent l'importance de donner un bain fréquent à l'enfant, de changer ses vêtements régulièrement, de le nettoyer avant l'allaitement et d'éviter les aliments de rue, autant de stratégies essentielles pour prévenir les maladies infantiles.

Les parents perçoivent également plusieurs risques environnementaux, tels que les tempêtes de sable, la fumée des feux de brousse, la préparation de nourriture de rue, la pollution et le brûlage à ciel ouvert des déchets ménagers. Ces expositions peuvent entraîner des problèmes respiratoires et digestifs chez les jeunes enfants. Conscients de ces dangers, les parents restent vigilants, mais les contraintes économiques et matérielles entravent leur capacité à agir. L'implication renforcée des pères, notamment dans le suivi vaccinal, la recherche de soins et le soutien financier, est rapportée comme un facteur contribuant à la stabilité et à la résilience du ménage. Toutefois, la répartition genrée des rôles demeure prédominante, confiant aux mères la responsabilité principale des soins quotidiens et de l'alimentation des enfants.

- **Pratiques corporelles et socialisation genrée dès la petite enfance**

Au Sénégal, l'évaluation de la croissance repose principalement sur des connaissances et des savoirs relatifs à la santé, à l'alimentation et à la protection, transmis surtout par les femmes. Selon elles, pour garantir la santé et la vitalité de l'enfant, il est essentiel de respecter les normes corporelles et sociales qui façonnent le corps. Par exemple les massages au beurre de karité ou à l'huile de *touloucouna* aident à modeler le corps de l'enfant selon les critères acceptés et souhaités par la société. Plus spécifiquement, ces pratiques varient en fonction du sexe de l'enfant :

> Je pratique des techniques de modelage corporel afin de contribuer à tonifier la silhouette des enfants. Si l'enfant est une fille, j'emploie des gestes ascendants lors du massage pour affiner la taille et arrondir les fesses. En revanche, pour un garçon, je réalise des pressions au niveau des fesses et un lissage du bas-ventre. Cela vise à prévenir la prise de poids excessive et à renforcer la virilité. (Grand-mère de 62 ans, Louga)

Ces pratiques montrent à quel point le travail autour du corps est porteur de sens et joue un rôle essentiel dans la croissance de l'enfant ainsi que dans sa préparation à la vie d'adulte. Les femmes — mères, grands-mères, tantes, sœurs — occupent une place centrale dans ces gestes de puériculture et dans la transmission des savoirs relatifs aux soins, à l'alimentation et à la protection du corps (Wallace et al., 2022). Elles incarnent aussi l'inscription précoce des normes de genre, les pères prenant en charge l'aspect financier. Cependant, la participation croissante de ces derniers à certains aspects du suivi de la santé laisse penser à une recomposition partielle des rôles parentaux. Par ailleurs, le retard de croissance est souvent perçu comme le résultat d'une négligence parentale, généralement attribuée aux mères ; certaines sont soupçonnées de manquer d'attention ou de rigueur dans l'alimentation et les soins, ce qui pourrait expliquer la chétivité ou la maigreur de leur enfant. Ainsi, la santé et la croissance équilibrée de l'enfant témoignent profondément du dévouement et du savoir-faire des femmes dans leur rôle de soins (Wentworth & Blalock, 2025).

En négligeant des facteurs tels que la précarité économique, la charge domestique ou l'accès restreint aux ressources, ces perceptions renforcent les inégalités de genre dans la prise en charge de la santé des enfants. Cela souligne l'importance de comprendre ces obstacles afin de mieux accompagner toutes les familles.

- **Causes et nosologies locales du retard de croissance infantile**

Au Sénégal, les donneurs de soins des enfants de moins de cinq ans interrogés dans le cadre de cette étude utilisent des expressions vernaculaires comme *Maggaay bu dàmm* (croissance interrompue), *Xel mu fassu* (esprit entravé), *Xorido mawnu* (problèmes de mémoire), *Kondi* (taille réduite) et *Timpato* (enfant frêle) pour désigner le retard de croissance. Ces termes reflètent quatre axes principaux d'interprétation : les traits physiques visibles, les signes cliniques apparents (fatigue, gonflements abdominaux, lenteur), les modifications cognitives ou comportementales, ainsi que les explications causales impliquant des aspects spirituels, génétiques ou des écarts par rapport aux normes sociales.

> *Maggaay bu dàmm* (une croissance rompue), *xel mu fassu*. Si, au même âge que ses amis, les autres grandissent et il garde la même taille, on saura qu'il ne grandit pas normalement. Souvent, sa concentration est aussi perturbée. (Entretien, père d'enfants de 2 ans, Boulal, Dahra, Louga)

Outre la taille, l'observation de l'aspect général du corps de l'enfant, de ses comportements et de son développement moteur ou intellectuel aide les parents à évaluer sa croissance. Bien que la corpulence soit souvent valorisée, la maigreur ne signifie pas nécessairement un retard de croissance aux yeux des communautés : dans les régions du centre-ouest, elle est fréquemment associée à la maladie, tandis qu'au nord (Matam), elle est considérée comme un symbole identitaire *pulaaku*, représentant l'endurance (Chevé et al., 2023). De même en Tanzanie, la petite taille est perçue comme naturelle ou héréditaire (Mchome et al., 2019). Au Ghana, la forte corpulence des enfants est interprétée comme l'expression d'une situation familiale prospère et de soins parentaux jugés appropriés (Ewusie et al., 2025). Cette valorisation sociale du corps « bien nourri » peut rendre la maigreur moins identifiable comme problème de santé et retarder la mise en œuvre de démarches de soins ou de prévention (Pradeilles et al., 2022).

Par ailleurs, pour les parents, si le retard de croissance et la malnutrition présentent des manifestations cliniques similaires, ils n'ont pas la même étiologie : la malnutrition est principalement rattachée à une alimentation jugée insuffisante ou inappropriée, tandis que le retard de croissance est conçu comme une condition globale, liée à des causes héréditaires, mystiques ou sociales. Il s'agit d'une perturbation affectant le corps de l'enfant et ses capacités intellectuelles, qui soulève des questions sur les types d'interactions de l'enfant avec son environnement, ainsi que sur les formes d'interactions avec sa mère depuis la période de la grossesse.

En effet, la période gestationnelle est considérée comme un moment de fragilité particulière, durant lequel le fœtus serait exposé à des influences invisibles susceptibles de provoquer des anomalies ou de freiner son développement :

> *Silouhoulein Yamouta* est une maladie de l'enfant liée à la rencontre d'un singe rouge par une femme enceinte, qui provoque des troubles de croissance et des atteintes mentales. Chez les Joola, on parle de l'entrée d'un « mauvais vent » dans le corps de la femme enceinte, surtout au crépuscule, provoquant *Adjiomp Deum.* Considérée comme hantée par des esprits maléfiques, la mère accoucherait d'un enfant dont le développement serait entravé. (Entretien, homme de 52 ans, Sédhiou)

Les signes associés à cet état incluent une silhouette jugée fragile, une peau fripée, des yeux enfoncés et une attitude décrite comme réservée ou refermée sur soi. Pour y remédier, certains recourent à des pratiques rituelles : bains spécifiques, port d'un pagne représentant la queue du singe, et imitation par la mère des mouvements de l'animal, afin d'éloigner le génie considéré comme responsable du trouble.

De plus, l'absence de certains soins de puériculture durant la petite enfance, comme le massage, l'onction d'huile et le portage, est fréquemment considérée comme une cause de troubles de la croissance. Ces pratiques ont une importance protectrice significative, car elles visent à favoriser la croissance, à renforcer la vitalité et à protéger l'enfant contre diverses vulnérabilités. Les résultats indiquent que les parents perçoivent le retard de croissance à travers des signes perceptibles dans le corps, le comportement de l'enfant, ainsi que dans son vécu social au sein des environnements familiaux et culturels. Cependant, ces manifestations perçues, qui renvoient à des savoirs locaux, demeurent souvent invisibles au regard des outils nutritionnels biomédicaux qui contribuent à en restreindre la reconnaissance.

Nutrition infantile : entre normes culturelles, pratiques maternelles et vulnérabilités socio-environnementales

Les pratiques alimentaires infantiles, ancrées dans les traditions locales, dépendent des contraintes socio-économiques et de la disponibilité des ressources. Les aliments traditionnels (bouillies, couscous, sauces locales, lait), reflets de savoirs locaux, continuent d'être valorisés pour leur rôle identitaire et leur contribution à la croissance, bien qu'ils diffèrent souvent des recommandations biomédicales.

Chez les Peuls, *le laciri é cossam* (bouillie de farine de maïs avec du lait) est considéré comme un aliment essentiel pour les enfants, car il contribue à leur développement intellectuel et est facilement accessible. Dans les régions du sud, on consomme beaucoup le couscous (mil, maïs ou sorgho), le *fondé* (bouillie de mil), le *sombi gerte* (riz-arachide), et le *sombi mbox* (maïs), qui sont des céréales disponibles. Au sud **(**Goudomp, Diattacounda*),* le riz blanc, le bissap (feuille d'oseille), le *Bantabrosse* (feuilles de baobab), et le *Kaldu* (riz sauce poisson) sont courants chez les Diola. Au nord, le lait, la bouillie et le couscous sont privilégiés, souvent associés au pain de singe afin d'éviter des troubles digestifs. À Matam, les pratiques alimentaires ont toutefois évolué : le lait, le sorgho, le mil, le niébé et les poissons du lac se faisant rares, les parents achètent des produits en supermarché, souvent périmés, exposant ainsi les enfants à des risques sanitaires. Cette introduction progressive d'aliments achetés sur le marché est souvent perçue par les acteurs du système de santé comme susceptible de réduire la qualité nutritionnelle.

Pour les parents, la nutrition maternelle a également un impact sur la santé de l'enfant. Une mère bien nourrie produit un lait plus riche en nutriments, ce qui aide à prévenir la dénutrition et d'autres problèmes de santé chez le bébé, tels que la diarrhée. L'allaitement et le sevrage, influencés par les normes sociales, doivent suivre des pratiques adaptées (mise au sein précoce, technique d'allaitement, fréquence, introduction d'aliments complémentaires, diversification alimentaire, hygiène alimentaire). Toute difficulté, qu'elle soit due au coût, aux contraintes professionnelles, à la consommation de boissons peu nourrissantes ou à un sevrage prématuré, peut avoir des effets sur la croissance.

Croissance infantile et environnement : ressources, risques et savoirs des communautés

- **L'environnement comme ressource et source de risques pour la croissance infantile**

L'environnement fournit de l'eau, des aliments et des plantes médicinales, dont la disponibilité dépend de leur préservation face à la pollution, à la surexploitation, à la déforestation, au brûlis et à l'usage intensif d'intrants chimiques. Les parents associent la mauvaise qualité de l'eau, l'insalubrité et la pollution aux maladies infantiles, des risques accentués par les changements environnementaux et les aléas climatiques (sécheresses, tempêtes, incendies), qui renforcent la vulnérabilité nutritionnelle. Les enfants grandissent souvent dans des environnements où la promiscuité avec les animaux et un accès limité à l'eau augmentent les risques de contamination.

Pour les parents interrogés, l'environnement immédiat est perçu comme un cadre de vie concret, combinant des opportunités, des défis pratiques et des compétences développées localement. Ils relient directement sa détérioration à des risques sanitaires précis pour l'enfant : pollution de l'air entraînant des infections respiratoires, inondations causant des diarrhées, ou canicules induisant la déshydratation et compromettant l'allaitement. Ces conditions illustrent la vulnérabilité des enfants face aux effets du changement climatique, lesquels peuvent influencer leur développement physique et mental dès la petite enfance. Ces observations confirment les modèles socio-écologiques de la malnutrition, qui voient la croissance comme le résultat d'interactions entre facteurs individuels, familiaux, communautaires et environnementaux.

- **Perceptions locales des aléas environnementaux et de leurs impacts sur l'enfance**

Dans les zones d'étude, les transformations climatiques portent des noms locaux qui décrivent leur impact immédiat : *sopéeku alam bi* (changement de l'ordre naturel), *sopéeku jaw ji* (modification de l'air ambiant), *sopéeku jamono ji* (altération des conditions météorologiques), *soppeku gancax gi* (évolution des récoltes), *Géej gi daffa aaye* (mer déchaînée) et *Jàw ji daa tang* (air surchauffé). Les parents sont conscients que les inondations et la pollution de l'air entraînent des infections hydriques et des maladies respiratoires. Ils savent aussi que les saisons irrégulières, les sécheresses et les températures extrêmes, de plus en plus fréquentes, réduisent la production alimentaire et rendent plus difficile son stockage.

Ces phénomènes conduisent parfois à un sevrage précoce chez les enfants et à l'introduction d'aliments solides en remplacement de l'allaitement exclusif.

> J'ai allaité mon enfant pendant un an, mais pas exclusivement. Il faut lui donner à boire, surtout par cette chaleur. Sur la recommandation de sa grand-mère, j'ai commencé à le nourrir avec d'autres aliments à quatre mois. Je sais qu'il a *timpato* car il est plus petit que ses pairs, et j'espère qu'il se remettra. Sa grand-mère refuse de l'emmener à l'hôpital, disant que ce n'est pas une maladie nécessitant une consultation. (Entretien, donneur de soins, Kanel)

- **Perceptions des conséquences climatiques sur la croissance infantile**

Les perturbations climatiques sont perçues par les parents comme un facteur majeur d'insécurité alimentaire et de difficultés nutritionnelles chez les nourrissons. La pollution atmosphérique, les tempêtes de poussière et les vents chargés de sable ont été associés à une augmentation des infections respiratoires et intestinales, affectant la croissance physique et le développement cognitif des enfants.

Les expériences quotidiennes des parents montrent que les changements climatiques (pluviométrie irrégulière, hausse des températures, inondations, vagues de chaleur) ont perturbé la production et la disponibilité alimentaires. Les rendements des principales cultures vivrières, telles que le maïs et le mil, diminuent déjà, ce qui entraîne une hausse des prix des aliments et complique leur accès. Un nombre croissant de familles connaît une insécurité alimentaire et déclare avoir ressenti la faim au moins une fois par mois. Dans le sud-est (Tambacounda, Kédougou), la nourriture disponible est souvent insuffisante, ce qui force les parents à réduire la quantité d'aliments et la fréquence des repas. Cette situation nuit à la capacité des enfants à recevoir les nutriments nécessaires à leur croissance optimale. Dans les régions de Dakar et de Matam, les catastrophes naturelles, telles que les inondations et les décrues du fleuve, ont entraîné la séparation de certains enfants de leur domicile, de leurs parents ou de leurs responsables. Ces événements sont également traumatisants pour eux, car ils perdent leur environnement socio-affectif habituel. De telles situations affectent leur croissance et leur développement mental :

> Après les inondations de l'an dernier, notre maison a été détruite et nous avons dû nous séparer. Certains de mes six enfants ont été confiés à la famille, tandis que je restais avec mon bébé allaité. La séparation a duré plus de huit mois. À notre retour, la maison était très endommagée et mon enfant de deux ans avait perdu du poids. Il mangeait peu, restait silencieux et ne voulait plus jouer. Il parle souvent de ses peurs. Je vois bien qu'il est profondément perturbé. (Entretien, mère de six enfants, Nguidjilogne, Matam)

Sur les sites de relogement précaires, l'accès limité à l'eau, à l'assainissement et à des conditions de vie adéquates accroît l'exposition aux maladies et au stress environnemental. Le retard de croissance apparaît ainsi comme le produit d'interactions complexes entre l'insécurité alimentaire, la morbidité, les vulnérabilités psychosociales et les transformations environnementales liées aux aléas climatiques.

Pratiques locales et stratégies de résilience face au changement climatique

Les données recueillies indiquent que les communautés déploient un ensemble de stratégies pour atténuer les effets du changement climatique sur la croissance et le développement des jeunes enfants, en réponse aux perturbations alimentaires, à l'accès limité aux ressources et aux conditions de vie contraignantes :

- **Mobilité et organisation spatiale**

Plusieurs participants ont rapporté que les femmes et les enfants se déplacent saisonnièrement pour accéder à l'eau, aux cultures ou à des zones plus ombragées. L'utilisation d'abris temporaires offrant un meilleur confort thermique est également envisagée pour protéger les enfants contre les vagues de chaleur.

- **Adaptations alimentaires**

Les ménages modifient fréquemment leurs habitudes alimentaires en ajustant la fréquence et la composition des repas, en enrichissant les bouillies locales avec des ingrédients nutritifs et en privilégiant certaines céréales locales pour faire face aux problèmes de disponibilité alimentaire.

- **Solidarités féminines et micro-transferts**

Les échanges de lait maternel entre femmes ont été observés et encadrés par des normes de respectabilité, contribuant à soutenir les mères confrontées à des difficultés et à maintenir la nutrition des enfants. Au Sénégal, une donneuse qui respecte les pratiques locales d'allaitement (durée de l'allaitement, moment et fréquence des tétées, posture de l'enfant temps de repos accordé à l'enfant pour le rot, et la prévention des coliques et réingurgitations) est perçue comme une mère attentive et bénéficie de l'acceptation de sa communauté. Ces transferts contribuent à prévenir la déshydratation et à assurer une croissance optimale de l'enfant (Amzat et al., 2024 ; Giannini et al., 2021).

- **Réorganisation des activités quotidiennes**

Les activités quotidiennes des enfants, comme aider à préparer les repas, nettoyer, entretenir la maison, travailler dans les champs, collecter du bois ou de l'eau et garder les animaux, sont modifiées afin d'éviter leur exposition à la chaleur. Chez les adultes, les tâches agricoles et domestiques impliquant la présence des enfants sont réduites ou réaménagées.

Ces dynamiques, souvent invisibles dans les cadres biomédicaux et nutritionnels, révèlent à la fois les capacités locales de résilience et les inégalités de genre. La division des rôles influence directement la résilience nutritionnelle et sanitaire des enfants, ce qui souligne l'importance d'intégrer une perspective de genre dans les interventions visant à atténuer les impacts du changement climatique.

Discussion

Au Sénégal, le retard de croissance infantile demeure un défi majeur et est perçu comme un phénomène multidimensionnel, articulant les dimensions biologiques, sociales et symboliques. Les parents en situent souvent l'origine dans la grossesse, influencée par des facteurs sociaux ou mystiques (Alendi et al., 2025 ; Sosseh et al., 2023), ce qui souligne une responsabilité morale des mères, peu prise en compte par les approches biomédicales (Wentworth & Blalock, 2025). Les études anthropologiques soulignent que les discours nutritionnels et sanitaires actuels façonnent l'image de la mère idéale comme responsable principale de la santé infantile, accentuant par là même la culpabilisation maternelle (*mother blame*) en cas d'échec (Benasso et al., 2019). Alors que les modèles classiques se concentrent sur les carences et les infections des 1 000 premiers jours, les communautés adoptent une perspective plus large, intégrant l'alimentation maternelle, les normes sociales, les rituels et les contraintes climatiques. Le retard de croissance est ainsi perçu comme un processus social et moral, où la trajectoire de l'enfant peut être « interrompue » par des ruptures symboliques autant que biologiques (Rakotomanana et al., 2024). La coexistence de ces registres explicatifs révèle à la fois des dialogues et des tensions entre les savoirs locaux et les modèles scientifiques, et souligne l'importance d'intégrer les normes sociales afin de renforcer l'acceptabilité et la durabilité des interventions.

Les phénomènes climatiques extrêmes accentuent la vulnérabilité en matière de santé et de nutrition (Niles et al., 2021). Alors que les modèles traditionnels considèrent le climat comme un facteur distant influant sur l'accès à la nourriture et aux soins (Thiede & Strube, 2020), les familles au Sénégal l'intègrent directement dans leurs pratiques alimentaires, leurs stratégies de soins et leurs décisions domestiques (Agostini et al., 2023 ; Tamasiga et al., 2023). Les résultats de cette étude montrent que la malnutrition infantile ne peut pas être réduite à des déficits biologiques ou à des mesures anthropométriques isolées. La croissance des enfants dépend d'interactions complexes et dynamiques entre les facteurs environnementaux, nutritionnels, sociaux et économiques,

étroitement liés aux conditions climatiques locales (Santos-Degner et al., 2025). Cette perspective socio-écologique suggère que le retard de croissance résulte d'un écosystème où les parcours individuels des enfants sont façonnés par les environnements locaux, les structures sociales et les systèmes alimentaires. Le changement climatique intensifie les difficultés, aggravant l'insécurité alimentaire. Pour en saisir les effets sur la nutrition, il est essentiel d'analyser le statut socio-économique et l'accès aux ressources, en intégrant également le genre (Hanieh et al., 2020 ; Lucey & Grimm, 2021). Finalement, la vulnérabilité nutritionnelle chez les enfants découle de facteurs contextuels, ce qui souligne l'importance d'une approche globale plutôt que de se limiter à des interventions biomédicales.

Malgré ces obstacles, les ménages font preuve d'ingéniosité en adoptant des stratégies combinant leurs connaissances alimentaires locales et l'entraide communautaire. En ajustant leurs pratiques agricoles, en diversifiant leurs cultures et en renforçant la solidarité sociale et familiale, certaines familles parviennent à assurer une croissance stable à leurs enfants. Cela constitue une véritable écologie domestique de la santé, où la routine et les choix alimentaires s'articulent avec les normes sociales pour favoriser la croissance des enfants (Bricas et al., 2021 ; Frumence et al., 2024 ; Nedzingahe et al., 2023), tout en restant limités par les inégalités socio-économiques et les contraintes contextuelles. Les ménages deviennent ainsi de véritables espaces de résilience, dans lesquels les savoirs locaux et les pratiques culturelles permettent de maintenir la sécurité nutritionnelle malgré les incertitudes environnementales, économiques et sanitaires (Scheidecker et al., 2025).

Ces mécanismes illustrent que la résilience est façonnée socialement, fortement liée au genre et profondément enracinée dans les normes et les compétences locales (Laar et al., 2022). En valorisant les savoirs locaux et en soutenant les stratégies d'adaptation familiales, il est possible de favoriser un changement positif. Les initiatives en nutrition devraient dépasser le cadre biomédical traditionnel en adoptant une approche plus intégrée. Cela nécessite de renforcer les systèmes alimentaires locaux, mais aussi d'intégrer les dimensions sociales et climatiques, tout en veillant à l'équité de genre pour un avenir plus durable.

De plus, ces observations invitent à repenser la nutrition en Afrique en dépassant les paradigmes importés, afin de valoriser les savoirs locaux, les pratiques alimentaires traditionnelles et les perspectives communautaires (Louvin & Walser, 2021 ; Swiderska et al., 2022). Comme le rappellent Nelson et al. (2021), le domaine de la nutrition a longtemps été influencé par l'héritage colonial notamment à travers l'imposition de normes alimentaires occidentales, de politiques encourageant la consommation d'aliments importés ou transformés, et la réorientation de l'agriculture locale vers des cultures d'exportation. Cette approche technocratique a privilégié les solutions techniques au détriment des aspects sociaux, politiques et structurels de la malnutrition. Cependant, sous l'influence des changements socio-économiques, les pratiques alimentaires restent fidèles aux savoirs locaux tout en s'adaptant aux défis de la globalisation. Ces dynamiques sont invisibilisées par les méthodes classiques de communication pour le changement social (CCSC) et comportemental, qui utilisent souvent des modèles standardisés, ce qui limite leur efficacité (Faye & Sow, 2025). À l'inverse, une approche décoloniale vise à reconnaître équitablement les savoirs locaux, à réintégrer les dimensions sociales, historiques et politiques de l'alimentation, et à favoriser la participation des communautés ainsi que la valorisation des systèmes alimentaires autochtones (Jernigan et al., 2023). Intégrer les savoirs paysans aux pratiques écologiques constitue une stratégie pour promouvoir des systèmes alimentaires et nutritionnels plus adaptés (Moseley, 2024 ; Mougeot, 2006). Ces éléments soulignent l'importance de développer des interventions nutritionnelles participatives et contextualisées, qui tiennent compte de l'écologie domestique, des savoirs locaux et des dimensions intersectionnelles (genre, environnement, culture), afin de consolider la résilience des communautés et la sécurité alimentaire des enfants.

Conclusion

Au Sénégal, le retard de croissance chez l'enfant ne peut être réduit à un simple problème nutritionnel ; il découle surtout de l'interaction entre divers facteurs socio-économiques, culturels et environnementaux. En particulier, les normes sociales liées à la grossesse et aux pratiques de soin influencent les comportements maternels attendus, ainsi que les risques associés aux perceptions mystiques concernant la santé de l'enfant. Ces normes orientent aussi la manière dont la croissance et l'état de santé de l'enfant sont perçus. Elles ne constituent pas des obstacles à l'adoption de comportements alimentaires recommandés par la biomédecine ; elles forment plutôt des systèmes cohérents qui s'adaptent et se régulent. Comprendre le retard de croissance nécessite de saisir les dynamiques sociales, culturelles et environnementales qui façonnent la nutrition infantile. Les approches socio-écologiques montrent que la malnutrition résulte d'un tissu complexe d'interactions entre systèmes alimentaires, inégalités sociales, rapports de genre et transformations climatiques, ces derniers agissant comme des amplificateurs de vulnérabilité pour les ménages.

Pour optimiser l'efficacité des interventions en nutrition, il est essentiel d'intégrer les données scientifiques, les connaissances locales, les normes sociales et les réponses aux pressions environnementales. En valorisant les savoirs locaux et en respectant les traditions alimentaires, tout en intégrant les enjeux de genre et la durabilité écologique au sein des familles, de telles initiatives peuvent renforcer la résilience des ménages et améliorer durablement la sécurité nutritionnelle des enfants en Afrique.

Remerciements

Les auteurs expriment leur profonde gratitude envers l'ensemble des participants (donneurs de soins, personnes-ressources, autorités locales et acteurs communautaires) pour leur disponibilité et la richesse des échanges qui ont nourri cette étude. Ils remercient également les équipes de terrain (Paul Mamba Diédhiou, Ousseynou Diouf, Aliyou Talla, Henriette M. H. Ndong, Khadidjatou Sankhe, Abdoulaye Ndoye, Diabou Diao, Cheikhna Cheikh Saadbou, Seydou Bachir Sarr) pour leur engagement et leur rigueur dans la collecte des données. Cette recherche a bénéficié du soutien financier du CNDN, déterminant pour la réalisation de ce travail. Les auteurs restent seuls responsables du contenu et des analyses présentées dans cet article.

Bibliographie

Agabiirwe, C. N., Dambach, P., Methula, T. C., & Phalkey, R. K. (2022). Impact of floods on undernutrition among children under five years of age in low- and middle-income countries: A systematic review. *Environmental Health, 21*(1), 98. https://doi.org/10.1186/s12940-022-00910-7

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) & ICF International. (2012). *Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples (EDS-MICS) 2010-2011, Sénégal : Rapport final (phase antérieure au lancement de l'EDS-Continue)*. ANSD/ICF International. https://dhsprogram.com/publications/publication-fr258-dhs-final-reports.cfm

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) & ICF International. (2016). *Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue 2015)* (Rapport final, FR320). ANSD/ICF. https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR320/FR320.pdf

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), Ministère de la Santé et de l'Action sociale (Sénégal) & ICF International. (2018). *Enquête démographique et de santé continue (EDS-Continue) 2017, Sénégal : Rapport final* (FR345). ANSD/ICF International. https://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR345/FR345.pdf

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) & ICF International. (2020). *Sénégal : Enquête démographique et de santé continue (EDS-Continue) 2019. Rapport sur les indicateurs clés* (FR368). ANSD/The DHS Program. https://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR368/FR368.pdf

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) & ICF International. (2024). *Enquête démographique et de santé continue (EDS-Continue) 2023, Sénégal : Rapport final* (FR390). ANSD/ICF International. https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR390/FR390.pdf

Agostoni, C., Baglioni, M., La Vecchia, A., Molari, G., & Berti, C. (2023). Interlinkages between climate change and food systems: The impact on child malnutrition—narrative review. *Nutrients, 15*(2), 416. https://doi.org/10.3390/nu15020416

Alendi, J. N., Muyer, M. C., Salpeteur, C., Botomba, S., Mayavanga, J. B., Mupuala, A., Muadi, F. M., Mampunza, S., Quénéet, L., Camrrubi, M., & Fabregat, C. M. (2025). Perceptions, causes and treatment of severe acute malnutrition, Mbuji-Mayi, Kasai-Oriental, Democratic Republic of the Congo. *Maternal & Child Nutrition, 21*(3), e70024. https://doi.org/10.1111/mcn.70024

Amoussou Lokossou, Y. U., Tambe, A. B., Azandjèmè, C., & Mbhenyane, X. (2021). Socio-cultural beliefs influence feeding practices of mothers and their children in Grand Popo, Benin. *Journal of Health, Population and Nutrition, 40*, 33. https://doi.org/10.1186/s41043-021-00258-7

Amzat, J., Aminu, K., Matankari, B., Ismail, A., Almu, B., & Kanmodi, K. K. (2024). Sociocultural context of exclusive breastfeeding in Africa: A narrative review. *Health Science Reports, 7*(5), e2115. https://doi.org/10.1002/hsr2.2115

Benasso, S., Guzzetti, L., & Stagi, L. (2019). Gouvernementalité et alimentation. *Revue des sciences sociales*, (61), 66– 75. https://doi.org/10.4000/revss.3842

Bicchieri, C., & Penn Social Norms Training and Consulting Group. (2015). *Why people do what they do? A social norms manual for Zimbabwe and Swaziland*. UNICEF Office of Research—Innocenti. https://repository.upenn.edu/server/api/core/bitstreams/06790d57-6a25-42f1-9993-b51e8ce0f23c/content

Brar, S., Akseer, N., Sall, M., Conway, K., Diouf, I., Everett, K., Islam, M., Sène, P. I. S., Tasic, H., Wigle, J., Bhutta, Z. (2020). Drivers of stunting reduction in Senegal: A country case study. *American Journal of Clinical Nutrition, 112*, 860S–874S. https://doi.org/10.1093/ajcn/nqaa151

Bricas, N., Conaré, D., & Walser, M. (Dirs.). (2021). *Une écologie de l'alimentation*. Éditions Quæ. https://doi.org/10.35690/978-2-7592-3353-3

Chevé, D., Macia, E., Diallo, M., Lalys, L., Diallo, A. H., Sow, S., Bergouignan, A., & Duboz, P. (2023). Nothing in excess: Physical activity, health, and lifeworld in Senegalese Fulani male pastoralists: a mixed-method approach. *International Journal of Environmental Research and Public Health, 20*(21), 6999. https://doi.org/10.3390/ijerph20216999

Cooper, M. W., Brown, M. E., Hochrainer-Stigler, S., Pflug, G., McCallum, I., Fritz, S., Silva, J., & Zvoleff, A. (2019). Mapping the effects of drought on child stunting. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America, 116*(35), 17219–17224. https://doi.org/10.1073/pnas.1905228116

Dickin, K. L., Litvin, K., McCann, J. K., & Coleman, F. M. (2021). Exploring the influence of social norms on complementary feeding: A scoping review of observational, intervention, and effectiveness studies. *Current Developments in Nutrition, 5*(2), nzab001. https://doi.org/10.1093/cdn/nzab001

Diouf, M. (1994). *Sénégal : les ethnies et la nation*. UNRISD/L'Harmattan.

Eom, Y. J., Chi, H., Jung, S., Kim, J., Jeong, J., Subramanian, S. V., & Kim, R. (2024). Women's empowerment and child anthropometric failures across 28 sub-Saharan African countries: A cross-level interaction by Gender Inequality Index. *SSM Population Health, 26*, 101651. https://doi.org/10.1016/j.ssmph.2024.101651

Ewusie, T. B., Coulthard, H., Sharps, M., & Ochieng, B. (2025). Influence of cultural beliefs and parental feeding practices on obesity among primary schoolchildren aged 6–12 in Ghana: A qualitative study. *BMJ Open, 15*(5), e087160. https://doi.org/10.1136/bmjopen-2024-087160

Faye, S. L., & Sow, G. H. (2025). Reclaiming voices, rethinking change: A decolonial and knowledge-ecological analysis of SBCC nutrition interventions in Senegal. *Frontiers in Nutrition, 12*, 1609237. https://doi.org/10.3389/fnut.2025.1609237

Flax, V. L. (2015). It was caused by the carelessness of the parents: Cultural models of child malnutrition in southern Malawi. *Maternal & Child Nutrition, 11*(1), 104—118. https://doi.org/10.1111/mcn.12073

Frumence, G., Jin, Y., Kasangala, A., Bakar, S., Mahiti, G. R., & Ochieng, B. A. (2024). Systems approach in the prevention of undernutrition among children under five in Tanzania: Perspectives from key stakeholders. *Nutrients, 16*(11), 1551. https://doi.org/10.3390/nu16111551

Giannini, A., Ilboudo Nébié, E. K., Ba, D., & Ndiaye, O. (2021). Livelihood strategies shape vulnerability of households' food security to climate in Senegal. *Frontiers in Climate, 3*, 731 036. https://doi.org/10.3389/fclim.2021.731036

Gouvernement du Sénégal. (2015). *Document de politique nationale de développement de la nutrition (PNDN) 2015–2025*. Dakar. https://faolex.fao.org/docs/pdf/Sen191467.pdf

Gouvernement du Sénégal. (2018). *Plan stratégique multisectoriel de la nutrition (PSMN) 2018–2022*. https://cndn.sn/wp-content/uploads/2018/01/plan-strategique-multisectoriel-de-la-nutrition-psmn.pdf

Gouvernement du Sénégal. (2019). *Plan Sénégal émergent — Plan d'actions prioritaires (PAP) 2019–2023. Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (phase II du PSE)*. https://www.pseau.org/outils/ouvrages/mepc_le_plan_senegal_emergent_plan_d_actions_prioritaires_2019_2023_2018.pdf

Hanieh, S., High, H., & Boulton, J. (2020). Nutrition justice: Uncovering invisible pathways to malnutrition. *Frontiers in Endocrinology (Lausanne), 11*, 150. https://doi.org/10.3389/fendo.2020.00150

Jernigan, V. B. B., Nguyen, C. J., Maudrie, T. L., Demientieff, L. X., Black, J. C., Mortenson, R., Wilbur, R. E., Clyma, K. R., Lewis, M., & Lopez, S. V. (2023). Food sovereignty and health: A conceptual framework to advance research and practice. *Health Promotion Practice, 24*(6), 1070—1074. https://doi.org/10.1177/15248399231190367

Klapka, C. S., Barbosa, B. B., Magalhães, A. R., Carioca, A. A. F., Lourenço, B. H., Gomes, S. M., de Carvalho, A. M. (2024). Exploring the effects of climate change on child malnutrition: Protocol for a scoping review. *BMJ Open, 14*, e090285. https://doi.org/10.1136/bmjopen-2024-090285

Laar, A. K., Addo, P., Aryeetey, R., Agyemang, C., Zotor, F., Asiki, et Rampalli, K. K., Amevinya, G. S., Tandoh, A., Nanema, S., Adjei, A. P., Laar, M. E., Mensah, K., Laryea, D., Sellen, D., Vandevijvere, S., Turner, C., Osei-Kwasi, H., Spires, M., Blake, C., & Holdsworth, M. (2022). Perspective: Food environment research priorities for Africa—Lessons from the Africa Food Environment Research Network. *Advances in Nutrition, 13*(3), 739—747. https://doi.org/10.1093/advances/nmac019

Louvin, J. M., & Walser, M. (2021). Décloisonner les savoirs sur l'alimentation. Dans N. Bricas, D. Conaré, & M. Walser (dirs.), *Une écologie de l'alimentation* (pp. 135–154). Éditions Quae.

Lucey, T. K., & Grimm, K. (2021). Connecting political ecology of health and disease with structural stigmatization: Declining use of forest foods and medicines in Kédougou, Senegal. *Journal of Political Ecology, 28*(1), 607–628. https://doi.org/10.2458/jpe.2996

Macheka, L., Mudiwa, T., Chopera, P., Nyamwanza, A., & Jacobs, P. (2022). Linking climate change adaptation strategies and nutrition outcomes: A conceptual framework. *Food and Nutrition Bulletin, 43*(2), 201—212. https://doi.org/10.1177/03795721221078362

Mbaye, E., Diatta, C. S., Diédhiou, M. A. A., & Diémé, B. A. E. (2021). Caractérisation de *Carapa procera* DC et ses services économiques en milieu diola (Basse Casamance — Sénégal). *Afrique et Développement, 46*(4), 141–174.

Mchome, Z., Bailey, A., Darak, S., & Haisma, H. (2019). A child may be tall but stunted: Meanings attached to childhood height in Tanzania. *Maternal & Child Nutrition, 15*(3). https://doi.org/10.1111/mcn.12769

Ministère de la Santé et de la Prévention Médicale, Centre de Recherche pour le Développement Humain, & ORC Macro. (2006). *Sénégal Enquête Démographique et de Santé 2005 : Nutrition of Young Children and Mothers* (DHS/EDS IV). https://dhsprogram.com/pubs/pdf/ANC22/ANC22.pdf

Moreno, J. M., Chapman, A. J., Ebido, C. C., Sougou, N. M., Diallo, A. H., Tening, R. N., Dial, F. B., Massonnié, J., Firoozmand, M., Niang, C. E. H. A., Heffernan, C., & Harder, M. K. (2023). Local contextual factors of child stunting found via shared values of stakeholder groups: An exploratory case study in Kaffrine, Senegal. *Public Health Nutrition, 26*(11), 2418–2432. https://doi.org/10.1017/S1368980023001088

Moseley, W. G. (2024). *Decolonizing African agriculture: Food security, agroecology and the need for radical transformation*. Agenda Publishing. https://www.econstor.eu/bitstream/10419/312683/1/Agenda-Publishing-Limited_9781788215909.pdf

Mougeot, L. J. A. (2006). *Growing better: Agricultural sustainability and nutrition in Africa*. International Development Research Centre. https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/handle/10625/30554

Mphangwe, W., Nolan, A., Vallières, F., & Finn, M. (2024). How do gender norms contribute to stunting in Ntchisi District, Malawi? A qualitative study. *PLoS One, 19*(10), e0290199. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0290199

Ndao, M. M., & Breuer, I. M. (2013). Climate risk and food security in Senegal: Analysis of climate impacts on food security and livelihoods. https://wca.humanitarianresponse.info/fr/system/files/documents/files/Climate%20risk%20impacts%20on%20food%20security%20and%20livelihoods%20in%20Senegal.pdf

Nedzingahe, V., Tambe, B. A., Zuma, M. K., & Mbhenyane, X. G. (2023). Associations among food systems, food environments, food choices, food security, and nutrition transition in Limpopo Province, South Africa: A cross-sectional study. *International Journal of Environmental Research and Public Health, 20*(16), 6557. https://doi.org/10.3390/ijerph20166557

Nelson, E. M., Nisbett, N., & Gillespie, S. (2021). Historicising global nutrition: Critical reflections on contested pasts and reimagined futures. *BMJ Global Health, 6*(11), e006337. https://doi.org/10.1136/bmjgh-2021-006337

Niles, M. T., Emery, B. F., Wiltshire, S., Brown, M. E., Fisher, B., & Ricketts, T. H. (2021). Climate impacts associated with reduced diet diversity in children across nineteen countries. *Environmental Research Letters*. https://doi.org/10.1088/1748-9326/abd0ab

Odii, B. C., Harder, M. K., Huang, Y., Chapman, A., Sougou, N. M., Kolopaking, R., Gavaravarapu, S., Diallo, A. H., Anggorowati, R., Fernandez Rao, S., & Heffernan, C. (2024). Sociocultural environmental factors and childhood stunting: Qualitative studies—A protocol for the Shared Values theme of the UKRI GCRF Action Against Stunting Hub. *BMJ Paediatrics Open, 8*(Suppl 1), e001906. https://doi.org/10.1136/bmjpo-2023-001906

Offosse N'Gbesso, M. J. (2018). Nutrition financing in Senegal: Analysis & Perspective—15 years of experience in the development of nutrition policy in Senegal. World Bank, Washington, DC; CLM, Dakar, Sénégal. http://documents.worldbank.org/curated/en/274251568924263961

Organisation mondiale de la Santé. (2013). *Childhood stunting: Context, causes and consequences—Conceptual framework on childhood stunting*. https://www.who.int/teams/nutrition-and-food-safety/monitoring-nutritional-status-and-food-safety-and-events/healthy-growth-and-development

Organisation mondiale de la Santé. (2017). *Cibles mondiales de nutrition 2025 : note d'orientation sur le retard de croissance.* https://iris.who.int/server/api/core/bitstreams/26a6841f-fc6c-4960-b6d8-70e01e054fd0/content

Organisation mondiale de la Santé (2022). Série de publications techniques sur l'adaptation aux répercussions du climat sur la santé : dénutrition. Organisation mondiale de la Santé. https://iris.who.int/handle/10665/360796.

Pouye, R., & Fall, N. (2023). Nutritional status and associated factors in children under five in Senegal: An empirical analysis. *Moroccan Journal of Public Health, 5*(1). https://doi.org/10.34874/PRSM.mjph-vol5iss1.38209

Pradeilles, R., Holdsworth, M., Olaitan, O., Irache, A., Osei-Kwasi, H. A., Ngandu, C. B., & Cohen, E. (2022). Body size preferences for women and adolescent girls living in Africa: A mixed-methods systematic review. *Public Health Nutrition, 25*(3), 738–759. https://doi.org/10.1017/S1368980021000768

Querre, M. (2007). Enjeux sociaux autour du corps de l'enfant. *Face à face Regards sur la santé*, (10).

Rakotomanana, E. F. N., Rafiringa, S., & Mattern, C. (2024). L'allaitement maternel comme recommandation internationale en santé à l'épreuve des savoirs locaux à Madagascar. *Émulations*. http://journals.openedition.org/emulations/2143

Réseau collaboratif d'apprentissage pour l'avancement du changement des normes sociales. (2019). *Normes sociales et SSRAJ : passer de la théorie à la conception de programmes*. Institut pour la Santé Reproductive, Université de Georgetown. https://www.alignplatform.org/sites/default/files/2021-03/lc_theory_to_practice_bridge_03312021_final_fre.pdf

Saidu, S. F., & Danielson, R. A. (2024). Social determinants of health associated with increased prevalence of childhood malnutrition in Africa. *Frontiers in Nutrition, 11*, 1456089. https://doi.org/10.3389/fnut.2024.1456089

Santos-Degner, L. A., Palmeira, P. A., Recine, E. G. I. G., Pasquim, E. M., Salles-Costa, R., Segall-Corrêa, A. M., Paiva, J. B., Nonato, L. F. T., & Santos, S. M. C. D. (2025). Climate change, food insecurity, and the impacts on child health and nutrition in Brazil: proposal for a conceptual model. *Cadernos de saude publica*, *41*(11), e00217824. https://doi.org/10.1590/0102-311XEN217824

Scheidecker, G., Funk, L., Chaudhary, N., Chapin, B. L., Schmidt, W. J., & El Ouardani, C. (2025). Cultural foundations of global health: A critical examination of universal child feeding recommendations. *Global Health Research and Policy, 10*(1), 4. https://doi.org/10.1186/s41256-025-00405-1

Scott, A. G., Hunter, S. C., Feo, R., Golley, R. K., Dunn, K., & Johnson, B. J. (2026). Exploring the social norms, their development, and influence on complementary feeding in high- and upper-middle-income countries: A systematic review. *Nutrition Reviews, nuaf299.* https://doi.org/10.1093/nutrit/nuaf299

Seposo, X., Celis-Seposo, A. K., Uttajug, A., Tajudin, M. A. B. A., & Ueda, K. (2025). Impact of prenatal drought exposures on under-5 childhood stunting in 32 low-and-middle-income countries: A global analysis using demographic and health surveys. *Environmental Health, 24*, 61. https://doi.org/10.1186/s12940-025-01215-1

Sosseh, S. A. L., Barrow, A., & Lu, Z. J. (2023). Cultural beliefs, attitudes and perceptions of lactating mothers on exclusive breastfeeding in The Gambia: An ethnographic study. *BMC Women's Health, 23*, 18. https://doi.org/10.1186/s12905-023-02163-z

Sparling, T. M., Offner, C., Deeney, M., Denton, P., Bash, K., Juel, R., R., Moore, S., & Kadiyala, S. (2024). Intersections of climate change with food systems, nutrition, and health: An overview and evidence map. *Advances in Nutrition, 15*(9), 100274. https://doi.org/10.1016/j.advnut.2024.100274

Standing Together for Nutrition (ST4N). (2025). *The climate crisis and the nutrition crisis are intertwined: The need and the opportunity for policy action to address both crises simultaneously*. Micronutrient Forum. https://micronutrientforum.org/wp-content/uploads/2025/02/ST4N_The-Climate-Crisis-and-the-Nutrition-Crisis-are-Intertwined_Policy-Brief_Feb-2025.pdf

Swiderska, K., Argumedo, A., Wekesa, C., Ndalilo, L., Song, Y., Rastogi, A., & Ryan, P. (2022). Indigenous peoples' food systems and biocultural heritage: Addressing indigenous priorities using decolonial and interdisciplinary research approaches. *Sustainability, 14*(18), 11311. https://doi.org/10.3390/su141811311

Sy, I., Cisse, B., Ndao, B., Toure, M., Diouf, A. A., Sarr, M. A., & Ndione, J. A. (2022). Heat waves and health risks in the northern part of Senegal: Analyzing the distribution of temperature-related diseases and associated risk factors. *Environmental Science and Pollution Research, 29*(55), 83365–83377. https://doi.org/10.1007/s11356-022-21205-x

Tamasiga, P., Onyeaka, H., Akinsemolu, A., & Bakwena, M. (2023). The inter-relationship between climate change, inequality, poverty and food security in Africa: A bibliometric review and content analysis approach. *Sustainability, 15*(7), 5628. https://doi.org/10.3390/su15075628

Tang, M. N., Adolphe, S., Rogers, S. R., & Frank, D. A. (2021). Failure to thrive or growth faltering: medical, developmental/behavioral, nutritional, and social dimensions. *Pediatrics in Review*, 42(11), 590-603. https://doi.org/10.1542/pir.2020-001883

Thiede, B. C., & Strube, J. (2020). Climate variability and child nutrition: Findings from Sub-Saharan Africa. *Global Environmental Change, 65*, 102192. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102192

Thuita, F. M., Pelto, G. H., Musinguzi, E., & Armar-Klemesu, M. (2019). Is there a "complementary feeding cultural core" in rural Kenya? Results from ethnographic research in five counties. *Maternal & Child Nutrition, 15*(1), e12671. https://doi.org/10.1111/mcn.12671

United Nations Children's Fund, World Health Organization & World Bank. (2023). *Levels and trends in child malnutrition: Key findings of the 2023 report*. World Health Organization. https://iris.who.int/server/api/core/bitstreams/a0aad785-4ff8-43d7-bdf9-be6c9a221e8e/content

United Nations Children's Fund. (1990). *Strategy for improved nutrition of children and women in developing countries: Conceptual framework for the causes of malnutrition*. UNICEF. https://digitallibrary.un.org/record/227230/files/UNE_ICEF%252802%2529_S771-E.pdf

United Nations Children's Fund. (2023). *The climate-changed child: A children's climate risk index supplement*. https://www.unicef.org/media/147931/file/Theclimage-changedchild-ReportinEnglish.pdf

Walker, S. P., Chang, S. M., Powell, C. A., Simonoff, E., & Grantham-McGregor, S. M. (2007). Early childhood stunting is associated with poor psychological functioning in late adolescence and effects are reduced by psychosocial stimulation. *Journal of Nutrition, 137*, 2464–2469. https://doi.org/10.1093/jn/137.11.2464

Wallace, L. J., MacDonald, M. E., & Storeng, K. T. (Eds.). (2022). *Anthropologies of global maternal and reproductive health: From policy spaces to sites of practice*. Springer.

Weber, N., Birnbaum, P., Forget, P. M., Gueye, M., & Kenfack, D. (2010). L'huile de *Carapa procera* (Carapa procera spp., Meliaceae) en Afrique de l'Ouest : utilisations et implications dans la conservation des peuplements naturels. *Fruits, 65*, 343—354. https://doi.org/10.1051/fruits/2010029

Wentworth, C., & Blalock, A. E. (2025). *« Good mothers, lazy mothers » : Analyzing impacts of individual responsibility discourse in maternal and child healthcare in Vanuatu.* Social Science & Medicine, 382**,** 118319. https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2025.118319

Wood, F. E., Dickin, K. L., Sherburne, L., Diakite, M., Boubacar, A., Pollak, M., & Lundgren, R. (2024). Social norms: A missing ingredient of programs seeking to foster women's agency in nutrition. *Current Developments in Nutrition, 8*(9), 104440. https://doi.org/10.1016/j.cdnut.2024.104440

Young, H. (2020). *Nutrition in Africa's drylands: A conceptual framework for addressing acute malnutrition*. Feinstein International Center, Tufts University. https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC-malnafricandrylands_8.7.2020.pdf

Childhood Stunting in Senegal

Between Local Knowledge, Social Norms, and Climate Change Challenges

Sylvain Landry Birane Faye
Full Professor, Laboratory of Sociology, Anthropology and Psychology (LASAP), UCAD, Dakar, Senegal
sylvain.faye@ucad.edu.sn

Georgette Hélène Coumba Sow
Director of Communications, S&F Pro Consulting LLC, Manteca, California, USA
ghcsow@gmail.com

Mame Aminata Diagne
PhD Candidate, Laboratory of Sociology, Anthropology and Psychology (LASAP), UCAD, Dakar, Senegal
mamspop@gmail.com

Waly Diouf
Associate Researcher, Laboratory of Sociology, Anthropology and Psychology (LASAP), UCAD, Dakar, Senegal
walydiouf2004w@gmail.com

Nafissatou Ba Lô
Nutrition Advisor, National Council for Nutrition Development (CNDN), National Executive Bureau, Dakar, Senegal
nlo@cndn.sn

El Hadj Momar Thiam
Monitoring and Evaluation Officer, National Council for Nutrition Development (CNDN), National Executive Bureau, Dakar, Senegal
ethiam@cndn.sn

How to cite this paper:
Faye, S. L. B., Sow, G. H. C., Diagne, M. A., Diouf, W., Lô, N. B., & Thiam, E. H. M. (2026). Childhood Stunting in Senegal: Between Local Knowledge, Social Norms, and Climate Change Challenges. *Global Africa*, (13), pp. 135-150.
https://doi.org/10.57832/5zfk-b708

Received: January 16, 2025
Accepted: February 20, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

Despite significant investments aimed at improving nutrition, childhood stunting in Senegal remains a major public health concern. This form of chronic malnutrition persists in part due to a still limited understanding of its social, cultural, and environmental causes. This article aims to examine the factors that explain childhood stunting, with particular attention to social norms and sociocultural practices relating to children, as well as local perceptions of climate change and its impacts on children's nutrition, food security, and health.

We adopted a qualitative, ethnographic approach to collect and analyze the perceptions, attitudes, and practices of caregivers, as well as those of key informants, regarding the nutrition of children under five and stunting. The study is representative of the country's diverse ethnocultural zones, different residential settings (rural and urban), and the prevalence of stunting.

At the community level, childhood stunting is a condition associated with the mother's pregnancy and with social perceptions regarding the children's nutrition, breastfeeding, and growth of the child. In addition, climate change affects the environment in which children live, grow, and are fed, thereby increasing their vulnerability to stunting. These causes are linked to deep-rooted social factors such as social norms, family hierarchies, beliefs, and the environmental influences. However, these social dimensions are often insufficiently taken into account in the nutritional strategies of institutions.

To design effective and sustainable interventions, it is crucial to integrate local perspectives within a socio-ecological framework. This requires recognizing social norms, territorial knowledge, and community adaptive capacities in order to move beyond simply correcting nutritional gaps and to strengthen local resilience.

Keywords

Childhood stunting, health anthropology, socio-ecological models, climate change, local knowledge, Senegal

Context and Research Questions

Stunting is characterized by a height, weight, or body mass index below expected values, or by a variation in the height-to-weight ratio exceeding two percentiles on age- and sex-specific growth charts in a child whose growth had previously been normal (Tang et al., 2021). It results from prolonged exposure to inadequate nutrition, diseases and infections, and a lack of psychosocial stimulation (World Health Organization [WHO], 2017). This condition, which mainly appears before the age of two, has long-term effects on cognitive and physical development, academic achievement, and health in adulthood (Walker et al., 2007), hence the growing interest shown by international health and development strategies in this issue (UNICEF et al., 2023).

Since 2011, Senegal has been contributing to the Scaling Up Nutrition (SUN) initiative by strengthening its institutional structures and programs (Offosse N'Gbesso, 2018). The National Nutrition Development Policy (PNDN), led by the National Council for Nutrition Development (CNDN), has expanded access to nutrition services (Government of Senegal, 2015). It does so through community-based initiatives aimed at improving maternal and child health, hygiene, and access to healthy food and healthcare. It is implemented through the Multisectoral Nutrition Strategic Plan (Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition – PSMN), which promotes an integrated approach and encourages the involvement of other stakeholders in the nutrition sector (Government of Senegal, 2018). Furthermore, within the framework of the Plan for Emerging Senegal (Plan Sénégal Emergent – PSE), investing in the fight against malnutrition is considered an effective strategy for strengthening social protection, community resilience, and stimulating economic growth (Government of Senegal, 2019).

The Nutrition Enhancement Program (PRN), under the leadership of the CNDN, aims to fight chronic malnutrition among children under five by mobilizing community, ministerial, and technical stakeholders. The PRN has strengthened governance in the field of nutrition and improved access to nutrition services for vulnerable populations. Since 2019, the Investment in the Early Years for Human Development Project in Senegal (Projet d'investissement dans les premières années pour le développement humain au Sénégal – PIPADHS), in partnership with the World Bank, has continued this momentum by investing in integrated interventions in nutrition, early childhood development, and education, mainly in rural and peri-urban areas, while also promoting women's empowerment.

These efforts have led to a reduction in stunting, which decreased from 26.7% in 2011 to 17.9% in 2019, a rate below the African average (30.7%). However, in 2023, the prevalence reached 18%, including 4% severe forms (Figure 1), indicating a concerning stagnation.

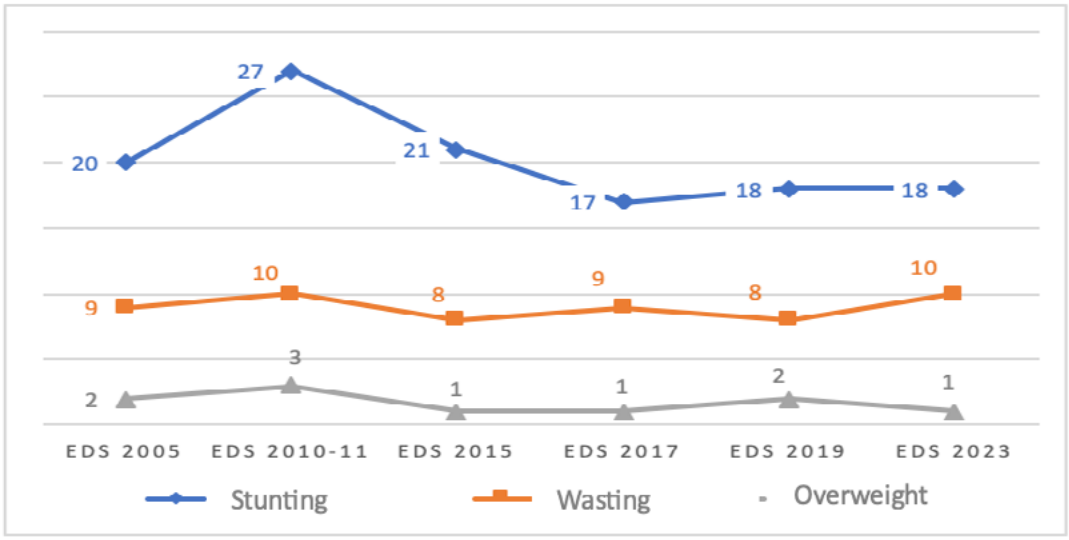


Figure 1. Trends in the key indicators of child malnutrition in Senegal based on Continuous DHS data (2005–2023): a gradual decline in stunting from 2010–2011, relatively stable levels of wasting, and a persistently low prevalence of overweight among children.

Persistent regional inequalities can be observed. Certain regions, such as Saint-Louis, Matam, Kaffrine, and Kédougou, record stunting rates between 20% and 29%, reflecting their historical vulnerability to food insecurity (Pouye & Fall, 2023). In 2017, the southern and central regions of Senegal were the most affected by this condition, particularly in rural areas (20%) compared to 12% in urban areas (EDS-C, 2017).

According to UNICEF (1990), chronic malnutrition results from immediate factors, such as insufficient food intake or illness, as well as underlying factors related to food security, caregiving practices, and the health environment. It is also influenced by fundamental factors related to the social, economic, and political context, as well as available institutional and financial resources. Although this model highlights the interaction among these factors of malnutrition, it does not systematically take into account the influence of social norms, informal structures, and local power relations. In the context of arid regions of Africa, Young (2020) proposes a framework specifically for analyzing acute malnutrition, which retains the analysis of immediate and underlying causes while reconfiguring fundamental causes around three dimensions: the environment and seasonal variability, institutional systems, and people's livelihoods. This approach emphasizes an integrated and contextual analysis and advocates for the active involvement of communities in designing more sustainable and contextually appropriate interventions.

Childhood stunting results from a complex interplay of factors, including immediate causes (inadequate food intake, disease), underlying causes (access to healthcare, water, and sanitation), and structural causes related to poverty and inequality (WHO, 2013). The prevention of stunting relies on adequate nutritional intake, psychosocial stimulation, nutrition and health interventions, as well as favorable environmental conditions. In the Senegalese context, Brar et al. (2020) developed a modified version of the stunting model by identifying distal determinants (climatic and economic shocks), intermediate determinants (access to healthcare, water, and food), and proximal determinants (maternal health, anemia, infectious diseases, age, and sex), enabling a more contextualized analysis of this disorder.

These approaches tend to reduce the impact of social and cultural norms, informal systems, and gender relations on nutritional status (Saidu & Danielson, 2024). In Senegal, local and community knowledge systems offer social interpretations of growth, as well as norms related to pregnancy, breastfeeding, and feeding practices (Moreno et al., 2023). They also provide strategies for coping with food insecurity (Dickin et al., 2021). Taking into account the influence of social and cultural norms on nutritional behaviors and the prevention of stunting encourages the adoption of integrated approaches (Wood et al., 2024).

Social Norms, Representations, and Practices Related to Growth

Child growth cannot be fully understood strictly in terms of biological parameters; it is also shaped by a social and cultural framework that profoundly influences individual trajectories. Implicit norms determine what is perceived as "appropriate" or "expected" development within a given group. They also guide breastfeeding practices, food choices, health risk assessments, and the use of healthcare services, which ultimately shape child growth trajectories (Dickin et al., 2021; Collaborative Network, 2019; Thuita et al., 2019). Society's perceptions of children's height, weight, and nutrition shape expectations at each stage of development. They influence the type and quantity of food provided, the timing of food diversification, perceived risks of undernutrition, and the distribution of parental responsibilities between men and women or across generations (Scott et al., 2026).

Understanding these norms, the mechanisms through which they exert influence, and the associated social sanctions is essential for designing interventions capable of changing behavior (Bicchieri & Penn Social Norms Training and Consulting Group, 2015). Gender norms are also important because they condition access to resources, available healthcare services, and nutritional information; they influence the distribution of domestic tasks and shape household decision-making. Analyzing these social and gender aspects often helps identify invisible barriers that hinder the adoption of recommended feeding practices.

Studies show that gender inequalities can limit access to food and the quality of nutritional practices (Mphangwe et al., 2024), while a greater mother's autonomy is associated with improved nutritional outcomes (Eom et al., 2024). These findings underscore the importance of qualitative approaches for understanding social and cultural logics (Odii et al., 2024), as well as how families define and protect healthy child growth (Querre, 2007) in constrained material and environmental contexts.

Climate change increases children's nutritional vulnerability, with a close link between the climate crisis and the global food crisis (UNICEF, 2023; Klapka et al., 2024). Extreme temperatures, floods, heatwaves, and variable rainfall intensify food insecurity (WHO, 2022) and malnutrition among children under five (Agabiirwe et al., 2022; Sparling et al., 2024; ST4N, 2025). In Senegal, these hazards disrupt agroecology, agriculture, food security, and water access, thereby increasing the risk of child malnutrition (Ndao & Breuer, 2013; Sy et al., 2022). Temperatures above 35 °C are associated with an elevated risk of stunting (Niles et al., 2021). The effects of rainfall are more nuanced: decreased rainfall can, depending on context, either worsen or improve nutritional status (Seposo et al., 2025). While reduced rainfall often compromises agricultural production and food security, it can, in certain environments, reduce exposure to waterborne and vector-borne diseases, such as diarrhea, cholera, or malaria, which affect children's nutrient absorption and child growth.

Due to their immaturity and food dependence, children are particularly vulnerable to these health and nutritional effects (Thiede & Strube, 2020), as well as to the transmission of infectious diseases. To analyze stunting, it is essential to consider families' perceptions of climate risks as well as the strategies they implement to prevent or adapt to them (Cooper et al., 2019; Macheka et al., 2022). They assess the nature of perceived risks, their priority, and the practices to adopt in response. These social representations shape behaviors related to agriculture, food, and health. For example, influencing crop selection, stock management, and responses to environmental shocks (Moreno et al., 2023). These dynamics play a structuring role in household food security and, by extension, in child growth and development.

Research Objectives

This study explores the interaction between social norms, socio-economic processes, and environmental factors to explain childhood stunting in Senegal, with a particular focus on the perceived impact of climate change. It also examines the vulnerability process that exposes children to chronic malnutrition, as well as the adaptation and resilience mechanisms mobilized

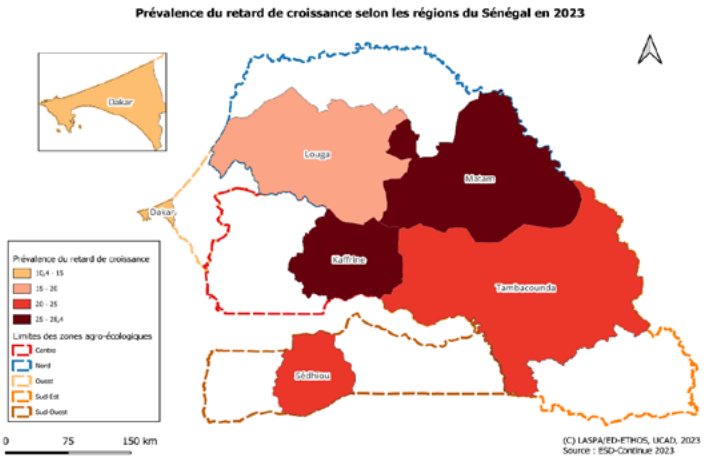
by households and communities in response to these challenges. The objective is to gain a better understanding of the complexity of these dynamics and how they influence child development. Specifically, the study seeks to:

- Analyze explanatory models of child nutrition by integrating emic, socio-territorial, and environmental dimensions to identify interactions between cultural factors, social dynamics, and ecological constraints;
- Document social representations and local interpretive frameworks regarding the causes of stunting, highlighting the cultural and community logics that shape these perceptions;
- Examine parents' perceptions of climate risks and analyze their influence on child care, feeding, and protection practices;
- Describe and analyze family resilience strategies in response to climate change, as well as the perceived effects on child growth.

Materials and Methods

This article presents a qualitative study on childhood stunting in Senegal, aiming to analyze the sociocultural, environmental, and community factors that influence feeding practices, caregiving, and the growth of young children.

To capture ethnocultural and geographic diversity, an ethnographic approach was adopted. The territory was divided into five socio-economic zones (Diouf, 1994). One region per zone was selected based on stunting prevalence and the presence of the PIPADHS program (Map 1).



Map 1. Prevalence of stunting among children in PIPADHS zones in Senegal, 2023 (Continuous DHS). The map highlights regional disparities in chronic malnutrition across these territories.

In each region, the department with the highest stunting rate was selected, followed by one urban and one rural municipality to ensure representation of different living environments. Two categories of participants were included. First, we targeted caregivers who had resided in the study area for at least 12 months and lived in households with a child under five. This term refers to mothers, grandmothers, fathers, and community health workers who are responsible for the nutritional and health management of children. Their role includes feeding practices, hygiene, childcare, disease prevention, and access to healthcare. These practices are embedded in an extended family framework, in which women play a central role. Second, key informants (health professionals, community actors, members of non-governmental organizations, and local leaders) were included. Minors (under 18 years of age) were not included in the study. The protocol was approved by the National Ethics Committee for Health Research in Senegal (SEN 23/107). All participants provided informed consent after being briefed on the study objectives and their rights.

We employed multiple qualitative methods to collect data. We conducted semi-structured interviews (n = 134 participants), which allowed us to better understand participants' perspectives on child growth, feeding, and caregiving practices, and the sociocultural and environmental factors influencing them. Data saturation was reached after approximately 25 to 30 interviews per site. To identify childhood illnesses considered priorities by parents, appropriate foods, and key challenges for healthy eating, we conducted a free listing exercise with participants. Additionally, we held focus group discussions (n = 24) with parents, grouped by gender and experience with stunting. Finally, direct observations in households complemented the analysis by documenting daily behaviors related to nutrition, hygiene, caregiving, and family interactions.

The data analysis was conducted using ATLAS.ti software. After anonymization and secure storage, transcripts were first subjected to open coding to identify main categories emerging from the empirical material. This initial step was followed by axial coding, which allowed us to link the identified themes and structure the data around key dimensions: feeding practices, caregiving trajectories, and social and environmental determinants. Two researchers independently coded the data; any discrepancies were discussed and resolved by consensus. A cross-sectional comparative analysis was then conducted to identify variations based on ethnocultural contexts, type of environment (urban or rural), and category of actors involved.

Results

Understanding Childhood Stunting through Local Perceptions

- **A social reading of child growth**

In Senegal, child growth is understood in terms of the "healthy child," which is reflected in height, weight, and developmental milestones such as the emergence of baby teeth, walking, language, or puberty. Satisfactory growth depends on caregivers' response to basic needs, including nutrition, protection, and bodily care: carrying, massages with shea butter or *touloucouna* oil, and hydration. Carried out by mothers, grandmothers, or massage therapists, these practices shape the body according to social norms, transmit hygienic, therapeutic, and symbolic knowledge (Mbaye et al., 2021), and protect against invisible threats (Weber et al., 2010). Such caregiving practices and rituals demonstrate that child growth is a process shaped by social and cultural dynamics (Amoussou Lokossou et al., 2021).

- **Domestic hygiene, environment, and caregiving dynamics**

Across all study sites, women closely link children's health and growth to the cleanliness of their domestic environment. They emphasize the importance of frequent bathing, regular clothing changes, cleaning the child before breastfeeding, and avoiding street food, all essential strategies for preventing childhood illnesses.

Parents also recognize various environmental risks, such as sandstorms, smoke from bush fires, street food preparation, pollution, and open-air burning of household waste. These practices can lead to respiratory and digestive problems in young children. Aware of these dangers, parents remain vigilant; however, economic and material constraints limit their capacity to respond. Increased father involvement, particularly in vaccination follow-ups, seeking healthcare, and providing financial support, is reported as a factor contributing to household stability and resilience. However, gendered role distribution remains predominant, with mothers bearing primary responsibility for children's daily caregiving and feeding.

- **Bodily practices and gendered socialization from early childhood**

In Senegal, child growth assessment primarily relies on knowledge related to health, nutrition, and protection, transmitted mainly by women. According to them, ensuring a child's health and vitality requires adherence to bodily and social norms that shape the body. For example, massages with shea butter or *touloucouna* oil help mold the child's body according to societal criteria. These practices vary depending on the child's sex:

> I practice body-massage techniques to tone the children's bodies. If the child is a girl, I use upward strokes during the massage to slim the waist and round the buttocks. For a boy, I apply pressure on the buttocks and smooth the lower abdomen. This aims to prevent excessive weight gain and strengthen masculinity. (62-year-old grandmother, Louga).

These practices highlight the meaningfulness of bodily care and its essential role in child growth and preparation for adult life. Women — mothers, grandmothers, aunts, sisters — play a central role in these childcare practices and the transmission of knowledge regarding nutrition, protection, and bodily care (Wallace et al., 2022). They also embody the early inscription of gender norms, with women primarily responsible for caregiving and men for financial support. However, fathers' growing involvement in certain aspects of health monitoring suggests a partial reconfiguration of parental roles. Moreover, stunting is often interpreted as a result of parental negligence, typically attributed to mothers: some are perceived as lacking attentiveness or diligence in feeding and caring for their children, which might explain their children's weakness or thinness. Thus, children's health and balanced growth deeply reflect women's dedication and expertise in their caregiving role (Wentworth & Blalock, 2025).

Neglecting factors such as economic precarity, domestic workload, or limited access to resources, these perceptions reinforce gender inequalities in child health care. This highlights the importance of understanding these obstacles in order to better support all families.

- **Local causes and nosologies of childhood stunting**

In Senegal, caregivers of children under five interviewed in this study use vernacular expressions such as *Maggaay bu dàmm* (interrupted growth), *Xel mu fassu* (constrained mind), *Xorido mawnu* (memory problems), *Kondi* (short stature), and *Timpato* (frail child) to describe stunting. These terms reflect four main interpretive axes: visible physical traits, apparent clinical signs (fatigue, abdominal swelling, lethargy), cognitive or behavioral changes, and causal explanations involving spiritual, genetic, or deviations from social norms.

> *Maggaay bu dàmm*, (interrupted growth) a broken growth, *xel mu fassu*. If, at the same age as peers, others grow and he remains the same height, it is clear he is not growing normally. Often, his concentration is also affected (father of 2-year-old children, Boulal, Dahra, Louga)

Beyond height, parents evaluate a child's growth by observing the general body appearance, behaviors, and motor or intellectual development. While corpulence is often valued, thinness does not necessarily indicate stunting: in central-western regions, it is often associated with illness, whereas in the north (Matam), it is regarded as a symbol of *Pulaaku* identity, representing endurance (Chevé et al., 2023). Similarly, in Tanzania, short stature is seen as natural or hereditary (Mchome et al., 2019), and in Ghana, children's corpulence is not a cause for concern, but rather a sign of a prosperous family situation and parental care considered adequate (Ewusie et al., 2025). This social valorization of a "well-fed" body can make thinness less visible as a health problem and may delay the implementation of care or preventive measures (Pradeilles et al., 2022).

Furthermore, for parents, although stunting and malnutrition may present similar clinical manifestations, they are not considered to have the same etiology: malnutrition is mainly linked to insufficient or inappropriate feeding, whereas stunting is understood as a global condition associated with hereditary, mystical, or social causes. It represents a disturbance of the child's body and intellectual capacities and raises questions about the types of interactions the child has with their environment, as well as the forms of interactions with the mother from gestation.

Indeed, gestation is considered a particularly fragile period, during which the fetus may be exposed to invisible influences that can cause anomalies or hinder its development:

> *Silouhoulein Yamouta* is a childhood illness believed to result from a pregnant woman encountering a red monkey, causing growth disturbances and mental impairments. Among the Joola, it is described as a "bad wind" entering the pregnant woman's body, particularly at dusk, causes *Adjiomp Deum*. Considered haunted by evil spirits, the mother would give birth to a child with stunted development. (52-year-old man, Sédhiou)

Associated signs include a frail appearance, wrinkled skin, sunken eyes, and a reserved or withdrawn demeanor. Remedies often involve ritual practices: special baths, wearing a cloth representing the monkey's tail, and the mother mimicking the animal's movements to ward off the spirit believed responsible for the disorder.

Additionally, the absence of certain childcare practices during early childhood, such as massage, anointing oiling, and carrying, is often considered a cause of growth disturbances. These practices are seen as highly protective, aimed at promoting growth, vitality, and safeguarding the child against vulnerabilities. The findings indicate that parents perceive stunting through visible signs in the child's body, behavior, and social interactions within familial and cultural environments. However, these perceived manifestations, which draw on local knowledge, often remain partially invisible to biomedical nutritional tools, which contribute to limiting their recognition.

Child Nutrition: Between Cultural Norms, Maternal Practices, and Socio-Environmental Vulnerabilities

- **Infant feeding practices**

Rooted in local traditions, infant feeding practices depend on socio-economic constraints and resource availability. Traditional foods (such as porridges, couscous, local sauces, and milk) reflecting local knowledge, continue to be valued both for their cultural identity role and their contribution to growth, even though they often differ from biomedical recommendations.

Among the Fulani people, *laciri é cossam* (corn flour porridge with milk) is considered an essential food for children, as it contributes to their cognitive development and is readily available. In southern regions, staples include couscous (millet, maize, or sorghum), *fondé* (millet porridge), *sombi gerte* (rice and peanut porridge), and *sombi mbox* (maize porridge), all of which are widely available cereal-based foods. In the east (*Goudomp, Diattacounda*), common foods among the Diola include white rice, bissap (sorrel leaves), *Bantabrosse* (baobab leaves), and *Kaldu* (rice with fish sauce). In northern regions, milk, porridge, and couscous are preferred, often combined with monkey bread to prevent digestive problems. In Matam, however, feeding practices have shifted: milk, sorghum, millet, cowpeas, and lake fish have become scarce, prompting parents to buy supermarket products, which are often expired and potentially risky for children. This gradual introduction of market-bought foods is often perceived by health system actors as reducing nutritional quality.

For parents, maternal nutrition also directly affects child health. A well-fed mother produces nutrient-rich breastmilk, helping prevent malnutrition and other health issues, such as diarrhea. Breastfeeding and weaning practices, influenced by social norms, must follow appropriate practices (early initiation of breastfeeding, feeding techniques, frequency, introduction of complementary foods, food diversification, and food hygiene). Any challenges, whether due to cost, professional constraints, the consumption of low-nutrient beverages, or premature weaning, can negatively affect child nutrition.

Child Growth and the Environment: Community Resources, Risks, and Knowledge

- **The environment as both a resource and a source of risks for child growth**

The environment provides water, food, and medicinal plants, whose availability depends on preservation against pollution, overexploitation, deforestation, slash-and-burn practices, and the intensive use of chemical inputs. Parents associate poor water quality, unsanitary conditions, and pollution with childhood illnesses, risks heightened by environmental changes and climatic hazards (droughts, storms, fires), which increase nutritional vulnerability. Children often grow up in environments where close proximity to animals and limited access to water increase contamination risks.

For the parents interviewed, the immediate environment is perceived as a concrete living space, combining opportunities, practical challenges, and locally developed skills. They directly link its deterioration to specific health risks for children: air pollution causing respiratory infections, floods triggering diarrhea, or heatwaves inducing dehydration and compromising breastfeeding. These conditions illustrate children's vulnerability to climate change, which can affect their physical and mental development from early childhood. These observations confirm socio-ecological models of malnutrition, which view growth as the result of interactions between individual, family, community, and environmental factors.

- **Local Perceptions of Environmental Hazards and Their Impact on Children**

In the study areas, climatic changes have local names that describe their immediate effects: *sopéeku alam bi* (disruption of the natural order), *sopéeku jaw ji* (change in ambient air), *sopéeku jamono ji* (alteration of weather conditions), *soppeku gancax gi* (changes in harvests), *Géej gi daffa aaye* (raging sea) and *Jàw ji daa tang* (overheated air). Parents are aware that floods and air pollution cause waterborne and respiratory infections. They also know that irregular seasons, droughts, and extreme temperatures, increasingly frequent, reduce food production and make food storage more difficult. Such phenomena often lead to early weaning and the introduction of solid foods instead of exclusive breastfeeding.

> I breastfed my child for a year, but not exclusively. He needed to drink, especially in this heat. On my mother's advice, I started giving him other foods at four months. I know he has *timpato* because he is smaller than his peers, and I hope he will recover. My grandmother refuses to take him to the hospital, saying it is not a disease requiring consultation. (Interview, caregiver, Kanel)

- **Perceptions of Climate Consequences on Child Growth**

Parents perceive climatic disturbances as a major factor in food insecurity and nutritional difficulties for infants. Air pollution, dust storms, and sand-laden winds have been linked to increased respiratory and intestinal infections, affecting children's physical growth and cognitive development.

Daily experiences show that climate changes (rainfall, rising temperatures, floods, heatwaves) disrupt food production and food system availability. Yields for major crops, such as maize and wheat, are already decreasing, leading to higher food prices and limited access. Increasing numbers of families report monthly food insecurity, experiencing hunger at least once a month. In southeastern regions (Tambacounda, Kédougou), available food is often insufficient, forcing parents to reduce meal size and frequency, compromising children's intake of essential nutrients for optimal growth.

> In Dakar and Matam, natural disasters, such as floods and river overflows, have caused the separation of children from their homes, parents, or caregivers. These events are also traumatic, as children lose their familiar environment. Situations like these affect their growth and mental development: after last year's floods, our house was destroyed, and we had to be separated. Some of my six children were sent to relatives while I stayed with my breastfeeding baby. The separation lasted over eight months. On our return, the house was heavily damaged, and my two-year-old had lost weight. He ate very little, stayed quiet, and did not want to play. He often talks about his fears. I can see he is deeply disturbed. (Interview, mother of six, Nguidjilogne, Matam)

In temporary relocation sites, limited access to water, sanitation, and adequate living conditions increases exposure to disease and environmental stress. Stunting thus emerges as the product of complex interactions between food insecurity, morbidity, psychosocial vulnerability, and environmental changes linked to climatic hazards.

Local Practices and Resilience Strategies Against Climate Change

The data collected indicate that communities implement various strategies to mitigate climate change effects on child growth and development, in response to food disruptions, limited resources, and constrained living conditions:

- **Mobility and spatial organization**

Several participants reported that women and children move seasonally to access water, crops, or more shaded areas. The use of temporary shelters that provide thermal comfort is also being considered to protect children from heatwaves.

- **Nutritional adaptations**

Households frequently adjust their eating habits by changing the frequency and composition of their meals, enriching local porridges with nutritious ingredients, and prioritizing certain local cereals to cope with limited food availability.

- **Female solidarity and micro-transfers**

Breastmilk sharing among women has been observed and is guided by norms of respectability, supporting mothers facing difficulties and ensuring children's nutritional needs are met. In Senegal, a caregiver who adheres to local breastfeeding practices (duration of breastfeeding, timing and frequency of feeds, how the child is held during feeding, and a two-minute rest period after feeding to allow the child to burp, expel swallowed air, and prevent colic and regurgitation) is perceived as a caring mother and is accepted by her community. These transfers help prevent dehydration and ensure optimal child growth (Amzat et al., 2024; Giannini et al., 2021).

- **Reorganization of daily activities**

Children's daily activities, such as helping to prepare meals, cleaning, household maintenance, fieldwork, fetching firewood or water, and tending animals, are adjusted to avoid their exposure to heat. Among adults, agricultural and domestic tasks involving children are reduced or reorganized.

These dynamics, often invisible in biomedical and nutritional frameworks, reveal both local capacities and gender inequalities. The division of roles directly influences nutritional and health resilience, highlighting the importance of integrating a gender perspective into interventions aimed at mitigating the impacts of climate change.

Discussion

In Senegal, childhood stunting remains a major challenge and is perceived as a multidimensional phenomenon, combining biological, social, and symbolic dimensions. Parents often trace its origins to pregnancy, influenced by social or mystical factors (Alendi et al., 2025; Sosseh et al., 2023), which places a moral responsibility on mothers, a perspective largely overlooked by biomedical approaches (Wentworth & Blalock, 2025). Anthropological studies show that current nutrition and health discourses shape the image of the ideal mother as the primary caretaker responsible for child health, which reinforces maternal blame when growth fails (Benasso et al., 2019). While classical models focus on nutrient deficiencies and infections during the first 1,000 days, communities adopt a broader perspective, including maternal nutrition, social norms, rituals, and climatic constraints. Stunting is therefore viewed as a social and moral process, where a child's trajectory may be "interrupted" by symbolic as well as biological disruptions (Rakotomanana et al., 2024). The coexistence of these explanatory frameworks reveals both dialogue and tension between local knowledge and scientific models, highlighting the importance of integrating social norms to enhance the acceptability and sustainability of interventions.

Extreme climatic events exacerbate vulnerabilities in health and nutrition (Niles et al., 2021). While traditional models consider climate as a distant factor affecting access to food and healthcare (Thiede & Strube, 2020), Senegalese families incorporate it directly into feeding practices, care strategies, and household decisions (Agostini et al., 2023; Tamasiga et al., 2023). The findings of this study

shows that child malnutrition cannot be reduced to biological deficits or isolated anthropometric measures. Children's growth depends on complex and dynamic interactions between environmental, nutritional, social, and economic factors, closely tied to local climatic conditions (Santos-Degner et al., 2025). This socio-ecological perspective suggests that stunting arises from an ecosystem in which children's individual pathways are shaped by local environments, social structures, and food systems. Climate change intensifies these challenges, worsening food insecurity. Understanding its effects on nutrition requires analyzing socioeconomic status, access to resources, and gender dynamics (Hanieh et al., 2020; Lucey & Grimm, 2021). Ultimately, child nutritional vulnerability stems from both structural and contextual factors, emphasizing the need for a holistic approach rather than purely biomedical interventions.

Despite these obstacles, households demonstrate ingenuity by adopting strategies that combine local food knowledge and community solidarity. By adjusting agricultural practices, diversifying crops, and strengthening social and family networks, some families manage to ensure stable growth for their children. This constitutes a domestic ecology of health, where daily routines and food choices interact with social norms to promote child growth within a specific context (Bricas et al., 2021; Frumence et al., 2024; Nedzingahe et al., 2023) while remaining constrained or influenced by socio-economic inequalities and contextual limitations. Households thus become spaces of resilience, where local knowledge and cultural practices maintain nutritional security despite environmental, economic, and health uncertainties (Scheidecker et al., 2025).

These mechanisms show that resilience is socially shaped, strongly linked to gender, and deeply rooted in local norms and skills (Laar et al., 2022). By valuing local knowledge, supporting family adaptation strategies, and carefully considering climatic and social constraints, positive change can be fostered. Nutrition initiatives should go beyond traditional biomedical frameworks to adopt a more integrated approach. This involves strengthening local food systems and integrating social and climatic dimensions, while ensuring gender equity for a more balanced future. Furthermore, these findings invite a rethinking of nutrition in Africa, moving beyond imported paradigms to value and integrate local knowledge, traditional feeding practices, and community perspectives (Louvin & Walser, 2021; Swiderska et al., 2022). As Nelson et al. (2021) note, the field of nutrition has long been influenced by colonial legacies (with Western dietary norms imposed as reference standards, nutrition policies promoting the consumption of imported or processed foods, and the reorientation of local agriculture toward export crops), international power dynamics, and technocratic approaches that prioritize technical solutions over social, political, and structural aspects of malnutrition. However, it should not be overlooked that, under the influence of socio-economic changes, dietary practices remain rooted in local knowledge while adapting to the challenges of globalization. These dynamics are often rendered invisible by conventional social and behavior change communication methods often rely on standardized models that do not account for ecological and social particularities, limiting their effectiveness (Faye & Sow, 2025). In contrast, a decolonial approach seeks to equitably recognize local knowledge, reintegrate the social, historical, and political dimensions of food, and promote community participation as well as the valorization of indigenous food systems (Jernigan et al., 2023). Integrating peasant knowledge into ecological practices is a strategy for promoting more context-appropriate food and nutrition systems (Moseley, 2024; Mougeot, 2006). Overall, these findings underscore the importance of developing participatory, contextualized nutrition interventions that consider domestic ecology, local knowledge, and social, cultural, environmental, and gender dimensions to strengthen community resilience and children's food security.

Conclusion

In Senegal, childhood stunting cannot be reduced to a simple nutritional problem; it primarily results from the interaction of diverse socio-economic, cultural, and environmental factors. In particular, social norms related to pregnancy and childcare practices shape the expected maternal behaviors, as well as the risks associated with mystical perceptions about child health. These norms also guide how the child's growth and health status are perceived. They are not obstacles to adopting biomedical food recommendations; rather, they constitute coherent systems that adapt and self-regulate. Understanding stunting requires grasping the social, cultural, and environmental dynamics that shape child nutrition. Socio-ecological approaches show that malnutrition arises from a complex web of interactions between food systems, social inequalities, gender relations, and climate change, with the latter acting as an amplifying factor of household vulnerability.

To make nutrition interventions effective, it is essential to integrate scientific data, local knowledge, social norms, and responses to environmental pressures. By valuing local knowledge and respecting traditional feeding practices, while also incorporating gender considerations and ecological sustainability within families, such initiatives can strengthen household resilience and sustainably improve children's nutritional security in Africa.

Acknowlegments

The authors express their deep gratitude to all participants (caregivers, key informants, local authorities, and community actors) for their availability and valuable insights, which greatly informed this study. They also thank the field teams (Paul Mamba Diédhiou, Ousseynou Diouf, Aliyou Talla, Henriette M. H. Ndong, Khadidjatou Sankhe, Abdoulaye Ndoye, Diabou Diao, Cheikhna Cheikh Saadbou, Seydou Bachir Sarr) for their commitment and rigor in data collection. This research benefited from financial support from the CNDN, which was crucial for the completion of this work. The authors remain solely responsible for the content and analyses presented in this article.

Bibliography

Agabiirwe, C. N., Dambach, P., Methula, T. C., & Phalkey, R. K. (2022). Impact of floods on undernutrition among children under five years of age in low- and middle-income countries: A systematic review. *Environmental Health, 21*(1), 98. https://doi.org/10.1186/s12940-022-00910-7

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) & ICF International. (2012). *Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples (EDS-MICS) 2010-2011, Sénégal : Rapport final (phase antérieure au lancement de l'EDS-Continue)*. ANSD/ICF International. https://dhsprogram.com/publications/publication-fr258-dhs-final-reports.cfm

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) & ICF International. (2016). *Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue 2015)* (Rapport final, FR320). ANSD/ICF. https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR320/FR320.pdf

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), Ministère de la Santé et de l'Action sociale (Sénégal) & ICF International. (2018). *Enquête démographique et de santé continue (EDS-Continue) 2017, Sénégal : Rapport final* (FR345). ANSD/ICF International. https://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR345/FR345.pdf

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) & ICF International. (2020). *Sénégal : Enquête démographique et de santé continue (EDS-Continue) 2019. Rapport sur les indicateurs clés* (FR368). ANSD/The DHS Program. https://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR368/FR368.pdf

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) & ICF International. (2024). *Enquête démographique et de santé continue (EDS-Continue) 2023, Sénégal : Rapport final* (FR390). ANSD/ICF International. https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR390/FR390.pdf

Agostoni, C., Baglioni, M., La Vecchia, A., Molari, G., & Berti, C. (2023). Interlinkages between climate change and food systems: The impact on child malnutrition—narrative review. *Nutrients, 15*(2), 416. https://doi.org/10.3390/nu15020416

Alendi, J. N., Muyer, M. C., Salpeteur, C., Botomba, S., Mayavanga, J. B., Mupuala, A., Muadi, F. M., Mampunza, S., Quénéet, L., Camrrubi, M., & Fabregat, C. M. (2025). Perceptions, causes and treatment of severe acute malnutrition, Mbuji-Mayi, Kasai-Oriental, Democratic Republic of the Congo. *Maternal & Child Nutrition, 21*(3), e70024. https://doi.org/10.1111/mcn.70024

Amoussou Lokossou, Y. U., Tambe, A. B., Azandjèmè, C., & Mbhenyane, X. (2021). Socio-cultural beliefs influence feeding practices of mothers and their children in Grand Popo, Benin. *Journal of Health, Population and Nutrition, 40*, 33. https://doi.org/10.1186/s41043-021-00258-7

Amzat, J., Aminu, K., Matankari, B., Ismail, A., Almu, B., & Kanmodi, K. K. (2024). Sociocultural context of exclusive breastfeeding in Africa: A narrative review. *Health Science Reports, 7*(5), e2115. https://doi.org/10.1002/hsr2.2115

Benasso, S., Guzzetti, L., & Stagi, L. (2019). Gouvernementalité et alimentation. *Revue des sciences sociales*, (61), 66– 75. https://doi.org/10.4000/revss.3842

Bicchieri, C., & Penn Social Norms Training and Consulting Group. (2015). *Why people do what they do? A social norms manual for Zimbabwe and Swaziland*. UNICEF Office of Research—Innocenti. https://repository.upenn.edu/server/api/core/bitstreams/06790d57-6a25-42f1-9993-b51e8ce0f23c/content

Brar, S., Akseer, N., Sall, M., Conway, K., Diouf, I., Everett, K., Islam, M., Sène, P. I. S., Tasic, H., Wigle, J., Bhutta, Z. (2020). Drivers of stunting reduction in Senegal: A country case study. *American Journal of Clinical Nutrition, 112*, 860S–874S. https://doi.org/10.1093/ajcn/nqaa151

Bricas, N., Conaré, D., & Walser, M. (Dirs.). (2021). *Une écologie de l'alimentation*. Éditions Quæ. https://doi.org/10.35690/978-2-7592-3353-3

Chevé, D., Macia, E., Diallo, M., Lalys, L., Diallo, A. H., Sow, S., Bergouignan, A., & Duboz, P. (2023). Nothing in excess: Physical activity, health, and lifeworld in Senegalese Fulani male pastoralists: a mixed-method approach. *International Journal of Environmental Research and Public Health, 20*(21), 6999. https://doi.org/10.3390/ijerph20216999

Cooper, M. W., Brown, M. E., Hochrainer-Stigler, S., Pflug, G., McCallum, I., Fritz, S., Silva, J., & Zvoleff, A. (2019). Mapping the effects of drought on child stunting. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America, 116*(35), 17219–17224. https://doi.org/10.1073/pnas.1905228116

Dickin, K. L., Litvin, K., McCann, J. K., & Coleman, F. M. (2021). Exploring the influence of social norms on complementary feeding: A scoping review of observational, intervention, and effectiveness studies. *Current Developments in Nutrition, 5*(2), nzab001. https://doi.org/10.1093/cdn/nzab001

Diouf, M. (1994). *Sénégal : les ethnies et la nation*. UNRISD/L'Harmattan.

Eom, Y. J., Chi, H., Jung, S., Kim, J., Jeong, J., Subramanian, S. V., & Kim, R. (2024). Women's empowerment and child anthropometric failures across 28 sub-Saharan African countries: A cross-level interaction by Gender Inequality Index. *SSM Population Health, 26*, 101651. https://doi.org/10.1016/j.ssmph.2024.101651

Ewusie, T. B., Coulthard, H., Sharps, M., & Ochieng, B. (2025). Influence of cultural beliefs and parental feeding practices on obesity among primary schoolchildren aged 6–12 in Ghana: A qualitative study. *BMJ Open, 15*(5), e087160. https://doi.org/10.1136/bmjopen-2024-087160

Faye, S. L., & Sow, G. H. (2025). Reclaiming voices, rethinking change: A decolonial and knowledge-ecological analysis of SBCC nutrition interventions in Senegal. *Frontiers in Nutrition, 12*, 1609237. https://doi.org/10.3389/fnut.2025.1609237

Flax, V. L. (2015). It was caused by the carelessness of the parents: Cultural models of child malnutrition in southern Malawi. *Maternal & Child Nutrition, 11*(1), 104—118. https://doi.org/10.1111/mcn.12073

Frumence, G., Jin, Y., Kasangala, A., Bakar, S., Mahiti, G. R., & Ochieng, B. A. (2024). Systems approach in the prevention of undernutrition among children under five in Tanzania: Perspectives from key stakeholders. *Nutrients, 16*(11), 1551. https://doi.org/10.3390/nu16111551

Giannini, A., Ilboudo Nébié, E. K., Ba, D., & Ndiaye, O. (2021). Livelihood strategies shape vulnerability of households' food security to climate in Senegal. *Frontiers in Climate, 3*, 731036. https://doi.org/10.3389/fclim.2021.731036

Gouvernement du Sénégal. (2015). *Document de politique nationale de développement de la nutrition (PNDN) 2015–2025*. Dakar. https://faolex.fao.org/docs/pdf/Sen191467.pdf

Gouvernement du Sénégal. (2018). *Plan stratégique multisectoriel de la nutrition (PSMN) 2018–2022*. https://cndn.sn/wp-content/uploads/2018/01/plan-strategique-multisectoriel-de-la-nutrition-psmn.pdf

Gouvernement du Sénégal. (2019). *Plan Sénégal émergent — Plan d'actions prioritaires (PAP) 2019–2023. Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (phase II du PSE)*. https://www.pseau.org/outils/ouvrages/mepc_le_plan_senegal_emergent_plan_d_actions_prioritaires_2019_2023_2018.pdf

Hanieh, S., High, H., & Boulton, J. (2020). Nutrition justice: Uncovering invisible pathways to malnutrition. *Frontiers in Endocrinology (Lausanne), 11*, 150. https://doi.org/10.3389/fendo.2020.00150

Jernigan, V. B. B., Nguyen, C. J., Maudrie, T. L., Demientieff, L. X., Black, J. C., Mortenson, R., Wilbur, R. E., Clyma, K. R., Lewis, M., & Lopez, S. V. (2023). Food sovereignty and health: A conceptual framework to advance research and practice. *Health Promotion Practice, 24*(6), 1070—1074. https://doi.org/10.1177/15248399231190367

Klapka, C. S., Barbosa, B. B., Magalhães, A. R., Carioca, A. A. F., Lourenço, B. H., Gomes, S. M., de Carvalho, A. M. (2024). Exploring the effects of climate change on child malnutrition: Protocol for a scoping review. *BMJ Open, 14*, e090285. https://doi.org/10.1136/bmjopen-2024-090285

Laar, A. K., Addo, P., Aryeetey, R., Agyemang, C., Zotor, F., Asiki, et Rampalli, K. K., Amevinya, G. S., Tandoh, A., Nanema, S., Adjei, A. P., Laar, M. E., Mensah, K., Laryea, D., Sellen, D., Vandevijvere, S., Turner, C., Osei-Kwasi, H., Spires, M., Blake, C., & Holdsworth, M. (2022). Perspective: Food environment research priorities for Africa—Lessons from the Africa Food Environment Research Network. *Advances in Nutrition, 13*(3), 739—747. https://doi.org/10.1093/advances/nmac019

Louvin, J. M., & Walser, M. (2021). Décloisonner les savoirs sur l'alimentation. In N. Bricas, D. Conaré, & M. Walser (dirs.), *Une écologie de l'alimentation* (pp. 135–154). Éditions Quae.

Lucey, T. K., & Grimm, K. (2021). Connecting political ecology of health and disease with structural stigmatization: Declining use of forest foods and medicines in Kédougou, Senegal. *Journal of Political Ecology, 28*(1), 607–628. https://doi.org/10.2458/jpe.2996

Macheka, L., Mudiwa, T., Chopera, P., Nyamwanza, A., & Jacobs, P. (2022). Linking climate change adaptation strategies and nutrition outcomes: A conceptual framework. *Food and Nutrition Bulletin, 43*(2), 201—212. https://doi.org/10.1177/03795721221078362

Mbaye, E., Diatta, C. S., Diédhiou, M. A. A., & Diémé, B. A. E. (2021). Caractérisation de *Carapa procera* DC et ses services économiques en milieu diola (Basse Casamance — Sénégal). *Afrique et Développement, 46*(4), 141–174.

Mchome, Z., Bailey, A., Darak, S., & Haisma, H. (2019). A child may be tall but stunted: Meanings attached to childhood height in Tanzania. *Maternal & Child Nutrition, 15*(3). https://doi.org/10.1111/mcn.12769

Ministère de la Santé et de la Prévention Médicale, Centre de Recherche pour le Développement Humain, & ORC Macro. (2006). *Sénégal Enquête Démographique et de Santé 2005 : Nutrition of Young Children and Mothers* (DHS/EDS IV). https://dhsprogram.com/pubs/pdf/ANC22/ANC22.pdf

Moreno, J. M., Chapman, A. J., Ebido, C. C., Sougou, N. M., Diallo, A. H., Tening, R. N., Dial, F. B., Massonnié, J., Firoozmand, M., Niang, C. E. H. A., Heffernan, C., & Harder, M. K. (2023). Local contextual factors of child stunting found via shared values of stakeholder groups: An exploratory case study in Kaffrine, Senegal. *Public Health Nutrition, 26*(11), 2418–2432. https://doi.org/10.1017/S1368980023001088

Moseley, W. G. (2024). *Decolonizing African agriculture: Food security, agroecology and the need for radical transformation*. Agenda Publishing. https://www.econstor.eu/bitstream/10419/312683/1/Agenda-Publishing-Limited_9781788215909.pdf

Mougeot, L. J. A. (2006). *Growing better: Agricultural sustainability and nutrition in Africa*. International Development Research Centre. https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/handle/10625/30554

Mphangwe, W., Nolan, A., Vallières, F., & Finn, M. (2024). How do gender norms contribute to stunting in Ntchisi District, Malawi? A qualitative study. *PLoS One, 19*(10), e0290199. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0290199

Ndao, M. M., & Breuer, I. M. (2013). Climate risk and food security in Senegal: Analysis of climate impacts on food security and livelihoods. https://wca.humanitarianresponse.info/fr/system/files/documents/files/Climate%20risk%20impacts%20on%20food%20security%20and%20livelihoods%20in%20Senegal.pdf

Nedzingahe, V., Tambe, B. A., Zuma, M. K., & Mbhenyane, X. G. (2023). Associations among food systems, food environments, food choices, food security, and nutrition transition in Limpopo Province, South Africa: A cross-sectional study. *International Journal of Environmental Research and Public Health, 20*(16), 6557. https://doi.org/10.3390/ijerph20166557

Nelson, E. M., Nisbett, N., & Gillespie, S. (2021). Historicising global nutrition: Critical reflections on contested pasts and reimagined futures. *BMJ Global Health, 6*(11), e006337. https://doi.org/10.1136/bmjgh-2021-006337

Niles, M. T., Emery, B. F., Wiltshire, S., Brown, M. E., Fisher, B., & Ricketts, T. H. (2021). Climate impacts associated with reduced diet diversity in children across nineteen countries. *Environmental Research Letters*. https://doi.org/10.1088/1748-9326/abd0ab

Odii, B. C., Harder, M. K., Huang, Y., Chapman, A., Sougou, N. M., Kolopaking, R., Gavaravarapu, S., Diallo, A. H., Anggorowati, R., Fernandez Rao, S., & Heffernan, C. (2024). Sociocultural environmental factors and childhood stunting: Qualitative studies—A protocol for the Shared Values theme of the UKRI GCRF Action Against Stunting Hub. *BMJ Paediatrics Open, 8*(Suppl 1), e001906. https://doi.org/10.1136/bmjpo-2023-001906

Offosse N'Gbesso, M. J. (2018). Nutrition financing in Senegal: Analysis & Perspective—15 years of experience in the development of nutrition policy in Senegal. World Bank, Washington, DC; CLM, Dakar, Sénégal. http://documents.worldbank.org/curated/en/274251568924263961

Organisation mondiale de la Santé. (2013). *Childhood stunting: Context, causes and consequences—Conceptual framework on childhood stunting*. https://www.who.int/teams/nutrition-and-food-safety/monitoring-nutritional-status-and-food-safety-and-events/healthy-growth-and-development

Organisation mondiale de la Santé. (2017). *Cibles mondiales de nutrition 2025 : note d'orientation sur le retard de croissance.* https://iris.who.int/server/api/core/bitstreams/26a6841f-fc6c-4960-b6d8-70e01e054fd0/content

Organisation mondiale de la Santé (2022). Série de publications techniques sur l'adaptation aux répercussions du climat sur la santé : dénutrition. Organisation mondiale de la Santé. https://iris.who.int/handle/10665/360796.

Pouye, R., & Fall, N. (2023). Nutritional status and associated factors in children under five in Senegal: An empirical analysis. *Moroccan Journal of Public Health, 5*(1). https://doi.org/10.34874/PRSM.mjph-vol5iss1.38209

Pradeilles, R., Holdsworth, M., Olaitan, O., Irache, A., Osei-Kwasi, H. A., Ngandu, C. B., & Cohen, E. (2022). Body size preferences for women and adolescent girls living in Africa: A mixed-methods systematic review. *Public Health Nutrition, 25*(3), 738–759. https://doi.org/10.1017/S1368980021000768

Querre, M. (2007). Enjeux sociaux autour du corps de l'enfant. *Face à face Regards sur la santé*, (10).

Rakotomanana, E. F. N., Rafiringa, S., & Mattern, C. (2024). L'allaitement maternel comme recommandation internationale en santé à l'épreuve des savoirs locaux à Madagascar. *Émulations*. http://journals.openedition.org/emulations/2143

Réseau collaboratif d'apprentissage pour l'avancement du changement des normes sociales. (2019). *Normes sociales et SSRAJ : passer de la théorie à la conception de programmes*. Institut pour la Santé Reproductive, Université de Georgetown. https://www.alignplatform.org/sites/default/files/2021-03/lc_theory_to_practice_bridge_03312021_final_fre.pdf

Saidu, S. F., & Danielson, R. A. (2024). Social determinants of health associated with increased prevalence of childhood malnutrition in Africa. *Frontiers in Nutrition, 11*, 1456089. https://doi.org/10.3389/fnut.2024.1456089

Santos-Degner, L. A., Palmeira, P. A., Recine, E. G. I. G., Pasquim, E. M., Salles-Costa, R., Segall-Corrêa, A. M., Paiva, J. B., Nonato, L. F. T., & Santos, S. M. C. D. (2025). Climate change, food insecurity, and the impacts on child health and nutrition in Brazil: proposal for a conceptual model. *Cadernos de saude publica*, *41*(11), e00217824. https://doi.org/10.1590/0102-311XEN217824

Scheidecker, G., Funk, L., Chaudhary, N., Chapin, B. L., Schmidt, W. J., & El Ouardani, C. (2025). Cultural foundations of global health: A critical examination of universal child feeding recommendations. *Global Health Research and Policy, 10*(1), 4. https://doi.org/10.1186/s41256-025-00405-1

Scott, A. G., Hunter, S. C., Feo, R., Golley, R. K., Dunn, K., & Johnson, B. J. (2026). Exploring the social norms, their development, and influence on complementary feeding in high- and upper-middle-income countries: A systematic review. *Nutrition Reviews, nuaf299.* https://doi.org/10.1093/nutrit/nuaf299

Seposo, X., Celis-Seposo, A. K., Uttajug, A., Tajudin, M. A. B. A., & Ueda, K. (2025). Impact of prenatal drought exposures on under-5 childhood stunting in 32 low-and-middle-income countries: A global analysis using demographic and health surveys. *Environmental Health, 24*, 61. https://doi.org/10.1186/s12940-025-01215-1

Sosseh, S. A. L., Barrow, A., & Lu, Z. J. (2023). Cultural beliefs, attitudes and perceptions of lactating mothers on exclusive breastfeeding in The Gambia: An ethnographic study. *BMC Women's Health, 23*, 18. https://doi.org/10.1186/s12905-023-02163-z

Sparling, T. M., Offner, C., Deeney, M., Denton, P., Bash, K., Juel, R., R., Moore, S., & Kadiyala, S. (2024). Intersections of climate change with food systems, nutrition, and health: An overview and evidence map. *Advances in Nutrition, 15*(9), 100274. https://doi.org/10.1016/j.advnut.2024.100274

Standing Together for Nutrition (ST4N). (2025). *The climate crisis and the nutrition crisis are intertwined: The need and the opportunity for policy action to address both crises simultaneously*. Micronutrient Forum. https://micronutrientforum.org/wp-content/uploads/2025/02/ST4N_The-Climate-Crisis-and-the-Nutrition-Crisis-are-Intertwined_Policy-Brief_Feb-2025.pdf

Swiderska, K., Argumedo, A., Wekesa, C., Ndalilo, L., Song, Y., Rastogi, A., & Ryan, P. (2022). Indigenous peoples' food systems and biocultural heritage: Addressing indigenous priorities using decolonial and interdisciplinary research approaches. *Sustainability, 14*(18), 11311. https://doi.org/10.3390/su141811311

Sy, I., Cisse, B., Ndao, B., Toure, M., Diouf, A. A., Sarr, M. A., & Ndione, J. A. (2022). Heat waves and health risks in the northern part of Senegal: Analyzing the distribution of temperature-related diseases and associated risk factors. *Environmental Science and Pollution Research, 29*(55), 83365–83377. https://doi.org/10.1007/s11356-022-21205-x

Tamasiga, P., Onyeaka, H., Akinsemolu, A., & Bakwena, M. (2023). The inter-relationship between climate change, inequality, poverty and food security in Africa: A bibliometric review and content analysis approach. *Sustainability, 15*(7), 5628. https://doi.org/10.3390/su15075628

Tang, M. N., Adolphe, S., Rogers, S. R., & Frank, D. A. (2021). Failure to thrive or growth faltering: medical, developmental/behavioral, nutritional, and social dimensions. *Pediatrics in Review*, *42*(11), 590-603. https://doi.org/10.1542/pir.2020-001883

Thiede, B. C., & Strube, J. (2020). Climate variability and child nutrition: Findings from Sub-Saharan Africa. *Global Environmental Change, 65*, 102192. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102192

Thuita, F. M., Pelto, G. H., Musinguzi, E., & Armar-Klemesu, M. (2019). Is there a "complementary feeding cultural core" in rural Kenya? Results from ethnographic research in five counties. *Maternal & Child Nutrition, 15*(1), e12671. https://doi.org/10.1111/mcn.12671

United Nations Children's Fund, World Health Organization & World Bank. (2023). *Levels and trends in child malnutrition: Key findings of the 2023 report*. World Health Organization. https://iris.who.int/server/api/core/bitstreams/a0aad785-4ff8-43d7-bdf9-be6c9a221e8e/content

United Nations Children's Fund. (1990). *Strategy for improved nutrition of children and women in developing countries: Conceptual framework for the causes of malnutrition*. UNICEF. https://digitallibrary.un.org/record/227230/files/UNE_ICEF%252802%2529_S771-E.pdf

United Nations Children's Fund. (2023). *The climate-changed child: A children's climate risk index supplement*. https://www.unicef.org/media/147931/file/Theclimage-changedchild-ReportinEnglish.pdf

Walker, S. P., Chang, S. M., Powell, C. A., Simonoff, E., & Grantham-McGregor, S. M. (2007). Early childhood stunting is associated with poor psychological functioning in late adolescence and effects are reduced by psychosocial stimulation. *Journal of Nutrition, 137*, 2464–2469. https://doi.org/10.1093/jn/137.11.2464

Wallace, L. J., MacDonald, M. E., & Storeng, K. T. (Eds.). (2022). *Anthropologies of global maternal and reproductive health: From policy spaces to sites of practice*. Springer.

Weber, N., Birnbaum, P., Forget, P. M., Gueye, M., & Kenfack, D. (2010). L'huile de *Carapa procera* (Carapa procera spp., Meliaceae) en Afrique de l'Ouest : utilisations et implications dans la conservation des peuplements naturels. *Fruits, 65*, 343—354. https://doi.org/10.1051/fruits/2010029

Wentworth, C., & Blalock, A. E. (2025). *« Good mothers, lazy mothers » : Analyzing impacts of individual responsibility discourse in maternal and child healthcare in Vanuatu.* Social Science & Medicine, 382**,** 118319. https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2025.118319

Wood, F. E., Dickin, K. L., Sherburne, L., Diakite, M., Boubacar, A., Pollak, M., & Lundgren, R. (2024). Social norms: A missing ingredient of programs seeking to foster women's agency in nutrition. *Current Developments in Nutrition, 8*(9), 104440. https://doi.org/10.1016/j.cdnut.2024.104440

Young, H. (2020). *Nutrition in Africa's drylands: A conceptual framework for addressing acute malnutrition*. Feinstein International Center, Tufts University. https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC-malnafricandrylands_8.7.2020.pdf



© Charlene Komuntale, *Threads*, 2025. All rights reserved / Tous droits réservés.

Collaboratrices, patriotes et résistantes

La lutte des femmes wolaita contre l'exclusion sous des politiques répressives (1941–1974)

Wondu Argaw Yimam
ORCID : 0000-0002-1094-8730
Maître de conférences en histoire, Université de Wolaita Sodo, Éthiopie
wondugumemba@gmail.com

Mohammed Hassan
Maître de conférences en histoire, Université de Haramaya, Éthiopie
boniyat2004@gmail.com

How to cite this paper:
Yimam, W. A., & Hassan, M. (2026). Collaboratrices, patriotes et résistantes : la lutte des femmes wolaita contre l'exclusion sous des politiques répressives (1941–1974). *Global Africa*, (13), pp. 152-166.
https://doi.org/10.57832/a6jw-h286

Received: March 10, 2024
Accepted: March 15, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

Cette étude examine les expériences socio-économiques et politiques des femmes wolaita en Éthiopie durant la période impériale post-libération (1941–1974), en mettant l'accent sur leurs réponses aux réformes agraires, à l'exclusion politique, à la suppression culturelle et aux discriminations de genre.

Menée dans la zone de Wolaita entre 2024 et 2025, la recherche s'appuie sur des sources archivistiques, des récits de voyage et des entretiens oraux sélectionnés selon un échantillonnage raisonné. L'analyse, fondée sur des méthodes narratives et interprétatives, reconstitue les expériences vécues des femmes wolaita. Les résultats montrent que les femmes ont été confrontées à une marginalisation systémique dans les sphères économique, culturelle et politique. Bien qu'un grand nombre de femmes ordinaires aient opposé une forte résistance, certains segments des élites ont parfois soutenu ces politiques. Certaines femmes ont connu des progrès limités en matière d'éducation, de droits fonciers et de participation politique locale grâce à des liens avec les acteurs étatiques et les missionnaires, mais aucune n'a accédé à une représentation parlementaire avant 1974 en raison de l'absence de savoirs africains autochtones précoloniaux, tels que des institutions de genre parallèles. L'étude conclut que les luttes des femmes wolaita révèlent une interaction complexe entre oppression et agentivité. Leur résistance collective a remis en question le contrôle de l'État et contribué à des transformations sociales, bien que des échecs stratégiques aient limité leur autonomisation politique durant cette période.

Mots-clés

Femmes wolaita, Éthiopie impériale, réforme agraire, marginalisation politique, discrimination de genre, résistance, changements socio-économiques

Introduction

L'étude porte sur l'histoire de la lutte des femmes wolaita entre 1941 et 1974. L'année 1941 est retenue comme un tournant dans l'analyse de la lutte des femmes wolaita (1941-1974) en raison de sa coïncidence avec les nouvelles politiques de l'empereur Haïlé Sélassié, lesquelles ont profondément affecté la vie socio-économique et politique des femmes (Proclamation, 1942 ; Proclamation, 1944). Ensuite, elle est également associée à la consolidation du pouvoir impérial dans le Wolaita, une région qui n'était pas effectivement contrôlée par le gouvernement éthiopien avant l'occupation italienne (1936-1941) (Hodson, 1927, pp. 26-30 ; Stingand, 1910, pp. 297-298). Le principal événement historique ayant conduit au choix de 1974 comme point de référence pour cette étude est sa coïncidence avec la chute du système impérial. À la suite de la libération de l'Éthiopie de la domination coloniale italienne en 1941, l'empereur Haïlé Sélassié a initié diverses réformes socio-économiques et politiques visant à moderniser le pays en fonction des réalités nationales et internationales de l'époque (Zewde, 2002, pp. 189-209).

Cependant, la situation post-libération dans le Wolaita, l'une des régions périphériques du sud de l'Éthiopie, était nettement différente de la période d'avant 1936, notamment en termes de stabilité politique, d'interactions culturelles et de transitions économiques. L'anarchie qui a émergé après la défaite des forces fascistes italiennes a créé un vide nécessitant une réorganisation administrative rapide afin de protéger à la fois les expatriés et les populations locales contre la montée des menaces criminelles (ASZWAO, 1951 E.C. ; Pankhurst, 1968, p. 102). Durant l'occupation italienne (1936-1941), le Wolaita avait été identifié comme l'une des huit principales zones de production agricole commerciale ayant attiré des agro-entrepreneurs italiens, conduisant à l'introduction initiale de l'agriculture mécanisée. Bien que l'agriculture de subsistance soit restée dominante, les bases de l'agriculture commerciale et de la marchandisation des terres avaient déjà été posées (ASZWAO, 1963 E.C. ; Larebo, 1990, p. 318 ; Marcus, 1994, pp. 150-151 ; WMMAC, 1950 E.C.).

Malgré ces transformations économiques, la société wolaita est restée largement défavorisée dans tous les aspects de la vie économique, politique et sociale. Néanmoins, l'exposition à des acteurs étrangers, des missionnaires, des combattants antifascistes, des administrateurs coloniaux et des commerçants a introduit de nouvelles idées sociales et des perspectives globales dans la région. Les alliés internationaux de l'Éthiopie, en particulier la Grande-Bretagne, ont exercé une pression sur l'empereur afin de protéger les droits religieux protestants, mais les droits des femmes étaient remarquablement absents de l'agenda diplomatique (Banque mondiale, 1948, pp. 57-58 ; Donham, 1986, p. 45 ; Pankhurst, 1968, p. 96 ; Proclamation, 1942). Les réformes d'après-guerre de Haïlé Sélassié ont largement négligé les besoins socio-économiques spécifiques des femmes wolaita ordinaires, malgré leur participation active à la résistance contre l'occupation italienne. Les réformes foncières impériales des années 1940 et 1950 n'ont guère permis de remettre en cause ou de corriger les profondes inégalités de genre (Babanto, 1979, pp. 44-46 ; Crummey, 1999, pp. 240-242 ; Guidi, 2013, p. 3). Face à ces injustices, les femmes wolaita ont engagé diverses formes de résistance, telles que la fuite vers les basses terres pour échapper au servage, l'organisation de manifestations protestataires et, occasionnellement, la participation à des actes de défiance ouverte. Les raisons de ces luttes étaient multiples, influencées par les lois coutumières, l'évolution des politiques étatiques et les transformations des attentes sociales. Les revendications liées à la terre, en particulier celles excluant les femmes de la propriété et de l'héritage, constituaient un élément central du mouvement des femmes à l'époque impériale (Berhane-Selassie, 1999, p. 222).

Cependant, les interprétations historiographiques des stratégies de résistance des femmes wolaita demeurent divisées. Certains chercheurs, comme Chema, soutiennent que les femmes wolaita s'opposaient uniformément aux réformes impériales (Chema, 2012, p. 435), tandis que d'autres, comme Bisrat Lema, avancent que des formes de collaboration avec les acteurs étatiques et les missionnaires étaient également présentes (Lema, 2011, p. 32). Une telle divergence historiographique souligne la nécessité de reconstruire l'agentivité historique des femmes en intégrant à la fois les dynamiques de résistance et les alliances stratégiques (Philps, 2005, p. 25).

En conséquence, cette étude remet en question les récits dominants qui dépeignent les femmes wolaita uniquement comme des victimes ou des adversaires. Elle vise plutôt à explorer les dynamiques nuancées de leur résistance et de leur coopération avec le gouvernement, les institutions religieuses et les groupes politiques entre 1941 et 1974. Elle examine des questions essentielles concernant la participation politique des femmes wolaita, leur réaction aux systèmes fonciers discriminatoires fondés sur le genre, l'impact socioculturel de l'éducation moderne, ainsi que les motivations ayant conduit à relier les résistances locales aux mouvements de libération nationale à partir des années 1960.

Méthodologie de recherche

Cette étude a été menée dans la zone de Wolaita, au sud de l'Éthiopie. Elle compte plus de 2 030 366 habitants, incluant des femmes et des hommes (Abbink, 2010, p. 1092 ; Central Statistics Authority, 2016 ; Dana et al., 2020, p. 7). Sur le plan géographique, la zone de Wolaita, terre d'origine du peuple wolaita, est située entre les latitudes 06°51′ et 07°35′ nord, et les longitudes 37°51′ et 38°51′ est (Haile, 2018, p. 4).

Le terme Wolaita désigne les personnes qui parlent la langue wolaita, appartenant au groupe des langues omotiques, lui-même rattaché à la famille afro-asiatique (Abesha & Mohapatra, 2019, p. 554). Dans une autre acception, le terme renvoie également au territoire où vit le peuple wolaita. La position du Wolaita sur la carte de la Corne de l'Afrique a été précisément identifiée par Alessandro Zorzi et d'autres dès 1525 (Borelli, 1890, p. 361 ; Chrowford, 1955, p. 95 ; Krapf, 1860, p. 47). Le peuple wolaita a été gouverné par les dynasties Aruja, Wolaiyta Malla et Tigre Malla depuis l'Antiquité (Amado, 2010, pp. 104-109). Enfin, le royaume de Wolaita a été transformé en royaume vassal en 1894 sous le règne du roi Tona (Bureau, 1990, pp. 51-53).

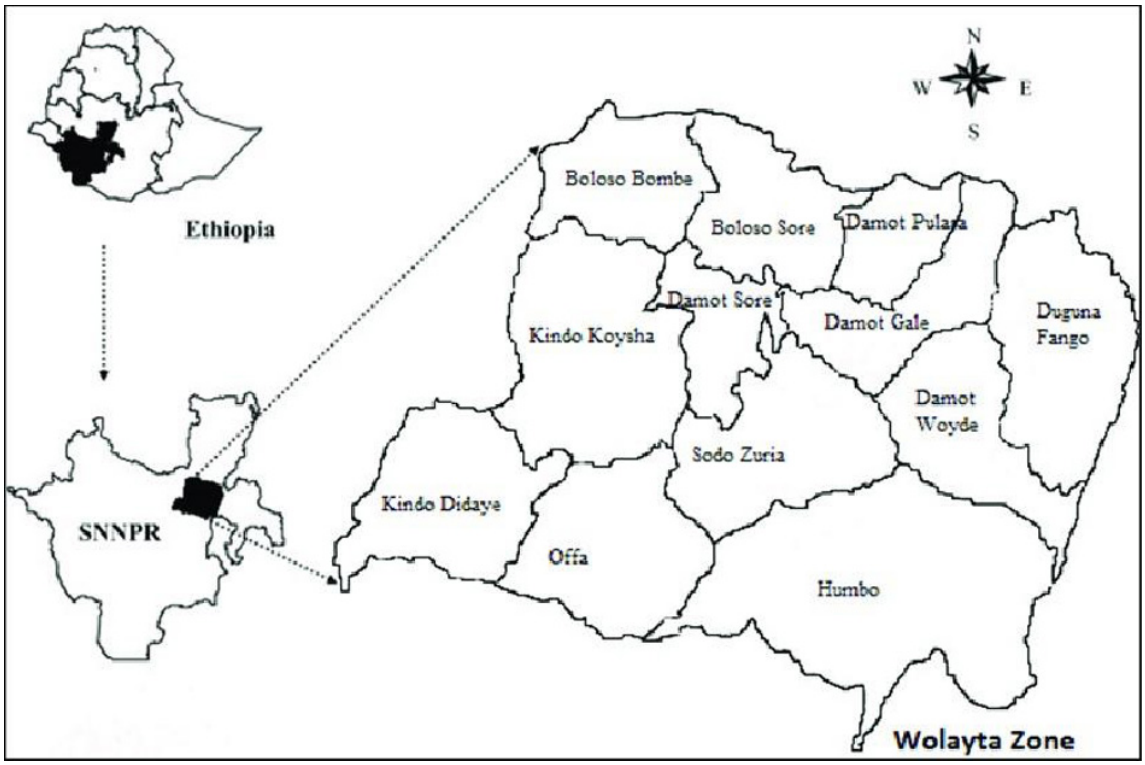
Comme dans la plupart des sociétés africaines, la société traditionnelle wolaita était structurée par le patriarcat, dans lequel les intérêts sociaux, économiques et politiques des hommes étaient privilégiés (Chiatti, 1984, p. 108). La société valorisait la naissance des garçons en raison de leur rôle dans la défense de la communauté contre les ennemis traditionnels. Il était admis que la prédominance croissante des guerriers (héros) conduisait les hommes à considérer les femmes comme des êtres inférieurs (Babanto, 1979, pp. 44–46 ; Chiatti, 1984, p. 108 ; Crummey, 1999, pp. 240–242 ; Guidi, 2013, p. 3).

Cependant, la société wolaita précoloniale est parvenue à réduire la discrimination à l'égard des femmes grâce à des institutions de genre parallèles. Celles-ci comprenaient Ayyatetta (valorisation de la maternité), Gimuwwa (droits de propriété des femmes) et Çimatta (union de socialisation féminine), qui correspondaient respectivement aux institutions masculines telles qu'Awatetta (valorisation de la paternité), Dala (droits de propriété) et Çaççа (unions d'amitié) (Abbink, 2010, p. 1091 ; Hidoto, 2009, p. 168).

Après l'intégration du Wolaita à l'Éthiopie en 1894, l'importance de ces institutions parallèles liées au genre a décliné en raison du manque de soutien structurel de l'État. Néanmoins, les femmes wolaita ont continué à pratiquer ces institutions de manière informelle, en raison du contrôle administratif limité sur la région et du désordre colonial qui en a résulté, jusqu'en 1941.

Après cette période, Haïlé Sélassié a initié des réformes interdisant les institutions indigènes, ce qui a marqué une transition vers un système patriarcal plus restrictif (ASZWAO, 1935a E.C. ; ASZWAO, 1935b E.C.). Dans ce nouveau cadre politique, les femmes wolaita ont été soumises non seulement au patriarcat traditionnel, mais également aux structures oppressives de l'État impérial. La théorie féministe décoloniale soutient que les schémas coloniaux de marginalisation fondée sur le genre n'ont pas été démantelés après l'indépendance ; ils ont plutôt été reproduits et renforcés par les structures étatiques patriarcales postindépendance (Musingafi & Musingafi, 2024, p. 2).

Carte 1 : Carte officielle de la zone de Wolaita dans l'État régional du sud de l'Éthiopie



Source : https//www.researchgate.net/figure/map-of-wolayitta-zone _fig 1_331631333

Une méthodologie de recherche historique a été mobilisée, combinant des approches analytiques et narratives afin de comprendre et d'interpréter les expériences vécues des femmes wolaita (Ali, 1991, p. 93 ; Borg & Gall, 1967, p. 188 ; Sandhiya, 2016, p. 36). Compte tenu de la large dispersion de la population à travers douze districts, un échantillonnage raisonné a été utilisé pour sélectionner quatre informatrices et quatre informateurs, issus de divers groupes : paysans ruraux, enseignants urbains, agents de développement, commerçants et vétérans (Kothari, 2004, p. 59 ; McDowell, 2002, p. 91).

Les données qualitatives ont été collectées à travers des entretiens approfondis, des témoignages oraux et l'analyse d'archives (McDowell, 2002, pp. 114-115 ; Tosh, 2010, pp. 120-121). La méthode analytique a été utilisée pour interpréter les relations causales, telles que l'aliénation foncière, le travail forcé et la domination culturelle, qui ont contribué à l'émergence de la résistance menée par les femmes. Parallèlement, la méthode narrative a permis de reconstituer les trajectoires de vie, les événements significatifs et l'évolution globale du rôle des femmes durant l'ère impériale. Cette approche combinée a permis une compréhension plus nuancée tant des influences structurelles que de l'action individuelle dans la lutte historique des femmes de Wolaita (Tosh, 2010, pp. 157-158).

Principaux résultats et discussion

Réformes post-libération et marginalisation des femmes

La défaite du fascisme italien en Éthiopie a résulté d'une large coalition antifasciste composée de patriotes éthiopiens, des forces militaires britanniques et de volontaires africains. Cette victoire a considérablement renforcé l'autorité politique de l'empereur Haïlé Sélassié, présentant son pouvoir comme souverain et incontestable dans l'Éthiopie nouvellement libérée, y compris dans la région

du Wolaita. Après le démantèlement du système administratif italien, largement perçu comme un symbole de domination coloniale, Haïlé Sélassié chercha à reconstruire un État bureaucratique centralisé et moderne, une vision qu'il nourrissait depuis les années 1930. Sa conception de la gouvernance allait au-delà de la restauration de la paix et de la stabilité ; elle visait à démanteler le pouvoir enraciné des seigneurs régionaux et à le remplacer par une autorité impériale directe (Zewde, 2002, p. 203).

Au lendemain de la libération, Haïlé Sélassié réorganisa l'administration locale en établissant le Wolaita *wäräda* (district) au sein du sidamo *awuraja* (sous-province) plus large (ASZWAO, 1935b E.C.). Toutefois, reconnaissant l'impraticabilité de gérer une population croissante et diversifiée à partir d'un seul centre administratif, l'empereur éleva le Wolaita au rang d'*awuraja* à part entière en 1946 (Haile, 2018, p. 67 ; WMMAC, 1950 E.C.). Ce changement traduisait la volonté du gouvernement central d'une pénétration plus profonde des régions périphériques. Plusieurs départements ministériels, notamment ceux de la police, des finances et de la justice, furent établis à Soddo, qui avait été désignée comme centre administratif de l'*awuraja* (Abbink, 2010, p. 1092 ; Guidi, 2024, p. 289 ; WMMAC, 1938 E.C.). Par ailleurs, de nombreux postes de police furent construits le long des zones frontalières instables entre Wolaita, Sidama et Gamo afin de contenir les tensions ethniques et le banditisme (ASZWAO, 1963 E.C.).

Malgré ces changements structurels, l'administration impériale privilégia la consolidation politique au détriment d'une construction nationale inclusive. Bien que de nombreux Éthiopiens aient contribué à la résistance antifasciste, y compris de nombreuses femmes, les nominations d'après-guerre furent exclusivement masculines. Haïlé Sélassié nomma uniquement des patriotes masculins, principalement issus du nord de l'Éthiopie, aux postes administratifs clés aux niveaux de l'*awuraja* et du *wäräda*. Ce monopole masculin du pouvoir institutionnalisa l'inégalité de genre, excluant les femmes de la gouvernance formelle. La contribution des femmes du Wolaita durant la lutte de libération fut délibérément ignorée, alors que la même contribution fut reconnue ailleurs. De fait, les femmes restèrent absentes des principales institutions politiques telles que le Parlement et les ministères (Chema, 2012, p. 144 ; Guidi, 2013, p. 3 ; WMMAC, 1945 E.C. ; Zewde, 2002, p. 195). Cette exclusion ne résultait pas uniquement du patriarcat systémique, mais également de représentations culturelles dominantes considérant les femmes comme intrinsèquement inférieures aux hommes (Fargher, 1996, p. 162 ; Levine, 1974, p. 52). Yonas (2012) décrit la marginalisation fondée sur le genre qui prévalait à l'époque, en observant qu'« elles (les filles et épouses) étaient dévalorisées et données en dot aux héros… » (p. 396).

Bien que Haïlé Sélassié ait théoriquement pris en compte le patriotisme plutôt que le genre dans les nominations administratives à travers l'Éthiopie, la pratique devint ethniquement biaisée dans le Wolaita en raison de l'idéologie impériale, qui classait les régions périphériques comme « primitives, sans culture et sans gouvernement efficace » (Donham, 1986, p. 40). Par exemple, alors que des femmes patriotes *arebäñočč* du centre de l'Éthiopie, telles que Likelesh Beyan, Shewanesh Abera, Qalamawork Tiruneh et Shewareged Gedle, furent récompensées pour leur contribution durant les cinq années de résistance armée, les femmes patriotes du Wolaita, comme W/ro Desta et d'autres, furent marginalisées après la guerre (Gabre Egziabher, 1968, p. 91).

Les réformes foncières de Haïlé Sélassié furent profondément préjudiciables aux communautés rurales, en particulier aux femmes. Conçues pour remplacer le système foncier *näftägna-gabare* d'avant 1936, ces réformes visaient à privatiser la terre à travers une série de proclamations et d'impositions fiscales, notamment des taxes foncières, éducatives et sanitaires introduites dans les années 1940 et 1950 (Zewde, 2002, p. 192). Au lieu d'assurer une répartition équitable des terres, ces réformes renforcèrent le contrôle des autorités impériales. Les terres furent fréquemment redistribuées aux colons du nord, à l'Église orthodoxe et aux élites locales loyales à l'empereur, déplaçant ainsi les paysanneries autochtones (WMMAC, 1950 E.C.). Les femmes supportèrent les conséquences les plus lourdes, les normes juridiques et culturelles les excluant de la propriété foncière. Alors que certaines femmes avaient auparavant accès à la terre indirectement via des liens de parenté dans des systèmes communautaires, ces mécanismes furent rompus par la privatisation imposée par l'État (ASZWAO, 1935a E.C. ; Bekele, 2021, p. 93). En conséquence, de nombreuses femmes furent confrontées au travail forcé, à une fiscalité lourde et à la perte de leurs biens. Des lettres

adressées aux tribunaux ont mis en évidence comment les réformes fiscales impériales ont entraîné des expulsions massives et aggravé la pauvreté rurale (ASZWAO, 1951 E.C. ; Banque mondiale, 1977, p. 3 ; Hizkel, 2023, p. 60 ; Rahmato, 2007, p. 8).

Au Wolaita, des protestations paysannes répétées éclatèrent contre les campagnes de mesure des terres dans les années 1940 et 1950, reflétant une frustration croissante face à l'insécurité et à la marginalisation économique (WMMAC, 1938a E.C. ; WMMAC, 1938b E.C. ; WMMAC, 1939 E.C.). Plutôt que d'autonomiser les femmes rurales, les politiques foncières de Haïlé Sélassié visaient principalement à récompenser ses soutiens politiques et à renforcer l'influence symbolique de l'empereur (WMMAC, 1944 E.C. ; WMMAC, 1950 E.C.).

Sur le plan culturel, les efforts impériaux d'homogénéisation de l'identité éthiopienne à travers les politiques d'amhárisation et d'assimilation ont davantage marginalisé le peuple wolaita. L'imposition de l'amharique comme seule langue de l'administration, de l'éducation et même de l'instruction religieuse a effacé l'identité culturelle des groupes non amhara (Donham, 1986, p. 11 ; Guidi, 2013, p. 16). Au Wolaita, cette domination linguistique a affaibli les traditions locales et délégitimé les systèmes de savoirs indigènes, en particulier ceux transmis par les femmes. Comme le soutient Zebdiwos Chama, l'amhárisation dépassait une simple politique linguistique ; elle constituait une forme d'effacement culturel qui niait et dévalorisait les expériences vécues des femmes du Wolaita (Chema, 2012, p. 435 ; Yonas, 2022, p. 402). Cette marginalisation culturelle s'étendit aux institutions religieuses, où des directives impériales imposèrent l'usage de l'amharique même dans les contextes missionnaires (Fargher, 1990, p. 36, 243). Les systèmes éducatif et juridique marginalisèrent également ceux qui ne parlaient pas l'amharique, plaçant les femmes du Wolaita, déjà confrontées à des difficultés sociales et économiques, dans une situation de désavantage significatif (Guidi, 2024, p. 291). À partir de 1941, l'usage constant du droit, de l'éducation et des médias étatiques pour réprimer les identités locales a aliéné les communautés périphériques et aggravé les inégalités de genre (Zewde, 2005, p. 140).

En résumé, les réformes mises en œuvre après la libération sous l'empereur Haïlé Sélassié, bien que présentées comme modernisatrices, n'ont pas été inclusives ni émancipatrices pour les communautés marginalisées, en particulier les femmes du Wolaita. Elles ont plutôt renforcé le contrôle de l'État, consolidé l'autorité patriarcale et accentué les inégalités sociales et de genre existantes. Malgré leurs sacrifices dans la lutte de résistance, les femmes du Wolaita furent systématiquement exclues de la gouvernance, privées de droits fonciers et soumises à un effacement culturel. L'héritage de ces politiques révèle la profonde contradiction au cœur de la rhétorique modernisatrice de l'empereur : une vision de l'unité nationale qui a réduit au silence les voix et effacé les identités des populations marginalisées (Guidi, 2024, p. 73).

Formes de résistance et de collaboration

Coopération des femmes de l'élite avec le gouvernement impérial

Les femmes de Wolaita réagirent aux politiques de l'empereur Haïlé Sélassié de diverses manières, allant de la coopération à la résistance ouverte (Lema, 2011, p. 32). Ces réponses furent façonnées par des facteurs tels que la classe sociale et la localisation géographique. Les femmes issues des élites qui soutenaient le régime impérial parvinrent à obtenir des fonctions administratives et à acquérir des droits d'héritage foncier. Ces collaboratrices étaient généralement des filles de notables locaux, de propriétaires terriens du nord et de familles du clergé orthodoxe ayant adopté la culture amhara et vivant en milieu urbain[1] (Guidi, 2013, p. 3). Afin d'intégrer les élites locales dans le système impérial, le gouvernement créa un nouveau poste administratif appelé *Abägaze* (gouverneur de district), occupé par des notables choisis, y compris les filles de dignitaires autochtones (ASZWAO, 1935a E.C. ; ASZWAO, 1935b E.C.). Bien que Bisrat Lema note que les descendants de la noblesse héréditaire de Wolaita, connus sous le nom de *Balabat*, furent nommés à des postes de rang inférieur au sein de

1 Beyenech Badecho (W/ro, Humbo), entretien réalisé par l'auteur, le 16 avril 2025.

l'administration impériale sous ce titre. Parmi eux figuraient des femmes notables telles que Meaza Woldesenbet et Minalush Tantu, qui furent désignées comme administratrices locales (Lema, 2011, p. 32).

Un informateur rapporte que ces femmes issues de l'élite ne furent pas seulement nommées à des postes administratifs, mais obtinrent également le droit d'hériter des terres ancestrales, privilèges généralement refusés à la majorité des femmes[2]. Une lettre datée du 1er *Miyazia* 1944 E.C. confirme que Bezunesh Wolde Amanuel informa *Fitawurari* Desta Fiseha qu'elle avait hérité des terres de son père, *Fitawurari* (commandant de l'avant-garde) Wolde Amanuel. De même, un document de l'Église orthodoxe éthiopienne, daté du 5 *Tahisas* 1964 E.C., adressé à Girazmach (commandant de l'aile gauche) Tadese Woldeyes, gouverneur du district de Boloso, indique que des femmes comme *W/ro* Asegedech Frewu détenaient des avantages politiques et économiques considérables malgré les normes de genre dominantes (ASZWAO, 1944 E.C. ; ASZWAO, 1964 E.C.).

Certains chercheurs soutiennent qu'il existait une division nette entre collaborateurs et résistants ruraux, et que les avantages socio-économiques et politiques des collaboratrices étaient souvent obtenus au détriment des intérêts communautaires (Balcha, 2016, p. 78). Toutefois, cette interprétation n'est pas entièrement pertinente dans le cas de Wolaita. Les femmes de l'élite traditionnelle jouaient plutôt un rôle d'intermédiaires entre l'État impérial et les femmes paysannes rurales, plutôt que d'agents de répression.

Les fonctions occupées par ces dignitaires féminines, largement perçues comme des symboles du statut politique semi-autonome de Wolaita au sein de l'État éthiopien élargi, furent également instrumentalisées par le gouvernement impérial pour gérer et neutraliser l'opposition locale. Dans la mesure où ces femmes étaient rémunérées principalement pour les services administratifs, juridiques et sécuritaires qu'elles assuraient, leur collaboration relevait davantage de la survie sociale et de la médiation politique que d'une volonté de nuire à la résistance rurale ou aux intérêts communautaires[3] (Lema, 2011, p. 99).

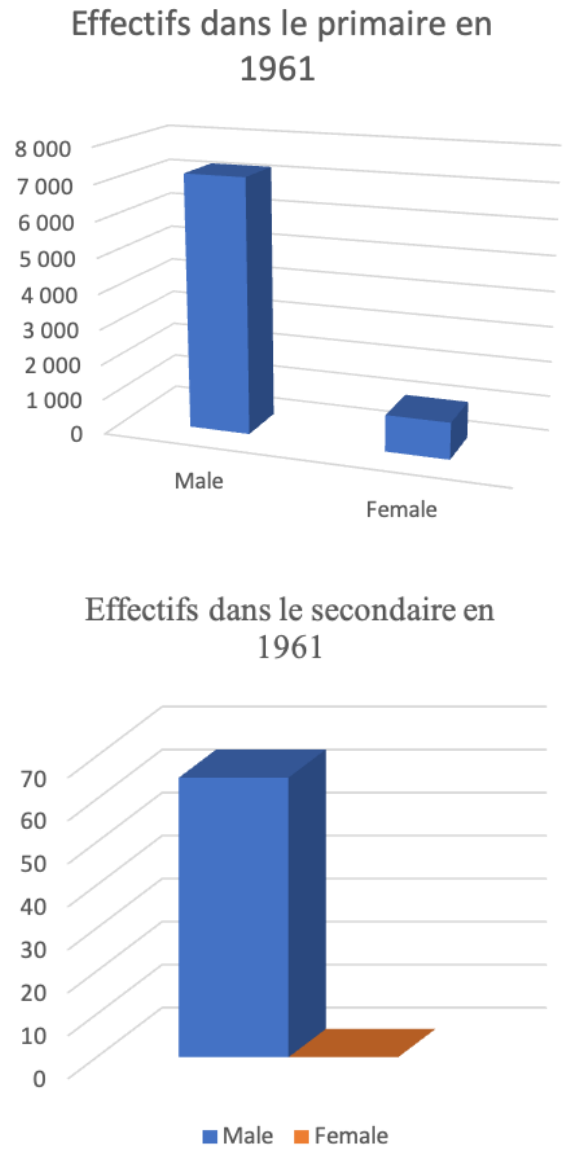
Confrontation des femmes rurales wolaita face aux réformes impériales

À l'inverse, les femmes rurales de Wolaita, qui subirent le plus durement les politiques impériales, optèrent pour la résistance plutôt que pour la collaboration. Elles résistèrent par la migration, la conversion au protestantisme, l'accès à l'éducation et le soutien aux mouvements nationalistes (Donham, 1986, p. 45 ; Guidi, 2024, p. 89 ; WMMAC, 1941 E.C.). Ces formes de contestation bénéficièrent parfois du soutien de certains fonctionnaires impériaux favorables aux réformes, tels que Germame Neway, qui occupa le poste de gouverneur de Wolaita en 1958. Conscient que l'inégalité foncière constituait une source majeure d'exploitation, Neway organisa la distribution de terres publiques gratuites à des fermiers locataires cherchant à échapper au servage féodal (Babanto, 1979, p. 41 ; Chema, 2012, pp. 321-320). Cette politique de réinstallation déclencha une migration massive des hautes terres vers les zones autour du lac Abaya et de la vallée de l'Omo. Un informateur décrit comment sa mère, *W/ro* (Mme) Ukune Halala, migra du village de Buge dans le district de Damot Gale vers Abala Faracho dans le district de Humbo en 1959[4] (Haile, 2018, p. 80). De même, *W/ro* Matafä Abota, une veuve originaire de Duguna Fango, s'installa à Abala Faracho pour échapper à l'exploitation des propriétaires fonciers. Malgré les difficultés, notamment la faible productivité des sols de plaine cultivés avec des outils traditionnels, ces femmes ont su s'adapter, en adoptant souvent des techniques de labour à traction bovine et en transmettant ces pratiques à leurs filles. *W/ro* Landame Abuye constitue un autre exemple de femme ayant défié à la fois les normes féodales et les attentes de genre[5].

2 Beyenech Badecho (*W/ro*, Humbo), entretien réalisé par l'auteur, le 16 avril 2025.
3 Bäyänäće Badäćo (*W/ro*, Humbo), entretien réalisé par l'auteur, le 16 avril 2025 ; Mogäse Mäkonäne, (Ato, Humbo), entretien réalisé par l'auteur, le 16 avril 2025, et Amesalä Berehanu, (W/ro, Soddo), entretien réalisé par l'auteur, le 25 février 2024.
4 Birtane Hidoto (*W/ro*, Soddo), entretien réalisé par l'auteur, le 10 janvier 2025.
5 Birtane Hidoto (*W/ro*, Soddo), entretien réalisé par l'auteur, le 10 janvier 2025.

Bien que la politique éducative de l'empereur, influencée par l'Église orthodoxe, ait officiellement soutenu la scolarisation des filles, l'accès en milieu rural demeurait fortement limité. Les écoles étaient principalement situées dans les centres urbains et servaient surtout les enfants des élites aisées (ASZWAO, 1949 E.C. ; Banque mondiale, 1948, p. 31 ; Guidi, 2024, p. 81). Selon un rapport gouvernemental de 1961, dans la province de Sidamo (incluant Wolaita), le ratio de scolarisation était de 7 199 garçons pour 1 035 filles dans les écoles primaires, et de 65 garçons pour 0 fille dans le secondaire (Pankhurst, 1961, p. 67). L'exclusion des femmes rurales, tant par l'État que par l'Église, poussa nombre d'entre elles à se tourner vers les missions protestantes, qui offraient des alternatives éducatives et des opportunités d'émancipation (Guidi, 2024, pp. 326-328). Lorsque le système impérial fut renversé en 1974, un nombre important de femmes rurales protestantes avaient acquis des compétences en alphabétisation (Masa, 2023, pp. 139-143). Les missionnaires leur fournirent non seulement une alphabétisation de base et une formation professionnelle, mais encouragèrent également une prise de conscience critique des inégalités sociales. Comme le souligne Donald Donham, cette éducation à base communautaire permit aux femmes de contester l'exploitation féodale et de transformer leur conscience sociale et politique (Donham, 1986, p. 45).

Figure 1 : Nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles de Wolaita en 1961

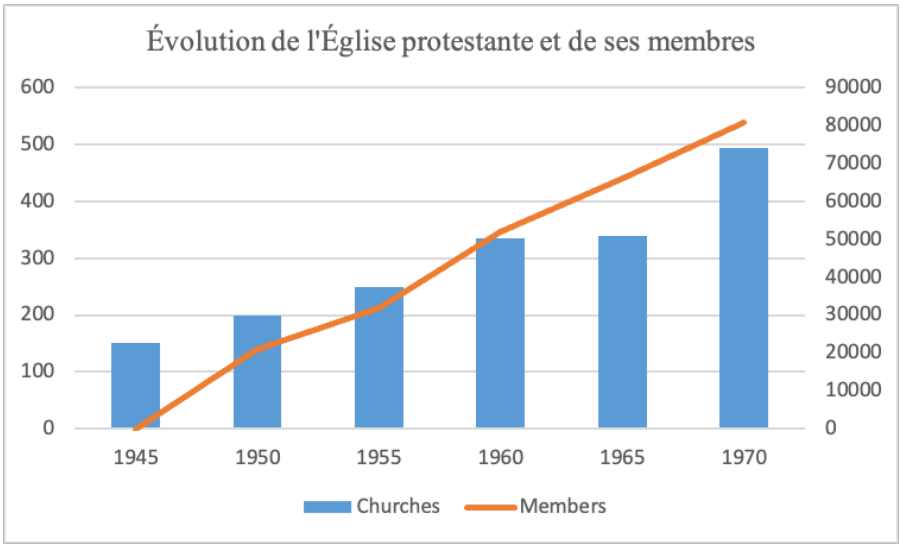


Source : Pankhurst, 1961, p. 67.

La nature complexe de la lutte des femmes wolaita se reflète clairement dans le rôle qu'elle joue dans la facilitation de la mobilité sociale ascendante des femmes paysannes. Un nombre considérable de femmes rurales ayant reçu une éducation dans les écoles missionnaires, telles que *W/ro* Lili Galore, *W/ro* Hewan Bunaro, *W/ro* Birtane Hidoto, et d'autres, accédèrent progressivement à des niveaux d'instruction plus élevés (Masa, 2023, pp. 139-143). Après l'obtention de leurs diplômes, nombre de ces femmes n'adhérèrent plus aux positions de radicalisme rural qu'elles défendaient durant leurs premières années. Au contraire, au cours de la dernière décennie du régime impérial, ces anciennes élèves des missions se transformèrent en professionnelles de la classe moyenne, occupant des postes dans les institutions publiques et les organisations non gouvernementales en tant qu'administratrices, enseignantes, professionnelles de santé et agents de développement[6].

Wolaita fut l'une des régions du sud de l'Éthiopie où le protestantisme connut une expansion rapide. Le nombre d'églises protestantes à Wolaita passa de 150 en 1945 à 493 en 1970, tandis que le nombre de fidèles augmenta d'environ 15 000 à 81 000 durant la même période (Cotterell, 1973, p. 171). L'expansion du protestantisme à Wolaita ne fut pas uniquement le résultat des activités des missionnaires étrangers et locaux ; les femmes wolaita y contribuèrent également de manière significative. Elles s'imposèrent comme des actrices clés dans l'extension du message protestant, faisant preuve d'un courage et d'un engagement remarquables malgré les risques de persécution de la part des autorités de l'Église orthodoxe (Davis, 1966, p. 247).

Figure 2 : Croissance de l'appartenance religieuse et du nombre d'églises à Wolaita (1945-1970)



Source : Cotterell, 1973, p. 171.

Les femmes wolaita furent attirées par le protestantisme non seulement comme moyen de résistance aux politiques impériales et royales imposées, mais aussi comme stratégie visant à contester certaines pratiques traditionnelles jugées néfastes et imposées au sein de leurs propres communautés au nom de la culture. Sous le règne de Haïlé Sélassié, les femmes wolaita furent soumises à diverses pratiques traditionnelles néfastes, notamment la *Laataa* (mariage léviratique après le décès d'un frère aîné), la *Mishechuwaa* (mariage avec la sœur cadette d'une épouse décédée), la *Qatara* (mutilations génitales féminines), la *Dafaa* (enlèvement) et la *Dawutta* (polygamie), entre autres. Ces pratiques, perpétuées en partie par des fonctionnaires impériaux de niveau local, furent ouvertement condamnées par les missionnaires protestants (Amare, 2021, pp. 48-80 ; Masa, 2023, p. 117 ; Yonas, 2022, pp. 399-401).

6 Birtane Hidoto (*W/ro*, Soddo), entretien réalisé par l'auteur, le 10 janvier 2025.

En conséquence, un grand nombre de femmes wolaita cherchèrent à échapper à ces pratiques en rejoignant le protestantisme. L'Église protestante de Wolaita encouragea activement l'interdiction des traditions considérées comme néfastes, en particulier la polygamie, et mit l'accent sur une plus grande autonomie des femmes au sein du foyer. Par exemple, en 1945, deux femmes wolaita converties au protestantisme et opposées à la polygamie furent emprisonnées à Soddo à la demande de leurs maris et de responsables locaux d'origine amhara et de confession orthodoxe. Lorsque les missionnaires furent informés de leur emprisonnement, ils intervinrent auprès de la cour de Haïlé Sélassié, ce qui aboutit à leur libération sous caution (Davis, 1966, p. 145).

Cet événement renforça non seulement la confiance des femmes, mais consolida également leur rôle dans l'expansion des activités évangéliques au sein de Wolaita et des communautés voisines du sud de l'Éthiopie. Durant les années 1950 et 1960, des évangélisatrices wolaita telles que Balote Aymalo, Faranje Buriya, Lareba Kanka et Dorane Gambera diffusèrent le protestantisme respectivement parmi les communautés Goffa, Silte, Sidama et Bale Goba. D'autres évangélisatrices, dont Durete et Bazite, se déplacèrent vers Qucha, Boroda et Dawuro. Malgré leur indépendance religieuse croissante et leur autonomisation, les femmes wolaita continuèrent toutefois à faire face à diverses formes de violence domestique, souvent liées au ressentiment et à la frustration de leurs maris (Balisky, 2009, p. 198 ; Lema, 2011, pp. 95-96).

Contribution des étudiantes aux mouvements anti-féodaux à Wolaita dans les années 1970

Les femmes représentaient près de 15 % de la population paysanne en Éthiopie, y compris dans la région méridionale de Wolaita. Sous le régime impérial de Haïlé Sélassié, la grande majorité des paysans était soumise à une oppression et une exploitation systémiques, dont les femmes supportaient une part disproportionnée. Malgré leur rôle central dans la vie agraire, les femmes rurales, en raison d'un analphabétisme généralisé et d'une marginalisation sociopolitique persistante, ne parvenaient pas à organiser une résistance formelle (Yonas, 2022, pp. 405-413). Dans ce contexte, les étudiantes émergèrent comme des porte-parole engagées de la justice, animées par une profonde empathie envers les fermiers exploités, les groupes ethniques marginalisés et les femmes soumises à des discriminations à la fois de genre et de classe[7] (Zewde, 2024, p. 110).

Bien que le mouvement étudiant à l'échelle nationale visât principalement à mettre fin au système foncier féodal, l'activisme étudiant à Wolaita s'orienta vers des problématiques locales plus urgentes. Les étudiantes de la région accordèrent une priorité à la lutte contre les bandes criminelles, la marginalisation ethnique et les violences fondées sur le genre. Cette spécificité régionale mit en lumière une intersectionnalité plus profonde, où les oppressions de classe, d'ethnicité et de genre se recoupaient. Loin d'être de simples victimes passives, les femmes de Wolaita devinrent des actrices essentielles d'un mouvement de résistance plus large visant à démanteler les structures locales de la répression impériale[8] (Guidi, 2024, p. 168).

Les années 1970 marquèrent un tournant décisif dans cette dynamique de résistance, les étudiantes accédant à des rôles de leadership. Aux côtés de leurs homologues masculins, elles organisèrent des actions coordonnées pour contester les réseaux criminels locaux et la complicité de fonctionnaires corrompus. Dans les districts de Humbo, Sodo Zuria et Damot Woide, des bandes se livraient au vol de bétail, à des incendies criminels et à des agressions brutales contre des paysans innocents. Ces groupes, souvent protégés par les *Chiqa Shum*, représentants du plus bas niveau de l'autorité impériale, agissaient en toute impunité : viols, enlèvements de jeunes filles et climat de terreur généralisé. Initialement, les femmes mariées constituaient les principales cibles, mais les écolières furent rapidement également visées. Dans les villages comme dans les centres urbains, les étudiantes étaient harcelées et agressées sur les routes menant à l'école ou aux marchés (Berehanu, 2006, p. 28 ; Guidi, 2023, pp. 10-11). Malgré l'ampleur de ces crimes, la collusion entre chefs de bandes et autorités locales empêchait toute justice : les plaintes atteignaient rarement les tribunaux et, lorsqu'elles y

7 Legese Mone'a (*Ato*, Soddo), entretien réalisé par l'auteur, le 10 janvier 2025.
8 Merkine Mamo (*Ato*, Humbo) et Eliyas Lera (*Ato*, Humbo), entretien réalisé par l'auteur, le 16 avril 2025.

parvenaient, elles étaient souvent classées sans suite en raison de la corruption et des ingérences politiques. Face à la paralysie du système judiciaire, les communautés recoururent de plus en plus à l'autodéfense (Guidi, 2023, p. 18).

Dans ce contexte, des étudiantes et étudiants lancèrent une initiative audacieuse connue sous le nom de « campagne d'éradication des voleurs », menée de janvier à avril 1970. Conscients de la menace que représentait l'alliance entre les bandits et les *Chiqa Shum*, plus d'une centaine d'élèves et plusieurs enseignants issus de sept districts se réunirent dans le village rural de Borkoshe. Le 22 *Megabit* 1963 E.C. (1970), ils proclamèrent la Déclaration de *Borkoshe,* une résolution appelant symboliquement et concrètement à des châtiments physiques contre les voleurs, conçus comme une forme de justice populaire[9] (Chema, 2012, p. 198). Cette déclaration déclencha une mobilisation généralisée. Des paysans, parfois sans connaissance directe de cette résolution, commencèrent à frapper, voire à transpercer de lances des individus soupçonnés de vol lors de marchés locaux tels que Hobicha Beda (lundi) et Dalbo (jeudi). Le mouvement transforma ainsi une protestation étudiante localisée en une campagne de masse contre l'insécurité et la négligence impériale (Berehanu, 2006, p. 28 ; Guidi, 2013, pp. 10-11). Les femmes de Wolaita ne furent pas seulement victimes des abus des criminels et des autorités corrompues, mais aussi de violences systématiques exercées par le *Fetno Derash* de Haïle Sélassié, la prétendue force spéciale d'intervention rapide (Chema, 2012, p. 199 ; Guidi, 2024, p. 160). Bien que cette révolte ait finalement été réprimée au prix de nombreuses vies, elle laissa une empreinte durable, marquant un moment clé de la résistance rurale et révélant la puissance d'une mobilisation populaire coordonnée.

Les racines de cet activisme furent en partie nourries par les efforts d'éducateurs visionnaires tels que Bogale Walelu, qui considérait l'éducation comme un moyen de libération, non seulement de l'ignorance, mais aussi de la domination. Dans les années 1950 et 1960, il parvint à mobiliser un grand nombre d'enfants wolaita vers la scolarisation, dont beaucoup devinrent par la suite des figures majeures de l'activisme étudiant, notamment des femmes engagées contre les injustices ethniques et de genre (Chema, 2012, p. 188 ; Guidi, 2024, pp. 68, 326). L'augmentation du nombre d'élèves wolaita dans les années 1970 suscita l'inquiétude des propriétaires fonciers locaux, dont la puissance économique reposait largement sur le travail non rémunéré des enfants paysans. Leur mécontentement trouva un écho chez leurs propres enfants, souvent scolarisés à Soddo, principal centre éducatif urbain de la région. Sous couvert de défendre le christianisme orthodoxe et la langue amharique, ces élèves issus des élites commencèrent à harceler et à insulter ouvertement les élèves wolaita, révélant de profondes tensions de classe et d'ethnicité (Chema, 2012, pp. 191-192).

Le lycée de Soddo devint l'épicentre de l'activisme étudiant mené par les femmes. Si le mouvement étudiant s'était initialement structuré autour de la réforme agraire et du principe « la terre à ceux qui la cultivent », il évolua rapidement vers une lutte plus large marquée par un nationalisme ethnique affirmé. Dans le contexte local, les distinctions de classe étaient étroitement liées à l'identité ethnique : les nouveaux arrivants et les élites du nord soutenaient généralement les intérêts des propriétaires fonciers, tandis que les Wolaita autochtones étaient majoritairement des métayers (Guidi, 2023, p. 7). Au début des années 1970, le déclencheur immédiat des protestations étudiantes fut la domination culturelle et la dévalorisation systématique de l'identité wolaita. Les enfants des *Näfetäñña* (colons du nord) insultaient fréquemment les élèves wolaita, les présentant comme des menaces pour la langue, la religion et l'unité impériale (Chema, 2012, pp. 191-192 ; Guidi, 2024, p. 330).

En réponse, les femmes wolaita commencèrent à formuler une identité politique articulant oppression de genre, domination ethnique et exploitation de classe. À la suite de la première vague de résistance, de nombreuses femmes rurales adoptèrent des positions politiques traditionalistes, promouvant l'autonomie régionale à travers le slogan : « Wolaita aux Wolaita ! » (Haile, 2018, p. 76). Elles soutinrent des figures locales influentes telles que *Sanga Dana* Gebremedhin Bunare et *Fitawurari* Desta Feseha, farouchement opposées à la présence continue des propriétaires fonciers du nord. Toutefois, ces premières révoltes furent réprimées, faute de coordination unifiée et de soutien des réseaux politiques nationaux (Haile, 2018, p. 76 ; WMMAC, 1939 E.C.).

9 Merkine Mamo (*Ato*, Humbo), entretien réalisé par l'auteur, le 10 janvier 2025.

À ce moment charnière, des femmes influentes de Wolaita cherchèrent à établir des alliances plus larges. L'une des épouses de *Fitawurari* Desta, d'origine somalienne, établit clandestinement des liens avec la Macha-Tulama Oromo Self-help Association (Haile, 2018, p. 76 ; Wagesho, 2004, p. 100). Ce geste ne fut pas isolé. En 1963, les forces oromo du général Jagama Kello atteignirent Soddo, mobilisées autour du slogan « *Manne Manenne Yaserale ?* » (« Qui emprisonne qui ? »), afin de protéger les dignitaires wolaita contre l'humiliation impériale[10]. Ces alliances avec les mouvements nationalistes oromo et somali reflètent une stratégie plus large adoptée par les femmes wolaita : inscrire leur résistance locale dans le cadre élargi des luttes de libération nationale.

Discussion

Les résultats présentés ci-dessus indiquent que les femmes wolaita ont mené une résistance multidimensionnelle contre les politiques oppressives de l'empereur Haïle Sélassié. Le principal moteur de cette résistance était la volonté de mettre fin à l'exploitation fondée sur le genre dans tous les aspects de la vie, avec un accent particulier sur le droit à la propriété foncière, la représentation équitable et l'élimination d'une forme de génocide culturel (Chema, 2012, p. 198). Toutefois, ces objectifs ne furent pas pleinement atteints en raison de limites stratégiques, malgré certains succès, tels que l'élimination de réseaux de fonctionnaires corrompus, l'amélioration du niveau d'éducation et l'éveil croissant de la conscience des femmes.

Avant 1894, lorsque les femmes wolaita étaient confrontées à des inégalités de genre, elles s'appuyaient sur leurs propres systèmes culturels pour y faire face et faire entendre leur voix (Abbink, 2010, p. 1092). Cela reposait sur une forte confiance dans les valeurs culturelles wolaita, perçues comme des mécanismes efficaces de résolution des inégalités de genre. Après la libération, cependant, la volonté des femmes d'utiliser la culture comme outil de défense de leurs droits déclina, en raison des héritages problématiques de la domination impériale et coloniale, ainsi que d'une méfiance croissante envers les institutions indigènes (Lema, 2011, p. 96).

Bien que les femmes wolaita aient lutté tout au long de la période impériale, elles ne parvinrent pas à atteindre l'égalité de genre (Donham, 1986, p. 45 ; Guidi, 2024, p. 89 ; WMMAC, 1941 E.C.). Cela s'explique en grande partie par l'inadéquation des stratégies adoptées, inspirées de valeurs culturelles occidentales privilégiant la collaboration plutôt que l'intégration, et la révolution radicale plutôt que l'harmonie sociale. Ces approches se révélèrent peu adaptées pour traiter des questions telles que la propriété foncière, la détention des richesses et l'héritage dans une société fondée sur les structures claniques. Par ailleurs, les alliances des femmes wolaita avec l'État et les mouvements révolutionnaires reléguèrent souvent les questions de genre et le féminisme au second plan.

Lorsque les femmes wolaita s'appuyaient sur leurs valeurs culturelles pour répondre à leurs préoccupations économiques et sociales, elles bénéficiaient d'un statut plus élevé au sein de la société. Avant 1894, lorsque leurs activités économiques reposaient sur la culture indigène de l'ensete et l'élevage, elles jouissaient d'une relative abondance de ressources. À cette époque, une femme dont le cheptel atteignait 1 000 têtes de bétail accédait à un statut prestigieux à travers le rituel du Gimuwwa (Hidoto, 2005, pp. 68–78). Elle pouvait également être invitée au palais royal et honorée par le roi avec un ornement appelé Çiçora Mogga, en reconnaissance de sa réussite économique (Chema, 2010, p. 344). En revanche, lorsque les femmes s'orientèrent vers la production de cultures commerciales sous l'impulsion impériale, les résultats ne furent pas une prospérité accrue, mais plutôt une vulnérabilité renforcée face aux sécheresses récurrentes et une dépendance économique accrue envers leurs maris.

Sur le plan culturel, les alliances avec les missionnaires occidentaux produisirent des bénéfices limités par rapport aux objectifs initiaux de la lutte des femmes. Si de nombreuses femmes wolaita accédèrent à l'alphabétisation, cela se fit au prix de l'abandon des systèmes de savoirs indigènes, que les missionnaires qualifiaient souvent de « pratiques sataniques », entraînant une crise identitaire significative. De même, les alliances avec les étudiants radicaux masculins conduisirent les femmes à privilégier la lutte de classe au détriment des questions de genre (Guidi, 2024, p. 168).

10 Legese Mone'a (*Ato*, Soddo) et Berhanu Langana (*Ato*, Soddo), entretien réalisé par l'auteur, le 10 janvier 2025.

De manière générale, l'affaiblissement du recours des femmes wolaita aux valeurs culturelles comme outil de lutte contre les inégalités de genre prolongea leur combat et les exposa à une forme de double colonialisme postcolonial, caractérisé davantage par la persistance de l'exploitation que par une transformation institutionnelle significative orientée vers une construction nationale inclusive (Esawa & Mazrui, 1993, p. 454 ; Reta, 2012, p. 523). À Wolaita, le régime de Haile Selassie adopta certains éléments du modèle administratif colonial italien, maintenant les dignitaires locaux principalement comme intermédiaires chargés de contrôler les populations locales (Donham, 1986, p. 37). Ce système excluait largement les femmes, reflétant des conceptions coloniales du genre et du pouvoir similaires à celles de l'occupation italienne (Chiatti, 1986, pp. 66–67; Reta, 2012, p. 523).

Conclusion

L'expérience des femmes wolaita sous les réformes impériales de Haïle Sélassié montre que la modernisation, lorsqu'elle ne s'accompagne pas de l'inclusion des valeurs indigènes, engendre des formes de résistance. Les politiques impériales à Wolaita, bien que présentées comme des efforts de construction étatique, s'enracinent dans une double logique d'oppression héritée du colonialisme, caractérisée par des hiérarchies patriarcales, ethniques et sociales. En excluant les femmes du pouvoir et en leur refusant systématiquement l'accès à la terre, à la représentation politique et à la reconnaissance culturelle, le régime impérial a suscité une lutte complexe et multiforme, combinant collaboration stratégique des élites, résistance populaire, transformations religieuses et activisme étudiant.

La résistance des femmes wolaita fut façonnée par l'entrelacement des rapports de genre, de classe et d'ethnicité, étroitement liés aux luttes pour la terre, l'identité culturelle et l'autodétermination nationale. Elle se caractérisa par sa complexité et sa capacité d'adaptation. Tandis que certaines femmes cherchèrent le changement en s'engageant dans les institutions étatiques, d'autres privilégièrent des voies religieuses, éducatives ou révolutionnaires. Le recours à ces formes d'organisation s'explique notamment par l'interdiction d'institutions indigènes parallèles favorables aux femmes. Leurs rôles, allant de l'organisation sur le terrain à la direction idéologique, furent essentiels dans l'histoire plus large des résistances en Éthiopie méridionale. Les luttes menées par les femmes wolaita, notamment à travers les mouvements étudiants et les révoltes rurales, jouèrent ainsi un rôle déterminant, bien que souvent sous-estimé, dans la formation de l'histoire politique et culturelle moderne de la région.

L'activisme des étudiantes durant cette période se distingua par son caractère à la fois discret, stratégique et profondément influent. Il contribua de manière décisive à façonner la conscience politique régionale et prépara le terrain aux transformations révolutionnaires de l'ère post-impériale. Leur résistance ne fut pas seulement une réaction aux contraintes : elle s'inscrivit dans une vision, fondée sur une compréhension fine des systèmes d'oppression imbriqués auxquels elles faisaient face. L'héritage de cette lutte souligne la nécessité d'appréhender les résistances genrées comme une composante fondamentale de l'histoire politique éthiopienne. En ce sens, cette étude remet en question une historiographie traditionnelle qui tend à marginaliser ou à simplifier la contribution des femmes, et plaide pour une relecture plus inclusive du passé.

La majorité des travaux existants ont privilégié les dimensions idéologiques du protestantisme, en négligeant largement son rôle dans la libération des femmes face aux violences de genre exercées au sein même de leurs communautés. En particulier, la contribution des valeurs chrétiennes au combat des femmes wolaita contre la polygamie demeure insuffisamment étudiée, alors même que la pensée religieuse a joué un rôle multidimensionnel dans la promotion de l'autonomisation des femmes, le renforcement de la paix régionale et la remise en cause de pratiques traditionnelles néfastes dans les sociétés culturellement apparentées du sud de l'Éthiopie. Ainsi, cet article présente un intérêt notable pour les recherches futures, notamment celles visant à mener des analyses comparatives sur l'activisme évangélique des femmes wolaita et sur l'expansion rapide du protestantisme dans le sud de l'Éthiopie, en comparaison avec d'autres régions du pays.

Bibliographie

Documents d'archives

Archives from Sodo Zuriya Warada Administrative Office (ASZWAO), and Walda Masqal Tariku Memorial and Archival Center (WMMAC)

ASZWAO, Folder No.02/2074, File No. ሀ/3924; *Mägabite* 11, 1935a E.C. (Ethiopian Calendar)

ASZWAO, Folder No. 02/2074, File No.3715, *Miyazia* 9, 1935b E.C.

ASZWAO, Folder No. 02/2074, File No.935/25/2, *Tire* 4, 1949 E.C.

ASZWAO, Folder No. 12/214, File No.1249/18/28, *Tire* 15, 1950 E.C.

ASZWAO, Folder No. 02/2074, File No.12060/15/73, *Ginbote* 4, 1951 E.C.

ASZWAO, Folder No. ሰ/2074, No File No. *Hamile* 12, 1959 E.C.

ASZWAO, Folder No. ሀ1/2075, File No. B2E1/37/106/63, *Yekatite* 30. 1963 E.C.

ASZWAO, Folder No. 02/2074, File No.187/64, *Tahisas* 5, 1964 E.C.

ASZWAO, Folder No. 6685/42, File No.040/ወ/አ/አኢሰ፱, *Tahisas* 13, 1979 E.C.

ASZWAO, Folder No. ሰ/2074, File No.2/1/280, *Sene* 2. 1979E.C.

WMMAC**,** Folder No.14017, File No. አ/4244, *Sene* 14, 1938 E.C.

WMMAC**,** Folder No. 14017, File No.5423/38, *Sene* 19, 1938 E.C.

WMMAC**,** Folder No. 14017, File No. 233ጠ/39, *Tahisas* 15, 1939 E.C.

WMMAC**,** Folder No. 14017, File No.no*, Sene* 4, 1939 E.C.

WMMAC**,** Folder No. 2/5271, File No. 1079/7, *Megabit* 10, 1941E.C.

WMMAC**,** Folder No. 60, File No. L/5659, Yekatit 27, 1944 E.C.

WMMAC**,** Folder No. 14017, File No. 3145, *Meskerem* 7, 1945 E.C.

WMMAC**,** Folder No. 14017, File No. 140/45, *Hidar* 11, 1945 E.C.

WMMAC**,** Folder No. 4409, No File No.no, *Ginbot* 18, 1950 E.C.

WMMAC**,** Folder No. 2190, File No.8520/25/50, *Sene* 15, 1950 E.C.

Sources publiées et non publiées

Abbink, J. G. (2010). Wolaita. In Siegbert Uhlig (Eds). *Encyclopadea Eathiopica, Volum 4* (pp. 1088-1094). Harrassowitz Verlag.

Ali, B. S. (1991). *History: Its Theory and Method*. Macmillan.

Amado, A. (2010). Ye *Wolaita Taric Meneshawoch (The Beginning of Wolaita History)*. Wolaita Lemate Mahebere.

Amare, K. (2021). *Socio-Cultural Transformation of Protestantism in Wolaita*. [Mémoire de master non publié, Wolaita Sodo University].

Babanto, A. (1979). *Lemlemitwa Wolayita*: Tintawit Ena Zemenawit Wolaita (Spectacular Wolaita: Traditional and Modern Wolaita). Yetebaberut Printers.

Balcha, P. (2016). *A History of Damot Gale 1941-2006*. [Mémoire de master non publié, Addis Ababa University].

Balisky, P. (2009). *Wolaita Evangelists: A Study of Religious Innovations in Southern Ethiopia, 1937-1975*. Pickwick Publications.

Banque mondiale. (1948). *L-28:1948. Ethiopia Preliminary Background Report.* Public Disclosure Authority.

Banque mondiale. (1977). Report No. 1650b-ET. *Economic Memorandum on Ethiopia*. East Africa Regional Office.

Bekele, A. (2021). *A Historical Survey on the Conquest and Consequence of Emperor Menilik II on Wolaita (1894 to 1974*). [Mémoire de master non publié, Wolaita Sodo University].

Berehanu, D. (2006, September 11). Santariya: Be Wolaita Wonjeline Begara Yemekelakele Bahile (Patrole Station: A Tradition of Protecting Crime through Community Policing). *Marccuwaa*.

Berhane-Selassie, T. (1999). Tabita Hatuti: Biography of a Woman Potter. Dans R.A. Silverman (dir.), *Ethiopia: Tradition of Creativity* (p. 217-240). University of Washington Press.

Borg, W. R., & Gall, M. D. (1967). *Educational Research: An Introduction*. Longman.

Bureau, J. (1990). The Tigre Chronicle of Wolaita; A Pattern of Kingship. *Proceedings of the First International Conference of Ethiopian Studies*, 49-64.

Central Statistics Authority. (2016). Ethiopia Demographic and Health Survey. Central Statistical Agency.

Chema, Z. (2012). *Yetedafenewu Ye Wolaita Tarik Findata*: *Ye 3,176 Ametate Tarik* (The Historical Account of Wolaita: A History of 3,176 Years). Selihom Printing House.

Cotterell, P. F. (1973). *Born at Midnight.* Moody Press.

Crummey, D. (1999). *Land and Society in the Christian Highland kingdom from the Thirteenth to the Twentieth Century*. University of Illinois Press.

Dana, D. H. A., & Tebarek, L. (2020). Rapid rural population growth and its determinant factors in Wolaita zone, Ethiopia. *Journal of Science and Inclusive Development*, *2*(2),1-20.

Davis, J. R. (1966). *Fire on the Mountain*. London Publishing House.

Donham, D. (1986). Old Abyssinia and the New Ethiopian Empire: Themes in Social History. Dans Donald Donham et Wendy James (dirs.). *The Southern Marches of Imperial Ethiopia: Essays in History and Social Anthropology* (p. 3-48). Cambridge University Press.

Elaigwu, J. Esawa and Mazrui, Ali A. (1993). Nation building and Changing Political Structures. Dans Ali A Mazuiri & C. Wondji (dirs.), *UNESCO General History of Africa*, *Volume VIII* (p. 435-467. United Nation Educational, Scientic and Cultural Organization.

Fargher, B. L. (1996). *The Origins of the New Churches movement in Southern Ethiopia 1927-1944.* Tuta Aegide Pallas.

Gabre Egziabher, S. (1968). The Ethiopian Patriots 1936-1941. *Ethiopia Observer*, *7*(2), 91.

Guidi, P. (2023). Wolaita Memories of Gärmame Neway Governorship (1958–1959): Radical Reforms and Political Consciousness. *Northeast African Studies*, *13*(2), 1-24.

Guidi, P. (2024). *Educating the Nation in Ethiopia: State Society and Identity in Wolaita*. (S. Dix,Trans.).Centre français des études éthiopiennes.

Haile, T. (2018). *A Political History of Wolaita Since 1941-1991.* [Mémoire de master non publié, Dilla University].

Hidoto, Y. (2015). Cattle counting Ceremony Among the Wolaita (Ethiopia): Exploring Socio-Economic and Environmental Roles. *Open Journal of Ecology,* (5), pp. 159-173.

Hizkel, G. (2023). *Historical Survey of Land Tennure System in Kindo Koisha Wäräda, 1984-1974* [Mémoire de master non publié, Wolaita Sodo University].

Hodson, A. W. (1927). *Seven Years in Southern Abyssinia*. Hazel, Watson and Viney Ltd.

Kothari, C. R. (2004). *Research Methodology: Methods and Techniques*. New Age International.

Larebo, H. M. (1990*). The Myth and Realities of Empire Building: Italian Land Policy and Practice in Ethiopia.* [Thèse de doctorat non publiée, University of London].

Lema, B. (2011). *A History of Humbo Warada, 1941-1991*. [Mémoire de master non publié, Addis Ababa University].

Levine, D. N. (1974). *Greater Ethiopia*. Chicago University Press.

Marcus, H. (1994). *A History of Ethiopia*. University of California Press.

Masa, M. (2023). *A Biography of Notable Missionaries in Wolaita, 1920-1991*. [Mémoire de master non publié, Wolaita Sodo University].

McDowell, W. H. (2002). *Historical Review: A Guide*. Routledge.

Musingafi, T. M., & Musingafi, M. C. (2024). Decolonial and Post-Colonial Theories of Feminism in Africa. *African Womanhood and the Feminist Agenda*. https://www.igi-global.com/book/African-womanhood-feminist-agenda/331382.

Pankhurst, R. (1961). Education Report: Analysis of Development in Recent Years. *Ethiopian Observer*, *5(1)*,61-73.

Pankhurst, R. (1968). The Ethiopian Patriots and the Collapse of Italian in East Africa 1940-1941. *Ethiopia Observer*, *12*(2), 92-127.

Philips, J. E. (2005). *Writing African History*. University of Rochester Press.

Rahmato, D. (2007). *Development Intervention in Wolaita 1960s-2000s: A Critical Review.* Forum for Social Studies.

Reta, Z. (2012). *Ye Kedamawi Haile Selassie Mengist*(*The Government of Emperor Haile Selassie I)*. Laxmi Publications Plc.

Sandhiya, M. (2016). Types of Historical Research: An Overview. *International Journal of Management Research and Social Science*, *3*(2),36-38.

Stigand, C. H. (1910). *Travel to Abyssinia Through an Uknown Land*. Seely and Co. Limited.

Tosh, J. (2010). The *Pursuit of History: Aims, Methods, and New Directions in the Study of Modern History, Fifth Edition.* Pearson Education Limited.

Wagesho, W. (2004). *Ye Wolaitta Hizib Tarik* (The History of Wolaita People). Berhanena Selam Printing Press.

Yonas, H. (2022*). A Survey of Economic History of Wolaita in Southern Ethiopia from 13th Century to 1991*. [Thèse de doctorat non publiée, Kalinga Institute of Industrial Technology University].

Zewde, B. (2002). *A History of Modern Ethiopia 1855-1991,* Second Edition. Addis Ababa University Press.

Zewde, B. (2005). *Pioneers of Change in Ethiopia. The Reformist Intellectuals of the Early Twentieth Century*. Addis Ababa University press.

Zewde, B. (2024). The Women Question in the Ethiopian Students Movements. Dans M. Herman (dir.), *History of Women in Ethiopia* (pp. 110-116). Centre français des études éthiopiennes.

Proclamations

Proclamation No. 8 of 1942. A Proclimation of Missionaries. *Negarit Gazetta*.

Proclamation No. 8 of 1942. A Proclamation to Provide for the tax on land. *Negarit Gazetta*.

Proclamation No. 70 of 1944. Land Tax Proclamation. *Negarit Gazetta*.

Collaborators, Patriots, and Resistance

Wolaita Women's Struggle Against Exclusion Under Repressive Policies (1941–1974)

Wondu Argaw Yimam
ORCID : 0000-0002-1094-8730
Assistant Professor of History at Wolaita Sodo University, Ethiopia
wondugumemba@gmail.com

Mohammed Hassan
Associate Professor of History at Haramaya University, Ethiopia
boniyat2004@gmail.com

How to cite this paper:
Yimam, W. A., & Hassan, M. (2026). Collaborators, Patriots, and Resistance: Wolaita Women's Struggle Against Exclusion Under Repressive Policies (1941–1974). *Global Africa*, (13), pp. 167-181.
https://doi.org/10.57832/pt58-jq43

Received: March 10, 2024
Accepted: March 15, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

This study examines the socio-economic and political experiences of Wolaita women in Ethiopia's post-liberation imperial era (1941–1974), focusing on their responses to land reforms, political exclusion, cultural suppression, and gender discrimination. Conducted in the Wolaita Zone between 2024 and 2025, the research uses archival materials, travel accounts, and oral interviews selected through purposive sampling. Analysis through narrative and interpretive methods reconstructs Wolaita women's lived experiences. Findings show that women faced systemic marginalization across economic, cultural, and political spheres. Although many ordinary women mounted strong resistance, segments of the elite occasionally supported these policies. Some women achieved limited progress in education, land rights, and local politics via connections with state actors and missionaries, but none attained parliamentary representation before 1974 due to the absence of pre-colonial indigenous African knowledge systems, such as parallel gender institutions. The study concludes that Wolaita women's struggles reveal a complex interplay of oppression and agency. Their collective resistance challenged state control and contributed to social change; however, structural and institutional barriers limited their political empowerment during this period.

Keywords

Wolaita women, Imperial Ethiopia, Land reform, Political marginalization, Gender discrimination, Resistance, Socio-economic changes

Introduction

The study covers the history of women's struggles between 1941 and 1974. The year 1941 is adopted as a watershed in the study of Wolaita women's struggle (1941-1974) owing to its coincidence with the new policies of Emperor Haile Selassie, which dramatically affected the socio-economic and political lives of women (Proclamation, 1942; Proclamation, 1944). Secondly, it is also associated with the consolidation of the imperial power in Wolaita, an area which was not effectively controlled by the Ethiopian government before the Italian occupation (1936-1941) (Hodson, 1927, pp. 26-30 ; Stingand, 1910, pp. 297-298). The major historical event that led to the selection of 1974 as a reference point for this study was its coincidence with the downfall of the imperial system.

Following the liberation of Ethiopia from Italian colonial rule in 1941, Emperor Haile Selassie initiated various socio-economic and political reforms aimed at modernizing the country in line with the prevailing domestic and international realities (Zewde, 2002, pp. 189-209). However, the post-liberation condition in Wolaita, one of the peripheral areas of southern Ethiopia, was markedly distinct from the pre-1936 period, particularly in terms of political stability, cultural interactions, and economic transitions. The anarchy that emerged after the defeat of the fascist Italian forces created a vacuum that necessitated rapid administrative reorganization to safeguard both expatriates and locals from rising criminal threats (ASZWAO, 1951 E.C.; Pankhurst, 1968, p. 102).

During the Italian occupation (1936-1941), Wolaita had been identified as one of eight key commercial agriculture areas that attracted Italian agri-entrepreneurs, leading to the initial introduction of mechanized farming. Although subsistence agriculture remained dominant, the seeds of commercial agriculture and land commodification had already been planted (ASZWAO, 1963 E.C.; Larebo, 1990, p. 318; Marcus, 1994, pp. 150-151; WMMAC, 1950 E.C.). Despite these economic changes, Wolaita society remained largely underprivileged in all aspects of economic, political, and social life. Nonetheless, exposure to foreign actors, missionaries, anti-fascist combatants, settler-colonial administrators, and traders brought new social ideas and global outlooks to the region. International allies of Ethiopia, particularly Britain, exerted pressure on the emperor to protect Protestant religious rights, but women's rights were conspicuously absent from the diplomatic agenda (Donham, 1986, p. 45; Pankhurst, 1968, p. 96; Proclamation, 1942; World Bank, 1948, pp. 57-58).

Haile Selassie's post-war reforms largely neglected the particular socio-economic needs of ordinary Wolaita women, despite their active participation in resisting the Italian occupation. The imperial land reforms of the 1940s and 1950s did little to challenge or rectify deep-rooted gender inequalities (Babanto, 1979, pp. 44-46; Crummey, 1999, pp. 240-242; Guidi, 2013, p. 3). In reaction to these shortcomings, Wolaita women engaged in various forms of resistance, such as running away to the lowlands to escape serfdom, organizing protest demonstrations, and occasionally participating in acts of open defiance. The reasons behind these struggles were multifaceted, influenced by customary laws, evolving state policies, and changing societal expectations. Land-related grievances, particularly those excluding women from ownership and inheritance, were central to women's movement in the imperial era (Berhane-Selassie, 1999, p. 222).

Yet, scholarly interpretations of Wolaita women's resistance strategies remain divided. Some scholars such as Chema argue that Wolaita women uniformly opposed imperial reforms (Chema, 2012, p. 435), while others like Bisrat Lema suggest that some forms of collaboration with state actors and missionaries were equally present (Lema, 2011, p. 32). Such historiographical divergence underscores the necessity of reconstructing women's historical agency in a way that includes both resistance and strategic alliances (Philps, 2005, p. 25).

Accordingly, this study questions prevailing narratives that depict Wolaita women only as victims or adversaries. Rather, it aims to explore the nuanced dynamics of their resistance and cooperation with the government, religious bodies, and political groups between 1941 and 1974. It explores critical questions regarding the political participation of Wolaita women, their reactions to gender-biased land tenure systems, the socio-cultural impact of modern education, and the motivations behind linking local resistance to broader national liberation movements beginning in the 1960s.

Research Method

This study was conducted in the Wolaita Zone of southern Ethiopia. Wolaita Zone is inhabited by more than 2,030,366 people, including females and males (Abbink, 2010, p. 1092; Central Statistics Authority, 2016; Dana et al., 2020, p. 7). Geographically, Wolaita Zone, the homeland of Wolaita people, is situated between latitudes 06°51′ and 07°35′ North, and longitudes 37°51′ and 38°51′ East (Haile, 2018, p. 4).

The term Wolaita denotes the people who speak the Wolaita language; part of an Omotic language group that belongs to an Afro-Asiatic language family (Abesha & Mohapatra, 2019, p.554). In the second version, the term represents a place where the people of Wolaita live. The position of Wolaita on the map of the Horn of Africa had been precisely located by Alessandro Zorzi and others since 1525 (Borelli, 1890, p. 361 ; Chrowford, 1955, p. 95; Krapf, 1860, p. 47). The people of Wolaita were governed by the Aruja, Wolaiyta Malla, Tigre Malla dynasties since ancient times (Amado, 2010, pp. 104-109). Lastly, the kingdom of Wolaita was converted to a vassal kingdom in 1894 during the period of King Tona (Bureau, 1990, pp. 51-53).

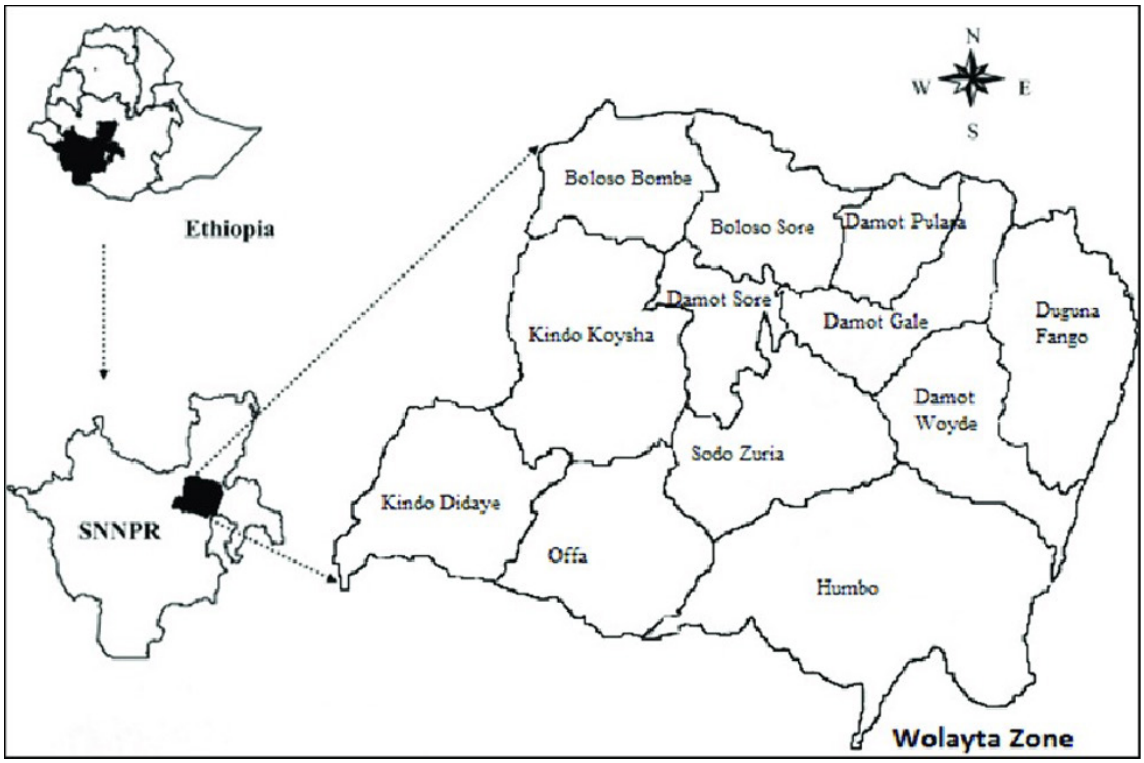
Like most societies in Africa, traditional Wolaita society was characterized by patriarchy, in which men's social, economic, and political interests were prioritized (Chiatti, 1984, p. 108). The society celebrated the birth of males due to their importance in defending the community from traditional enemies. It was believed that the growing dominance of warriors (heroes) led men to regard women as inferior beings (Babanto, 1979, pp. 44–46 ; Chiatti, 1984, p. 108 ; Crummey, 1999, pp. 240–242; Guidi, 2013, p. 3).

However, pre-colonial Wolaita society managed to minimize discrimination against women through parallel gender institutions. These included Ayyatetta (honoring motherhood), Gimuwwa (women's property ownership rights), and Çimatta (a women's socialization union), which corresponded to men's institutions such as Awatetta (honoring fatherhood), Dala (property rights), and Çaççа (friendship unions), respectively (Abbink, 2010, p. 1091; Hidoto, 2009, p. 168).

After the incorporation of Wolaita into Ethiopia in 1894, the value of these parallel gender institutions declined due to the lack of structural support from the state. Nevertheless, Wolaita women continued to practice these institutions informally, owing to the limited administrative control over the region and the resulting colonial disorder, which lasted until 1941.

Following this period, Haile Selassie initiated reforms that banned indigenous institutions, an action that symbolized a shift toward a more restrictive patriarchal system (ASZWAO, 1935a E.C.; ASZWAO, 1935b E.C.). Under the new policy framework, Wolaita women became subject not only to traditional patriarchy but also to the oppressive structures of the imperial state. De-colonial feminist theory argues that colonial patterns of gender-based marginalization were not dismantled after independence; rather, they were reproduced and reinforced by post-independence patriarchal state structures (Musingafi & Musingafi, 2024, p. 2).

Map 1: Official Map of Wolaita Zone in South Ethiopia Regional State



Source: https//www.researchgate.net/figure/map-of-wolayitta-zone _fig 1_331631333

A historical research methodology was employed, using both analytical and narrative approaches to understand and interpret the lived experiences of Wolaita women (Ali, 1991, p. 93; Borg & Gall, 1967, p. 188; Sandhiya, 2016, p. 36). Given the broad distribution of the population across twelve districts, purposive sampling was employed to select four female and four male informants from different social groups, including rural peasants, urban teachers, development agents, merchants, and veterans (Kothari, 2004, p. 59; McDowell, 2002, p. 91). Qualitative data were collected through in-depth interviews, oral testimonies, and archival analysis (McDowell, 2002, pp.114-115; Tosh, 2010, pp.120-121).

The analytical method was applied to interpret causal relationships, such as land alienation, forced labor, and cultural domination, which contributed to the rise of women-led resistance. At the same time, the narrative method was used to reconstruct life histories, significant events, and the overall evolution of women's roles during the imperial era. This combined approach enabled a more nuanced understanding of both structural influences and individual agency in the historical struggle of Wolaita women (Tosh, 2010, pp. 157-158).

Main Findings and Discussion

Post-Liberation Reforms and the Marginalization of Women

The defeat of Italian fascism in Ethiopia resulted from a wide-ranging anti-fascist coalition comprising Ethiopian patriots, the British military, and African volunteers. This triumph greatly enhanced Emperor Haile Selassie's political authority, presenting his rule as sovereign and unassailable in the newly liberated Ethiopia, including the Wolaita area. After dismantling the Italian administrative

system, widely seen as a symbol of colonial domination, Haile Selassie aimed to rebuild a centralized and modern bureaucratic state, a vision he had long aspired to realize since the 1930s. His vision for governance extended beyond restoring peace and stability; it aimed to dismantle the entrenched power of regional lords and to replace it with direct imperial authority (Zewde, 2002, p. 203).

In the immediate aftermath of liberation, Haile Selassie reorganized local governance by establishing Wolaita *Wäräda* (district) under the larger Sidamo *Awuraja* (sub-province) (ASZWAO, 1935b E.C.). However, recognizing the impracticality of managing a growing and diverse population from a single administrative center, the Emperor upgraded Wolaita into a full-fledged *Awuraja* in 1946 (Haile, 2018, p. 67 ; WMMAC, 1950 E.C.). This shift signaled the central government's desire for deeper administrative penetration into peripheral regions. Several ministerial departments, including those of Police, Finance, and Justice, were set up in Soddo, which had been designated as the administrative center of the *Awuraja* (Abbink, 2010, p. 1092; Guidi, 2024, p. 289; WMMAC, 1938 E.C.). Furthermore, numerous police outposts were constructed along volatile border zones between Wolaita, Sidama, and Gamo to contain ethnic tensions and banditry (ASZWAO, 1963 E.C.).

Despite these structural changes, the imperial administration prioritized political consolidation over inclusive nation-building. While many Ethiopians had contributed to the anti-fascist resistance, including countless women, the post-war appointments were exclusively male. Haile Selassie appointed only male patriots, primarily from northern Ethiopia, to the key administrative roles at both the *Awuraja* and *Wäräda* levels. This patriarchal monopoly on power institutionalized gender inequality, denying women participation in formal governance. The contribution of Wolaita women during the liberation struggle was deliberately ignored, while the same contribution was rewarded in other places. As a matter of fact, women remained absent from key political institutions such as the Parliament and ministerial offices (Chema, 2012, p. 144; Guidi, 2013, p. 3; WMMAC, 1945 E.C.; Zewde, 2002, p. 195). This exclusion stemmed not only from systemic patriarchy but also from prevailing cultural assumptions that deemed women inherently inferior to men (Fargher, 1996, p. 162, Levine, 1974, p. 52). Yonas (2012) describes gender-based marginalization of the time, observing that "They (daughters and wife) were undermined and rendered as endowment to hero's …" (p. 396).

Although Haile Selassie considered patriotism rather than gender when appointing administrative officials across Ethiopia, the practice became ethnically biased in Wolaita due to imperial ideology, which categorized peripheral regions as "primitive, without culture and effective government" (Donham, 1986, p. 40). For example, while female *Arebäñočč* (patriots) from central Ethiopia,such as Likelesh Beyan, Shewanesh Abera, Qalamawork Tiruneh, and Shewareged Gedle, were rewarded for their contributions during the five years of armed resistance, Wolaita's female patriots, such as W/ro Desta and others, were marginalized after the war (Gabre Egziabher, 1968, p. 91).

Haile Selassie's land tenure reforms were deeply detrimental to rural communities, particularly women. Designed to replace the pre-1936 *Näftägna-Gabare* landholding system, the reforms aimed to privatize land through a series of proclamations and tax impositions, including land, education, and health taxes introduced during the 1940s and 1950s (Zewde, 2002, p. 192). Instead of ensuring fair land distribution, these reforms strengthened the control of the imperial authorities. Land was frequently redistributed to northern settlers, the Orthodox Church, and local elites loyal to the emperor, effectively displacing indigenous peasantry (Haile, 2018, p. 67; WMMAC, 1950 E.C.).

Women bore the harshest consequences, as legal and cultural rules excluded them from owning land. While some women had previously accessed land indirectly through kinship within communal systems, these connections were broken by the state's move to privatize land (ASZWAO, 1935a E.C.; Bekele, 2021, p. 93). As a result, many women faced forced labor, heavy taxation, and loss of property. Letters submitted to the court highlighted how imperial tax reforms led to mass evictions and worsened rural poverty (ASZWAO,1951 E.C.; Hizkel, 2023, p. 60; Rahmato, 2007, p. 8; World Bank, 1977, p. 3). In Wolaita, repeated peasant protests erupted against land measurement campaigns during the 1940s and 1950s, reflecting mounting frustration over insecurity and economic disenfranchisement (WMMAC, 1938a E.C.; WMMAC, 1938b E.C.; WMMAC, 1939 E.C.). Instead of empowering rural women, Haile Selassie's land policies mainly aimed to reward his political supporters and strengthen the emperor's symbolic influence (WMMAC,1944 E.C.; WMMAC, 1950 E.C.).

Culturally, imperial efforts to homogenize Ethiopian identity through *Amharization* or assimilation policies further marginalized the Wolaita people. The imposition of Amharic as the sole language of governance, education, and even religious instruction effectively erased the cultural identity of non-Amhara groups (Donham,1986, p. 11; Guidi, 2013, p. 16). In Wolaita, this linguistic domination undermined local traditions and delegitimized indigenous knowledge systems, particularly those passed down through women. As Zebdiwos Chama contends, *Amharization* went beyond being just a language policy; it acted as a form of cultural erasure that dismissed and undermined the real-life experiences of Wolaita women (Chema, 2012, p .435; Yonas, 2022, p. 402). This cultural marginalization extended to religious institutions, where imperial directives enforced Amharic use even in missionary settings (Fargher, 1990, p. 36, 243). The educational and legal systems also marginalized those who did not speak Amharic, leaving Wolaita women, who were already facing social and economic challenges, at a significant disadvantage (Guidi, 2024, p. 291). From 1941 onward, the consistent use of state law, education, and media to suppress local identities alienated peripheral communities and deepened gender inequalities (Zewde, 2005, p. 140).

In summary, the reforms following liberation under Emperor Haile Selassie, though presented as modernizing, failed to be inclusive or liberating for marginalized communities, especially Wolaita women. Instead, they focused on strengthening state control, upheld patriarchal authority, and deepened existing class and gender inequalities. Despite their sacrifices in the resistance struggle, Wolaita women were systematically excluded from governance, denied land rights, and subjected to cultural erasure. The legacy of these policies reveals the profound contradiction at the heart of the emperor's modernization rhetoric: a vision of national unity that silenced the voices and erased the identities of those on the margins (Guidi, 2024, p. 73).

Forms of Resistance and Collaboration

Elite Women's Cooperation with the Imperial Government

Wolaita women reacted to Emperor Haile Selassie's policies in various ways, spanning from cooperation to outright resistance (Lema, 2011, p. 32). These responses were shaped by factors such as class and geography. Elite women who supported the imperial regime managed to obtain administrative roles and acquire rights to inherit land. These collaborators were usually daughters of local elites, northern landowners, and Orthodox clergy families who had adopted Amhara culture and lived in cities[1] (Guidi, 2013, p. 3). To incorporate local elites into the imperial system, the government established a new administrative role called *Abägaze* (district governor), which was held by chosen lords including the daughters of indigenous dignitaries (ASZWAO, 1935a E.C.; ASZWAO, 1935b E.C.). Although the Bisrat Lema notes that descendants of Wolaita's hereditary nobility, known as *Balabat,* were appointed to lower-level positions within the imperial administration under this title. Among these were notable women such as Meaza Woldesenbet and Minalush Tantu, who were assigned as local administrators (Lema, 2011, p. 32).

One informant recounted that these elite women were not only appointed to administrative posts but also secured rights to inherit ancestral land, privileges typically denied to most women[2]. A letter dated *Miyazia* 1, 1944 E.C., from Bezunesh Wolde Amanuel to *Fitawurari* Desta Fiseha confirmed that she had inherited land from her father, *Fitawurari* (commander of the vanguard force) Wolde Amanuel. Similarly, in a document from the Ethiopian Orthodox Church, dated *Tahisas* 5, 1964 E.C., a letter addressed to *Girazmach* (army commander of the left) Tadese Woldeyes, governor of Boloso district, it is noted that women like *W/ro* Asegedech Frewu held considerable political and economic advantages despite prevailing gender expectations (ASZWAO, 1944 E.C.; ASZWAO, 1964 E.C.).

1 Beyenech Badecho, (*W/ro,* Humbo), interview by author, April 16, 2025.
2 Beyenech Badecho, (*W/ro*, Humbo), interview by author, April 16 ,2025.

Some scholars argue that there was a sharp division between collaborators and rural resisters, and that the socio-economic and political advantages enjoyed by collaborators were often secured at the expense of communal interests (Balcha, 2016, p. 78). However, this interpretation is not entirely accurate in the case of Wolaita. Traditional elite women played an intermediary role between the imperial state and rural peasant women, rather than acting as agents of repression.

The offices held by female dignitaries, widely perceived as symbols of Wolaita's semi-autonomous political status within the broader Ethiopian state, were also instrumental for the imperial government in managing and neutralizing local opposition. Since these elite women were compensated primarily for the administrative, legal, and security services they provided, their collaboration was motivated by survival and political mediation rather than by an intention to undermine rural resistance or communal interests (Lema, 2011, p. 99)[3].

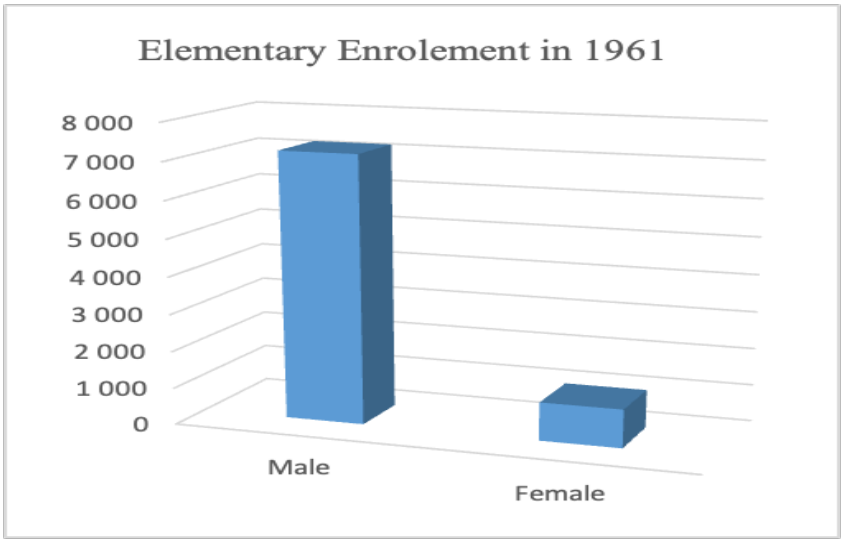
Confrontation of Rural Wolaita Women to Imperial Reforms

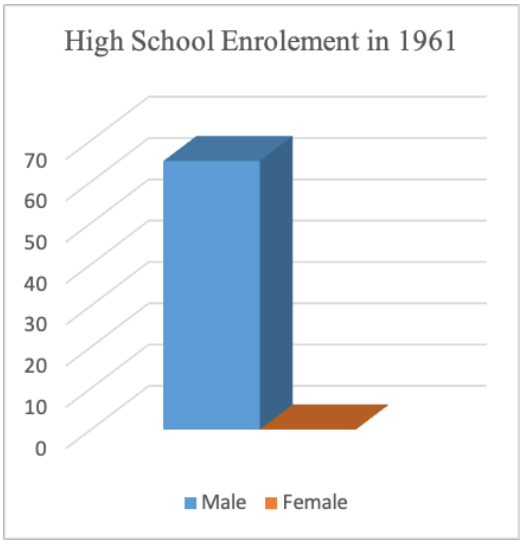
In contrast, rural Wolaita women, who suffered most under imperial policies, chose resistance over collaboration. They resisted through migration, conversion to Protestantism, education, and support for nationalist movements (Donham, 1986, p. 45; Guidi, 2024, p. 89; WMMAC, 1941 E.C.). These acts of defiance often had the support of sympathetic imperial officials, such as Germame Neway, who served as governor of Wolaita in 1958. Recognizing that land inequality was a key source of exploitation, Neway organized the distribution of free government land for tenant farmers seeking to escape feudal servitude (Babanto, 1979, p. 41; Chema, 2012, pp. 320-321). This resettlement policy sparked a mass migration from the highlands to areas around Lake Abaya and the Omo River Valley. One informant described how her mother, *W/ro* (Mrs.) Ukune Halala, migrated from Buge village in Damot Gale to Abala Faracho in Humbo district in 1959[4] (Haile, 2018, p. 80). Similarly, *W/ro* Matafä Abota, a widow from Duguna Fango, moved to Abala Faracho to escape exploitation by landlords. Despite challenges, such as the difficulty of cultivating lowland soil using traditional tools, these women adapted to the new environment by familiarizing themselves with oxen-assisted plowing methods and training their daughters to do the same. *W/ro* Landame Abuye stands out as another example of a woman who defied both feudal and gender expectations[5].

Although the emperor's education policy, shaped by the Orthodox Church, formally supported girls' education, rural access was severely limited. Schools were mainly located in urban centers, serving the children of wealthy elites (ASZWAO, 1949 E.C.; Guidi, 2024, p. 81; World Bank, 1948, p. 31). According to a 1961 government report, in Sidamo province (including Wolaita), the ratio of boys to girls enrolled was 7,199 to 1,035 in primary schools and 65 to 0 in secondary schools (Pankhurst, 1961, p. 67). The exclusion of rural women by both the state and the church pushed many to turn to Protestant missionaries, who offered alternative education and opportunities for empowerment (Guidi, 2024, pp. 326-328). When the imperial system was deposed in 1974, a substantial number of rural Protestant women had gained literacy (Masa, 2023, pp. 139-143). The missionaries provided not only basic literacy and vocational training, but also encouraged critical awareness of social inequalities. As noted by Donald Donham this grassroots education enabled women to confront feudal exploitation and reshape their social and political consciousness (Donham, 1986, p. 45).

3 Bäyänäće Badäćo, (*W/ro*, Humbo), interview by author, April 16,2025; Mogäse Mäkonäne, (Ato, Humbo), interview by author, April 16, 2025, and Amesalä Berehanu, (W/ro, Soddo), interview by author, February 25, 2024.
4 Birtane Hidoto, (*W/ro*, Soddo), interview by author, January 10 2025.
5 Birtane Hidoto, (*W/ro*, Soddo), interview by author, January 10, 2025.

Chart 1: The Number of Boys and Girls Registered at Wolaita Schools in 1961





Source: Pankhurst, 1961, p. 67.

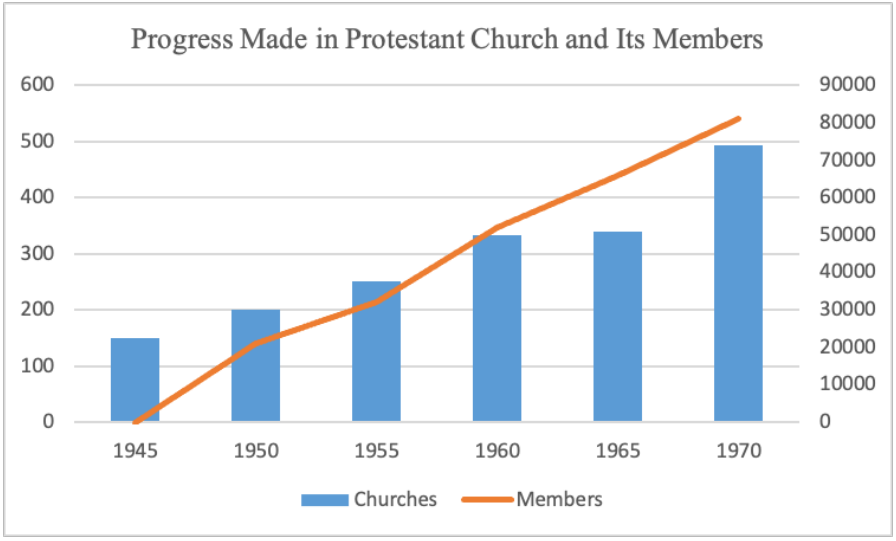
The complex nature of Wolaita women's struggle is clearly reflected in its role in facilitating the upward social mobility of peasant women. A considerable number of rural women who had received mission school education, such as *W/ro* Lili Galore, *W/ro* Hewan Bunaro, *W/ro* Birtane Hidoto, and others, gradually advanced to higher levels of education (Masa, 2023, pp. 139-143). Upon graduation, many of these women no longer advocated rural radicalism as they had during their earlier years. Instead, during the final decade of imperial rule, these early mission-educated rural women were transformed into middle-class professionals, serving in public institutions and non-governmental organizations as administrators, teachers, medical professionals, and development agents[6].

Wolaita was one of the southern Ethiopian regions where Protestantism expanded rapidly. The number of Protestant churches in Wolaita increased from 150 in 1945 to 493 in 1970, while the number of believers grew from about 15,000 to 81,000 during the same period (Cotterell, 1973, p. 171). The expansion of Protestantism in Wolaita was not solely the result of the activities of foreign and local missionaries; Wolaita women also made significant contributions. They emerged as key

6 Birtane Hidoto, (*W/ro*, Soddo), interview by author, January 10 2025.

actors in extending the reach of the Protestant gospel, often demonstrating remarkable courage and commitment despite the threat of persecution from Orthodox Church authorities (Davis, 1966, p. 247).

Chart 2: Growth of Church Membership and Number of Churches in Wolaita (1945-1970)



Source: Cotterell, 1973, p. 171.

Wolaita women were drawn to Protestantism not only as a means of resisting imposed imperial and royal policies, but also as a strategy to challenge harmful traditional practices enforced within their own communities in the name of culture. During the reign of Haile Selassie, Wolaita women were subjected to various forms of harmful traditional practices, including *Laataa* (inherited marriage following the death of an elder brother), *Mishechuwaa* (marriage to the younger sister of a deceased wife), *Qatara* (female genital mutilation), *Dafaa* (abduction), and *Dawutta* (polygamy), among others. These practices, which had been perpetuated by lower-level imperial officials, were openly condemned by Protestant missionaries (Amare, 2021, pp. 48-80; Masa, 2023, p. 117; Yonas, 2022, pp. 399-401).

As a result, large numbers of Wolaita women sought to escape such practices by joining Protestantism. The Protestant Church in Wolaita actively promoted the prohibition of harmful traditions, particularly polygamous marriage, and emphasized greater autonomy for women within the household. For instance, in 1945, two Wolaita women who converted to Protestantism and opposed polygamy were imprisoned in Soddo at the request of their husbands and local officials who were ethnic Amhara and Orthodox in belief. When missionaries learned of their imprisonment, they appealed to the court of Haile Selassie, which resulted in the women being released on bail (Davis, 1966, p. 145).

This incident not only enhanced women's confidence but also strengthened their role in expanding evangelical activities among the Wolaita and neighboring communities of southern Ethiopia. During the 1950s and 1960s, Wolaita women evangelists such as Balote Aymalo, Faranje Buriya, Lareba Kanka, and Dorane Gambera preached Protestantism among the Goffa, Silte, Sidama, and Bale Goba communities, respectively. Other women evangelists, including Durete and Bazite, moved to Qucha, Boroda, and Dawuro. Despite their growing religious independence and empowerment, however, Wolaita women continued to face various forms of domestic violence, often resulting from the resentment and disappointment of their husbands (Balisky, 2009, p. 198; Lema, 2011, pp. 95-96).

The Contribution of Female Students to the Anti-Feudal Movements in Wolaita during the 1970s

Women comprised nearly fifteen percent of Ethiopia's peasant population, including in the southern region of Wolaita. Under the imperial rule of Haile Selassie, the vast majority of peasants suffered systemic oppression and exploitation, and women bore a disproportionate share of this burden. Despite their critical presence in agrarian life, rural women, due to widespread illiteracy and socio-political marginalization, were unable to organize formal resistance (Yonas, 2022, pp. 405-413). In this vacuum, female students emerged as vocal advocates for justice, driven by empathy for oppressed tenants, subjugated ethnic groups, and women subjected to both gendered and class-based discrimination[7] (Zewde, 2024, p. 110).

Although the national student movement generally aimed at ending the feudal land tenure system, student activism in Wolaita shifted its focus to address more urgent local issues. Female students in the region prioritized resistance against criminal gangs, ethnic marginalization, and gender-based violence. This regional specificity in struggle revealed a deeper intersectionality, where class, ethnicity, and gender oppression converged. Far from being passive victims, Wolaita women became key agents in a wider resistance movement that sought to dismantle the local pillars of imperial repression[8] (Guidi, 2024, p. 168).

The 1970s marked a decisive moment in this resistance, with female students stepping into leadership roles. Alongside their male counterparts, they organized coordinated actions to challenge the local criminal networks and the complicity of corrupt officials. In the districts of Humbo, Sodo Zuria, and Damot Woide, gangs engaged in cattle theft, arson, and brutal assaults on innocent peasants. These groups, frequently acting without consequence due to the protection of the *Chiqa Shum*, the lowest level of imperial authority, regularly committed acts of rape, kidnapped girls, and instilled fear throughout whole communities. Initially, housewives were primary targets, but soon schoolgirls also became victims. In both rural villages and towns, female students were harassed and assaulted while traveling to school or market centers (Berehanu, 2006, p. 28; Guidi, 2023, pp. 10-11). Despite the prevalence of these crimes, the collusion between gang leaders and local officials meant that complaints rarely reached the courts, and when they did, they were dismissed due to bribery and political interference. As the judicial system became paralyzed, communities increasingly resorted to self-defense (Guidi, 2023, p. 18).

In this setting, both female and male student activists launched a courageous initiative called a campaign to eradicate thieves from January to April 1970. Recognizing the threat posed by the alliance between thieves and *Chiqa Shum*, more than a hundred students and several teachers from seven districts convened in the rural village of Borkoshe. On Megabit 22, 1963 E.C. (1970), they issued the *Borkoshe Declaration*, a resolution symbolically and practically advocating the physical punishment of thieves as a form of grassroots justice[9] (Chema, 2012, p. 198). This declaration galvanized widespread action. Peasants who had not even heard of the resolution independently took to beating and even spearing suspected thieves during local markets such as Hobicha Beda (Monday) and Dalbo (Thursday). The momentum of the movement transformed a localized student protest into a mass campaign against lawlessness and imperial negligence (Berhanu, 2006, p. 28; Guidi, 2013, pp. 10-11). Women of Wolaita not only suffered from the abuses of criminals and corrupt officials but also faced systematic violence from Haile Selassie's *Fetno Derash*, the so-called Special Rapid Force (Chema, 2012, p. 199; Guidi, 2024, p. 160). The revolt, despite being ultimately crushed with many lives lost, created a lasting impact. It marked a pivotal moment in rural resistance and demonstrated the significant strength of coordinated grassroots activism.

The roots of this activism were nourished in part by the efforts of visionary educators like Bogale Walelu, who believed education could liberate people not only from ignorance but from domination. In the 1950s and 1960s, he successfully mobilized large numbers of Wolaita children to attend school, many of whom would later become leaders in student activism, particularly women fighting

7 Legese Mone'a, (*Ato*, Soddo), interview by author, January 10 2025.
8 Merkine Mamo (*Ato*, Humbo), and Eliyas Lera, (Ato, Humbo), interview by author, April 16, 2025.
9 Merkine Mamo, (*Ato*, Humbo), interview by author, January 10, 2025.

against ethnic and gender injustices (Chema, 2012, p. 188; Guidi, 2024, pp. 68, 326). The growing number of Wolaita students attending schools in the 1970s caused concern among local landlords, as their economic strength relied heavily on the unpaid work performed by peasant children. Their discontent was mirrored by their own children, many of whom were enrolled in Soddo, the only urban educational center in the region. Under the guise of defending Orthodox Christianity and the Amharic language, these elite students began to openly harass and insult Wolaita students, revealing deep-seated class and ethnic antagonisms (Chema, 2012, pp. 191-192).

Soddo High School became the epicenter of female-led student activism. While the original impetus for the student movement was land reform, the restoration of land to the tiller, it quickly evolved into a broader struggle marked by ethnic nationalism. In the local setting, social class distinctions were closely linked to ethnic identity: newcomers and northern elites typically supported landlord interests, whereas the ethnic Wolaitans were predominantly tenants (Guidi, 2023, p. 7). By the early 1970s, the immediate trigger for student protests was cultural domination and the systematic degradation of Wolaita identity. The children of *Näfetäññä* (northern settlers) frequently insulted and belittled Wolaita students, portraying them as threats to language, religion, and empire (Chema, 2012, pp. 191-192; Guidi, 2024, p. 330).

In response, Wolaita women began to articulate a political identity that connected gender oppression with ethnic and class subjugation. Following the first surge of resistance, numerous rural women adopted traditionalist political views, promoting regional self-rule with the slogan: "Wolaita for Wolaitans!" (Haile, 2018, p. 76). They supported influential local figures such as *Sanga Dana* Gebremedhin Bunare and *Fitawurari* Desta Feseha, who vehemently opposed the continued presence of northern landlords. Nonetheless, these initial rebellions were suppressed because they lacked unified coordination and support from broader national political networks (Haile, 2018, p. 76; WMMAC, 1939 E.C.).

At this pivotal moment, influential women in Wolaita started seeking wider alliances. One of *Fitawurari* Desta's wives, herself of Somali origin, secretly forged ties with the Macha-Tulama Oromo Self-help Association (Haile, 2018, p. 76; Wagesho, 2004, p. 100). This was not an isolated gesture. In 1963, General Jagama Kello's Oromo forces reached Soddo, rallying behind the motto "*Manne Manenne Yaserale*?" (Who imprisons whom?) to protect Wolaita dignitaries from imperial humiliation[10]. These alliances with Oromo and Somali nationalist movements reflected a broader strategy by Wolaita women: embedding their local resistance within the larger framework of national liberation.

Discussion

The above findings indicate that Wolaita women engaged in multidimensional resistance against the oppressive policies of the emperor. The primary motive behind this resistance was to end gender-based exploitation in all aspects of life, with particular emphasis on the right to land ownership, equal representation, and the elimination of cultural genocide (Chema, 2012, p. 198). However, these objectives were not fully achieved due to strategic shortcomings, despite successes such as the eradication of networks of corrupt officials, improvements in educational status, and the rising consciousness of women.

Before 1894, when Wolaita women encountered gender-based inequalities, they relied on their own cultural systems to address these challenges and make their voices heard (Abbink, 2010, p. 1092). This was due to a strong belief in Wolaita cultural values as effective mechanisms for resolving gender-based inequalities. After liberation, however, women's willingness to use culture as a tool for defending their rights declined due to the undesirable legacies of imperial and colonial rule, as well as a growing distrust in indigenous institutions (Lema, 2011, p. 96).

10 Legese Mone'a, (*Ato*, Soddo), and Berhanu Langana, (*Ato*, Soddo), interview by author, January 10, 2025.

Although Wolaita women struggled throughout the imperial period, they were unable to achieve gender equality (Donham, 1986, p. 45; Guidi, 2024, p. 89; WMMAC, 1941 E.C.). This was largely because the adopted strategies, based on Western cultural values emphasizing collaboration over integration and radical revolution over social harmony, were not well suited to addressing issues such as land ownership, wealth possession, and inheritance within a clan-based society. Furthermore, Wolaita women's alliances with the state and revolutionary movements often relegated gender issues and feminism to secondary importance.

When Wolaita women relied on cultural values to address their economic and social concerns, they were accorded higher status within society. Before 1894, when women's economic activities were based on indigenous ensete cultivation and animal husbandry, they experienced relative resource abundance. During this period, a woman whose cattle holdings reached 1,000 gained elevated status through the Gimuwwa ritual (Hidoto, 2005, pp. 68–78). She could also be invited to the royal palace and honored by the king with an ornament known as Çiçora Mogga in recognition of her economic success (Chema, 2010, p. 344). In contrast, when women shifted toward commercial crop production under imperial encouragement, the outcome was not prosperity but increased vulnerability to recurrent drought and greater economic dependence on their husbands.

Culturally, alliances with Western missionaries yielded limited benefits compared to the original goals of women's struggle. Although many Wolaita women gained access to literacy, they did so at the cost of abandoning indigenous knowledge systems, which missionaries often labeled as "satanic practices," resulting in a significant identity crisis. Similarly, alliances with radical male students led women to prioritize class struggle over gender issues (Guidi, 2024, p. 168).

In general, the weakening of Wolaita women's reliance on cultural values as a tool to combat gender inequality prolonged their struggle and exposed them to a form of post-colonial double colonialism, characterized more by continued exploitation than by meaningful institutional transformation aimed at broad-based nation-building (Esawa & Mazrui, 1993, p. 454 ; Reta, 2012, p. 523). In Wolaita, the regime of Haile Selassie adopted elements of the Italian colonial administrative model, maintaining local dignitaries primarily as intermediaries responsible for controlling local populations (Donham, 1986, p. 37). This system largely excluded women, reflecting colonial attitudes toward gender and power similar to those of the Italian occupation (Chiatti, 1986, pp. 66–67; Reta, 2012, p. 523).

Conclusion

The experience of Wolaita women under Haile Selassie's imperial reforms demonstrates that modernization without the inclusion of indigenous values breeds resistance. The emperor's policies in Wolaita, though framed as state-building efforts, were deeply rooted in the double oppression of colonialism, characterized by patriarchal, ethnic, and class hierarchies. By excluding women from power and systematically denying them access to land, representation, and cultural recognition, the imperial regime provoked a multifaceted and complex struggle that involved strategic elite collaboration, grassroots resistance, religious shifts, and student activism.

Wolaita women's resistance was shaped by the interconnected forces of gender, class, and ethnicity, deeply linked to struggles over land, cultural identity, and national self-determination. This resistance was marked by both complexity and adaptability. While some women pursued change by engaging with state institutions, others embraced religious, educational, or revolutionary paths. Women's choice of these organizations was attributed to the prohibition of gender friendly parallel indigenous institutions. Their roles, spanning from grassroots organizing to ideological leadership, were integral to the wider history of resistance in southern Ethiopia. Wolaita women's resistance, including student movements and rural revolts, played a critical but under-recognized role in shaping Wolaita's modern political and cultural history.

Female student activism during this period was subtle, strategic, and deeply influential. It played a pivotal role in shaping the political consciousness of the region and set the stage for the revolutionary transformations of the post-imperial era. Their resistance was not merely reactive; it was visionary, rooted in an understanding of the interlocking systems of oppression they faced. The legacy of their

struggle underscores the need to view gendered resistance as a fundamental part of Ethiopian political history. Therefore, the paper challenges traditional historiography that overlooks or simplifies women's contributions and emphasizes the need for inclusive historical reconstruction.

Most existing studies have emphasized the ideological dimensions of Protestantism, while largely overlooking its significance in liberating women from gender-based violence perpetuated within their own communities. In particular, the role of Christian values in supporting Wolaita women's struggle against polygamy remains underexplored, despite the fact that religious thought has played a multidimensional role in promoting women's empowerment, fostering regional peace, and challenging harmful traditional practices prevalent among culturally related communities of southern Ethiopia. Therefore, this article holds substantial value for future researchers interested in conducting comparative studies on the evangelical activism of Wolaita women and the rapid expansion of Protestantism in southern Ethiopia in contrast to other regions of the country.

Bibliography

Archival Documents

Archives from Sodo Zuriya Warada Administrative Office (ASZWAO), and Walda Masqal Tariku Memorial and Archival Center (WMMAC)

ASZWAO, Folder No.02/2074, File No. ሀ/3924; *Mägabite* 11, 1935a E.C. (Ethiopian Calendar)
ASZWAO, Folder No. 02/2074, File No.3715, *Miyazia* 9, 1935b E.C.
ASZWAO, Folder No. 02/2074, File No.935/25/2, *Tire* 4, 1949 E.C.
ASZWAO, Folder No. 12/214, File No.1249/18/28, *Tire* 15, 1950 E.C.
ASZWAO, Folder No. 02/2074, File No.12060/15/73, *Ginbote* 4, 1951 E.C.
ASZWAO, Folder No. ሰ/2074, No File No. *Hamile* 12, 1959 E.C.
ASZWAO, Folder No. ሀ1/2075, File No. B2E1/37/106/63, *Yekatite* 30. 1963 E.C.
ASZWAO, Folder No. 02/2074, File No.187/64, *Tahisas* 5, 1964 E.C.
ASZWAO, Folder No. 6685/42, File No.040/ወ/አ/አኢሰማ, *Tahisas* 13, 1979 E.C.
ASZWAO, Folder No. ሰ/2074, File No.2/1/280, *Sene* 2. 1979E.C.
WMMAC**,** Folder No.14017, File No. አ/4244, *Sene* 14, 1938 E.C.
WMMAC**,** Folder No. 14017, File No.5423/38, *Sene* 19, 1938 E.C.
WMMAC**,** Folder No. 14017, File No. 233ጠ/39, *Tahisas* 15, 1939 E.C.
WMMAC**,** Folder No. 14017, File No.no*, Sene* 4, 1939 E.C.
WMMAC**,** Folder No. 2/5271, File No. 1079/7, *Megabit* 10, 1941E.C.
WMMAC**,** Folder No. 60, File No. L/5659, Yekatit 27, 1944 E.C.
WMMAC**,** Folder No. 14017, File No. 3145, *Meskerem* 7, 1945 E.C.
WMMAC**,** Folder No. 14017, File No. 140/45, *Hidar* 11, 1945 E.C.
WMMAC**,** Folder No. 4409, No File No.no, *Ginbot* 18, 1950 E.C.
WMMAC**,** Folder No. 2190, File No.8520/25/50, *Sene* 15, 1950 E.C.

Published and Unpublished Sources

Abbink, J. G. (2010). Wolaita. In Siegbert Uhlig (Eds). *Encyclopadea Eathiopica, Volum 4* (pp. 1088-1094). Harrassowitz Verlag.

Ali, B. S. (1991). *History: Its Theory and Method*. Macmillan.

Amado, A. (2010). Ye *Wolaita Taric Meneshawoch (The Beginning of Wolaita History)*. Wolaita Lemate Mahebere.

Amare, K. (2021). *Socio-Cultural Transformation of Protestantism in Wolaita*. (Unpublished) [Master Thesis, Wolaita Sodo University].

Babanto, A. (1979). *Lemlemitwa Wolayita*: Tintawit Ena Zemenawit Wolaita (Spectacular Wolaita: Traditional and Modern Wolaita). Yetebaberut Printers.

Balcha, P. (2016). *A History of Damot Gale 1941-2006*. (Unpublished) [Master Thesis, Addis Ababa University].

Balisky, P. (2009). *Wolaita Evangelists: A Study of Religious Innovations in Southern Ethiopia, 1937-1975*. Pickwick Publications.

Bekele, A. (2021). *A Historical Survey on the Conquest and Consequence of Emperor Menilik II on Wolaita (1894 to 1974*). (Unpublished) [Master Thesis, Wolaita Sodo University].

Berehanu, D. (2006, September 11). Santariya: Be Wolaita Wonjeline Begara Yemekelakele Bahile (Patrole Station: A Tradition of Protecting Crime through Community Policing). *Marccuwaa*.

Berhane-Selassie, T. (1999). Tabita Hatuti: Biography of a Woman Potter. In R.A. Silverman (Eds.), *Ethiopia: Tradition of Creativity* (pp. 217-240). University of Washington Press.

Borg, W. R., & Gall, M. D. (1967). *Educational Research: An Introduction*. Longman.

Bureau, J. (1990). The Tigre Chronicle of Wolaita; A Pattern of Kingship. *Proceedings of the First International Conference of Ethiopian Studies*, 49-64.

Central Statistics Authority. (2016). Ethiopia Demographic and Health Survey. Central Statistical Agency.

Chema, Z. (2012). *Yetedafenewu Ye Wolaita Tarik Findata*: *Ye 3,176 Ametate Tarik* (The Historical Account of Wolaita: A History of 3,176 Years). Selihom Printing House.

Cotterell, P. F. (1973). *Born at Midnight.* Moody Press.

Crummey, D. (1999). *Land and Society in the Christian Highland kingdom from the Thirteenth to the Twentieth Century*. University of Illinois Press.

Dana, D. H. A., & Tebarek, L. (2020). Rapid rural population growth and its determinant factors in Wolaita zone, Ethiopia. *Journal of Science and Inclusive Development*, *2*(2),1-20.

Davis, J. R. (1966). *Fire on the Mountain*. London Publishing House.

Donham, D. (1986). Old Abyssinia and the New Ethiopian Empire: Themes in Social History. In Donald Donham, and Wendy James (Eds.). *The Southern Marches of Imperial Ethiopia: Essays in History and Social Anthropology* (pp. 3-48). Cambridge University Press.

Elaigwu, J. Esawa and Mazrui, Ali A. (1993). Nation building and Changing Political Structures. In Ali A Mazuiri and C. Wondji (Eds.), *UNESCO General History of Africa*, *Volume VIII* (pp. 435-467. United Nation Educational, Scientic and Cultural Organization.

Fargher, B. L. (1996). *The Origins of the New Churches movement in Southern Ethiopia 1927-1944.* Tuta Aegide Pallas.

Gabre Egziabher, S. (1968). The Ethiopian Patriots 1936-1941. *Ethiopia Observer*, *7*(2), 91.

Guidi, P. (2023). Wolaita Memories of Gärmame Neway Governorship (1958–1959): Radical Reforms and Political Consciousness. *Northeast African Studies*, *13*(2), 1-24.

Guidi, P. (2024). *Educating the Nation in Ethiopia: State Society and Identity in Wolaita*. (S. Dix, Trans.).Centre français des études éthiopiennes.

Haile, T. (2018). *A Political History of Wolaita Since 1941-1991.* (Unpublished) [Master Thesis, Dilla University].

Hidoto, Y. (2015). Cattle counting Ceremony Among the Wolaita (Ethiopia): Exploring Socio-Economic and Environmental Roles. *Open Journal of Ecology,* (5), pp. 159-173.

Hizkel, G. (2023). *Historical Survey of Land Tennure System in Kindo Koisha Wäräda, 1984-1974* (Unpublished) [Master Thesis, Wolaita Sodo University].

Hodson, A. W. (1927). *Seven Years in Southern Abyssinia*. Hazel, Watson and Viney Ltd.

Kothari, C. R. (2004). *Research Methodology: Methods and Techniques*. New Age International.

Larebo, H. M. (1990*). The Myth and Realities of Empire Building: Italian Land Policy and Practice in Ethiopia.* (Unpublished) [Doctoral Dissertation, University of London].

Lema, B. (2011). *A History of Humbo Warada, 1941-1991*. (Unpublished) [MA thesis, Addis Ababa University].

Levine, D. N. (1974). *Greater Ethiopia*. Chicago University Press.

Marcus, H. (1994). *A History of Ethiopia*. University of California Press.

Masa, M. (2023). *A Biography of Notable Missionaries in Wolaita, 1920-1991*. (Unpublished) [Master Thesis, Wolaita Sodo University].

McDowell, W. H. (2002). *Historical Review: A Guide*. Routledge.

Musingafi, T. M., & Musingafi, M. C. (2024). Decolonial and Post-Colonial Theories of Feminism in Africa. *African Womanhood and the Feminist Agenda*. https://www.igi-global.com/book/African-womanhood-feminist-agenda/331382

Pankhurst, R. (1961). Education Report: Analysis of Development in Recent Years. *Ethiopian Observer*, *5(1)*,61-73.

Pankhurst, R. (1968). The Ethiopian Patriots and the Collapse of Italian in East Africa 1940-1941. *Ethiopia Observer*, *12*(2), 92-127.

Philips, J. E. (2005). *Writing African History*. University of Rochester Press.

Rahmato, D. (2007). *Development Intervention in Wolaita 1960s-2000s: A Critical Review.* Forum for Social Studies.

Reta, Z. (2012). *Ye Kedamawi Haile Selassie Mengist* (*The Government of Emperor Haile Selassie I)*. Laxmi Publications Plc.

Sandhiya, M. (2016). Types of Historical Research: An Overview. *International Journal of Management Research and Social Science*, *3*(2), 36-38.

Stigand, C. H. (1910). *Travel to Abyssinia Through an Uknown Land*. Seely and Co. Limited.

Tosh, J. (2010). The *Pursuit of History: Aims, Methods, and New Directions in the Study of Modern History, Fifth Edition.* Pearson Education Limited.

Wagesho, W. (2004). *Ye Wolaitta Hizib Tarik* (The History of Wolaita People). Berhanena Selam Printing Press.

World Bank. (1948). *L-28:1948. Ethiopia Preliminary Background Report.* Public Disclosure Authority.

World Bank. (1977). Report No. 1650b-ET. *Economic Memorandum on Ethiopia*. East Africa Regional Office.

Yonas, H. (2022*). A Survey of Economic History of Wolaita in Southern Ethiopia from 13th Century to 1991*. (Unpublished) [Doctoral Dissertation, Kalinga Institute of Industrial Technology University].

Zewde, B. (2002). *A History of Modern Ethiopia 1855-1991,* Second Edition*.* Addis Ababa University Press.

Zewde, B. (2005). *Pioneers of Change in Ethiopia. The Reformist Intellectuals of the Early Twentieth Century*. Addis Ababa University press.

Zewde, B. (2024). The Women Question in the Ethiopian Students Movements. In M. Herman (Eds.), *History of Women in Ethiopia* (pp. 110-116). Centre français des études éthiopiennes.

Proclamations

Proclamation No. 8 of 1942. A Proclimation of Missionaries. *Negarit Gazetta*.

Proclamation No. 8 of 1942. A Proclamation to Provide for the tax on land. *Negarit Gazetta*.

Proclamation No. 70 of 1944. Land Tax Proclamation. *Negarit Gazetta*.





© Charlene Komuntale, *Threads*, 2025. All rights reserved / Tous droits réservés.

Gouverner la science par les instruments

Ce que les « index » font à la science africaine

Awuvé Innocent Azilan
ORCID : 0000-0003-0446-3240
Chercheur au Centre d'études et de recherches sur les organisations, la communication et l'éducation (Ceroce), Lomé, Togo
innocent@azilan.me

How to cite this paper:
Azilan, A. I. (2026). Gouverner la science par les instruments. Ce que les «index» font à la science africaine. *Global Africa*, (13), pp. 184-194.
https://doi.org/10.57832/jrmp-c794

Received: December 20, 2025
Accepted: March 15, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

Cet article analyse la manière dont l'indexation scientifique se transforme progressivement en un label de qualité dans les économies de l'évaluation en Afrique subsaharienne francophone, alors qu'elle a été conçue initialement comme une infrastructure de structuration et de découverte de la littérature scientifique. Cette transformation n'est pas sans conséquence sur les revues locales. Prenant appui sur un symptôme observable, à savoir l'affichage sur les sites de revues d'une mosaïque de logos, badges et index hétérogènes, l'article met au jour une grammaire de la reconnaissance sous contrainte, où des signes techniques deviennent progressivement des signes de valeur. Ce travail est guidé par l'hypothèse selon laquelle une confusion entre indexation, référencement et signalement oriente les stratégies de visibilité et favorise un glissement vers des pratiques discutables, voire potentiellement prédatrices. En articulant économie politique de l'évaluation et lecture décoloniale, l'article montre que la quête d'indexation fonctionne à la fois comme un mot d'ordre galvanisant et comme un piège qui redéfinit les conduites éditoriales ainsi que les trajectoires de publication.

Mots-clés

Indexation scientifique, revues africaines, extraversion scientifique, prédation, Scopus, Web of Science, Cames

Introduction

Les débats actuels sur la prédation scientifique tendent à enfermer une grande diversité de situations dans une catégorie moralement saturée, où l'étiquette vaut souvent condamnation (Mills & Inouye, 2021). Ce réductionnisme est particulièrement problématique pour de nombreuses revues éditées dans les Suds, qui peuvent produire des signaux de faible professionnalisation (procédures, transparence, normalisation, archivage, etc.) sans pour autant relever d'une intention frauduleuse. Partir de cette distinction permet de déplacer l'analyse de la chasse aux « mauvais acteurs » vers l'étude des conditions matérielles, cognitives et institutionnelles qui fabriquent — ou entravent — la crédibilité éditoriale (Azilan, 2025).

Un symptôme, à la fois banal et éclairant, concentre ces tensions : l'affichage sur les sites de revues éditées en Afrique d'une mosaïque d'« index », de badges et de logos hétérogènes, parfois prestigieux, parfois obscurs, parfois simplement administratifs, présentés comme gages de reconnaissance internationale. On y voit ResearchGate, Index Copernicus, Academia, HAL ou encore le DOAJ. Ce que ces sites donnent à voir est une grammaire de la reconnaissance sous contrainte, où des indicateurs techniques sont réinterprétés comme des marques de valeur scientifique. Ce glissement révèle un champ éditorial profondément inégalitaire, où la légitimité d'un travail de recherche tient moins à sa qualité intrinsèque qu'à sa capacité à circuler dans les bons dispositifs et à apparaître dans les bons répertoires. Ce qui se joue ici est plus fondamental qu'un défaut de mise en forme. Dans un contexte marqué par la course à l'internationalisation et à la conformité aux standards dominants, l'accès à la visibilité scientifique reste structurellement inégal, et les revues du Sud sont particulièrement concernées par ces asymétries infrastructurelles.

L'hypothèse directrice est que nombre de revues africaines francophones se trouvent prises dans une confusion structurante entre trois registres *a priori* distincts : d'abord, l'indexation comme opération technique d'intégration à une base ; ensuite, le référencement comme présence repérable dans des moteurs ou catalogues qui trient les revues selon des règles de pertinence établies ; enfin, le signalement comme simple inscription dans un répertoire, sans audit de la revue, ni de ses contenus. Cette confusion n'est pas seulement un déficit d'information. Elle traduit une tension entre l'aspiration à l'internationalisation et l'accès inégal aux standards qui la conditionnent réellement.

Le problème central est un glissement (fréquent dans les discours institutionnels et les usages locaux) entre l'indexation comme infrastructure et l'indexation comme label. Autrement dit, un dispositif conçu pour organiser l'accès à l'information est progressivement détourné en certificat de qualité. Cette conversion redéfinit les stratégies éditoriales, les pratiques de communication des revues, et, *in fine*, les comportements de publication des auteurs. Pour analyser ce glissement, cet article articule une approche d'économie politique de l'évaluation à un éclairage décolonial sur la production de la reconnaissance.

Par économie politique de l'évaluation, on entend ici l'analyse des rapports de pouvoir qui structurent la production, la circulation et la reconnaissance des savoirs, en interrogeant les sources de la fixation des standards, du contrôle des instruments, et les modalités de distribution de la valeur académique. Les débats actuels à l'échelle internationale sur la réforme de l'évaluation insistent précisément sur la nécessité de décorréler la valeur de la recherche de proxys de réputation adossés aux contenants plutôt qu'au contenu et à la diversité réelle des contributions. En Afrique, cette dynamique rejoint une contrainte plus ancienne décrite par Paulin Hountondji sous le terme d'« extraversion ». Dès lors, l'affichage de logos et d'index peut être interprété comme une réponse parfois maladroite, parfois opportuniste, à un régime de visibilité mondial inégal, plutôt que comme une simple stratégie de tromperie.

L'article poursuit deux objectifs. Premièrement, il vise à clarifier la notion d'indexation. Deuxièmement, il montre comment la quête de publication dans des revues indexées fonctionne comme un mot d'ordre aliénant, qui révèle les rapports de pouvoir structurant la communication scientifique à l'échelle globale, mais aussi en Afrique francophone subsaharienne.

Qu'est-ce qu'un index scientifique ?

Il est d'abord nécessaire de comprendre ce à quoi renvoie le terme « indexé ». Un index scientifique est en effet bien plus qu'une simple liste de publications. Il s'agit d'un système d'analyse, de répertoriage et de structuration du contenu des articles de recherche au sein d'une base de données organisée (Rostaing, 1996), dont les fondements ont été posés par Garfield (1955). L'indexation permet de classer les productions académiques en s'appuyant sur un travail d'extraction de contenus afin d'en assurer la diffusion et d'en faciliter la recherche. Sa principale fonction est donc de permettre aux chercheurs de retrouver plus efficacement la littérature pertinente dans un champ donné. On peut concevoir l'index scientifique comme une infrastructure d'exploration de la littérature, où chaque article y est localisable par une adresse normalisée (titre, auteurs, affiliation, mots-clés, résumé,

DOI, etc.). Les citations constituent quant à elles des liens traçables qui permettent de reconstituer les filiations intellectuelles. Autrement dit, être indexé, c'est être intégré dans une infrastructure qui organise la littérature savante.

Ce qui distingue les index d'autres bases tient donc à leur capacité à produire de la valeur méthodologique. Ils n'enregistrent pas seulement les articles ; ils tracent aussi les relations de citation, à savoir qui cite qui, combien de fois, voire dans quel contexte. Ce réseau de liens rend possible le calcul d'indicateurs bibliométriques, comme le facteur d'impact ou l'indice h, et permet d'évaluer l'influence relative d'une recherche au sein de sa discipline.

À l'opposé, le signalement désigne l'opération la plus élémentaire qui consiste à mentionner l'existence d'une revue dans un catalogue, un répertoire ou une liste, sans en traiter le contenu article par article. Dans la plupart des cas, les répertoires de signalement ne vérifient pas le caractère scientifique des revues, qui côtoient souvent d'autres objets du genre, comme des bulletins, des magazines ou des médias. Des répertoires comme Directory of Open Access scholarly Resources (ROAD), Mir@bel, EZB, Miar ou Ulrichsweb recensent ainsi des milliers de titres en indiquant leurs caractéristiques éditoriales, mais sans produire d'analyse des liens entre les publications. Le signalement constitue en ce sens une forme de visibilité minimale ; la revue existe aux yeux de la communauté, mais son influence demeure encore non mesurée. Enfin, le référencement occupe une position intermédiaire. Une base de référencement, à l'instar du Directory of Open Access Journals (DOAJ) ou du Diamond Discovery Hub (DDH), recense les revues selon des critères de qualité définis par une communauté scientifique, un consortium ou une institution, sans nécessairement opérer un suivi systématique des articles et de leurs citations. Le référencement constitue une forme de validation éditoriale et disciplinaire qui montre que la revue est reconnue comme scientifiquement sérieuse et pertinente.

Aux origines de l'index de citation

Pour comprendre pourquoi les index de citation se sont imposés, il faut remonter à l'après-guerre. Au milieu des années 1950, le scientifique de l'information Eugene Garfield (1925-2017) affronte un problème concret et urgent : l'explosion documentaire et le décloisonnement des disciplines qui rendent de plus en plus difficile le repérage manuel des sources pertinentes. À cette époque, les systèmes d'indexation traditionnels reposaient sur des indexeurs humains qui devaient manuellement assigner des descripteurs et des mots-clés à chaque article. Ce système présentait trois défauts : il accusait souvent un retard de plusieurs mois, voire d'années, sur la littérature publiée ; son coût restait élevé ; et ses résultats dépendaient largement de l'indexeur. Deux indexeurs travaillant sur le même article assignaient rarement les mêmes descripteurs (Garfield, 1984 ; Guédon & Loute, 2017 ; Wouters, 2017).

Garfield conçoit alors une innovation. Plutôt que de laisser des humains décider de ce qui est pertinent, pourquoi ne pas laisser les scientifiques eux-mêmes l'indiquer à travers leurs citations ? Dans cette logique, une citation est bien plus qu'une référence. Elle constitue, dans l'hypothèse de Garfield, un signal que l'auteur juge l'article cité pertinent pour sa propre recherche, hypothèse dont la sociologie des sciences a ultérieurement montré les limites et les usages stratégiques, puisque les citations peuvent être rituelles, obligatoires, stratégiques, négatives ou erronées. En 1955, Garfield publie son manifeste « Citation Indexes for Science: A New Dimension in Documentation through Association of Ideas », où il explique qu'en capturant automatiquement toutes les citations publiées dans les revues, on crée une topologie du savoir qui émerge des pratiques scientifiques elles-mêmes, sans nécessiter de jugement humain *a priori*. En 1964, l'Institut pour l'information scientifique (ISI) produit le *Science citation index* (SCI). Pour la première fois, on peut tracer systématiquement le nombre de citations, et évaluer ce qu'on appelle désormais « l'impact » d'une revue. Celui-ci est calculé sur une année (a) en divisant le nombre de citations reçues par les articles publiés dans la revue au cours des deux années précédant l'année (a), par le nombre total d'articles publiés par la revue pendant la même période.

Web of Science et Scopus comme outils de consolidation de la légitimité

Deux acteurs majeurs dominent et légitiment ce système d'évaluation de la pertinence des revues. Web of Science (WoS), géré par Clarivate Analytics (anciennement Thomson Reuters), et Scopus, lancé en 2004 par la société Elsevier, sont les deux géants de l'indexation scientifique internationale. Leur autorité repose sur plusieurs piliers. D'abord, un processus de sélection présenté comme rigoureux, mais dont les effets se révèlent structurellement discriminatoires. Les index n'acceptent pas automatiquement toutes les revues. Garfield a progressivement imposé un principe de sélectivité reposant sur les *core journals*, c'est-à-dire un corpus restreint de revues jugées particulièrement influentes dans leur domaine selon des critères bibliométriques (Guédon & Loute, 2017).

Clarivate par exemple, se base actuellement sur 28 critères formels[1] — 24 critères de qualité éditoriale et 4 critères d'impact bibliométrique — mais se réserve une clause de décision sur l'inclusion, le maintien comme le retrait des revues. Plusieurs dimensions de l'évaluation demeurent cependant non explicites, à savoir les seuils de citation exigés pour le passage de l'ESCI[2] vers les index principaux ou l'appréciation qualitative de l'alignement entre le périmètre déclaré et le contenu publié par la revue.

Ensuite, s'est opérée dans l'écosystème une reconnaissance institutionnelle globale. Les universités, les organismes de financement de la recherche et les gouvernements ont progressivement adopté les métriques produites par ces bases dans leurs politiques — le facteur d'impact pour WoS et le CiteScore pour Scopus — afin d'évaluer les chercheurs, d'attribuer des financements et de classer les institutions. Cette adoption systématique crée une boucle de légitimité : plus les institutions utilisent ces métriques, plus elles apparaissent objectives et incontournables ; plus elles apparaissent incontournables, plus les institutions les utilisent (Bernard, 2017 ; Gingras, 2018b ; S. Piron, 2008).

Sélectivité géographique et linguistique

À l'origine conçue comme une infrastructure de repérage et de cartographie des connaissances, l'indexation dans des bases sélectives (et les indicateurs qu'elles produisent) est progressivement devenue un instrument d'évaluation des chercheurs et de leurs institutions de tutelle. Dans beaucoup de contextes, l'indexation dans WoS ou Scopus a glissé de la visibilité et de la trouvabilité de la revue vers un proxy de qualité, au point de parfois supplanter l'examen qualitatif. Une transformation induite par cette logique est que la métrication incite à optimiser ce qui est mesurable, plutôt que ce qui compte scientifiquement. Elle renforce les stratégies de publication des auteurs, lesquelles sont dictées par les critères des grandes bases plutôt que par les besoins des communautés de recherche (Gingras, 2018a).

Derrière cette façade de légitimité globale existe un biais structurel bien documenté. Les critiques académiques, en l'occurrence les travaux d'Asubiaro et al. (2024), Gingras et Khelfaoui (2025), Larivière (2019), Maddi et al. (2024), ou encore Mongeon et Paul-Hus (2016) montrent que Web of Science et Scopus n'ont jamais été véritablement globaux. Ils sont, au contraire, profondément sélectifs en faveur de la science anglo-saxonne du Nord global, aux dépens d'autres régions de la périphérie largement invisibilisées. Les revues publiées en Europe sont de 30 à 40 % plus susceptibles d'être indexées dans Web of Science et Scopus, tandis que les revues d'autres régions, notamment l'Afrique subsaharienne, sont de 50 à 60 % moins susceptibles d'être incluses selon Asubiaro et al. (2024).

Les critères d'indexation sont discriminatoires envers les jeunes revues ou celles ancrées dans des communautés scientifiques locales. Pour maintenir l'indexation dans Scopus, une revue doit respecter des critères exigeants sans lesquels un examen du conseil de sélection est déclenché et

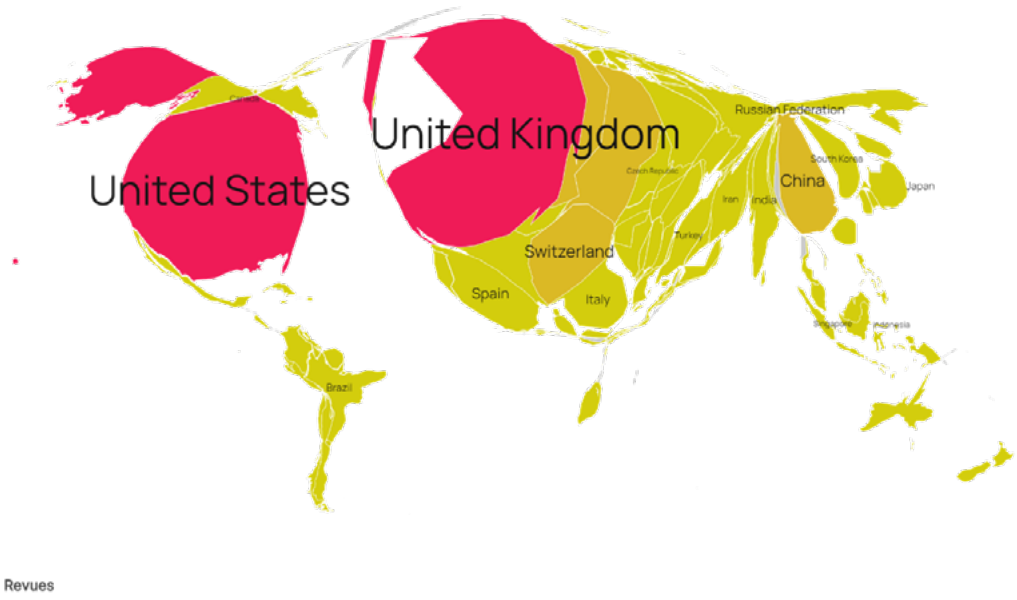
1 https://clarivate.com/academia-government/scientific-and-academic-research/research-discovery-and-referencing/web-of-science/web-of-science-core-collection/editorial-selection-process/journal-evaluation-process-selection-criteria/

2 L'ESCI (Emerging Sources Citation Index) est l'index d'entrée de la Web of Science Core Collection, qui regroupe les revues ayant satisfait aux critères qualitatifs de Clarivate mais pas encore aux critères d'impact citationnel donnant accès aux index principaux (SCIE, SSCI, AHCI).

peut aboutir à la désindexation. Des exigences difficiles à tenir pour les revues jeunes ou centrées sur des sujets que le cœur du système-monde de la recherche (Demeter, 2019) juge peu pertinents, ce qui est le cas de la grande majorité des revues africaines éditées par les chercheurs.

L'étude EIFL (2024) sur les revues africaines en accès libre sans frais fournit un éclairage sur les principaux obstacles rencontrés par ces revues lors des processus d'indexation. Cette documentation permet de comprendre comment elles se retrouvent dans un cercle vicieux. Leur faible visibilité limite leurs citations dans les bases de données internationales, ce qui justifie à son tour leur exclusion continue. Ce mécanisme discriminatoire défavorise les recherches à caractère local, pourtant essentielles pour comprendre et résoudre les problématiques spécifiques aux contextes africains. Les revues sont ainsi piégées dans un paradoxe où leur marginalisation les contraint à une endogamie non choisie, mais qui leur est reprochée, alimentant un cercle vicieux qui perpétue leur invisibilité scientifique. « *One can't get indexed without international authors, but authors are disinclined to publish in a journal that isn't indexed… it is a chicken and egg kind of thing… you see the loop; nobody can break it* »[3], confiait un éditeur nigérian dans l'article de Mills et Branford (2022). Asubiaro et al. (2024) ont montré que les revues publiées en Europe sont de 30 à 40 % plus susceptibles d'être indexées dans Web of Science et Scopus, tandis que celles provenant d'Asie centrale, d'Asie de l'Est, ainsi que d'Afrique subsaharienne sont de 50 à 60 % moins susceptibles d'être incluses.

Carte 1 : Cartogramme des revues indexées dans Scopus (2025)



Source : SCImago Journal Rank

Face aux biais de couverture de ces bases de données, plusieurs régions ont développé des dispositifs d'indexation propres afin de rendre visibles des revues de qualité et les productions qui restent marginalisées. En Amérique latine, Latindex (réseau lancé à la fin des années 1990) a précisément pour objectif de recenser et de diffuser l'information sur les revues scientifiques d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Espagne et du Portugal, via une approche coopérative et régionale. Dans l'espace arabophone, l'Arabic Citation Index (ARCI) a été lancé en 2020 sur la plateforme Web of Science, avec l'ambition explicite de mieux cartographier la production scientifique en langue arabe et d'améliorer sa découvrabilité et son usage dans l'évaluation de la recherche. Dans la même logique de déploiement d'infrastructures alternatives, on peut aussi citer SciELO/Redalyc en Amérique latine comme des réponses structurelles à une visibilité internationale trop conditionnée par les index dominants.

3 « On ne peut pas être indexé sans auteurs internationaux, mais les auteurs hésitent à publier dans une revue qui n'est pas indexée… c'est un peu le problème de l'œuf et de la poule… vous voyez la boucle ; personne n'arrive à la briser. »

Des initiatives plus récentes offrent des voies de sortie. OpenAlex, lancée en 2022, fournit un accès démocratisé aux métadonnées bibliométriques[4], réduisant ainsi le monopole d'Elsevier et de Clarivate (Priem et al., 2022). Cependant, pour que les chercheurs africains reprennent le contrôle de leur propre visibilité informationnelle, il faudrait construire une base de données de citations africaine, avec ses propres critères de sélection et sa propre légitimité institutionnelle. Ce qui est en jeu n'est pas simplement l'indexation, mais la souveraineté intellectuelle et la capacité des communautés africaines. C'est cette logique qu'a défendue Nwagwu (2007, 2008), qui a longtemps plaidé pour un African Citation Index. Il décrit sa proposition comme une infrastructure de citations afrocentrée visant à corriger une invisibilisation persistante. Faute de financement stable et d'adhésion des institutions locales, qui souffrent elles-mêmes de problèmes de financement, le projet a été arrêté. Des récits convergents indiquent également que la recherche de soutiens extérieurs et certaines propositions d'intégration dans des bases commerciales sont entrées en tension avec l'esprit même du projet, rendant sa trajectoire politiquement et stratégiquement difficile (Mills & Asubiaro, 2024).

Aujourd'hui, cette structure persiste. Toutefois, comme l'explique Le Roux (2006), une revue, à ses débuts, fait face à un premier défi majeur : recruter des auteurs de qualité et constituer un lectorat. Passée cette phase de lancement, d'autres enjeux émergent, tout aussi importants pour sa trajectoire de croissance. Ces défis secondaires reposent principalement sur deux piliers : la visibilité de la revue, c'est-à-dire sa reconnaissance au sein de sa discipline et de son contexte géographique, et sa crédibilité auprès de la communauté scientifique. Ce second défi passe souvent par l'indexation ou le référencement de la revue. Dans ce contexte, des éditeurs sont amenés à acquérir des preuves d'indexation, parfois auprès d'acteurs prédateurs, pour répondre aux attentes des auteurs.

Les bases de données : l'angle mort de la prédation scientifique ?

La prédation scientifique a suscité, ces quinze dernières années, une littérature académique foisonnante. Des travaux pionniers de Jeffrey Beall aux études empiriques sur les motivations des auteurs piégés, en passant par les analyses des modèles économiques frauduleux, la communauté scientifique a progressivement cartographié les mécanismes par lesquels certaines revues exploitent la pression à publier (Berger & Cirasella, 2017 ; Boukacem-Zeghmouri et al., 2021 ; Demir, 2018 ; Eriksson & Helgesson, 2018 ; Mills & Inouye, 2021).

Dans le même registre, une partie de la littérature s'est penchée sur les métriques trompeuses (*misleading metrics*). Elles désignent l'usage stratégique d'indicateurs bibliométriques trompeurs pour donner une apparence de qualité. Les travaux décrivent un écosystème de sociétés spécialisées dans la production de faux facteurs d'impact et d'appellations qui imitent les métriques reconnues par la communauté scientifique, à l'instar du facteur d'impact, du CiteScore ou du SJR, pour exploiter la pression à publier et les évaluations basées sur des indicateurs. Dans la pratique, les acteurs promeuvent des indices alternatifs, comme l'Index Copernicus, le Global Impact Factor ou d'autres métriques obsolètes ou inexistantes (Universal Impact Factor, Arab Impact Factor, Advanced Science Index, etc.). Plus de 50 fausses métriques ont été inventoriées à ce jour (Dadkhah et al., 2022 ; Koçak, 2023).

La croissance des revues prédatrices a considérablement amplifié le phénomène. Aujourd'hui, c'est un sous-écosystème qui génère une économie grise où des éditeurs facturent des frais de publication en échange d'une visibilité fictive et d'une rapidité de traitement scientifiquement intenable. La littérature relie ces métriques trompeuses à d'autres fraudes éditoriales, comme les revues détournées (*hijacked journals*) ou le *phishing* éditorial, où la crédibilité se construit par imitation (Dadkhah et al., 2016). Face à ce défi, la communauté académique s'appuie sur des outils comme Beall's List (désormais rétractée, mais actualisée par des collectifs anonymes), PubPeer, DOAJ, ainsi que des protocoles de vérification comme Compass to Publish ou encore « Think. Check. Submit. ».

4 Initialement gratuite, la base OpenAlex a annoncé en février 2026 l'introduction d'une facturation. https://blog.openalex.org/openalex-api-new-features-and-usage-based-pricing/

L'écosystème prédateur : une infrastructure de légitimation

Pour comprendre la place qu'occupent les index prédateurs dans l'écosystème de la communication scientifique, il faut d'abord partir du constat selon lequel la prédation ne fonctionne pas comme un phénomène isolé, mais comme un système. Ce système repose sur une chaîne de légitimation où chaque élément renforce les autres. Une revue prédatrice peut certes publier n'importe quel article moyennant paiement, mais son efficacité dépend de sa capacité à simuler les attributs d'une revue légitime : un comité éditorial (souvent fictif), un processus d'évaluation (souvent inexistant ou inefficace) et, surtout, une pseudo-indexation dans des bases de données qui lui confèrent une apparence de reconnaissance institutionnelle (Azilan, 2025). C'est là qu'entrent en jeu les index prédateurs. Ils offrent aux revues frauduleuses un vernis de crédibilité. En affichant des indexations, ces revues passent du statut de prédateur évident à celui d'acteur apparemment légitime. Pour un chercheur peu familier des standards internationaux, ce simulacre peut suffire à dissiper les doutes.

Les effets sont au moins de deux ordres. D'abord, les index prédateurs brouillent les repères. Dans un environnement où la légitimité scientifique repose encore largement sur des indicateurs quantifiables, la multiplication de fausses métriques crée une confusion généralisée. Ensuite, un marché se forme, où la rapidité et le coût tendent à supplanter la qualité comme critères de décision. Lorsqu'un éditeur découvre qu'une indexation instantanée s'achète pour quelques dizaines de dollars, ou qu'il est possible d'afficher un facteur d'impact sans satisfaire aux exigences éditoriales et techniques réelles, la tentation d'emprunter la voie frauduleuse peut être forte. La prédation ne se contente donc pas d'exploiter les failles du système académique : elle les creuse, les institutionnalise et les transforme en normes de fait. Cependant, il convient de noter que les index prédateurs ne ciblent pas uniquement les revues et éditeurs intrinsèquement prédateurs. En quête de légitimité à tout prix, nombre de revues pourtant bien intentionnées peuvent être touchées par des index prédateurs.

Portrait d'un acteur ambigu : Index Copernicus

Index Copernicus illustre une zone grise où un dispositif de visibilité et de notation paramétrique peut être mobilisé comme substitut d'évaluation scientifique, avec des effets délétères sur les revues des Suds. Le problème central n'est pas l'existence d'un indicateur alternatif en soi, mais la manière dont il est socialement réinterprété comme un label de qualité, puis incorporé dans des économies locales de reconnaissance.

Au cœur de l'offre d'Index Copernicus figure l'Index Copernicus Value (ICV), présenté comme un résultat d'évaluation fondé sur 41 critères regroupés en deux composantes : « quality of the journal » et « journal's impact ». Dans sa présentation officielle, la composante *quality* de l'ICV s'articule autour de critères comme les « standards, stability, digitalization and internationalization », de quoi ancrer l'outil dans une logique de conformité fonctionnelle. Index Copernicus précise que l'ICV repose sur des données paramétriques déclarées par les éditeurs via des questionnaires, et non sur un calcul de citations.

Évaluer la stabilité ou la structuration éditoriale d'une revue peut aider les revues en quête de maturité. Le glissement problématique intervient quand cette paramétrisation est présentée, ou simplement perçue, comme une mesure de qualité scientifique, c'est-à-dire comme une garantie de rigueur méthodologique, de robustesse du processus d'évaluation par les pairs, voire d'intégrité éditoriale. Cette confusion est d'autant plus risquée qu'elle rend commensurables des revues hétérogènes sur la base de critères dont la fonction première est organisationnelle, et non épistémique (Watson & Zhang, 2025).

Index Copernicus figure d'ailleurs explicitement parmi les index trompeurs recensés sur des sites de revues prédatrices (Mondal & Mondal, 2019). Pour les revues du Sud, l'effet est particulièrement nocif. La quête de reconnaissance internationale bute déjà sur des asymétries de ressources, et la tentation est forte de convertir cette rareté en stratégie d'affichage. Dans un tel contexte, une

métrique paramétrique facilement mobilisable peut alors orienter les investissements vers l'apparat au détriment de chantiers plus fondamentaux, mais également plus gourmands en ressources, tels que la qualité de l'évaluation par les pairs, la production de métadonnées riches, les politiques éthiques, d'archivage, etc. Cette dynamique alimente une économie de l'apparence qui fragilise les revues sérieuses, mais peu outillées et offre un abri symbolique aux acteurs opportunistes. Concrètement, cela peut enfermer des revues en consolidation dans une dépendance à des labels périphériques qui n'améliorent ni leur intégration dans les circuits de lecture, ni leur crédibilité auprès d'instances exigeantes. Le résultat est une double peine, dans le sens où ces revues dépensent énergie et ressources pour des signes de reconnaissance contestés, pendant que la méfiance associée aux métriques trompeuses rejaillit sur le paysage éditorial africain.

Le Cames, catalyseur involontaire ?

Officiellement, la réforme du dispositif d'évaluation[5] du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur[6] (Cames) pour la période 2024–2028[7] s'inscrit dans l'objectif de garantir la qualité des recherches grâce à une « évaluation objective par les pairs », adossée à un « référentiel validé aux normes internationales » (p. 6). Le guide d'évaluation stipule que l'indexation permet de s'assurer que la revue respecte des standards élevés, parmi lesquels l'existence et la constitution d'un comité de lecture, l'évaluation par les pairs, la rigueur de la bibliographie, la régularité dans les parutions, la citation des articles, le facteur d'impact et la visibilité globale de la revue (p. 55). La note précise que les bases d'indexation fournissent des résumés et des indicateurs bibliométriques qui permettent d'avoir une « appréciation qualitative des revues », des textes publiés, ainsi que des auteurs et chercheurs.

Cette réforme est donc un geste politique d'alignement sur les normes internationales de la science, une adhésion aux standards académiques dominants pour renforcer la légitimité mondiale de l'institution. Elle peut tout aussi bien être analysée comme un cas d'isomorphisme institutionnel, au sens où le Cames reproduit des modèles d'évaluation en vigueur au centre du système-monde de la recherche, sans en avoir nécessairement éprouvé la pertinence épistémique pour le contexte local. Enfin, on peut aussi y lire une décision technocratique, portée par des experts internes convaincus de la supériorité des indicateurs bibliométriques comme outils de mesure de la qualité scientifique, indépendamment de tout calcul politique.

Quoi qu'il en soit, en érigeant l'indexation dans les bases de données payantes — auxquelles les chercheurs africains n'ont souvent pas accès — en critère prioritaire, l'institution endosse explicitement une stratégie de montée en généralité vers le global. La décision est pensée comme une rationalisation de l'excellence et de la visibilité internationale ; elle peut également être vue comme un moyen d'éviter que les revues ne s'orientent vers les index douteux. Toutefois, elle doit être interrogée comme une opération de traduction d'objectifs académiques en dispositifs marchands. Ce déplacement redéfinit ce qui compte comme science valable pour la communauté concernée, en l'occurrence l'Afrique subsaharienne francophone.

Le paradoxe est d'autant plus frappant que, dans plusieurs espaces centraux du système scientifique mondial, les institutions commencent précisément à déconstruire les dépendances aux industries de l'indexation qui se sont forgées depuis les années 1960. On observe, à des degrés divers, une prise de distance vis-à-vis des métriques propriétaires et des classements au profit d'initiatives de réforme plus qualitatives de l'évaluation de la recherche (Dora, Leiden Manifesto, CoARA). Cet investissement privilégie désormais les infrastructures ouvertes (données bibliographiques et citations ouvertes,

5 Guide d'évaluation des enseignants-chercheurs et chercheurs (gee-cc) https://www.lecames.org/wp-content/uploads/2023/11/Guide_Evaluation-EE-CAMES-version-16septembre-2023.pdf

6 Le Cames est une institution intergouvernementale africaine créée en 1968 qui regroupe 19 pays d'Afrique francophone. Il coordonne les systèmes d'enseignement supérieur et de recherche en Afrique francophone afin d''harmoniser les programmes, accrédite les diplômes de licence, master et doctorat, et évalue les enseignants-chercheurs.

7 Report de l'entrée en vigueur de la disposition du Guide d'évaluation des enseignants-chercheurs et chercheurs 2024-2028 (GEE/C 2024-2028) relative à l'exigence de publications dans les revues indexées, pour les CTS Lettres et sciences humaines (LSH), Sciences juridiques et politiques (SJP) et Sciences économiques et de gestion (SEG) https://www.lecames.org/report-de-lentree-en-vigueur-de-la-disposition-du-guide-devaluation-des-enseignants-chercheurs-et-chercheurs-2024-2028-gee-c-2024-2028-relative-a-lexigence-de-publications-dans-les-revues/

entrepôts, logiciels communautaires, etc.). En France, le CNRS, par exemple, a fortement structuré sa politique de science ouverte autour d'outils qui visent à réduire l'hégémonie des bases commerciales dans l'observation et la description de l'activité scientifique, à réinscrire une partie des fonctions de l'évaluation dans des communs informationnels et à rompre avec une évaluation trop quantitative de la recherche. L'annonce motivée par ces raisons, à la fin de l'année 2025, du désabonnement au WoS de cette institution de recherche[8], une des plus grandes au monde, est un évènement particulièrement marquant de cette démarche.

Dans ce contexte, la trajectoire du Cames peut être lue comme un rattrapage par les instruments traditionnels de la communication savante, au moment même où ces instruments sont remis en question là où ils ont été élaborés. La question n'est donc pas seulement de savoir comment rendre la recherche africaine visible. Elle se pose davantage en termes de grammaires de valeur de la visibilité, en en interrogeant les bénéficiaires et les conséquences sur les priorités et les orientations de la recherche. En faisant de WoS/Scopus des passages obligés pour les chercheurs, le Cames réactive une économie politique de la visibilité fondée sur la rareté, la concurrence et la rente, plutôt que sur la circulation et la mutualisation propres à une logique de communs, à laquelle l'écosystème de la production des savoirs en Afrique est souvent plus proche.

Ce choix produit mécaniquement un effet de seuil selon lequel la survie et l'intérêt des revues locales dépendent de leur capacité à entrer dans le club fermé de WoS/Scopus. La conséquence la plus préoccupante n'est pas uniquement l'exclusion, mais la vulnérabilisation de tout un écosystème déjà déséquilibré. Quand la reconnaissance institutionnelle est convertie en accès à une base sélective, se met en place une économie de l'intermédiation dans laquelle s'activent consultants, courtiers de réputation, promesses d'indexation, optimisation opportuniste et inflation d'insignes de légitimité. Ainsi, le *badge collecting* observé chez les revues locales est l'expression d'une contrainte à la production de signes de conformité dans un environnement où celle-ci conditionne cette survie. Mais cette prolifération sème la confusion entre enregistrement, référencement et certification, puis crée un marché de l'apparence fertile à l'éclosion de la prédation.

C'est là que la problématisation décoloniale devient décisive. La réforme peut se lire comme une forme de gouvernement par l'extraversion dans laquelle pour exister, il faut être validé ailleurs, par des dispositifs dont les critères et les économies ont été façonnés hors du continent. La notion d'« extraversion » chez Hountondji (1990, 1995), c'est-à-dire une orientation externe de la production de savoirs vers les attentes, les grilles de lecture et les besoins (théoriques et pratiques) des centres dominants, au détriment de la constitution de débats horizontaux et d'agendas endogènes, permet d'éclairer la tension. La recherche se trouve sommée de parler la langue des arènes dominantes, de choisir des objets et des sujets exportables, et d'adopter les formats valorisés par les circuits globaux, au risque de traiter la pertinence locale comme une spécialisation périphérique, moins comptable, donc moins rentable symboliquement. Cette extraversion est avant tout épistémique, en plus d'être éditoriale et linguistique. Les *Epistemologies of the South* (Santos, 2015) offrent ici un cadre pour penser la violence symbolique des hiérarchies de connaissance, ce que Santos nomme l'injustice cognitive et, à terme, l'épistémicide que subit tout savoir non aligné sur les standards dominants (Nkoudou, 2016 ; F. Piron, 2018). Du côté des sciences sociales, la proposition de Bhambra (2014) autour des « *connected sociologies* » invite à reconstituer les savoirs et leurs canons en replaçant au centre l'histoire coloniale-globale qui a constitué les disciplines et leurs normes, au lieu de traiter l'eurocentrisme comme un biais périphérique.

Le Cames se situe ainsi à un carrefour ambigu vis-à-vis des luttes décoloniales. D'un côté, l'argument de la visibilité internationale peut apparaître comme un refus de l'assignation à la marginalité des revues locales. De l'autre, la modalité choisie tend à reconduire les mêmes mécanismes que les critiques décoloniales identifient comme producteurs d'inégalités épistémiques. La tension vécue par les chercheurs est qu'ils doivent à la fois répondre à des problématiques locales et se rendre lisibles dans des espaces où la reconnaissance passe par des conventions externalisées. Cette double contrainte risque d'installer une dépendance durable aux infrastructures académiques du Nord qui répondent parfois à des logiques commerciales. Plus que jamais, les Communs offrent une autre

8 https://www.cnrs.fr/fr/actualite/le-cnrs-semancipe-du-web-science

orientation possible pour l'économie politique de la communication scientifique. La principale question n'est donc pas de savoir si le Cames fait bien de viser l'international, mais comment il choisit de l'atteindre : par la consolidation de standards propriétaires ou par une stratégie de visibilité fondée sur des communs, des bases de données ouvertes et une pluralisation des critères de qualité adaptés aux écologies de revues africaines ? En l'état, l'alignement sur WoS/Scopus agit comme un catalyseur involontaire qui offre aux acteurs commerciaux un marché qui leur a souvent résisté. Cela renforce donc leur pouvoir et les hiérarchies Nord-Sud qui caractérisent déjà le système-monde de la recherche, et ouvre un espace de prédation où la simulation de légitimité risque de devenir une réponse rationnelle à l'injonction d'être visible, y compris lorsque cette visibilité ne sert ni les communautés scientifiques locales, ni globales, encore moins les projets de décolonisation des savoirs.

Conclusion

La distinction entre indexation, référencement et signalement — où l'indexation désigne l'intégration d'une revue dans une base de données avec extraction et traitement automatisés des métadonnées, le référencement renvoie à une simple mention ou inscription dans un répertoire sans traitement systématique, et le signalement correspond à une visibilité minimale, ponctuelle et non normalisée —, proposée ici comme outillage conceptuel, n'est pas qu'une clarification terminologique. Elle révèle que cette confusion est le produit de conditions structurelles inégales dans lesquelles s'inscrivent les revues africaines. Cette clarification permet de comprendre comment un instrument d'accès à la littérature est converti en proxy de légitimation, puis incorporé dans des régimes locaux de reconnaissance, au point de reconfigurer les pratiques éditoriales et les comportements de publication des chercheurs. L'analyse a surtout mis en évidence que lorsque la reconnaissance institutionnelle repose sur des instruments, l'angoisse d'invisibilité et la rareté d'accès ouvrent un espace à l'intermédiation et à l'économie de l'apparence qui favorisent les pratiques illégitimes. Dans ce cadre, les index trompeurs participent à la normalisation d'une légitimité à moindre coût, fondée sur des instruments. Enfin, replacer ces dynamiques dans une lecture décoloniale conduit à repenser l'enjeu. Il ne s'agit pas seulement de rendre visible la science africaine, mais de choisir les mécanismes de visibilité qui la gouvernent. Le texte suggère ainsi une voie de sortie cohérente avec les principes de réforme de l'évaluation promus notamment par la Déclaration de San Francisco (Dora, 2012) et la Coalition for Advancing Research Assessment (CoARA, 2022), qui visent précisément à désolidariser l'évaluation des seuls labels de revue au profit d'une appréciation plus directe des contributions scientifiques. Ainsi, la visibilité ne doit plus être le produit d'une conformité à des standards externes, mais le résultat d'une gouvernance scientifique maîtrisée.

Bibliographie

Asubiaro, T., Onaolapo, S., & Mills, D. (2024). Regional disparities in Web of Science and Scopus journal coverage. *Scientometrics*, *129*(3), 1469-1491. https://doi.org/10.1007/s11192-024-04948-x

Azilan, I. (2025, 30 octobre). Saisir l'objet mouvant de la prédation dans la communication scientifique [Billet de blog]. *UrfistInfo*.

Berger, M., & Cirasella, J. (2017). Beyond Beall's List: Better understanding predatory publishers. *College & Research Libraries News*. https://doi.org/10.5860/crln.76.3.9277

Bernard, D. (2017). Recherche scientifique et impératif de croissance : observations, questionnements et pistes de réflexion. *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, *78*(1), 173-198.

Bhambra, G. K. (2014). *Connected sociologies*. Bloomsbury Academic.

Boukacem-Zeghmouri, C., Rakotoary, S., & Bador, P. (2021). La prédation dans le champ de la publication scientifique : un objet de recherche révélateur des mutations de la communication scientifique ouverte. *Natures Sciences Sociétés*, *29*(4), 382-395. https://doi.org/10.1051/nss/2022008

Dadkhah, M., Maliszewski, T., & Teixeira da Silva, J. A. (2016). Hijacked journals, hijacked web-sites, journal phishing, misleading metrics, and predatory publishing: Actual and potential threats to academic integrity and publishing ethics. *Forensic Science, Medicine, and Pathology*, *12*(3), 353-362. https://doi.org/10.1007/s12024-016-9785-x

Dadkhah, M., Rahimnia, F., & Memon, A. R. (2022). How Frequent is the Use of Misleading Metrics? A Case Study of Business Journals. *The Serials Librarian*, *83*(2), 197-204. https://doi.org/10.1080/0361526X.2022.2145414

Demeter, M. (2019). The world-systemic dynamics of knowledge production. *Journal of World-Systems Research*. https://doi.org/10.5195/jwsr.2019.887

Demir, S. B. (2018). Predatory journals: Who publishes in them and why? *Journal of Informetrics*, *12*(4), 1296-1311.

EIFL. (2024). *Landscape of no-fee open access publishing in Africa*. https://www.eifl.net/news/landscape-study-no-fee-open-access-publishing-africa

Eriksson, S., & Helgesson, G. (2018). Time to stop talking about 'predatory journals'. *Learned Publishing*, *31*(2), 181-183. https://doi.org/10.1002/leap.1135

Garfield, E. (1955). Citation Indexes for Science. *Science*, *122*(3159), 108-111. https://doi.org/10.1126/science.122.3159.108

Garfield, E. (1984). Iatrogenic information overload. *Journal of Information Science*, *8*(1), 39.

Gingras, Y. (2018a). Les transformations de la production du savoir : de l'unité de connaissance à l'unité comptable. *Zilsel*, *4*(2), 139-152.

Gingras, Y. (2018b). Les transformations de l'évaluation de la recherche.

Gingras, Y., & Khelfaoui, M. (2025). The relative (in)visibility of sociologists in the French, American, British, and German national fields (1970–2018). *Social Science Information*, *64*(1), 32-59. https://doi.org/10.1177/05390184251317451

Guédon, J.-C., & Loute, A. (2017). L'histoire de la forme revue au prisme de l'histoire de la « grande conversation scientifique ». *Cahiers du GRM*, (12), Article 12. https://doi.org/10.4000/grm.912

Hountondji, P. (1990). Scientific Dependence in Africa Today. *Research in African Literatures*, *21*(3), 5-15.

Hountondji, P. (1995). Producing Knowledge in Africa Today the Second Bashorun M. K. O. Abiola Distinguished Lecture. *African Studies Review*, *38*(3), 1-10. https://doi.org/10.2307/524790

Koçak, Z. (2023). Misleading Metrics: Predatory Trade Expands. *Trakya University Journal of Natural Sciences*, *24*(2), 1-3.

Larivière, V. (2019). Le français, langue seconde ? De l'évolution des lieux et langues de publication des chercheurs au Québec, en France et en Allemagne. *Recherches sociographiques*, *59*(3), 339-363. https://doi.org/10.7202/1058718ar

Le Roux, E. (2006). Visibility, credibility, prestige: Evaluating the implications of indexing African journals. *Africa media review*, *14*(1–2), 49-59.

Maddi, A., Maisonobe, M., & Boukacem-Zeghmouri, C. (2024). Geographical and Disciplinary Coverage of Open Access Journals: OpenAlex, Scopus and WoS. *arXiv*. https://doi.org/10.48550/arXiv.2411.03325

Mills, D., & Asubiaro, T. (2024). L'académie africaine a-t-elle besoin de son propre index de citations? *Global Africa*, (7), pp. 104–114. https://doi.org/10.57832/gtxy-h426

Mills, D., & Branford, A. (2022). Getting by in a bibliometric economy: Scholarly publishing and academic credibility in the Nigerian academy. *Africa*, *92*(5), 839-859. https://doi.org/10.1017/S0001972022000481

Mills, D., & Inouye, K. (2021). Problematizing 'predatory publishing': A systematic review of factors shaping publishing motives, decisions, and experiences. *Learned Publishing*, *34*(2), 89-104.

Mondal, H., & Mondal, S. (2019). Pressure to Publish: Index Copernicus and Predatory Journals are Helping (?) Academicians. *Indian Dermatology Online Journal*, *10*(3), 332-334. https://doi.org/10.4103/idoj.IDOJ_225_18

Mongeon, P., & Paul-Hus, A. (2016). The journal coverage of Web of Science and Scopus: A comparative analysis. *Scientometrics*, *106*(1), 213-228. https://doi.org/10.1007/s11192-015-1765-5

Nkoudou, T. H. M. (2016). *Les injustices cognitives en Afrique subsaharienne : réflexions sur les causes et les moyens de lutte*. https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1/chapter/les-injustices-cognitives-en-afrique-subsaharienne-reflexions-sur-les-causes-et-les-moyens-de-lutte/

Nwagwu, W. (2007). Creating science and technology information databases for developing and sustaining sub-Saharan Africa's indigenous knowledge. *Journal of Information Science*, *33*(6), 737-751. https://doi.org/10.1177/0165551506077374

Nwagwu, W. (2008). Online journals and visibility of science in Africa: A role for African social science citation index.

Piron, F. (2018). *Justice et injustice cognitives : de l'épistémologie à la matérialité des savoirs humains*. https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/classiques25ans/chapter/justice-et-injustice-cognitives/

Piron, S. (2008). Lisons Peter Lawrence, ou les implications morales de l'évaluation bibliométrique [Billet de blog]. *Évaluation de la recherche en SHS*. https://evaluation.hypotheses.org/229

Priem, J., Piwowar, H., & Orr, R. (2022). *OpenAlex: A fully-open index of scholarly works, authors, venues, institutions, and concepts* (No. arXiv:2205.01833). arXiv. https://doi.org/10.48550/arXiv.2205.01833

Santos, B. de S. (2015). *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*.

Rostaing, H. (1996). La bibliométrie et ses techniques. *Sciences de la Société.*

Watson, E., & Zhang, L. (2025). Analyzing the citation impact of predatory journals in the health sciences. *Journal of the Medical Library Association: JMLA*, *113*(4), 327-335. https://doi.org/10.5195/jmla.2025.2024

Wouters, P. (2017). Eugene Garfield (1925–2017). *Nature*, *543*(7646), 492. https://doi.org/10.1038/543492a

Governing science through instruments

What “indexes” do to African science

Awuvé Innocent Azilan

ORCID: 0000-0003-0446-3240
Researcher at the Center for Studies and Research on Organizations, Communication, and Education (Ceroce), Lomé, Togo
innocent@azilan.me

How to cite this paper:
Azilan, A. I. (2026). Governing science through instruments: What "indexes" do to African science. *Global Africa*, (13), pp. 195-205.
https://doi.org/10.57832/4wkx-f908

Received: December 20, 2025
Accepted: March 15, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

This article analyzes how scientific indexing is gradually evolving into a quality label within the evaluation economies of French-speaking sub-Saharan Africa, even though it was originally designed as an infrastructure for organizing and discovering scientific literature. This transformation has significant implications for local journals. Drawing on the phenomenon of journal websites displaying a patchwork of logos, badges, and diverse indexes, the article uncovers a grammar of recognition under constraint in which technical markers gradually become markers of value. This work is guided by the hypothesis that a structuring confusion between indexing, referencing, and citation guides visibility strategies and fuels a shift toward dubious and potentially predatory practices. By linking the political economy of evaluation with decolonial reading, the article demonstrates that the quest for indexing functions both as a galvanizing rallying cry and as a trap that redefines editorial practices and publication trajectories.

Keywords

Scientific indexing, African journals, scientific extroversion, predatory publishing, Scopus, Web of Science, Cames

Introduction

Current debates on scientific predation tend to lump a wide variety of situations into a morally charged category where the label often amounts to a condemnation (Mills & Inouye, 2021). This reductionism is particularly problematic for many journals published in the Global South, which may exhibit signs of low professionalization (procedures, transparency, standardization, archiving, etc.) without necessarily acting with fraudulent intent. Starting from this distinction allows us to shift the analysis away from the hunt for “bad actors” toward an examination of the material, cognitive, and institutional conditions that create (or prevent) editorial credibility (Azilan, 2025).

A symptom that is both commonplace and revealing encapsulates these tensions: the display on the websites of journals—particularly those published in Africa—of a patchwork of "indexes," badges, and diverse logos, some prestigious, some obscure, and some merely administrative, presented as a mark of international recognition. We see ResearchGate, Index Copernicus, Academia, HAL, DOAJ, all grouped under the heading "index." What these sites reveal is a grammar of recognition under constraint where technical indicators are reinterpreted as markers of scientific value. This shift reveals a deeply unequal publishing landscape where the legitimacy of a research work depends less on its intrinsic quality than on its ability to circulate within the right systems and appear in the right directories. What is at stake here is more fundamental than a mere lack of formatting and design. In a context marked by the race toward internationalization and conformity to dominant standards, access to scientific visibility remains structurally unequal, and it is often journals from the Global South that suffer most from these infrastructural asymmetries.

The central hypothesis is that many French-language African journals are caught in a fundamental confusion between three distinct categories: first, indexing as a technical process of inclusion in a database; second, search engine visibility as a traceable presence in search engines or catalogs that sort journals according to established relevance criteria and finally, listing as a simple entry in a directory without any review of the journal or its content. This confusion is not merely a lack of information. It reflects a tension between the aspiration toward internationalization and the unequal access to the standards that actually determine it.

The central issue is a shift—common in institutional discourse and local practices—between indexing as infrastructure and indexing as a label. In other words, a system designed to organize access to information is gradually being repurposed as a quality certification, and this transformation redefines editorial strategies, journal communication practices, and, ultimately, authors' publishing behaviors. To analyze this shift, this article combines a political economy approach to evaluation with a decolonial perspective on the production of recognition. By "political economy of evaluation," we mean here the analysis of the power relations that structure the production, circulation, and recognition of knowledge by examining who sets the standards, who controls the instruments, and how academic value is distributed. Current international debates on evaluation reform specifically emphasize the need to decouple the value of research from reputation proxies based on form rather than content and the actual diversity of contributions. In Africa, this dynamic aligns with an older constraint described by Paulin Hountondji using the term "extraversion." Consequently, the display of logos and symbols can be interpreted as a response—sometimes clumsy, sometimes opportunistic—to a system of unequal global visibility, rather than as a mere strategy of deception.

The article has two objectives. First, it aims to provide a conceptual clarification of the concept of indexing. Second, it also demonstrates how the pursuit of publication in indexed journals functions as a misleading catchphrase that reveals the power dynamics shaping scientific communication on a global scale, as well as in French-speaking sub-Saharan Africa.

What is a scientific index?

First, it is necessary to understand what the term "indexed" refers to. A scientific index is, in fact, much more than a simple list of publications. It is a system for analyzing, cataloging, and structuring the content of research articles within an organized database (Rostaing, 1996), the foundations of which were laid by Garfield (1955). Indexing enables the classification of academic outputs by extracting content to ensure its dissemination and facilitate searching. Its primary function is therefore to allow researchers to more efficiently locate relevant literature within a given field. One can conceive of the scientific index as an infrastructure for exploring the literature, where each article is locatable via a standardized identifier (title, authors, affiliation, keywords, abstract, DOI, etc.). Citations, for their part, constitute traceable links that make it possible to reconstruct intellectual lineages. In other words, to be indexed is to be integrated into an infrastructure that organizes scholarly literature.

What sets these indexes apart from other databases is their ability to generate methodological value. They do not merely record articles; they also track citation relationships—specifically, who cites whom, how many times, and even in what context. This network of links makes it possible to calculate bibliometric indicators such as the impact factor or the h-index, and allows for the assessment of a research study's relative influence within its discipline.

In contrast, indexing refers to the most basic process of listing a journal in a catalog, directory, or list without analyzing its content on an article-by-article basis. In most cases, indexing directories do not verify the scholarly nature of journals which are often listed alongside other similar publications such as newsletters, magazines, or media outlets. Directories such as the Directory of Open Access Scholarly Resources (ROAD), Mir@bel, EZB, Miar, or Ulrichsweb thus list thousands of titles, indicating their editorial characteristics, but without analyzing the relationships between publications. In this sense, listing constitutes a minimal form of visibility; the journal exists in the eyes of the community but its influence remains unmeasured. Finally, indexing occupies an intermediate position. An indexing database such as the Directory of Open Access Journals (DOAJ) or the Diamond Discovery Hub (DDH), lists journals according to quality criteria defined by a scientific community, a consortium, or an institution without necessarily conducting systematic tracking of articles and their citations. Indexing constitutes a form of editorial and disciplinary validation that demonstrates that the journal is recognized as scientifically rigorous and relevant.

The Origins of the Citation Index

To understand why citation indexes became so widely adopted, we must go back to the postwar period. In the mid-1950s, information scientist Eugene Garfield (1925–2017) faced a concrete and urgent problem: the explosion of scholarly output and the breaking down of disciplinary boundaries which made manually identifying relevant sources increasingly difficult. At that time, traditional indexing systems relied on human indexers who had to manually assign descriptors and keywords to each article. This system had three flaws: it often lagged behind published literature by several months, or even years; its cost remained high; and its results depended largely on the indexer. Two indexers working on the same article rarely assigned the same descriptors (Garfield, 1984; Guédon & Loute, 2017; Wouters, 2017).

Garfield then came up with an innovative idea. Rather than letting humans decide what is relevant, why not let scientists themselves indicate this through their citations? According to this logic, a citation is much more than just a reference. According to Garfield's hypothesis, it constitutes a signal that the author considers the cited article relevant to their own research—a hypothesis whose limitations and strategic uses were later demonstrated by the sociology of science, since citations can be ritualistic, obligatory, strategic, negative, or erroneous. In 1955, Garfield published his manifesto "Citation Indexes for Science: A New Dimension in Documentation through Association of Ideas" in which he explained that by automatically capturing all citations published in journals, one creates a topology of knowledge that emerges from scientific practices themselves, without requiring *a priori* human judgment. In 1964, the Institute for Scientific Information (ISI) produced the Science Citation Index (SCI). For the first time, it became possible to systematically track the number of citations and to evaluate what is now called a journal's "impact," which is calculated for year (a) by dividing the number of citations received by articles published in the journal during the two years preceding year (a) by the total number of articles published by the journal during the same period.

Web of Science and Scopus as Pillars of Legitimacy

Over the decades, two major players have come to dominate and legitimize this system for evaluating the relevance of journals. Web of Science (WoS), managed by Clarivate Analytics (formerly Thomson Reuters), and Scopus, launched in 2004 by Elsevier, have become the two giants of international scientific indexing. Their authority rests on several pillars. First, a selection process presented as rigorous, but whose effects prove to be structurally discriminatory. The indexes do not automatically

accept all journals. Garfield gradually established a principle of selectivity based on "core journals," that is, a limited corpus of journals deemed particularly influential in their field according to bibliometric criteria (Guédon & Loute, 2017).

Clarivate, for example, currently relies on 28 formal criteria[1]—24 related to editorial quality and 4 to bibliometric impact—but retains discretionary authority over the inclusion, retention, and removal of journals. Several dimensions of the evaluation process remain non-explicit, notably the citation thresholds required for progression from ESCI[2] to the main indexes, as well as the qualitative assessment of the alignment between a journal's stated scope and its published content.

Subsequently, a form of global institutional recognition has taken shape within the ecosystem. Universities, research funding agencies, and governments have gradually adopted the metrics produced by these databases into their policies—the impact factor for WoS and the CiteScore for Scopus—to evaluate researchers, allocate funding, and rank institutions. This systematic adoption creates a cycle of legitimacy: the more institutions use these metrics, the more objective and indispensable they appear; the more indispensable they appear, the more institutions use them (Bernard, 2017; Gingras, 2018b; S. Piron, 2008).

Geographic and Linguistic Selectivity

Originally conceived as an infrastructure for identifying and mapping knowledge, indexing in selective databases (and the metrics they generate) has thus gradually become a tool for evaluating researchers and their host institutions. In many contexts, indexing in WoS or Scopus has thus shifted from focusing on a journal's visibility and discoverability to serving as a proxy for quality, to the point of sometimes supplanting qualitative review. One transformation brought about by this logic is that metrication encourages the optimization of what can be quantified, rather than what matters scientifically. It reinforces authors' publication strategies, which are then dictated by the criteria of major databases rather than by the needs of research communities (Gingras, 2018a).

Behind this façade of universal legitimacy lies a well-documented structural bias. Academic critiques, notably the works of Asubiaro et al. (2024), Gingras and Khelfaoui (2025), Larivière (2019), Maddi et al. (2024), and Mongeon and Paul-Hus (2016) show that Web of Science and Scopus have never been truly universal. On the contrary, they are deeply selective in favor of Anglo-Saxon science from the Global North, at the expense of other regions on the periphery that are largely rendered invisible. Journals published in Europe are 30–40% more likely to be indexed in Web of Science and Scopus, whereas journals from other regions—particularly Sub-Saharan Africa—are 50–60% less likely to be included, according to Asubiaro et al. (2024).

Indexing criteria discriminate against young journals or those rooted in local scientific communities. However, to maintain its indexing in Scopus, a journal must meet stringent criteria; failure to do so triggers a review by the selection committee, which may result in de-indexing. These requirements are difficult for young journals to meet, or for those focused on topics that the core of the global research (Demeter, 2019) system deems irrelevant—which is the case for the vast majority of African journals published by researchers.

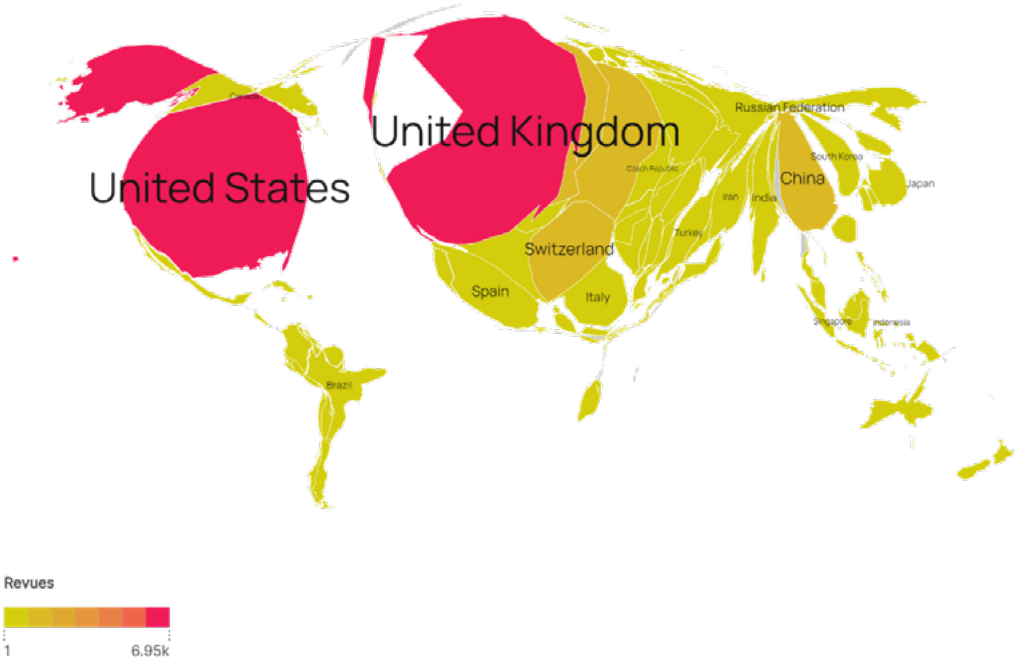
The EIFL study (2024) on free-access African journals sheds light on the main obstacles these journals face during the indexing process. This research helps explain how they find themselves caught in a vicious cycle. Their low visibility in international databases limits their citations, which, in turn, justifies their continued exclusion. This discriminatory mechanism disadvantages local research, which is nonetheless essential for understanding and resolving issues specific to African contexts. Journals are thus trapped in a paradox where their marginalization forces them into an involuntary insularity—for which they are criticized—fueling a vicious cycle that perpetuates their scientific invisibility. "One can't get indexed without international authors, but authors are

1 https://clarivate.com/academia-government/scientific-and-academic-research/research-discovery-and-referencing/web-of-science/web-of-science-core-collection/editorial-selection-process/journal-evaluation-process-selection-criteria/

2 The ESCI (Emerging Sources Citation Index) is the entry-level index of the Web of Science Core Collection, which includes journals that have met Clarivate's qualitative criteria but not yet the citation impact criteria required for inclusion in the main indexes (SCIE, SSCI, AHCI).

disinclined to publish in a journal that isn't indexed… it is a chicken-and-egg kind of thing… you see the loop; nobody can break it," a Nigerian publisher confided in the article by Mills and Branford (2022). Asubiaro et al. (2024) showed that journals published in Europe are 30–40% more likely to be indexed in Web of Science and Scopus, while those from Central and South Asia, East and Southeast Asia, and Sub-Saharan Africa are 50–60% less likely to be included.

Map 1: Cartogram of journals indexed in Scopus (2025)



Source: SCImago Journal Rank

In response to the coverage biases of these databases, several regions have developed their own indexing systems to highlight high-quality journals and works that remain marginalized. In Latin America, Latindex (a network launched in the late 1990s) specifically aims to identify and disseminate information on scientific journals from Latin America, the Caribbean, Spain, and Portugal through a cooperative and regional approach. In the Arabic-speaking world, the Arabic Citation Index (ARCI) was launched in 2020 on the Web of Science platform, with the explicit goal of better mapping scientific output in Arabic and improving its discoverability and use in research evaluation. In the same vein of deploying alternative infrastructures, SciELO/Redalyc in Latin America can also be cited as structural responses to international visibility that is overly conditioned by dominant indexes.

More recent initiatives offer a way forward. OpenAlex, launched in 2022, provides democratized access to bibliometric metadata[3], reducing the monopoly held by Elsevier and Clarivate (Priem et al., 2022). But for African researchers to regain control of their own informational visibility, an African citation database would need to be built with its own selection criteria and institutional legitimacy. What is at stake is not simply indexing but intellectual sovereignty and the ability of African communities to define the quality criteria for their own research. This is the logic defended by Nwagwu (2007, 2008), who long advocated for an African Citation Index. Nwagwu describes his proposal as an Afro-centered citation infrastructure aimed at correcting persistent invisibility. Due to a lack of stable funding and support from local institutions—which themselves suffer from funding issues—the project was halted. Converging accounts also indicate that the search for external support

3 Initially free, the OpenAlex database announced in February 2026 the introduction of usage-based pricing. https://blog.openalex.org/openalex-api-new-features-and-usage-based-pricing/

and certain proposals for integration into commercial databases may have conflicted with the very spirit of the project, making its trajectory politically and strategically difficult (Mills & Asubiaro, 2024).

Today, this structure remains in place. However, as Le Roux (2006) explains, a journal, in its early stages, faces a major initial challenge: recruiting high-quality authors and building a readership. Once this launch phase is over, other challenges emerge that are just as important for its growth trajectory. These secondary challenges rest primarily on two pillars: the journal's visibility—that is, its recognition within its discipline and geographical context—and its credibility within the scientific community. This second challenge often hinges on the journal's indexing or listing. In this context, publishers are driven to obtain proof of indexing—sometimes from predatory actors—to meet authors' expectations. Even if it means paying predatory actors to get "indexed."

Databases: The Blind Spot of Predatory Science?

Over the past fifteen years, predatory science has generated a wealth of academic literature. From Jeffrey Beall's pioneering work to empirical studies on the motivations of authors who fall into traps, and analyses of fraudulent business models, the scientific community has gradually mapped out the mechanisms by which certain journals exploit the pressure to publish (Berger & Cirasella, 2017; Boukacem-Zeghmouri et al., 2021; Demir, 2018; Eriksson & Helgesson, 2018; Mills & Inouye, 2021).

In the same vein, part of the literature has focused on misleading metrics. These refer to the strategic use of deceptive bibliometric indicators to create an appearance of quality. The studies describe an ecosystem of companies specializing in the production of fake impact factors and labels that mimic metrics recognized by the scientific community in order to exploit publication pressure and indicator-based evaluations. These fake indicators mimic recognized metrics such as the impact factor, CiteScore, and SJR. In practice, these actors promote alternative indices such as the Index Copernicus, the Global Impact Factor, or other obsolete or non-existent metrics (Universal Impact Factor, Arab Impact Factor, Advanced Science Index, etc.). More than 50 fake metrics have been identified to date (Dadkhah et al., 2022; Koçak, 2023).

The rise of predatory journals has significantly amplified this phenomenon. Today, it has become a sub-ecosystem that fuels a gray economy in which publishers charge publication fees in exchange for fictitious visibility and a processing speed that is scientifically untenable. The literature links these misleading metrics to other forms of editorial fraud, such as hijacked journals or editorial phishing, where credibility is built through imitation (Dadkhah et al., 2016). Faced with this challenge, the academic community relies on tools such as Beall's List (since retracted, but updated by anonymous groups), PubPeer, DOAJ, and verification protocols such as Compass to Publish or "Think Check Submit."

The Predatory Ecosystem: An Infrastructure of Legitimacy

To understand the role that dubious indexes play in the ecosystem of scientific communication, we must first acknowledge that predation does not operate as an isolated phenomenon but as a system. This system is based on a chain of legitimacy in which each element reinforces the others. A predatory journal may indeed publish any article for a fee but its effectiveness depends on its ability to simulate the attributes of a legitimate journal: an editorial board (often fictitious), a peer-review process (often nonexistent or ineffective), and above all, (pseudo) indexing in databases that lend it the appearance of institutional recognition (Azilan, 2025). This is where predatory indexes come into play. They offer fraudulent journals a veneer of credibility. By displaying indexings, these journals shift from the status of obvious predators to that of actors who are certainly marginal but apparently legitimate. For a researcher unfamiliar with international standards, this pretense may be enough to dispel doubts.

The effects are twofold, at the very least. First, predatory indexes blur the lines. In an environment where scientific legitimacy still relies heavily on quantifiable indicators, the proliferation of false metrics creates widespread confusion. Second, a market is forming where speed and cost are gradually supplanting quality as decision-making criteria. When a publisher discovers that instant indexing can be purchased for a few dozen dollars, or that it is easy to display an impact factor without meeting actual editorial and technical requirements, the temptation to take the fraudulent route can be overwhelming. Predatory practices, therefore, do not merely exploit the flaws in the academic system. They deepen them, institutionalize them, and transform them into de facto standards. However, it should be noted that predatory indexes do not target only inherently predatory journals and publishers. In their quest for legitimacy at any cost, many legitimate local journals also fall victim to this scheme.

Portrait of a (Potentially) Predatory Actor: Index Copernicus

Index Copernicus illustrates a kind of gray area where a system of visibility and parametric ranking can be deployed as a substitute for scientific evaluation with detrimental effects on journals from the Global South. The central issue is not the existence of an alternative indicator in and of itself but the way it is socially reinterpreted as a seal of quality and then incorporated into local economies of recognition.

At the heart of Index Copernicus's offering is the Index Copernicus Value (ICV), presented as an evaluation result based on 41 criteria grouped into two components: "quality of the journal" and "journal's impact." In its official presentation, the "quality" component of the ICV revolves around criteria such as "standards, stability, digitalization, and internationalization," thereby anchoring the tool in a logic of functional compliance. Index Copernicus specifies that the ICV is based on parametric data reported by publishers via questionnaires and not on a citation count.

This framing is not entirely without merit. Assessing a journal's stability or editorial structure can help publications that are in the process of consolidation. The problem arises when this framework is presented—or simply perceived—as a measure of scientific quality in the strictest sense, that is, as a guarantee of methodological rigor, the robustness of the peer-review process, or even editorial integrity. This confusion is all the more risky because it makes heterogeneous journals comparable on the basis of criteria whose primary function is organizational, not epistemic (Mondal & Mondal, 2019; Watson & Zhang, 2025).

Index Copernicus is, in fact, explicitly listed among the misleading indexes identified on websites dedicated to predatory journals (Mondal & Mondal, 2019). For journals from the Global South, the effect is particularly harmful. The quest for international recognition is already hampered by resource disparities, and the temptation is strong to turn this scarcity into a strategy for self-promotion. In such a context, an easily accessible parametric metric can then steer investments toward superficial displays at the expense of more fundamental—but also more resource-intensive—efforts, such as the quality of peer review, the production of rich metadata, and policies on ethics and archiving. This dynamic fuels an economy of appearances that undermines serious but under-resourced journals and offers symbolic shelter to opportunistic actors. In practical terms, this can trap journals in the process of consolidation in a dependency on peripheral labels that neither improve their integration into reading circuits nor their credibility with demanding bodies. The result is a double penalty in the sense that these journals expend energy and resources on contested markers of recognition, while the mistrust associated with misleading metrics reflects negatively on the African publishing landscape.

CAMES: An Unintended Catalyst?

Officially, the reform of the evaluation system[4] of the African and Malagasy Council for Higher Education[5] (CAMES) for the 2024–2028[6] period is part of the objective of ensuring the quality of research through an "objective peer evaluation," based on a "framework validated according to international standards" (p. 6). The evaluation guide states that indexing makes it possible to ensure that a journal meets high standards, including the existence and composition of an editorial board, peer review, the rigor of bibliographic references, regular publication schedules, article citation practices, the impact factor, and the overall visibility of the journal (p. 55). The note specifies that indexing databases provide abstracts and bibliometric indicators that allow for a "qualitative assessment of journals," published texts, as well as authors and researchers.

This reform is therefore a political move toward alignment with international scientific standards, an adherence to dominant academic norms in order to strengthen the institution's global legitimacy. It can equally be analyzed as a case of institutional isomorphism, insofar as CAMES reproduces evaluation models in use at the center of the world research system, without necessarily having tested their epistemic relevance for the local context. Finally, it can also be read as a technocratic decision, driven by internal experts convinced of the superiority of bibliometric indicators as tools for measuring scientific quality, independently of any political calculation.

In any case, by making indexing in paid databases—often inaccessible to African researchers—a priority criterion, the institution explicitly adopts a strategy of upward alignment toward the global level. The decision is framed as a rationalization of excellence and international visibility; it can also be seen as a way of preventing journals from turning to dubious indexing services. However, it must also be questioned as an operation that translates academic objectives into market-based mechanisms. This shift redefines what counts as valid science for the concerned community, namely francophone sub-Saharan Africa.

The paradox is all the more striking given that, in several key areas of the global scientific system, institutions are in fact beginning to dismantle the dependencies on the indexing industry that have developed since the 1960s. To varying degrees, we are seeing a shift away from proprietary metrics and rankings toward initiatives for more qualitative reforms in research evaluation (DORA, Leiden Manifesto, CoARA), and an investment in open infrastructures such as open bibliographic data, open citations, repositories, community software, etc. In France, the CNRS, for example, has strongly structured its open science policy around tools aimed at reducing the hegemony of commercial databases in the observation and description of scientific activity, and at re-establishing some of the functions of evaluation within information commons, and moving away from an overly quantitative assessment of research. The announcement, at the end of 2025, that this research institution[7]—one of the largest in the world—would be canceling its subscription to WoS is a particularly significant milestone in this initiative.

In this context, the trajectory of CAMES can be interpreted as an attempt by the institutions of the old world of scholarly communication to catch up, at a time when these institutions are being challenged at the very core of their historical legitimacy. The question, therefore, is not merely how to make African research visible. It arises more in terms of visibility according to which value systems, for whose benefit, and at the cost of what reconfigurations of research priorities and orientations? By making WoS/Scopus mandatory for researchers, CAMES is reviving a political economy of visibility

4 Evaluation Guide for Lecturers–Researchers and Researchers (GEE-CC) https://www.lecames.org/wp-content/uploads/2023/11/Guide_Evaluation-EE-CAMES-version-16septembre-2023.pdf

5 CAMES is an African intergovernmental institution established in 1968, bringing together 19 Francophone African countries. It coordinates higher education and research systems in Francophone Africa in order to harmonize programs, accredits bachelor's, master's, and doctoral degrees, and evaluates teacher-researchers.

6 Postponement of the entry into force of the provision of the Guide for the Evaluation of Teacher-Researchers and Researchers 2024–2028 (GEE/C 2024–2028) concerning the requirement for publications in indexed journals, for the Specialized Technical Committees (STCs) in Arts and Humanities (LSH), Legal and Political Sciences (SJP), and Economics and Management Sciences (SEG). https://www.lecames.org/report-de-lentree-en-vigueur-de-la-disposition-du-guide-devaluation-des-enseignants-chercheurs-et-chercheurs-2024-2028-gee-c-2024-2028-relative-a-lexigence-de-publications-dans-les-revues/

7 https://www.cnrs.fr/fr/actualite/le-cnrs-semancipe-du-web-science

based on scarcity, competition, and rent-seeking, rather than on the circulation and sharing characteristic of a commons-based logic, to which the ecosystem of knowledge production in Africa is more closely aligned.

This choice automatically creates a threshold effect whereby the survival and viability of local journals depend on their ability to gain entry into the exclusive club of WoS/Scopus. The most troubling consequence is not merely exclusion but the increased vulnerability of an entire ecosystem that is already out of balance. When institutional recognition is converted into access to a selective database, an economy of intermediation takes shape, involving consultants, reputation brokers, promises of indexing, opportunistic optimization, and an inflation of badges of legitimacy. Thus, the "badge collecting" observed among local journals is an expression of a constraint that drives the production of signs of conformity in an environment where such conformity is a condition for survival. But this proliferation blurs the lines between registration, indexing, and certification, and creates a market of appearances ripe for the emergence of predatory practices.

This is where decolonial problematization becomes crucial. Reform can be understood as a form of governance through extraversion in which, in order to exist, one must be validated elsewhere—by mechanisms whose criteria and economic frameworks have been shaped outside the continent. Hountondji's (1990, 1995) notion of "extraversion"—that is, an external orientation of knowledge production toward the expectations, interpretive frameworks, and needs (both theoretical and practical) of dominant centers, to the detriment of the development of horizontal debates and endogenous agendas—helps shed light on this tension. Research finds itself compelled to speak the language of dominant arenas, to choose exportable objects and subjects, and to adopt the formats valued by global circuits, at the risk of treating local relevance as a peripheral specialization, less accountable, and therefore less symbolically profitable. This extraversion is above all epistemic, in addition to being editorial and linguistic. The Epistemologies of the South (Santos, 2015) offer a framework for thinking about the symbolic violence of knowledge hierarchies—what Santos calls cognitive injustice—and, ultimately, the epistemicide suffered by all knowledge not aligned with dominant standards (Nkoudou, 2016; F. Piron, 2018). In the social sciences, Bhambra's proposal regarding "connected sociologies" (Bhambra, 2014) calls for a reconceptualization of knowledge and its canons by placing the global colonial history that shaped these disciplines and their norms at the center, rather than treating Eurocentrism as a peripheral bias.

CAMES thus finds itself at an ambiguous crossroads with regard to decolonial struggles. On the one hand, the argument for international visibility may appear as a rejection of the marginalization of local journals. On the other hand, the chosen approach tends to perpetuate the very mechanisms that decolonial critiques identify as producing epistemic inequalities. The tension faced by researchers is that they must both address local issues and make themselves visible in spaces where recognition depends on externalized conventions. This dual constraint risks creating a lasting dependence on the commercial infrastructures of the Global North. At this very moment, more than ever, the horizon of the commons offers another possible direction for the political economy of scientific communication. The main question, therefore, is not whether CAMES is right to aim for the international stage, but how it chooses to achieve this: through the consolidation of proprietary standards, or through a visibility strategy based on the commons, open databases, and a diversification of quality criteria adapted to the ecosystems of African journals? As it stands, alignment with WoS/Scopus acts as an unintended catalyst that offers commercial actors a market that has often resisted them. This therefore reinforces their power and the North-South hierarchies that already characterize the global research system, and creates an environment ripe for exploitation where the pretense of legitimacy risks becoming a rational response to the pressure to be visible—even when such visibility serves neither local nor global scientific communities, much less efforts to decolonize knowledge.

Conclusion

The distinction between indexing, referencing, and listing—where indexing refers to the integration of a journal into a database with automated extraction and processing of metadata, referencing denotes a simple mention or entry in a directory without systematic processing, and listing corresponds to minimal, occasional, and non-standardized visibility—proposed here as a conceptual tool, is more than just a terminological clarification. It reveals that this confusion stems from the unequal structural conditions in which African journals operate. This clarification helps us understand how a tool for accessing literature is transformed into a proxy for legitimation, then incorporated into local recognition regimes, to the point of reshaping editorial practices and researchers' publishing behaviors. Above all, the analysis has highlighted that when institutional recognition relies on instruments, the fear of invisibility and the scarcity of access create space for intermediation and the economy of appearance, which foster illegitimate practices. In this context, misleading indexes contribute to the normalization of low-cost, instrument-based legitimacy. Finally, situating these dynamics within a decolonial framework leads to a rethinking of the issue. It is not merely a matter of making African science visible but of choosing the mechanisms of visibility that govern it. The text thus suggests a way forward that is consistent with the principles of evaluation reform promoted, in particular, by the San Francisco Declaration (DOORA, 2012) and the Coalition for Advancing Research Assessment (CoARA, 2022), which aim specifically to decouple evaluation from journal rankings alone in favor of a more direct assessment of scientific contributions. Thus, visibility should no longer be the product of compliance with external standards, but the result of effective scientific governance.

Bibliography

Asubiaro, T., Onaolapo, S., & Mills, D. (2024). Regional disparities in Web of Science and Scopus journal coverage. *Scientometrics*, *129*(3), 1469–1491. https://doi.org/10.1007/s11192-024-04948-x

Azilan, I. (2025, 30 octobre). Saisir l'objet mouvant de la prédation dans la communication scientifique [Billet de blog]. *UrfistInfo*.

Berger, M., & Cirasella, J. (2017). Beyond Beall's List: Better understanding predatory publishers. *College & Research Libraries News*. https://doi.org/10.5860/crln.76.3.9277

Bernard, D. (2017). Recherche scientifique et impératif de croissance : observations, questionnements et pistes de réflexion. *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, *78*(1), 173-198.

Bhambra, G. K. (2014). *Connected sociologies*. Bloomsbury Academic.

Boukacem-Zeghmouri, C., Rakotoary, S., & Bador, P. (2021). La prédation dans le champ de la publication scientifique : un objet de recherche révélateur des mutations de la communication scientifique ouverte. *Natures Sciences Sociétés*, *29*(4), 382-395. https://doi.org/10.1051/nss/2022008

Dadkhah, M., Maliszewski, T., & Teixeira da Silva, J. A. (2016). Hijacked journals, hijacked web-sites, journal phishing, misleading metrics, and predatory publishing: Actual and potential threats to academic integrity and publishing ethics. *Forensic Science, Medicine, and Pathology*, *12*(3), 353–362. https://doi.org/10.1007/s12024-016-9785-x

Dadkhah, M., Rahimnia, F., & Memon, A. R. (2022). How Frequent is the Use of Misleading Metrics? A Case Study of Business Journals. *The Serials Librarian*, *83*(2), 197–204. https://doi.org/10.1080/0361526X.2022.2145414

Demeter, M. (2019). The world-systemic dynamics of knowledge production. *Journal of World-Systems Research*. https://doi.org/10.5195/jwsr.2019.887

Demir, S. B. (2018). Predatory journals: Who publishes in them and why? *Journal of Informetrics*, *12*(4), 1296–1311.

EIFL. (2024). *Landscape of no-fee open access publishing in Africa*. https://www.eifl.net/news/landscape-study-no-fee-open-access-publishing-africa

Eriksson, S., & Helgesson, G. (2018). Time to stop talking about "predatory journals". *Learned Publishing*, *31*(2), 181–183. https://doi.org/10.1002/leap.1135

Garfield, E. (1955). Citation Indexes for Science. *Science*, *122*(3159), 108–111. https://doi.org/10.1126/science.122.3159.108

Garfield, E. (1984). Iatrogenic information overload. *Journal of Information Science*, *8*(1), 39.

Gingras, Y. (2018a). Les transformations de la production du savoir : de l'unité de connaissance à l'unité comptable. *Zilsel*, *4*(2), 139-152.

Gingras, Y. (2018b). Les transformations de l'évaluation de la recherche.

Gingras, Y., & Khelfaoui, M. (2025). The relative (in)visibility of sociologists in the French, American, British, and German national fields (1970–2018). *Social Science Information*, *64*(1), 32–59. https://doi.org/10.1177/05390184251317451

Guédon, J.-C., & Loute, A. (2017). L'histoire de la forme revue au prisme de l'histoire de la « grande conversation scientifique ». *Cahiers du GRM*, (12), Article 12. https://doi.org/10.4000/grm.912

Hountondji, P. (1990). Scientific Dependence in Africa Today. *Research in African Literatures*, *21*(3), 5–15.

Hountondji, P. (1995). Producing Knowledge in Africa Today the Second Bashorun M. K. O. Abiola Distinguished Lecture. *African Studies Review*, *38*(3), 1–10. https://doi.org/10.2307/524790

Koçak, Z. (2023). Misleading Metrics: Predatory Trade Expands. *Trakya University Journal of Natural Sciences*, *24*(2), 1–3.

Larivière, V. (2019). Le français, langue seconde ? De l'évolution des lieux et langues de publication des chercheurs au Québec, en France et en Allemagne. *Recherches sociographiques*, *59*(3), 339-363. https://doi.org/10.7202/1058718ar

Le Roux, E. (2006). Visibility, credibility, prestige: Evaluating the implications of indexing African journals. *Africa media review*, *14*(1–2), 49–59.

Maddi, A., Maisonobe, M., & Boukacem-Zeghmouri, C. (2024). Geographical and Disciplinary Coverage of Open Access Journals: OpenAlex, Scopus and WoS. *arXiv*. https://doi.org/10.48550/arXiv.2411.03325

Mills, D., & Asubiaro, T. (2024). L'académie africaine a-t-elle besoin de son propre index de citations? *Global Africa*, (7), pp. 104–114. https://doi.org/10.57832/gtxy-h426

Mills, D., & Branford, A. (2022). Getting by in a bibliometric economy: Scholarly publishing and academic credibility in the Nigerian academy. *Africa*, *92*(5), 839–859. https://doi.org/10.1017/S0001972022000481

Mills, D., & Inouye, K. (2021). Problematizing "predatory publishing": A systematic review of factors shaping publishing motives, decisions, and experiences. *Learned Publishing*, *34*(2), 89–104.

Mondal, H., & Mondal, S. (2019). Pressure to Publish: Index Copernicus and Predatory Journals are Helping (?) Academicians. *Indian Dermatology Online Journal*, *10*(3), 332–334. https://doi.org/10.4103/idoj.IDOJ_225_18

Mongeon, P., & Paul-Hus, A. (2016). The journal coverage of Web of Science and Scopus: A comparative analysis. *Scientometrics*, *106*(1), 213–228. https://doi.org/10.1007/s11192-015-1765-5

Nkoudou, T. H. M. (2016). *Les injustices cognitives en Afrique subsaharienne : réflexions sur les causes et les moyens de lutte*. https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1/chapter/les-injustices-cognitives-en-afrique-subsaharienne-reflexions-sur-les-causes-et-les-moyens-de-lutte/

Nwagwu, W. (2007). Creating science and technology information databases for developing and sustaining sub-Saharan Africa's indigenous knowledge. *Journal of Information Science*, *33*(6), 737–751. https://doi.org/10.1177/0165551506077374

Nwagwu, W. (2008). Online journals and visibility of science in Africa: A role for African social science citation index.

Piron, F. (2018). *Justice et injustice cognitives : de l'épistémologie à la matérialité des savoirs humains*. https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/classiques25ans/chapter/justice-et-injustice-cognitives/

Piron, S. (2008). Lisons Peter Lawrence, ou les implications morales de l'évaluation bibliométrique [Billet de blog]. *Évaluation de la recherche en SHS*. https://evaluation.hypotheses.org/229

Priem, J., Piwowar, H., & Orr, R. (2022). *OpenAlex: A fully-open index of scholarly works, authors, venues, institutions, and concepts* (No. arXiv:2205.01833). arXiv. https://doi.org/10.48550/arXiv.2205.01833

Santos, B. de S. (2015). *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*.

Rostaing, H. (1996). La bibliométrie et ses techniques. *Sciences de la Société*.

Watson, E., & Zhang, L. (2025). Analyzing the citation impact of predatory journals in the health sciences. *Journal of the Medical Library Association: JMLA*, *113*(4), 327–335. https://doi.org/10.5195/jmla.2025.2024

Wouters, P. (2017). Eugene Garfield (1925–2017). *Nature*, *543*(7646), 492. https://doi.org/10.1038/543492a



© Charlene Komuntale, *Threads*, 2025. All rights reserved / Tous droits réservés.

Entre jihad, territoires et économie criminelle : repenser les conflits sahéliens

Recension de : Mesa, B. (2024). *Le Sahel : tribus, jihad et trafics*. La Croisée des Chemins.

Ndèye Khady Diop
Doctorante en science politique à l'Université Gaston Berger, Sénégal
diop.ndeye-khady1@ugb.edu.sn

How to cite this paper:
Diop, N. K. (2026). Entre jihad, territoires et économie criminelle : repenser les conflits sahéliens Recension de : Mesa, B. (2024). Le Sahel : tribus, jihad et trafics. La Croisée des Chemins. *Global Africa*, (13), pp. 208-211. https://doi.org/10.57832/5snt-0g44

Received: March 6, 2026
Accepted: March 18, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Introduction

Les mutations des conflits armés au Sahel, conjuguées à l'incapacité des armées nationales et internationales à les régler, ont suscité, depuis quelques années, un intérêt croissant dans la littérature académique. La prolifération des groupes armés, l'amplification des violences et la fragilisation des institutions étatiques ont poussé de nombreux chercheurs à analyser les causes et l'évolution de l'instabilité dans la région (Olivier de Sardan, 2023 ; Sambou, 2021). L'essai de Beatriz Mesa, *Le Sahel : tribus, jihad et trafics*, contribue à renouveler l'étude des dynamiques conflictuelles dans le nord du Mali en mettant en exergue le rôle structurant de l'économie criminelle.

Beatriz Mesa est une chercheure spécialisée dans les questions de sécurité internationale, de violence, de conflits et de sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Elle est actuellement professeure associée au Collège des sciences sociales de l'Université internationale de Rabat (UIR) et rattachée au Center for Global Studies, ainsi qu'au Laboratoire d'analyse des sociétés et pouvoirs/Afrique-Diasporas (Laspad), au Sénégal.

Publié en 2024, *Le Sahel* est une monographie consacrée aux mutations des groupes armés au Mali et dans la région sahélienne. L'ouvrage se fonde sur une analyse politique et stratégique du conflit et propose une lecture multidimensionnelle des dynamiques de violence. Il s'inscrit dans une littérature croissante qui étudie les conflits africains à partir des interactions entre économie politique, gouvernance et sécurité (Diariso, 2019 ; Kohnert, 2022).

Mesa dépasse les approches traditionnelles qui analysent les violences sahéliennes principalement à travers l'idéologie jihadiste ou les revendications identitaires (Centre pour le dialogue humanitaire, 2016 ; Amselle, 2022). Elle démontre que l'expansion des groupes armés au Sahel procède de la déstabilisation des économies locales, de la marginalisation des populations et de l'extension des trafics illicites transnationaux.

Tout en inscrivant ses travaux dans le sillage de Paul Collier, Mesa apporte une nuance fondamentale quant à l'application de sa théorie de l'« avidité » (greed) des combattants dans le contexte sahélien. Bien qu'elle s'accorde avec Collier sur la dimension économique prépondérante des conflits, Mesa conteste l'idée que ce facteur soit la cause première de la crise au Mali. Contrairement aux thèses économicistes strictes qui placent l'appât du gain à l'origine de la rébellion, Mesa affirme que le paramètre économique n'apparaît qu'à un stade plus avancé. Elle souligne que les racines de l'insurrection au Mali, qu'elles soient sécessionnistes ou jihadistes, puisent d'abord dans des griefs (grievances) tels que l'injustice, la marginalisation ou l'exclusion politique. Toutefois, le recentrage de l'analyse sur la dimension économique n'est pas arbitraire. Il repose sur des observations empiriques, qui soulignent que les griefs n'expliquent ni la structuration, ni la durabilité du conflit. Ces recherches montrent que l'idéologie religieuse n'est pas la pierre angulaire du conflit, mais une variable qui s'adapte à une « économie de la terreur » (p. 115) extrêmement lucrative. Derrière le drapeau noir, l'enjeu réel est le contrôle territorial des routes de transit (drogues, armes, otages).

L'ouvrage s'intègre aussi dans les études contemporaines sur les transformations des espaces africains sous l'effet de la mondialisation (Howard, 2021). En mettant en exergue les interactions entre conflits locaux et réseaux criminels transnationaux, Beatriz Mesa montre comment les transformations sahéliennes s'inscrivent dans des logiques globales. La zone sahélienne apparaît dès lors comme un espace où se croisent des acteurs multiples (groupes armés, États, organisations internationales et réseaux criminels), dont les connexions redéfinissent les rapports de pouvoir à l'échelle régionale et mondiale.

Le matériau empirique de l'étude menée par Beatriz Mesa repose sur une enquête de terrain de longue durée, menée entre 2009 et 2020, au Maroc, en Mauritanie et au Mali. Cette enquête est structurée autour d'entretiens avec une grande diversité d'acteurs impliqués dans le conflit malien : autorités traditionnelles et coutumières, combattants issus de mouvements sécessionnistes et de groupes djihadistes, responsables politiques et sécuritaires, victimes directes du conflit.

L'essai est organisé en six chapitres, regroupés en deux parties traitant des origines, des transformations et des logiques de fonctionnement des groupes armés dans la région sahélienne. Pour Mesa, les motivations politiques initiales des groupes insurgés ont graduellement laissé place à des logiques d'accumulation économique : « l'objectif des groupes armés est le contrôle d'un territoire qui permet l'accumulation du pouvoir économique, en laissant derrière eux la lutte pour la mise en œuvre d'un projet défendant des causes politiques ou religieuses » (p. 33). La guerre devient alors un instrument de contrôle des ressources et des routes commerciales.

Cette démarche s'inscrit dans une réflexion plus large sur les nouvelles formes de conflictualité. Mesa affirme notamment que « la guerre peut aussi se comprendre comme un moyen de production économique » (p. 35). Cette thèse fait référence aux travaux sur les économies de guerre et sur les conflits prolongés dans les États fragiles (Amou, 2021 ; Gafi, 2023 ; Gaye, 2017).

La première partie de l'ouvrage explore les racines historiques des conflits au nord du Mali. Elle met en évidence l'importance des conflits intertribaux, des héritages coloniaux et des mutations politiques régionales dans la structuration des violences. Mesa insiste sur le fait que « l'équation tribu, pouvoir et contrôle économique et territorial est fondamentale pour comprendre la dynamique de la violence dans le nord du Mali » (p. 66).

À la lumière de cette première analyse, il apparaît que les conflits au nord du Mali ne peuvent être appréhendés uniquement à travers des grilles de lecture exclusivement idéologiques, identitaires ou stratégiques. Mesa met en évidence l'imbrication progressive de logiques politiques, économiques et criminelles qui transforment la nature de la violence armée. Si les revendications initiales des rébellions touarègues s'ancrent dans des frustrations historiques et politiques, leur évolution révèle une centralité croissante des dynamiques économiques liées au contrôle des territoires et des routes de trafic. Parallèlement, l'implantation du jihadisme dans la région procède de ces mêmes logiques d'opportunité, où les alliances locales, les rivalités internes et la quête de ressources jouent un rôle déterminant. Ainsi, loin d'être exclusivement idéologiques, les conflits sahéliens apparaissent comme des configurations hybrides où s'entremêlent revendications politiques, stratégies de pouvoir et économies criminelles.

Dans la seconde partie, Mesa étudie le « début de l'incursion du crime organisé en Afrique de l'Ouest et l'expansion de ce phénomène […] au nord du Mali » (p. 114). Elle explique comment les réseaux criminels ont progressivement coopté des acteurs armés non étatiques ainsi que certains acteurs étatiques, dans un contexte marqué par la transnationalisation de la criminalité organisée. Cette dynamique s'est notamment traduite par « l'accord verbal de non-agression entre les groupes armés et les forces étatiques [qui] permettait aux GANOL (Groupes Armés Non Légitimes)[1] de circuler librement […] à condition qu'ils ne constituent pas une menace pour leur stabilité » (p. 116).

L'auteure souligne également les effets sociaux et sécuritaires de cette économie criminelle : « dans le nord du Mali, l'impact social […] a été particulièrement fort avec des niveaux de violence sans précédent […] liés au trafic de haschich et de cocaïne ainsi qu'aux enlèvements d'Occidentaux » (p. 199), dans un contexte de militarisation croissante des individus favorisée par la circulation effrénée d'armes. Enfin, en s'appuyant sur des entretiens qualitatifs réalisés *in situ* avec différents acteurs impliqués dans les conflits, Mesa rappelle que l'engagement dans les groupes armés répond largement à des logiques utilitaristes. En effet, le marqueur de l'intérêt économique l'emporte systématiquement dans l'enrôlement des combattants, au détriment des considérations identitaires, nationalistes ou religieuses.

L'expansion de l'économie illicite a profondément bouleversé les équilibres sociaux traditionnels. L'enrichissement rapide de groupes autrefois marginalisés a remis en cause les hiérarchies établies et a intensifié les rivalités pour le contrôle des ressources et des routes de trafic. Dans ce contexte, l'engagement dans les groupes armés apparaît pour de nombreux individus comme une stratégie d'ascension sociale ou de survie ; la violence armée au nord du Mali s'inscrit dans un système complexe où se mêlent logiques politiques, transformations sociales et opportunités économiques.

L'un des principaux apports de l'ouvrage réside dans la centralité accordée à la dimension économique des conflits dans la zone sahélienne. Par la mise en évidence des liens entre criminalité organisée et violence politique, Mesa propose une lecture renouvelée et documentée de la crise malienne. Elle explique la longévité des conflits sahéliens en dépit des interventions internationales et des processus de paix engagés. L'auteure affirme ainsi que « les causes du conflit et leur perpétuation sont nées de la revendication politique pour glisser plus tard vers le facteur économique comme force motrice » (p. 38).

Toutefois, il convient de ne pas perdre de vue les facteurs idéologiques et religieux dans la mobilisation des combattants, y compris dans la prolongation du conflit (là où, selon Mesa, le facteur économique devient prépondérant). Les discours jihadistes jouent, en effet, un rôle déterminant dans la légitimation de la violence et dans la construction des identités militantes. De plus, l'ouvrage accorde une attention relativement limitée aux stratégies des populations civiles face à la violence et aux transformations locales de la gouvernance, à l'instar des initiatives portées par des organisations telles que le groupe de réflexion Think Peace Sahel au Mali. Ces dimensions pourraient enrichir l'appréhension des mécanismes de résilience sociale dans les zones de conflit.

Le Sahel : Tribus, Jihad et Trafics éclaire le rôle structurant de l'économie criminelle dans la dynamique des groupes armés. L'essai propose des perspectives analytiques originales pour comprendre les dynamiques de violence dans la zone sahélienne et ouvre des pistes de réflexion pour les recherches sur les conflits armés, la gouvernance sécuritaire et les restructurations géopolitiques africaines, au-delà du seul cas sahélien.

1 L'expression est employée par Beatriz Mesa sans plus de précisions.

Bibliographie

Amou, E. (2021). Les causes socio-économiques du terrorisme et de la violence politique dans les pays de l'UEMOA. *Revue africaine sur le terrorisme*, *11*(3), 157-174.

Amselle, J-L. (2022). *L'invention du Sahel*. Éditions du Croquant.

Centre pour le dialogue humanitaire. (2016). *Radicalisation, violence et (in)sécurité.* https://hdcentre.org/wp-content/uploads/2023/02/Etude-perception-radicalisation-au-Sahel-resume-executif.pdf

Diariso, B. (2019). L'économie criminelle dans les menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest : la solution par la gouvernance démocratique. *Africa Development/Afrique et Développement, 44(*3), 31–54. https://www.jstor.org/stable/26873435

Gafi, (2023). Financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest. https://www.fatf-gafi.org/fr/publications/methode-settendances/Ft-en-afrique-de-louest.html

Gaye, S. B. (2017). *Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et de trafics illicites au Sahel*. Friedrich-Ebert-Stiftung. https://collections.fes.de/publikationen/ident/fes/14175

Howard, W. (2021). *Born in Blackness: Africa, Africans, and the Making of the Modern World, 1471 to the Second World War*. Liveright.

Kohnert, D. (2022). L'impact du terrorisme islamiste sur l'économie informelle africaine : le Kenya, comparé au Ghana et au Sénégal. https://zenodo.org/records/6757446

Olivier de Sardan, J.-P. (2023). *L'enchevêtrement des crises au Sahel : Niger, Mali, Burkina Faso*. Karthala.

Sambou, C. (2021). *Les conflits armés ouest-africains : Sénégal, Mali et Côte-d'Ivoire. Lecture des guerres pour la reconnaissance*. [Thèse de doctorat, Université Paris-Saclay]. https://theses.fr/2021UPASU013

Between Jihad, Territory, and Criminal Economy: Rethinking Conflicts in the Sahel

Review of: Mesa, B. (2024). *The Sahel: Tribes, Jihad, and Trafficking*. La Croisée des Chemins.

Ndèye Khady Diop
PhD student in Political Science at Gaston Berger University, Senegal
diop.ndeye-khady1@ugb.edu.sn

How to cite this paper:
Diop, N. K. (2026). Between Jihad, Territory, and Criminal Economy: Rethinking Conflicts in the Sahel Review of: Mesa, B. (2024). The Sahel: Tribes, Jihad, and Trafficking. La Croisée des Chemins. *Global Africa*, (13), pp. 212-215.
https://doi.org/10.57832/kpw8-ac06

Received: March 6, 2026
Accepted: March 18, 2026
Published: March 20, 2026

© 2026 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Introduction

The transformations of armed conflicts in the Sahel, combined with the inability of both national and international armed forces to resolve them, have, in recent years, sparked growing interest in academic literature. The proliferation of armed groups, the escalation of violence, and the weakening of state institutions have led many researchers to analyze the causes and evolution of instability in the region (Olivier de Sardan, 2023; Sambou, 2021). Beatriz Mesa's essay, *The Sahel: Tribes, Jihad, and Trafficking*, contributes to renewing the study of conflict dynamics in northern Mali by highlighting the structuring role of the criminal economy.

Beatriz Mesa is a researcher specializing in international security, violence, conflict, and security issues in West Africa and the Sahel. She is currently an associate professor at the College of Social Sciences at the International University of Rabat (UIR) and is affiliated with the Center for Global Studies, as well as the Laboratory for the Analysis of Societies and Powers/Africa-Diasporas (LASPAD) in Senegal.

Published in 2024, *The Sahel* is a monograph devoted to the transformations of armed groups in Mali and the Sahelian region. The book is based on a political and strategic analysis of the conflict and offers a multidimensional reading of the dynamics of violence. It forms part of a growing body of literature that studies African conflicts through the interactions between political economy, governance, and security (Diariso, 2019; Kohnert, 2022).

Mesa goes beyond traditional approaches that analyze violence in the Sahel primarily through the lens of jihadist ideology or identity-based grievances (Centre for Humanitarian Dialogue,

2016; Amselle, 2022). She demonstrates that the expansion of armed groups in the Sahel stems from the destabilization of local economies, the marginalization of populations, and the expansion of transnational illicit trafficking.

While situating her works within the framework of Paul Collier, Mesa introduces a fundamental nuance regarding the application of his theory of "greed" among fighters in the Sahelian context. Although she agrees with Collier on the predominant economic dimension of conflicts, Mesa challenges the idea that this factor is the primary cause of the crisis in Mali. Contrary to strictly economistic theories that place the pursuit of profit at the origin of rebellion, Mesa argues that the economic parameter only emerges at a later stage. She emphasizes that the roots of the insurgency in Mali, whether secessionist or jihadist, are first grounded in grievances such as injustice, marginalization, or political exclusion. However, refocusing the analysis on the economic dimension is not arbitrary. It is grounded in empirical observations, which highlight that grievances explain neither the structuring nor the durability of the conflict. This research shows that religious ideology is not the cornerstone of the conflict, but rather a variable that adapts to an extremely lucrative "economy of terror" (p. 115). Behind the black flag, the real issue is territorial control of transit routes (drugs, weapons, hostages).

The book also align with contemporary studies on the transformations of African spaces under the effects of globalization (Howard, 2021). By highlighting the interactions between local conflicts and transnational criminal networks, Beatriz Mesa shows how transformations in the Sahel are embedded in global dynamics. The Sahel region thus appears as a space where multiple actors intersect (armed groups, states, international organizations, and criminal networks), whose connections reshape power relations at both regional and global levels.

The essay is organized into six chapters, grouped into two parts addressing the origins, transformations, and operational logics of armed groups in the Sahel region. According to Mesa, the initial political motivations of insurgent groups have gradually given way to logics of economic accumulation: "the objective of armed groups is the control of a territory that enables the accumulation of economic power, leaving behind the struggle to implement a project defending political or religious causes" (p. 33). War thus becomes an instrument for controlling resources and trade routes.

This approach is part of a broader reflection on new forms of conflict. Mesa notably argues that "war can also be understood as a means of economic production" (p. 35). This thesis builds upon work on war economies and protracted conflicts in fragile states (Amou, 2021; FATF, 2023; Gaye, 2017).

The first part of the book explores the historical roots of conflicts in northern Mali. It highlights the importance of intertribal conflicts, colonial legacies, and regional political transformations in structuring violence. Mesa insists that "the equation of tribe, power, and economic and territorial control is fundamental to understanding the dynamics of violence in northern Mali" (p. 66).

In light of this initial analysis, it becomes clear that conflicts in northern Mali cannot be understood only through exclusively ideological, identity-based, or strategic frameworks. Mesa highlights the gradual entanglement of political, economic, and criminal logics that are transforming the nature of armed violence. While the initial claims of Tuareg rebellions are rooted in historical and political frustrations, their evolution reveals a growing centrality of economic dynamics linked to the control of territories and trafficking routes. At the same time, the emergence of jihadism in the region follows these same logics of opportunity, where local alliances, internal rivalries, and the pursuit of resources play a decisive role. Thus, far from being exclusively ideological, conflicts in the Sahel appear as hybrid configurations in which political claims, power strategies, and criminal economies are intertwined.

In the second part, Mesa examines the "beginning of the incursion of organized crime into West Africa and the expansion of this phenomenon [...] in northern Mali" (p. 114). She explains how criminal networks have gradually co-opted both non-state armed actors and certain state actors, in a context marked by the transnationalization of organized crime. This dynamic notably took the form

of “a verbal non-aggression agreement between armed groups and state forces [which] allowed NSAGs (Non-State Armed Groups)[1] to move freely […] provided they did not constitute a threat to their stability” (p. 116).

The author also highlights the social and security effects of this criminal economy: “in northern Mali, the social impact […] has been particularly strong, with unprecedented levels of violence […] linked to the trafficking of hashish and cocaine as well as the kidnapping of Westerners” (p. 199), in a context of increasing militarization of individuals facilitated by the widespread circulation of weapons. Finally, drawing on qualitative interviews conducted in the field with various actors involved in the conflicts, Mesa recalls that engagement in armed groups largely follows utilitarian logics, insofar as the marker of economic interest systematically prevails in the recruitment of fighters, to the detriment of identity-based, nationalist, or religious considerations.

The expansion of the illicit economy has profoundly disrupted traditional social balances. The rapid enrichment of previously marginalized groups has challenged established hierarchies and intensified rivalries for control of resources and trafficking routes. In this context, engagement in armed groups appears for many individuals as a strategy for social mobility or survival; armed violence in northern Mali is embedded in a complex system in which political logics, social transformations, and economic opportunities intersect.

One of the main contributions of the book lies in the centrality it attributes to the economic dimension of conflicts in the Sahel region. By highlighting the links between organized crime and political violence, Mesa offers a renewed and well-documented reading of the Malian crisis. She explains the longevity of Sahelian conflicts despite international interventions and ongoing peace processes. The author thus argues that “the causes of the conflict and their perpetuation originated in political claims before later shifting toward the economic factor as the driving force” (p. 38).

However, it is important not to overlook ideological and religious factors in the mobilization of fighters, including in the prolongation of the conflict (where, according to Mesa, the economic factor becomes predominant). Jihadist discourses do, in fact, play a decisive role in legitimizing violence and in constructing militant identities. Moreover, the book pays relatively limited attention to the strategies of civilian populations in response to violence and to local transformations in governance, such as initiatives led by organizations like the Think Peace Sahel think tank in Mali. These dimensions could enrich the understanding of mechanisms of social resilience in conflict areas.

The Sahel: Tribes, Jihad, and Trafficking sheds light on the structuring role of the criminal economy in the dynamics of armed groups. The essay offers original analytical perspectives for understanding the patterns of violence in the Sahel region and opens avenues for research on armed conflicts, security governance, and African geopolitical restructuring beyond the Sahelian case alone.

Bibliography

Amou, E. (2021). Les causes socio-économiques du terrorisme et de la violence politique dans les pays de l’UEMOA. *Revue africaine sur le terrorisme*, *11*(3), 157-174.

Amselle, J-L. (2022). *L’invention du Sahel*. Éditions du Croquant.

Centre pour le dialogue humanitaire. (2016). *Radicalisation, violence et (in)sécurité.* https://hdcentre.org/wp-content/uploads/2023/02/Etude-perception-radicalisation-au-Sahel-resume-executif.pdf

Diariso, B. (2019). L’économie criminelle dans les menaces sécuritaires en Afrique de l’Ouest : la solution par la gouvernance démocratique. *Africa Development/Afrique et Développement, 44*(3), 31–54. https://www.jstor.org/stable/26873435

Gafi, (2023). Financement du terrorisme en Afrique de l’Ouest. https://www.fatf-gafi.org/fr/publications/methode-settendances/Ft-en-afrique-de-louest.html

Gaye, S. B. (2017). *Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et de trafics illicites au Sahel*. Friedrich-Ebert-Stiftung. https://collections.fes.de/publikationen/ident/fes/14175

Howard, W. (2021). *Born in Blackness: Africa, Africans, and the Making of the Modern World, 1471 to the Second World War*. Liveright.

1 The expression is used by Beatriz Mesa without further clarification.

Kohnert, D. (2022). L'impact du terrorisme islamiste sur l'économie informelle africaine : le Kenya, comparé au Ghana et au Sénégal. https://zenodo.org/records/6757446

Olivier de Sardan, J.-P. (2023). *L'enchevêtrement des crises au Sahel : Niger, Mali, Burkina Faso*. Karthala.

Sambou, C. (2021). *Les conflits armés ouest-africains : Sénégal, Mali et Côte-d'Ivoire. Lecture des guerres pour la reconnaissance*. [Doctoral dissertation, Paris-Saclay University]. https://theses.fr/2021UPASU013

Reconnaissance du travail des évaluateurs de *Global Africa*

Chères évaluatrices, chers évaluateurs,

L'équipe éditoriale de *Global Africa* souhaite exprimer sa profonde reconnaissance pour le rôle essentiel que vous jouez dans le processus de publication scientifique. Votre expertise, votre temps et votre engagement contribuent à améliorer la qualité des manuscrits que nous recevons et à renforcer l'attractivité et la réputation de notre revue.

Nous savons que l'évaluation par les pairs est une tâche bénévole particulièrement exigeante, qui demande rigueur et disponibilité. Grâce à vos retours et recommandations, nous pouvons assurer la publication de contributions originales et pertinentes, répondant aux standards scientifiques internationaux.

Nous tenons donc à vous remercier chaleureusement pour votre travail patient et attentif, ainsi que l'accompagnement exceptionnel que vous offrez à vos pairs. Votre contribution reste indispensable au succès collectif de *Global Africa.*

Dans un souci de reconnaissance et de valorisation, la revue a décidé de publier chaque année la liste des ses évaluateurs et évaluatrices.

Merci, thank you, asante, shukran (شكراً), jërëjëf,, adiarama, obrigado, gracias…

L'équipe éditoriale de Global Africa et l'ensemble des auteur.e.s

—----------

Acknowledgment of the Contributions of Global Africa Reviewers

Dear Reviewers,

The editorial team of *Global Africa* would like to express its profound gratitude for the crucial role you play in the scientific publishing process. Your expertise, time, and dedication contribute to improving the quality of the manuscripts we receive and to strengthening the attractiveness and reputation of our journal.

We are aware that peer review is a demanding voluntary task requiring both rigor and availability. Thanks to your feedback and recommendations, we can ensure the publication of original and relevant contributions that meet international scientific standards.

We therefore extend our warmest thanks to you for your patient and attentive work, as well as for the exceptional guidance you provide to your peers. Your contribution remains vital to the collective success of *Global Africa*.

As part of our commitment to recognition and appreciation, the journal will publish annually the list of its reviewers.

Merci, thank you, asante, shukran (شكرا), jërëjëf, adiarama, obrigado, gracias…

The Editorial Team of Global Africa and all the Authors



GLOBAL AFRICA

www.globalafricasciences.org

Indexée sur /Indexed on

AJOL DOAJ Scopus

LASPAD
LABORATOIRE D'ANALYSE DES SOCIETES ET POUVOIRS / AFRIQUE - DIASPORAS

IRD
Déployer la recherche
Partager la science
Transformer l'avenir

LASDEL
Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local

UR

